هكذا من الأصل

Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE – Nº 16271 – 7 F

MERCREDI 21 MAI 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

■ La famine en Corée du Nord

Un responsable du programme alimentaire mondial parle de « *famine au ralenti* ». Les réserves alimentaires seront épuisées d'ici à la fin juin. p. 4

■ Grève à Air France

Les pilotes sont divisés : 35 % à 40 % des vols moyen courrier étaient assurés mardi, selon la direction. Le trafic était normal sur les longs courriers. p. 32

■ Elargissement de l'OTAN

Dans un point de vue, Vaclav Havel explique pourquoi il croit en ce « *pas en avant* », et met en garde contre les risques de déstabilisation entre l'Est et l'Ouest. p. 16

■ Josacine empoisonnée

Deux semaines de procès ont mis en lumière les failles de l'accusation. p. 11

■ Nouveau président à la Deutsche Bank

Rols Breueur devra redresser la rentabilité de la première banque allemande, dont il vient de prendre la présidence du directoire. p. 18

■ Le bœuf sur le gril



Deux adresses près de Paris, pour un avant-goût de barbecue : volailles à la broche et bœuf sur le gril. p. 24

■ Logements miniers

Les élus locaux s'opposent aux Charbonnages de France, qui possèdent 73 000 logements dans le bassin du Nord-Pas-de-Calais, pour la rénovation de ce parc immobilier. p. 10

■ Remontée du yen

Des anticipations de hausse des taux d'intérêt au Japon provoquent une brutale remontée du yen face au dollar et aux monnaies européennes. p. 18

■ Danses indiennes

Des danseuses et danseurs français qui ont étudié leur art en Inde revendiquent leur originalité, au moment où Paris accueille des spectacles de danses indiennes. p. 26

■ Les boat-people, une génération après

Un étranger sur quatre qui se rend au Vietnam fait partie des 2 millions de Viet Kieu qui ont fui le régime communiste après 1975. p. 15

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 400 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 521 - 7,00 F



Les choix de Lionel Jospin pour cinq ans

● Le premier secrétaire du PS oppose, dans « Le Monde », son programme de législature aux « quarante jours » de M. Juppé ● Temps de travail, salaires, emploi : ces objectifs ne pourront pas être atteints simultanément ● Les salariés de France Télécom consultés sur la privatisation

LIONEL JOSPIN expose, dans un entretien au *Monde*, ses choix de gouvernement pour cinq ans, la durée d'une législature, qu'il oppose aux mesures qu'Alain Juppé promet de mettre en œuvre dans les quarante premiers jours du nouveau gouvernement. « *Ce que nous voulons, c'est pouvoir constater qu'au bout de cinq ans, quand il faut rendre des comptes, le chômage a reculé, les inégalités se sont réduites, la société française est devenue plus humaine. Je préfère affronter des impatiences que provoquer des regrets* », dit-il. Le premier secrétaire du Parti socialiste s'efforce d'accroître la crédibilité de ses propositions économiques et sociales en leur imprimant la marque du réalisme. Ainsi explique-t-il le sens de la conférence salariale qu'il organiserait s'il l'emportait : « *On montrera qu'on ne peut pas à la fois, dans un lieu et dans un temps donnés, diminuer le temps de travail (avec salaire maintenu), augmenter par ailleurs les salaires directs et, en même temps, créer des emplois. Il y aura des arbitrages à faire pour que tout soit progressivement possible.* » Ainsi nuance-t-il le refus des socialistes d'une privatisation de France Télécom en annonçant que les salariés seraient consultés.



Lionel Jospin confirme qu'il demanderait un audit des finances publiques afin de connaître et de faire connaître aux Français « *la réalité des chiffres* ». Il estime que ses prises de positions sur l'Europe ne créeraient de difficultés ni avec Jacques Chirac en cas de cohabitation, ni avec le chancelier Kohl.

Jacques Chirac, qui reçoit à l'Elysée Helmut Kohl pour un dîner « informel » mardi et qui participera le 23 mai au Conseil européen extraordinaire de Noordwijk, dans la banlieue de La Haye, pourrait ne pas intervenir directement dans la campagne avant le premier tour. La position de Jean-Marie Le Pen, qui avait marqué clairement sa préférence pour une victoire de la gauche, a été combattue par ses deux lieutenants rivaux, Bruno Mégret et Bruno Gollnisch. Selon ce dernier, il ne saurait être question « *de faire voter à gauche* ».

Lire pages 6 à 9 et les points de vue page 16

M. Mobutu aurait placé l'essentiel de sa fortune en Afrique du Sud

L'ESSENTIEL des avoirs de Mobutu Sese Seko, le président zaïrois déchu, se trouverait « *plutôt à Johannesburg qu'à Bruxelles ou Genève* », ont confié au *Monde* des sources bancaires belges. Depuis quelques années, les caciques du mobutisme ont acquis des biens immobiliers en Afrique du Sud, y bénéficiant de l'explosion du marché. Dans la crise zaïroise, ce qui a frappé l'ancien président tanzanien Julius Nyerere, c'est d'ailleurs aussi le rôle central joué par l'Afrique du Sud. Dans un entretien accordé à notre correspondante à New York, M. Nyerere juge que le dénouement de la crise zaïroise a surtout manifesté un regain d'influence des Africains sur une crise africaine. Tandis que Kinshasa attend Laurent-Désiré Kabila, un porte-parole de son mouvement est resté dans le plus grand flou sur ses intentions politiques.

Lire pages 2 et 3

Crocodiles, serpents et amours clandestines sur l'île de la Nuit

AUCKLAND
de notre correspondante

Se sont-elles inspirées des aventures de Robinson Crusoé, de Sindbad le Marin ou de Crocodile Dundee ? Un peu des trois, semble-t-il, et probablement sans le savoir, car avant de devenir les héroïnes d'une rocambolesque odyssée, les sœurs Ingham trouvaient plus de consolation dans l'alcool que dans les romans d'aventures. C'est d'ailleurs passablement ivres qu'elles auraient embarqué à bord du *Bunga-Terasek*, un cargo battant pavillon malaisien, alors en escale dans le port de Nelson, dans l'île du sud de la Nouvelle-Zélande. Ayant repris leurs esprits et cherchant toujours un sens à la vie, elles découvrirent, « *mais un peu tard* », que le bateau avait largué les amarres, cap sur Singapour. La cabine d'un des marins, puis d'un autre, aussi accueillant que le précédent, leur servit de cache pendant deux mois.

Selon le récit livré au *Sunday Star* à Kuala Lumpur puis à l'émission télévisée « Sixty minutes », le deuxième complice, Ja'afar Bin Mohamed Zan, ne tarda pas à tomber « *passionnément amoureux de Sarah* »... Mais l'affaire tourna court lorsque le capitaine du navire découvrit les passagères clandestines. Faites prisonnières, elles s'échappent, conformément aux lois du genre. Héroïques ou inconscientes, elles sautent à l'eau le 20 avril, défiant méduses, requins et crocodiles de mer.

Par amour pour Sarah, le vaillant Ja'afar – dont le prénom signifie « *sauver et servir* » – saute aussi. Une chute de quatre étages, en pleine nuit, dans les eaux tièdes de la côte nord-est de l'Australie. Le capitaine du *Bunga-Terasek*, qui venait juste d'alerter les autorités néo-zélandaises de la présence de Sarah et Joanne Ingham à son bord, signale leur disparition, ainsi que celle de son matelot. Plusieurs avions survolent la zone, mais les recherches sont rapidement abandonnées : « *On ne survit pas dans cette région.* »

Pourtant, le 7 mai, des sandales en plastique et de la nourriture sont volées dans le modeste magasin de Coen, trois cents habitants, sur la péninsule du cap York. Les fugitifs, interpellés, passent aux aveux : le trio a survécu en se nourrissant de crabes et d'huîtres sur l'île de la Nuit, atteinte après 20 heures de dérive ; puis ils ont gagné le continent et sont tombés sur un campement d'aborigènes, les Kanju, qui les ont livrés à la police de Coen. L'infirmière de brousse qui les a examinés est sceptique. Les aborigènes du village aussi : « *Les gens de la ville ne peuvent pas tenir si longtemps. (...) Ici, les serpents vous attaquent la nuit et les crocodiles vous attrapent quand vous allez chercher de l'eau à la rivière.* »

Selon Ja'afar, Sarah, qui a passé « *un pacte de sang* » avec Ja'afar, souhaiterait se convertir à l'islam et épouser son sauveur. Le juge néo-zélandais chargé du dossier en a décidé autrement. Car les sœurs Ingham sont suspectées de crimes divers. Leur perception de la vie a changé, ont-elles expliqué pour leur défense. Quant à leur problème avec l'alcool, Ja'afar le marin, en bon musulman, l'aurait réglé, d'autorité.

Florence de Changy

«Le Monde» en tête

LA DIFFUSION [illegible] presse nationale a légèrement baissé en 1996 (– 1,3 %), selon Diffusion Contrôle (ex-OJD). Mais avec une diffusion totale payée de 367 787 exemplaires et une progression de sa diffusion payée en France, *Le Monde* devance désormais *Le Figaro* (364 584 exemplaires). Notre journal devient ainsi en 1996 le premier quotidien national français. Les journaux du groupe Amaury confirment leur progression : le quotidien sportif *L'Equipe* atteint 384 000 exemplaires ; avec le renfort de son édition nationale *Aujourd'hui* (98 386 exemplaires), *Le Parisien* affiche une diffusion totale de 458 051 exemplaires.

Lire page 29

Le parler faux de l'ultralibéralisme

LE SIMPLE FAIT qu'ait pu être avancé le nom de l'ultralibéral Alain Madelin comme nouveau premier ministre possible d'un Jacques Chirac entré à l'Elysée, deux ans auparavant, sur la promesse de réduire la « *fracture sociale* » montre le degré de confusion atteint dans le débat politique. Au-delà de l'incompréhension suscitée par une dissolution hors normes, le malaise d'un pays désabusé tient, pour l'essentiel, dans un sentiment résumé par Claude Olievenstein, médecin chef de l'hôpital Marmottan et spécialiste de la toxicomanie, qui confiait récemment à *Libération* son « *impression que tout le monde parle faux dans cette campagne* ».

Ainsi, poser la question de l'emploi, c'est, ou ce devrait être, poser celle de la politique économique et sociale ; donc, de la détermination des uns et des autres face au libéralisme, voire à l'ultralibéralisme qui s'est imposé depuis deux décennies dans le monde occidental, avec une force telle que tout débat de fond est récusé à l'avance.

Albert Du Roy n'est-il pas fondé à écrire dans *L'Evénement du jeudi* (daté 8-14 mai) qu'« *à entendre les anathèmes actuels des ayatollahs "libéralistes", on se croirait parfois revenu au temps des diatribes staliniennes* » ? De ce point de vue, c'est la droite surtout qui donne l'impression de parler « faux », tandis que la gauche, elle, parle « flou ». L'ouverture de la campagne, pourtant, a marqué un début de clarification par rapport au *statu quo ante*, où des observateurs, souvent en dehors des sphères politiques, s'alarmaient de voir la France emprunter la voie d'un modèle à l'anglo-saxonne – par opposition au « modèle rhénan », plus éloigné des chimères ultralibérales – sans que ce choix ait jamais été affirmé clairement, ni même débattu.

En accusant d'emblée le gouvernement de prévoir, en cas de victoire électorale, un « *capitalisme dur* », en refusant d'« *entrer dans le XXIe siècle en imposant un retour aux règles sociales du XIXe siècle* », le PS et son premier secrétaire Lionel Jospin ont eu le mérite de soulever le vrai problème. Mais ce débat, esquissé, ne s'est jamais vraiment ouvert, parce qu'il gêne tout le monde et aussi parce qu'il donne lieu à toutes les manipulations.

Jean-Louis Andreani

Lire la suite page 17

Record en longueur



KADER KLOUCHI

LE RECORD de France du saut en longueur, qui appartenait depuis 1976 à Jacques Rousseau (8,26 m), a été amélioré, lundi 19 mai, de la façon la plus inattendue par Kader Klouchi. Agé de 27 ans, le sociétaire de l'ES Aussillon (Tarn) a franchi 8,28 m à Albi alors qu'il n'était encore jamais allé au delà de 8,03 m.

Lire page 22

TRANSITION Alors que Laurent-Désiré Kabila devait arriver mardi 20 mai à Kinshasa, les nouvelle autorités de la République démocratique du Congo ébauchent leur programme. ● JULIUS NYERERE, l'ancien président tanzanien, présenté comme le maître à penser du nouveau chef de l'Etat, Laurent-Désiré Kabila, estime qu'il faut laisser à ce dernier le bénéfice du doute et se réjouit du fait que le transfert du pouvoir au Zaïre ait été *« du début jusqu'à la fin une affaire africaine »*. ● A GOMA, dans l'est du pays, les affrontements se multiplient entre les soldats de l'Alliance et des éléments présentés comme des extrémistes hutus des ex-Forces armées rwandaises. ● SELON UN BANQUIER BELGE, l'ancien président Mobutu aurait retiré la majeure partie de ses fonds de Belgique et de Suisse pour les placer essentiellement en Afrique du Sud.

Les nouveaux dirigeants du Congo (ex-Zaïre) restent flous sur leur programme

Trois jours après l'entrée de leurs troupes à Kinshasa, les responsables de l'Alliance laissent planer beaucoup d'incertitudes sur leurs intentions, en particulier sur l'autorisation des partis politiques et l'organisation d'élections générales

KINSHASA
de notre envoyé spécial

Viendra, viendra pas ? Mardi, en fin de matinée, les Kinois s'interrogaient encore. Ils avaient entendu sur les radios internationales que le président sud-africain, Nelson Mandela, promettait l'arrivée de Laurent-Désiré Kabila, leur *« libérateur »*, mardi 20 mai à Kinshasa. Mais sur place, la délégation de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) se bornait à annoncer son arrivée prochaine...

Le chef des rebelles, qui s'est proclamé chef de l'Etat samedi, quelques heures après la fuite du maréchal Mobutu Sese Seko, n'a pas l'habitude de se précipiter dans les villes conquises par son armée. Il attend logiquement avant de s'y rendre que la sécurité y soit pleinement assurée. Peut-être a-t-il changé ses manières. Mais Kinshasa est une mégalopole d'au moins cinq millions d'habitants où circulent encore un grand *nombre de soldats de* l'ancien régime traqués, armés et désemparés...

La population est à la fois impatiente de voir celui qui a *« libéré le pays »* et inquiète de ses manières. Les Kinois ont Etienne Tshisekedi dans le cœur. Ils connaissent le vieux sphinx de Limete. Ils étaient derrière lui chaque fois qu'il donnait un coup de boutoir dans la forteresse du régime Mobutu. C'est l'homme qu'ils vénèrent bien plus que son parti, l'Union des démocrates pour le progrès social (UDPS).

FATALISME

Il n'en reste pas moins vrai que la perspective de vivre désormais sans le foisonnement politique auquel ils sont habitués depuis sept ans ne les enchante guère. *« Libérés, ça ne veut rien dire pour nous si les partis politiques sont interdits. C'est un bond en arrière, le retour au temps maudit du parti unique »*, s'indigne un vieux militant de l'UDPS, pondérant toutefois son jugement d'un propos fataliste : *« Bon, de toutes façons on va voir ce qu'il va faire. Mais il a intérêt à nous mettre Tshisekedi à la primature, pour diriger le gouvernement ! »*

Ceux qui ont la politique chevillée au corps – quelque 450 partis et formations diverses ont vu le jour après l'ouverture au multipartisme décidée le 24 avril 1990 par M. Mobutu – ont écouté avec intérêt la première déclaration publique de l'Alliance. Docte, assis sous le tableau noir d'une salle de cours de journalisme, dans les locaux de la radio et de la télévision, le secrétaire général du mouvement, Déogratias Bugera, a ébauché lundi matin un programme politique aux accents tiers-mondistes.

Arrivé la veille à Kinshasa, en provenance de Kigali, la capitale rwandaise, M. Bugera, accompagnés de *plusieurs « commissaires »* de l'Alliance, a brossé à grands traits ce que seront les lendemains politiques de la République démocratique du Congo, ex-Zaïre. Il a annoncé la formation rapide d'un gouvernement de salut national et la création d'une Assemblée constituante au cours des deux prochains mois, mais il s'est abstenu de donner une date pour d'éventuelles élections générales.

M. Bugera, au nom de l'Alliance, a expliqué que *« si la démocratie est devenue un principe essentiel pour l'émancipation des peuples, il y a lieu d'avoir à l'esprit que les fascistes locaux et internationaux s'en servent également pour masquer leurs intérêts égoïstes et inavouables. La démocratie ne doit pas être perçue comme un système où seul le nombre est pris en compte. (...) Il nous faut aujourd'hui construire un système démocratique où les dirigeants politiques ne seront que les dépositaires d'un pouvoir d'Etat émanant d'un peuple réellement souverain, libre et uni. »*

« VIOL COLONIAL »

Déogratias Bugera, l'un des fondateurs de l'Alliance démocratique des peuples (ADL), mouvement ancré dans le Nord-Kivu et regroupant essentiellement des Tutsis zaïrois, s'est livré à un long réquisitoire contre le régime de M. Mobutu, accusé d'avoir détruit toutes les valeurs morales et d'avoir *« engagé la société congolaise vers la déchéance intégrale »*. En effaçant le Zaïre des tablettes de l'histoire, l'AFDL balaye vingt-cinq ans de dictature et sept longues années de transition politique pour le moins chaotique. Les *« acquis de la Conférence nationale souveraine »*, auxquels se réfèrent sans cesse les professionnels de la transition, sont balayés, tout comme les partis politiques (dont un grand nombre avaient été créés ou favorisés par le régime à la recherche d'une stratégie lui permettant de rester au pouvoir) sur lesquels l'Alliance refuse de s'appuyer.

Le secrétaire général de l'Alliance a appelé les *« patriotes congolais, les combattants de la liberté »* à refuser *« le viol colonial des peuples d'Afrique »*. Il a demandé *« aux compatriotes en exil à l'étranger de revenir au pays »* et aux militaires des Forces armées zaïroises de *« remettre leurs armes à l'AFDL »*. Après avoir livré la *« devise sacrée de la nouvelle nation congolaise : "Démocratie, justice, unité" »*, M. Bugera a conclu son intervention en saluant *« la mémoire de Patrice Lumumba qui s'est sacrifié pour que le Congo soit uni, fort et prospère»*.

L'Alliance a invité, lundi après-midi, les « opérateurs économiques privés », les présidents-directeurs généraux et autres administrateurs de banques et entreprises publiques et para-publiques à venir écouter le « commissaire » au plan dans les salons de l'hôtel Intercontinental. Ils sont venus. Certains sont repartis surpris d'avoir entendu magnifier *« le marché et ses vertus »*. Tous ont affirmé vouloir jouer le jeu *« dans l'intérêt du Zaïre, euh... pardon, du Congo »*, comme l'a sobrement résumé un richissime patron, pur produit du régime précédent. Un *« petit de Mobutu »*, comme disent les Kinois pour désigner ceux qui doivent tout à l'ex-dictateur...

Frédéric Fritscher

M. Kabila doit informer l'ONU du changement de nom du Zaïre

Le gouvernement déchu de Kinshasa continuera à pouvoir siéger à l'ONU aussi longtemps que la commission des accréditations des Nations unies n'aura pas pris de décision sur le changement de nom du Zaïre en *« République démocratique du Congo »*. Le nouvel homme fort du pays, Laurent-Désiré Kabila, doit notifier aux Nations unies le changement de nom du pays, a expliqué le porte-parole de l'ONU, Fred Eckhard.

Les Etats-Unis* ont décidé de reconnaître *de facto* le nouveau régime à Kinshasa. *« Il n'est pas nécessaire de proclamer formellement que nous reconnaissons le* (nouveau) *gouvernement »*, a déclaré le porte-parole du département d'Etat. – *(AFP.)

Les affrontements se multiplient à la frontière avec le Rwanda

GOMA (Nord-Kivu)
de notre envoyée spéciale

Aux premiers jours de l'ère nouvelle, lundi 19 mai, Goma retrouva le soleil et ses habituelles occupations. Mais, curieusement, la chute de Kinshasa et l'autoproclamation du chef de la République, Laurent-Désiré Kabila, n'étaient plus les principales préoccupations. C'est qu'ici, à deux heures de route de la frontière avec le Rwanda, l'on venait d'apprendre que des combats entre des extrémistes hutus et des bataillons de l'Alliance avaient éclaté dans le parc national des Virunga, à 30 kilomètres au nord de Goma.

Au fil des heures, des témoignages dignes de foi permirent de transformer la rumeur de la rue en *un récit de ces derniers événements guerriers... Di*manche 18 mai, vers 8 heures, non loin des camps de réfugiés hutus installés en novembre 1996 à Katale et Kahindo, des centaines de soldats perdus des ex-Forces armées rwandaises (FAR) surgissent de l'épaisse forêt. Vêtus d'uniformes neufs des Forces armées zaïroises (FAZ), brandissant des armes automatiques rutilantes, sans doute abandonnées par ces mêmes FAZ lors de leur déroute, ils arrivent à pied de l'ouest. Trois guetteurs de l'Alliance, qui patrouillent en permanence à proximité de la « passe des Eléphants », sont tués. D'autres militaires de leur bord, alertés par le bruit des détonations, appellent des renforts à leur camp militaire voisin de Rumangabo.

INFILTRATIONS

Peu après, un camion de commerçants zaïrois venus de Bukavu et allant vers le nord, fait *« une rencontre malheureuse »* avec les attaquants. Quatre passagers sont assassinés. Huit autres sont grièvement blessés à coups de couteaux. Les *soldats perdus des ex-FAR continuent* leur avancée. Ce n'est que vers 16 heures que l'affrontement se produit avec les renforts envoyés par l'Alliance, essentiellement des militaires rwandais lancés à la poursuite des extrémistes hutus.

Les infiltrations de part et d'autre de cette frontière n'ont cessé d'augmenter ces derniers jours. Vendredi 16 mai, un sérieux affrontement entre des ex-FAR et des militaires rwandais avait déjà fait une dizaine de morts civils. Ces incidents semblent témoigner d'un large mouvement de retour, amorcé par les extrémistes hutus, après la prise des principales villes de la région par l'Alliance.

Le 1er mai déjà, un villageois nettoyant la piste avait été tué. Une patrouille de l'Alliance lui reprochait d'avoir hébergé des Hutus qui venaient de tendre une embuscade. Le 15 mai, un hélicoptère alerté par des guetteurs avait aperçu des fumées filtrant de la forêt, entre les deux grands volcans de Mikeno et Nyiragongo. Il ouvrit le feu sur ce qui se révéla être un camp de 350 réfugiés hutus, dont beaucoup de femmes et d'enfants. *« Ceux qui se cachent encore dans la forêt sont considérés comme des extrémistes des ex-FAR »*, commenta-t-on sur place. Côté Rwanda, selon divers témoins dignes de foi, dans les deux préfectures du nord-ouest du pays, l'insécurité est aussi très forte.

Danielle Rouard

Laurent-Désiré Kabila et l'AFDL : un homme mal connu et une organisation mystérieuse

Le « tombeur » du maréchal Mobutu n'a pas dissipé les doutes liés à son passé et au rôle joué dans sa victoire par ses « parrains » rwandais et ougandais

PORTRAIT

Opposant patient, l'ancien guérillero a su saisir l'opportunité offerte par l'Histoire

PARTOUT, le petit homme a été accueilli en sauveur, héros d'une épopée de sept mois qui a débarrassé le pays d'un des potentats les plus caricaturaux de l'Afrique post-coloniale. Partout, il a été salué par des foules enthousiastes : *« Kabila ! Kabila ! »*, qui fêtaient le *« libérateur »*. Partout, il est apparu la tenue modeste – chapeau de paille et chemisette –, la dégaine bonhomme, large sourire et démarche rondouillarde, comme s'il cultivait à plaisir un profil inverse, exactement, de celui de son ennemi de trente-deux ans. Laurent-Désiré Kabila, le simple et l'austère, contre Joseph-Désiré Mobutu, bouffi de luxe corrompu ; le guérillero sorti des forêts de l'Est zaïrois contre le dictateur devenu milliardaire aux dépens de son peuple.

L'image est belle – qui a séduit une bonne partie de la presse internationale –, mais, si elle rend assez bien compte de ce que fut le Mobutu des dernières années, elle n'est pas tout à fait conforme à la réalité de son « tombeur ».

Laurent-Désiré Kabila, tout au long de sa foudroyante conquête, a peu parlé : il n'aime guère la presse. Il s'est encore moins confié à ses interlocuteurs étrangers. Ses rares interventions publiques, du moins celles relevées par les médias, ont plus inquiété que rassuré : il est *fortement partisan d'un régime de* parti unique ; la question des réfugiés rwandais n'est, à l'en croire, qu'un *« petit problème »*.

Dans ses choix de citations, la presse est volontiers réductrice ; mais, si l'on s'en tient aux témoignages des responsables étrangers – américains, sud-africains, français, et autres – qui ont, ces dernières semaines, eu à traiter avec M. Kabila, les commentaires sont, au mieux, mitigés. Il est souvent qualifié de *« cynique »* et d'*« aventurier »*, crédité de sens politique mais jugé de *« peu d'envergure »*. Il passe pour ne pas être le vrai « patron » de l'AFDL et pour être obligé, avant toute décision, d'en référer à une demi-douzaine de militaires (les commandants de l'Alliance), des Tutsis, dont certains ne seraient zaïrois que de fraîche date.

RÉAPPARITION

Laurent-Désiré Kabila apparaît – ou plutôt réapparaît – sur la scène zaïroise en octobre 1996. Depuis un mois, les Banyamulengés – littéralement : « ceux de Mulengé », des Tutsis de l'est du Zaïre – sont en conflit avec le pouvoir central, dans la région du Kivu où sont réfugiés des centaines de milliers de Rwandais. Les Tutsis mettent en déroute les Forces armées zaïroises (FAZ).

Ils sont appuyés par l'armée rwandaise (qui fait la chasse aux extrémistes hutus responsables du génocide de 1994) et par celle de l'Ouganda (qui veut sécuriser ses frontières). Kigali et Kampala entendent neutraliser l'Est zaïrois et en faire une zone-tampon largement sous leur contrôle ; dans cette entreprise, ils passent pour avoir le soutien des Etats-Unis.

En octobre, l'opération paraît changer de nature et de dimension. Sorti des oubliettes de la guerre froide, M. Kabila fait sa réapparition dans la région. Il dit avoir uni une petite série de mouvements d'opposition et les avoir regroupés au sein de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL). Il dit aussi que l'objectif de ladite AFDL est de renverser le régime du maréchal Mobutu. A l'époque, personne – notamment chez les spécialistes de l'Afrique – ne prend M. Kabila au sérieux ; mais par la suite, rien ne viendra arrêter la marche du petit homme.

Le chef rebelle a cinquante-six ans, l'allure plus « rad-soc » que guerrière et – comme l'a rapporté *Le Monde* du 12 avril – un passé où se mélangent deux portraits : celui d'un militant politique doublé d'un aventurier des affaires. Il est né à Moba, sur le lac Tanganyika, dans le nord de la province du Shaba (ex-Katanga), et appartient à l'ethnie luba. A la fin des années 50, il a étudié à Paris et en Europe de l'Est et en est revenu, comme nombre de jeunes Africains de l'époque, militant socialiste tiers-mondiste.

Fidèle à ses convictions, et tout jeune député dans un Congo tout juste indépendant, il soutient, en 1960, le gouvernement du premier ministre, Patrice Lumumba. Passant pour pro-soviétique, Lumumba inquiète les Occidentaux et doit très vite affronter la CIA. Elle fomente un coup d'Etat qui met en place, en septembre, le chef de l'armée, un certain Joseph-Désiré Mobutu ; Lumumba est arrêté, torturé puis assassiné en 1961.

L'ex-député Kabila reprend le chemin de l'Europe de l'Est (Belgrade), puis rejoint, en 1963, dans l'est du pays, l'insurrection d'inspiration lumumbiste soutenue par Moscou *et dirigée par* Gaston Soumialot. Il est alors farouchement anti-impérialiste et anti-américain. C'est l'époque (1965) où l'Argentin Ernesto « Che » Guevara et une centaine de *barbudos* tentent, sans grande conviction, de prêter main-forte aux maquis anti-Mobutu.

En 1967, Laurent-Désiré Kabila fonde le Parti révolutionnaire du peuple (PRP) et poursuit une guérilla à éclipses dans le Shaba et le Kivu avec ses Forces armées populaires qu'appuient les régimes « progressistes » de la région, notamment la Zambie et la Tanzanie.

Il acquiert ainsi la légitimité d'un opposant au mobutisme qui – contrairement à beaucoup d'autres – n'a jamais pactisé avec le régime et ne s'est jamais fait « acheter » par le « citoyen-président ». Pour autant, il ne vit pas dans l'ascétisme révolutionnaire, négociant avec les pays voisins nombre des ressources naturelles de la région : or, diamants, bois, etc. Il investit ici et là, surtout en Ouganda et en Tanzanie, où l'on accueille à bras ouverts l'opposant à Mobutu. Admirateur du Tanzanien Julius Nyerere, il sert aussi trois présidents ougandais : Idi Amin Dada, Milton Obote et, le dernier, Yoweri Museveni.

RASSEMBLEMENT DE FORTUNE

A quel titre, comment, dans quelles conditions intervient-il dans les conflits de septembre-octobre 1996 ? L'épisode est encore largement mystérieux. Est-il, piloté depuis Kigali et Kampala, la caution zaïro-zaïroise de ce qui ressemble fort à une intervention extérieure menée par l'Ouganda et le Rwanda ? Est-il une marionnette poussée par les Etats-Unis, qui soutiennent les gouvernants de Kampala et Kigali ? Est-il un politique futé, l'opposant patient qui a su attendre son heure et saisir l'opportunité que lui offre l'Histoire ? Sans doute un peu tout cela à la fois, est-on tenté de conclure, faute de plus amples informations.

Comment l'AFDL, pratiquement d'une semaine à l'autre, est-elle devenue cette belle machine de guerre alignant une dizaine de milliers de combattants bien nourris, payés et équipés ? Là encore, les *zones d'ombre ne manquent* pas.

L'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL) a été constituée officiellement le 18 octobre 1996. Elle résulte de la fusion de quatre partis : le Parti révolutionnaire du peuple (PRP) de Laurent-Désiré Kabila, le plus connu de par ses prises de position lumumbistes ; le Mouvement révolutionnaire pour la libération du Zaïre (MRLZ) ; l'Alliance démocratique des peuples (ADP) et le Conseil national de la résistance pour la démocratie (CNRD).

L'Alliance n'apparaît alors que comme un rassemblement de fortune, aiguillonné par les voisins du Zaïre et mobilisé par un seul objectif : Mobutu. *« Mouvement de libération du peuple »* avant toute chose, elle ne propose pas de programme précis, et ses statuts se limitent à une série de poncifs comme l'obligation faite à ses membres d'être *« honnêtes, disciplinés et modestes »*, de *« travailler laborieusement afin de s'attirer la sympathie du peuple »*, d'*« éviter toute habitude bureaucratique »* et de... *« payer sa cotisation annuelle »*.

Sa campagne victorieuse contre les Forces armées zaïroises n'a pas permis d'éclairer la nature et le fonctionnement d'un mouvement qui reste très opaque. Plusieurs personnalités sont, cependant, apparues sur le devant de la scène :

- **Gaëtan Kakudji**, secrétaire général de l'Alliance après avoir été « commissaire aux affaires étrangères ». Cousin de Laurent-Désiré Kabila, gouverneur provisoire de la province du Shaba, il constitue un tandem manifestement éprouvé avec le « ministre » des affaires étrangères, Bizima Karaha.
- **Bizima Karaha**, âgé de vingt-neuf ans, a suivi des études de médecine en Afrique du sud.
- **Mwana Panga Mwana Nanga**, « ministre » des finances. Jusqu'à une date très récente, il étudiait l'économie à l'université du Kentucky.
- **Kongolo Mwenezi**, « ministre » de la justice. Il a également été formé aux Etats-Unis.

Le pouvoir et l'influence réels de ces hommes, plutôt jeunes et anglophones, restent encore difficile à discerner. Ils doivent compter avec un petit cercle de militaires dont la majorité, selon certaines sources, est constituée de militaires zaïrois *« de fraîche date »*, ce qui trahirait la très forte influence du Rwanda et de l'Ouganda sur l'Alliance de Laurent-Désiré Kabila.

Al. F. et G. P.

Les Français invités à « reprendre leurs activités »

L'ambassade de France à Kinshasa a appelé, lundi 19 mai, les opérateurs économiques français à reprendre leurs activités dans la capitale. L'ambassade a affirmé à l'AFP vouloir répondre à des *« rumeurs »* selon lesquelles des manifestations antifrançaises se seraient déroulées à Kinshasa et qu'elle aurait recommandé à ses ressortissants, dont certains se trouvent au Congo voisin, de ne pas revenir à Kinshasa. *« Il n'en est strictement rien »*, selon l'ambassade, qui a appelé *« les responsables économiques français à reprendre leurs activités, si elles avaient été suspendues, dans la capitale »* et à *« rouvrir leurs grilles »*. Différents directeurs d'entreprises françaises avaient reçu instruction la semaine dernière de leurs directions respectives de quitter la capitale et de fermer leurs représentations.



Lundi soir, à Brazzaville, le clan Mobutu attend un avion...

BRAZZAVILLE
de notre envoyé spécial

Le ressac les a laissés là, à Brazzaville, à deux kilomètres de Kinshasa : une centaine de membres du clan Mobutu, des réfugiés rwandais dont le nombre grossit d'heure en heure, des Maliens qui campent depuis des jours devant l'aéroport, des jeunes gens fortunés au bord de la piscine d'un grand hôtel, qui se lamentent d'avoir oublié leur serviette de bain du mauvais côté du Stanley Pool. Ils n'ont qu'un point commun, le raz-de-marée qui vient de transformer le Zaïre en République démocratique du Congo les a portés jusqu'à l'autre rive du fleuve.

Sur la piste de l'aéroport de Maya-Maya, le Boeing 737 aux couleurs de la défunte République du Zaïre était immobilisé, lundi 19 mai en fin de journée. Il était censé emmener vers l'exil environ cent dix parents et proches du maréchal Mobutu, parmi lesquels son fils Kongolo, que les Kinois avaient surnommé « Saddam Hussein ». Mais l'équipage de l'avion a refusé de décoller, invoquant les menaces qui pèsent sur un tel vol. Selon d'autres sources, les pilotes estimeraient que l'appareil appartient désormais au gouvernement en exercice, celui de l'AFDL de Laurent-Désiré Kabila.

Il semble enfin que la famille d'un homme qui fut l'un des plus riches du monde ait quitté Kinshasa dans une telle précipitation qu'elle ne disposait pas d'assez d'argent pour payer les taxes et le carburant nécessaires au décollage. Les efforts des autorités du pays hôte pour se débarrasser rapidement de ce clan encombrant ont porté leurs fruits et, lundi soir, un avion spécial de la compagnie Lina-Congo, affrété spécialement par le gouvernement de Brazzaville, s'envolait pour le Togo.

Pour une fois, les immigrés maliens ont eu plus de chance. Lundi matin, un Boeing 747 de la compagnie Air Dabia avait rapatrié environ 700 d'entre eux vers Bamako. Ces commerçants, installés à Kinshasa, ont fui la menace des pillages et campent, pour certains depuis la mi-avril, aux portes de l'aéroport. C'est finalement la stupéfiante générosité de l'homme d'affaires malien Babani Sissoko qui leur a permis de rentrer. Etabli à Miami, en Floride, propriétaire d'Air Dabia, M. Sissoko a offert un voyage gratuit à plus de deux mille de ses compatriotes...

« UN JOUR, DANS TROIS OU CINQ ANS... »

Certains commerçants songent désormais à rentrer à Kinshasa. Diagui Touré, qui vend de la fripe, est mécontent. Grâce à son téléphone cellulaire, il a appris qu'on avait pillé deux conteneurs dans ses entrepôts. En colère, mais pas découragé, il énumère : *« J'ai été pillé pour la première fois lors des émeutes après le match de football Congo-Zaïre en 1987. En 1991, ce sont mes dépositaires qui ont tout perdu. Cette fois, c'est encore moi. »* Un de ses amis ajoute : *« Il faut dire qu'il s'était installé à côté du camp militaire de Ndolo, en croyant qu'il y serait en sécurité. C'était le meilleur moyen de se faire piller. »*

Au siège de la Croix-Rouge, 200 réfugiés rwandais attendent d'être transférés dans un camp à la périphérie de Brazzaville. Ils ont traversé le fleuve pendant le week-end. Dans ce groupe, on retrouve le *« président de l'association des journalistes rwandais »* qui était chargé de limiter les contacts entre les journalistes étrangers et les réfugiés du camp de Tingi-Tingi. Parmi les Rwandais s'est glissé un Zaïrois. Neveu d'un ministre important du maréchal Mobutu, il dit craindre moins les troupes de l'Alliance que les vengeances des voisins. Contemplant une photo de Kongolo Mobutu, il se met à rêver : *« Un jour, dans trois ou cinq ans, il reviendra, comme Kabila, en rebelle. »*

Thomas Sotinel

L'essentiel des avoirs du dictateur déchu se trouverait en Afrique du Sud

Selon un banquier belge, le maréchal Mobutu aurait, depuis 1990, largement retiré ses fonds de Belgique et de Suisse

BRUXELLES
de notre envoyé spécial

« J'ai toujours dit que le régime de Mobutu crèverait faute d'argent. Quand j'étais encore à Kinshasa, j'ai vu passer pendant des années des sommes considérables, des dizaines de millions de dollars plutôt que des centaines de millions ou de milliards comme on l'a faussement écrit. Ces derniers temps, pour les barons du mobutisme, qui n'ont cessé de vivre sur un grand pied comme si de rien n'était, les fins de mois ont dû être très difficiles. Je doute que Mobutu et sa famille, au sens large, puissent aligner 4 milliards de dollars, comme c'était le cas vers le milieu des années 80, lors des années fastes », nous déclare un banquier belge qui a fait toute sa carrière au Zaïre.

D'où provenait l'argent du dictateur ? A écouter notre interlocuteur, la Gécamines (Générale des carrières et des mines), société minière d'Etat (cuivre, zinc et cobalt du Shaba), était la principale « vache à lait » du président. Les sommes étaient versées sur des comptes spéciaux – ouverts au nom de l'Etat et non pas de M. Mobutu lui-même – auprès de banques étrangères « amies ».

Autre source de revenus, la Miba (Minière de Bakwanga), la compagnie diamantaire (dont l'Etat possédait 80 % du capital) versait comptant jusqu'à 1 million de dollars en espèces à la caisse présidentielle lors des livraisons de pierres aux compagnies étrangères. S'y ajoutent les comptoirs diamantaires du Kasaï tenus par les hommes liges – libanais pour la plupart – du fils aîné de M. Mobutu, Kongolo. Ces pierres, rachetées directement aux *« diggers »* (creuseurs), étaient négociées à Anvers par des hommes de paille belges, israéliens ou zaïrois. Il y avait aussi les diamants angolais provenant des zones tenues par l'Unita – dont M. Mobutu était le principal allié – qui étaient monnayés à Tshikapa, dans le Kasaï.

Le café, dont la production est concentrée dans la province de l'Equateur, région natale du chef de l'Etat, constituait une autre source de revenus personnels. Restait enfin l'import-export (voitures, vivres...) et les « cadeaux », toujours en espèces, versés par les entrepreneurs étrangers et leurs associés zaïrois à la « cagnotte » présidentielle. Enfin, à partir de 1993-1994, s'est ajouté le trafic d'or, celui des lingots issus du blanchiment de l'argent sale ou des faux billets de banque.

DÉSINVESTISSEMENTS

Où est passée cette fortune que souhaite retrouver le nouveau pouvoir ?

De source bancaire, on estime que le gros des avoirs de M. Mobutu et de ses plus fidèles lieutenants n'est ni en Belgique ni en Suisse, comme certains ont pu le croire.

Les avoirs belges auraient été progressivement liquidés à partir de 1990, après l'interdiction de séjour qui avait frappé les enfants du président et les hommes d'affaires de son entourage, conséquence des massacres d'étudiants à Lubumbashi. Quant aux Suisses, on estime qu'ils ont procédé à de nombreuses opérations de désinvestissements à la suite du renforcement de la législation contre le blanchiment de l'argent sale.

« Plutôt Johannesburg que Bruxelles ou Genève » : comme l'affirme ce financier belge, les caciques mobutistes ont assuré leurs arrières en Afrique du Sud, pays qui a supprimé en 1989 le visa d'entrée pour les ressortissants zaïrois. Ils ont acquis des biens immobiliers dans les faubourgs de la capitale sud-africaine, comme Santon ou Rosenbank, attirés par le boom de la construction, les prix bas, l'absence d'obstacles administratifs et les excellents services sanitaires.

Les milieux d'affaires s'inquiètent aujourd'hui de la présence dans l'entourage de Laurent-Désiré Kabila d'étudiants ou d'universitaires peu au fait des réalités économiques. *« J'espère que la priorité de la nouvelle administration sera de bien gouverner plutôt que d'instaurer une démocratie immédiate pour laquelle le pays n'est pas préparé. Kabila devrait suivre l'exemple de l'Ouganda et du Ghana, devenus les enfants chéris de la Banque mondiale sans être pour autant des démocraties de type occidental »*, dit un entrepreneur zaïrois, proche de l'opposition et de passage à Bruxelles.

Selon les analystes, à court terme, le redressement de la production minière devrait être la préoccupation essentielle de l'Alliance.

Pour relancer l'exploitation de la Gécamines, dont la production a chuté de 75 % depuis 1991, les capitaux nécessaires devront provenir de l'étranger, principalement des sociétés minières américaines, canadiennes ou suédoises qui ont signé des accords de principe avec M. Kabila, ainsi que des grands groupes sud-africains. A les entendre, la solution passe par une privatisation rapide et totale de la Gécamines, ainsi que de la Miba, afin de regarnir les caisses de l'Etat et de refiscaliser les économies grâce à l'acquittement par les sociétés minières d'impôts et de redevances.

Marc Roche

Julius Nyerere : « Le transfert du pouvoir au Zaïre a été une affaire essentiellement africaine »

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Julius Nyerere perd patience vis-à-vis des Occidentaux. Le fait que l'on puisse *« réduire »* l'événement historique en cours au Zaïre à une guerre entre anglophones et francophones est, pour l'ancien président de la Tanzanie, *« intolérable et inacceptable »*. Il se dit *« offensé »* de lire dans la presse occidentale que désormais, au Zaïre, l'influence américaine succède à l'influence française. *« Et l'influence africaine alors ? »*, demande-t-il, visiblement agacé.

Invité lundi 19 mai à New York à une table ronde organisée par l'International Peace Academy (IPA), Julius Nyerere, soixante-quinze ans, entend faire passer quelques messages à la communauté internationale. Pour commencer, insiste-t-il, le transfert du pouvoir au Zaïre a été *« du début jusqu'à la fin une affaire africaine, et les Occidentaux ont été quasi impuissants »*.

S'il admet, en privé, que des *« conseillers »* américains ont accompagné Laurent-Désiré Kabila de *« Goma jusqu'à Kinshasa »*, en public, il dit que le fait que des puissances étrangères aient aidé le nouveau président du Zaïre à prendre le pouvoir *« ne change rien au fait que ces puissances sont africaines et non pas occidentales »*.

Le deuxième message consiste à donner *« le bénéfice du doute »* à Laurent-Désiré Kabila, qui a passé plus de trente ans de sa vie en Tanzanie et qui parle souvent de l'ancien président tanzanien comme de son *« gourou politique »*. *« Kabila a été entraîné dans un vide politique*, explique M. Nyerere. *Personne n'est plus surpris que lui d'avoir réussi si vite ; alors, jugeons-le sur ce qu'il va faire et non pas sur ce qu'il aurait fait. »* Il se met en colère lorsqu'on lui pose des questions sur les atrocités commises par les forces de l'Alliance contre les réfugiés rwandais. *« Il est absurde de démoniser Kabila comme vous le faites*, rétorque-t-il. *Séparons les faits de la fiction. Faisons une enquête pour savoir qui est vraiment responsable de la situation des réfugiés. »*

> « Kabila a été entraîné dans un vide politique. Personne n'est plus surpris que lui d'avoir réussi si vite ; alors, jugeons-le sur ce qu'il va faire et non pas sur ce qu'il aurait fait »

L'évaluation de la situation humanitaire par M. Nyerere découle de deux principes, explique un ambassadeur : *« D'abord, sa joie de voir la fin de l'ère Mobutu et, ensuite, le début de la notion que l'Afrique peut être maîtresse de son destin. En gros, il refuse que ce changement historique au Zaïre puisse être assombri par l'acte de vengeance de quelques soldats de l'Alliance. »*

La réaction du président Nyerere est palpable lorsqu'il aborde le sujet de *« l'évolution historique »* en cours en Afrique. *« Ne perdez pas de vue ce qui se passe dans notre région du monde*, dit-il énergiquement. *D'Addis Abeba au Cap, une nouvelle génération de dirigeants prend son destin en main. Les démocraties s'enracinent. »* Il ajoute avec humour : *« Pierre Buyoya, que l'on disait l'"homme fort de Bujumbura", est désormais le "président Buyoya". »* L'organisateur de la réunion, Olara Otunnu, l'un des membres de l'IPA, ne peut s'empêcher de rappeler que ces nouveaux dirigeants *« sont tous arrivés au pouvoir militairement : Yoweri Museveni en Ouganda, Paul Kagamé au Rwanda, Pierre Buyoya au Burundi et Laurent-Désiré Kabila au Zaïre »*.

Sur ce que fera le « président » Kabila au Zaïre, M. Nyerere admet ne pas trop le savoir. *« Tout ce que je peux faire, c'est lui donner des conseils, et je n'y manquerai pas »*, dit-il. D'abord, estime-t-il, *« n'oubliez pas que Kabila n'est pas Mandela ; mais Mobutu n'est pas De Klerk non plus ;, alors, je dirai à Kabila de ne pas inclure les mobutistes dans son gouvernement car il perdrait toute crédibilité au Zaïre »*. Il pense, par contre, que *« tous les autres partis »* politiques devraient impérativement y être inclus.

L'ancien président tanzanien estime que ce serait *« une folie »* d'organiser des élections tout de suite. *« Pas avant deux ans*, dit-il. *Kabila devrait permettre aux partis politiques de s'organiser. »* Un autre sujet qui provoque un vif débat à la réunion est le rôle de la francophonie en Afrique. Julius Nyerere estime que les Français *« prennent beaucoup trop au sérieux leur langue. Nous ne sommes pas en 1885 »*.

M. Nyerere termine son exposé par ce message : *« J'espère de tout mon cœur que nos amis occidentaux comprendront que nous voulons à tout prix créer des démocraties ; qu'ils cessent de nous donner des leçons. Nous commencerons avec des élections relativement libres et des démocraties relativement libres. »*

Afsané Bassir Pour

Les talibans préparent une offensive dans le nord de l'Afghanistan

KABOUL. Les forces des talibans d'Afghanistan sont en train de se regrouper dans le centre du pays pour préparer une importante offensive vers le nord, ont annoncé dimanche des sources militaires dans la vallée du Ghorband, verrou stratégique du nord. Des commandants talibans en route vers les lignes du front à 80 km au nord-ouest de Kaboul ont déclaré que la milice islamiste préparait une importante offensive contre les positions ennemies. Cette offensive se prépare alors que l'un des commandants du général ouzbek *Abdul Rashid Dostam*, Abdul Malik, vient de le trahir et de s'emparer, selon ses dires, de deux provinces dans le nord du pays. – *(AFP.)*

L'alliance conservateurs-Catalans garantie jusqu'au début 1998

MADRID. La coalition nationaliste catalane Convergencia i Unio (CiU) a garanti son appui parlementaire au gouvernement conservateur espagnol au moins jusqu'au début 1998, a affirmé, lundi 19 mai à Perelada (nord-est), le leader de CiU, Jordi Pujol. Cette alliance se maintiendra au moins jusqu'à la décision concernant la participation de l'Espagne à la monnaie unique européenne dès 1999. Après cette échéance, il faudra un accord entre les deux parties, a estimé M. Pujol. Le soutien des 16 députés de CiU, obtenu à l'issue des élections législatives du 3 mars 1996, est vital pour le PP, qui ne dispose au Congrès que d'une majorité relative de 156 députés sur 350. – *(AFP.)*

Election d'une proche de M. Tudjman à la mairie de Zagreb

ZAGREB. Mme Marina Matulovic-Dropulic, que le président Franjo Tudjman avait nommée à la tête de l'administration de sa capitale en 1995, a été élue, lundi 19 mai, maire de la capitale croate par 26 des 50 conseillers issus du scrutin municipal et régional du 13 avril. Elle a obtenu deux voix de plus que les 24 sièges remportés par le parti Communauté démocratique croate (HDZ, au pouvoir), grâce au soutien d'au moins deux membres du Parti des paysans, selon une source au sein de l'opposition. Après les élections municipales de 1995 dans la capitale, perdues par le HDZ, M. Tudjman avait refusé de donner son aval à l'élection d'un maire d'opposition, décrété la dissolution du conseil municipal, et nommé Mme Matulovic-Dropulic à la tête de l'administration de la ville. – *(AFP.)*

ASIE

■ **INDE : le premier ministre Inder Kumar Gujral** a proposé, lundi 19 mai, des négociations sans conditions aux mouvements de guérilla tribaux qui sévissent depuis des années dans l'extrême nord-est du pays. *« Mon approche est de parler à tous les groupes militants du nord-est qui le souhaitent »*, a déclaré M. Gujral à la presse à Guwahati, capitale de l'Assam. – *(AFP.)*

EUROPE

■ **BULGARIE : le nouveau premier ministre bulgare Ivan Kostov** a présenté, lundi 19 mai, au président Petar Stoïanov son programme économique pour quatre ans, prévoyant notamment la mise en place d'un directoire financier à partir du 1er juillet, comme l'avait demandé le Fonds monétaire international. – *(AFP.)*

■ **CHYPRE : quarante personnes ont été blessées**, lundi 19 mai, lors de violents incidents qui se sont produits dans le secteur grec de Nicosie, en marge d'un *« concert de la paix »* organisé sur la ligne de démarcation. Un officier de police a estimé qu'il s'agissait des *« pires émeutes jamais vues dans la capitale chypriote »* au sein de la communauté grecque. – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

■ **YÉMEN : le président Ali Abdalleh Saleh** a ouvert la session du nouveau Parlement élu en avril, lundi 19 mai, en demandant la poursuite des réformes de l'économie. Fort du succès de son parti, le Congrès populaire général (CPG), lors des élections, le président a décidé de constituer un gouvernement homogène sans les islamistes du Mouvement pour la réforme (Islah) qui avaient critiqué à de nombreuses reprises les mesures décidées par le CPG. – *(AFP.)*

M. Clinton favorable au maintien d'un commerce normal avec la Chine

WASHINGTON. En avance de quelques jours sur la date limite du 3 juin, Bill Clinton a annoncé, lundi 19 mai, le renouvellement pour un an de la clause de la nation la plus favorisée, octroyée à la Chine depuis 1980. Cette clause permet à deux Etats d'entretenir des relations commerciales normales. Son octroi à la Chine doit encore, comme les années précédentes, être entériné par le Congrès, où le déséquilibre croissant des échanges sino-américains, le retour prochain de Hongkong dans le giron chinois et les accusations de violation des droits de l'homme par Pékin suscitent une opposition grandissante parmi les parlementaires américains. *« Nous avons de meilleures chances d'avoir une influence positive sur la Chine en traitant avec elle plutôt qu'en essayant de l'isoler »*, a déclaré dimanche le président américain. – *(AP.)*

Le gouvernement russe annonce un « programme d'action » économique

MOSCOU. Le premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine, a présenté lundi 19 mai un programme de réformes économiques, sociales et fiscales destinées notamment à *« relever la production industrielle et agricole »*, à *« casser »* la corruption et à supprimer de nombreuses subventions *« injustifiées »*, tout en venant en aide aux plus démunis. Ce *« programme d'action »*, qui regroupe des mesures annoncées auparavant de façon éparse, a été présenté conjointement, lors d'une conférence de presse à Moscou, par M. Tchernomyrdine et les deux « jeunes libéraux » du gouvernement, les premiers vice-premiers ministres Anatoli Tchoubaïs et Boris Nemtsov. Le programme, approuvé lundi par Boris Eltsine, prévoit de remédier à la crise des arriérés de salaires *« d'ici à juin 1998 »*. L'Etat va par ailleurs mettre en vente les titres qu'il possède dans six compagnies pétrolières russes, a annoncé lundi le Kremlin. – *(AFP.)*

La Corée du Nord vit à l'heure de la famine « au ralenti » et du marché noir

Le régime de Pyongyang à dû faire appel à l'aide internationale

La difficulté des communications dans l'un des pays les plus fermés de la planète ne permet pas de se faire une idée très précise de la famine qui sévit en Corée du Nord. Les témoignages dramatiques de certains réfugiés peuvent se révéler exagérés, un responsable du Programme alimentaire mondial estimant que le pays est aux prises avec une famine *« au ralenti »*. Pyongyang aura épuisé ses réserves alimentaires d'ici à fin juin.

SÉOUL
de notre envoyé spécial

La Corée du Nord est-elle à la veille de connaître le destin de la Chine du « grand bond en avant » en 1959-1960, de l'Ethiopie des années 80, de certains pays africains aujourd'hui ? La grave pénurie alimentaire qui y sévit peut-elle être qualifiée de « famine », c'est-à-dire un état généralisé de disette avec des milliers de personnes mourant de faim ?

Les récits dramatiques recueillis à la frontière de la Chine et de la Corée du Nord, la lente augmentation des réfugiés (le 12 mai, deux familles de quatorze personnes y sont arrivées pour la première fois par bateau) et les commentaires parfois alarmistes de membres des organisations internationales donnent l'image d'un pays au bord de la catastrophe et sur le point d'imploser. Est-ce la réalité ?

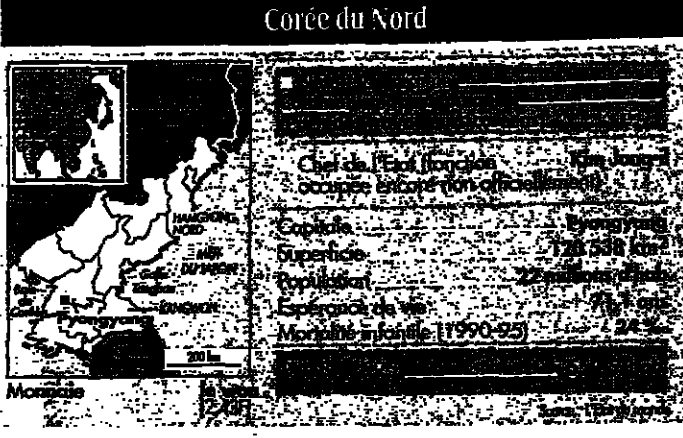
M. Tun Myat qui, à la tête d'une mission d'observation du Programme alimentaire mondial (PAM), est revenu, le 11 mai, de République populaire démocratique de Corée (RPDC), présente une vision plus mesurée, quoique préoccupante, de la situation. *« Le pays est proche de la famine, mais celle-ci progresse comme un film au ralenti*, estime-t-il. *Ce n'est pas la Somalie ou le Soudan.* » M. Tun Myat n'a vu aucun cas de mort par malnutrition et n'a recueilli aucun témoignage de pillage des vivres par l'armée, comme le veut la rumeur, ni de déplacements massifs de population.

TÉMOIGNAGES CHOCS

Les témoignages chocs recueillis à la frontière sino-nord-coréenne, conjugués à l'enjeu politique qu'est devenue l'aide humanitaire à la RPDC – débat aux Etats-Unis entre les partisans de l'assistance et ceux qui, réprouvant des efforts destinés à nourrir un pays « belliqueux » consacrant 25 % de son budget à la défense et à l'entretien d'une armée de 1,1 million d'hommes ; manœuvres de Séoul pour obtenir des concessions de Pyongyang –, obscurcissent le tableau.

Le dernier régime stalinien de la planète est aussi le pays le plus secret : largement fermé à la presse étrangère, il encourage par conséquent toutes sortes de spéculations. Les récits recueillis à la frontière sino-nord-coréenne doivent être accueillis avec circonspection. Ils sont poignants, mais ils reflètent des situations localisées et véhiculent parfois des « on-dit » rapportés par des camionneurs chinois ou nord-coréens.

Sans mettre en cause la véracité de ces récits et sans minimiser les drames qui ont conduit les réfugiés à prendre les risques énormes de fuir (pris, les « traîtres » finissent dans des camps et la répression s'étend à leur famille), on ne peut cependant extrapoler à partir de ces témoignages la situation générale de la RPDC. Les organisations humanitaires qui ont pu voyager en RPDC ont également une vision fragmentée du terrain. Le pays a un besoin aigu d'aide lié à la banqueroute de son économie (pénurie d'énergie, usines tournant à 30 % de leur capacité, endettement), mais il s'avance très timidement sur la voie de l'ouverture et du « socialisme à la chinoise ».



La crise alimentaire, provoquée par les inondations en 1995 et 1996, a contraint Pyongyang à entamer le dogme d'autosuffisance du « kimilsungisme » et à faire appel à l'aide étrangère. Mais le pays reste un bastion : les organisations humanitaires ne peuvent se rendre que là où on les y autorise et elles ne peuvent voir que ce que l'on consent à leur montrer. L'accord de principe intervenu entre Pyongyang et les Nations unies pour procéder à une enquête systématique sur la situation alimentaire permettra-t-il finalement d'avoir une vision d'ensemble de la situation qui, jusqu'à présent, fait défaut ?

La demande alimentaire annuelle de la RPDC (excluant la nourriture du bétail) est évaluée à 4,8 millions de tonnes de céréales, alors que la récolte de 1996 n'a atteint que 2,5 millions de tonnes. Etant donné qu'une partie (un million de tonnes) de la récolte de 1997 a été consommée prématurément, la RPDC n'aura plus de réserves alimentaires à la fin du mois de juin. En avril, les Nations unies ont lancé un appel pour une assistance humanitaire d'un montant de 126 millions de dollars (730 millions de francs) pour la période avril 1997-mars 1998, dont 75 % pour l'aide alimentaire.

« La situation reste dangereuse, car le pays est à la limite de ses réserves et dépend entièrement de l'aide internationale, nous dit Christian Lemaire, représentant le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) à Pyongyang, contacté par téléphone. *Peu de chose ayant été fait en ce qui concerne la réhabilitation des régions agricoles sinistrées, on doit s'attendre en outre à de nouvelles inondations cet été.* »

La gravité de la pénurie varie selon les régions. Elle est moins sensible dans les grandes villes, à commencer par Pyongyang, vitrine du régime, mais elle est proche de la famine dans les régions reculées et montagneuses (*province du Hamgyong du Nord*, hauts-plateaux de Kama), autant en raison de l'absence de nourriture que de l'isolement dû à la paralysie des transports. Si les paysans arrivent à se nourrir, les plus touchés sont les habitants des petites villes de province.

Selon Park Jin, spécialiste de la Corée du Nord au Korea Development Institute (KDI) de Séoul, le pays ne peut répondre qu'à 60 % de sa demande en nourriture. Les militaires et l'élite du régime (soit environ 3 millions de personnes sur 22 millions) disposent à peu près de ce dont ils ont besoin. Le reste survit avec 40 % des rations alimentaires normalement nécessaires (de 350 à 100 grammes de céréales par jour) et grâce à l'économie de subsistance qui s'est spontanément développée.

Les marchés libres sur lesquels les paysans vendent directement le produit de leur lopin de terre – apparus depuis 1958 – sont devenus aujourd'hui de véritables marchés noirs, tolérés par nécessité par les autorités, estime Chun Hong-taek, du KDI. *« On y trouve de tout : denrées alimentaires mais aussi produits de contrebande en provenance de Chine ou fabriqués de manière artisanale et biens de consommation usagés cédés par les plus démunis pour se procurer de la nourriture. C'est grâce à ces marchés que la population survit »*, explique-t-il.

CORRUPTION ENCOURAGÉE

Parallèlement au marché noir s'est mis en place un système de prêt à taux usuraire tenu par les privilégiés et par ceux qui ont de la famille au Japon et disposent de devises. Le colportage à l'intérieur d'une région (les déplacements d'une région à une autre sont contrôlés) pallie le dysfonctionnement des transports. La plupart des usines étant arrêtées, il y a pléthore de main-d'œuvre pour le marché noir.

Si cette économie secondaire permet à la population de survivre, elle vide aussi davantage de sa substance l'économie officielle, quasiment paralysée par un transfert du peu de ressources existantes vers le marché noir et, dans certains cas, par un pillage des usines arrêtées. Elle encourage en outre une corruption à tous les échelons de la hiérarchie du régime. *« L'économie secondaire risque d'entamer les fondements mêmes du système »*, estime M. Chun, qui rappelle que ce palliatif aux carences de l'économie planifiée précipita l'effondrement de l'Union soviétique.

La mobilisation idéologique (mentalité d'assiégé conjuguée à une exaspération du patriotisme destinée à justifier que les militaires, investis de la mission de défendre le pays contre « l'agresseur », soient mieux traités), l'absence de mobilité des populations d'une région à une autre limitant la circulation de l'information, et, enfin, l'encadrement répressif, ne laissent pas présager, à échéance prévisible, une implosion du pays. Les spécialistes sud-coréens ne relèvent pas de signes précurseurs de révolte mais s'attendent à une augmentation du nombre de réfugiés.

Philippe Pons

Des enfants de plus en plus mal nourris

***« La malnutrition des enfants ne cesse de progresser et le gouvernement nord-coréen est d'accord avec nous pour reconnaître que la situation est en train d'empirer »*: de retour de Corée du Nord, où il a passé quatre jours entre le 8 et le 12 mai, le responsable de l'Unicef Tony Hewett a constaté un niveau de malnutrition *« élevé »* chez les enfants. Après s'être rendu dans la région de Kangwon, au sud-est du pays, M. Hewett a estimé qu'environ 70 % d'enfants de moins de six ans ne peuvent plus se rendre à l'école maternelle ou primaire, *faute de pouvoir y être alimentés. Selon les chiffres officiels fournis* par le régime, 324 000 enfants de moins de six ans, dans le groupe d'âge « à risque », seraient modérément ou sévèrement mal nourris. Le pourcentage de cas d'extrême malnutrition reste cependant minime (2 %). *« On ne peut comparer la Corée du Nord avec la Somalie : il s'agit là d'une société disciplinée où les structures administratives sont encore capables d'assurer leurs fonctions. Il n'y a pas d'enfants abandonnés errant dans les campagnes à la recherche de nourriture »*, conclut Tony Hewett.**

En Indonésie, la campagne électorale se termine dans la violence

Une centaine de personnes sont mortes lors d'affrontements entre militants politiques rivaux

BANGKOK
de notre correspondant en Asie du Sud-Est

La campagne électorale qui prend fin, vendredi 23 mai, en Indonésie, soit six jours avant les élections générales, aura été la plus violente depuis vingt ans, avec près d'une centaine de morts. La majorité des victimes ont été tuées lors d'accidents dans des défilés motorisés organisés, malgré une interdiction, par les trois formations en lice. Ces dernières ont d'ailleurs renoncé, le 19 mai, pour éviter des affrontements, aux manifestations prévues dans le centre de Djakarta.

Même si une large victoire du Golkar, le parti pro-gouvernemental qui s'appuie sur la fonction publique et les forces armées, ne fait aucun doute, la campagne aura souligné la permanence de tensions, notamment à Java, l'île la plus peuplée et qui a été le théâtre de plusieurs émeutes ces derniers mois. Dans la capitale, Djakarta, le calme vient seulement de revenir après une fin de semaine très violente, qui a donné lieu à de nombreux affrontements entre militants politiques rivaux.

Le limogeage de Mme Megawati Sukarnoputri, voilà près d'un an, de la présidence du PDI (Parti démocrate indonésien, d'obédience chrétienne et nationaliste) risque de coûter cher à cette formation, qui avait remporté 15 % des suffrages en 1992. Les candidatures de la fille de feu le président Sukarno et de ses partisans n'ont pas été retenues. La nouvelle direction du PDI a fait campagne dans des salles et des stades vides ou dans la crainte de chahuts organisés par les partisans de Megawati.

Le troisième parti autorisé, le PPP (Parti du développement uni, d'influence musulmane, qui avait recueilli 17 % des voix en 1992), pourrait ainsi bénéficier d'un report de voix dissidentes du PDI. Il a mené une campagne relativement vigoureuse à laquelle ont participé des dissidents du PDI. Le gouvernement a réagi, le 12 mai, en interdisant banderoles et affiches se réclamant de Megawati, lesquelles avaient été auparavant déployées par ses partisans lors de meetings très fréquentés du Parti musulman.

Les autorités ont notamment indiqué que les bannières *« Mega-Bintang »* (Mega pour Megawati et Bintang pour étoile, symbole du PPP) contrevenaient à la loi électorale. La police a annoncé, de son côté, enquêter sur le rôle qu'aurait pu jouer Megawati dans des affrontements récents entre ses partisans et ses adversaires au sein du PDI.

Le Golkar, pro-gouvernemental, seul parti autorisé à avoir des permanences au niveau des villages, s'est fixé pour objectif de franchir, le 29 mai, la barre des 70 % de suffrages exprimés (contre 68 % en 1992). *L'opinion générale est qu'il* y parviendra et contrôlera donc de nouveau le Parlement : sur les 500 membres, 425 sont élus et le reste des députés est nommé par l'armée. Ce Parlement et 500 autres délégués nommés ultérieurement par le pouvoir formeront le Congrès chargé d'élire, en 1998, le chef de l'Etat. Le président Suharto semble donc assuré, s'il le souhaite alors, d'obtenir un septième mandat présidentiel.

En dépit d'une réglementation encore plus stricte que d'habitude, la campagne qui se termine aura donc été émaillée de tensions et fait ressurgir les mécontentements. Elle a également souligné la popularité de Megawati, qui a pourtant refusé d'en appeler au boycottage, jugé illégal par les autorités, ou de se prononcer ouvertement pour un vote « utile » en faveur du PPP.

Jean-Claude Pomonti

Les Etats-Unis veulent conserver la capacité de mener de front deux conflits régionaux

Le Pentagone privilégie la modernisation des armements au détriment des effectifs

Le secrétaire à la défense, William Cohen, a présenté, lundi 19 mai, son plan quadriannuel de défense qui prévoit une réduction significative des effectifs d'active et de réserve, ainsi que la fermeture de plusieurs bases militaires. L'armée de l'air devra aussi réduire le nombre de ses appareils. La capacité opérationnelle des forces armées américaines sera préservée par la modernisation des armements, affirme le Pentagone.

WASHINGTON
de notre correspondant

Les Etats-Unis paraissent ne montrer aucun empressement à tirer toutes les conséquences de la fin de la guerre froide : telle est l'impression que retiendront certains gouvernements étrangers à la lecture du *Quadrennial Defense Review* (QDR), cet examen quadriennal de défense dont William Cohen a présenté les conclusions au Congrès, lundi 19 mai. Cette appréciation rejoint les nombreuses critiques que le secrétaire à la défense s'est attirées ces dernières semaines. En substance : cet exercice censé adapter les forces armées américaines à l'évolution d'un environnement international où les menaces ont changé ne remplirait pas sa fonction, selon ses détracteurs.

S'agissant de la doctrine de bataille, de la structure des forces et, pour l'essentiel, du montant des crédits militaires, le statu quo l'emporte. S'il est tenu compte du climat d'austérité budgétaire, c'est dans le sens souhaité par les républicains, conformément à l'accord scellé entre la Maison Blanche et le Grand Old Party sur l'équilibre des comptes fédéraux. L'accent est mis sur la fermeture, en 1999 et 2001, des bases militaires afin de poursuivre le processus de réduction des effectifs entamé depuis la fin de la guerre froide – 2,1 millions d'hommes à 1,45 million aujourd'hui – et de faire des économies profitant à la modernisation des programmes militaires.

Bien que souvent conçus pour faire face à la menace soviétique, ceux-ci demeurent largement inchangés, ce qui conforte les intérêts de l'industrie de l'armement. Le montant des crédits militaires a nettement diminué depuis les années Reagan – ils étaient alors de quelque 400 milliards de dollars par an – mais il est prévu qu'il se stabilise à son niveau actuel, soit 250 milliards de dollars par an (1 425 milliards de francs).

M. Cohen ne tenait pas à provoquer une levée de boucliers au Congrès en prenant l'initiative d'une réorganisation majeure des forces armées et en remettant en cause des arbitrages budgétaires préparés par son prédécesseur. Il a donc préféré limiter les risques politiques, quitte à repousser la nécessaire adaptation des forces armées à la nature probablement moins conventionnelle des conflits du XXIe siècle. En dépit de cette prudence, M. Cohen s'attend à rencontrer une *« tempête de protestations »* de la part des parlementaires qui devront se prononcer sur les orientations du Pentagone. Depuis 1988, 98 bases sur 495 ont déjà été fermées, ce qui se traduit par des difficultés économiques locales et... des ennuis politiques pour les élus des régions touchées. M. Cohen propose cette fois-ci de réduire les effectifs militaires de 61 700 hommes, d'enlever 54 000 autres à la réserve et à la garde nationale et de diminuer de 70 000 personnes l'effectif des employés civils au service de l'armée.

Bien que délicates sur le plan politique, ces mesures représentent, selon les experts, un effort minimal. Au Pentagone, de nombreuses voix se sont élevées pour réclamer que la nature des missions soit revue à la lumière de menaces plus diffuses et d'une baisse des crédits. Le général Ronald Fogleman, chef d'état-major de l'armée de l'air, avait souligné que l'armée ne peut plus opérer selon *« la construction mentale et les paradigmes datant de 1945 »*. Selon lui, le concept central de la politique de défense – la capacité pour les Etats-Unis de mener deux guerres régionales en rapide succession, voire quasi simultanément – n'est plus réaliste. Or ce principe, fixé sous la présidence de George Bush, est réaffirmé : le Pentagone doit être prêt à faire face à deux conflits (par exemple dans le Golfe et sur la péninsule coréenne) sans l'aide des alliés de Washington. Parallèlement, les forces américaines sont censées répondre aux demandes d'intervention croissantes liées aux opérations de maintien de la paix et aux évacuations humanitaires. La fréquence de ces missions non combattantes s'est singulièrement accrue, comme l'a signalé le général Dennis Reimer, chef d'état-major de l'armée de terre : vingt-cinq missions depuis la chute du mur de Berlin, contre dix au cours des quarante années précédentes.

Le Pentagone réaffirme la nécessité de maintenir 100 000 soldats américains en Europe et un nombre équivalent en Asie, rejetant ainsi les objections des isolationnistes pour qui les pays européens et asiatiques sont suffisamment riches pour assurer leur propre défense. Le Parti républicain obtient cependant gain de cause s'agissant des programmes les plus dépensiers. De même que l'*Air Force* peut compter sur la construction de vingt et un bombardiers furtifs B-2, la marine disposera toujours de douze porte-avions.

De nombreux experts militaires estiment difficilement justifiable le maintien des trois nouveaux types d'avions de combat demandés par le Pentagone, c'est-à-dire le chasseur F-22 pour l'armée de l'air, le F/A-18 pour la marine, ainsi que le projet JSF (Joint Strike Fighter), appareil polyvalent devant succéder au F-16. Le nombre total d'appareils sera cependant revu à la baisse, sans doute d'au moins 500 unités. A lui seul, le projet JSF représente 170 milliards de dollars et il est prévu de construire jusqu'à 3 000 appareils. Les républicains ont, d'autre part, obtenu un doublement des crédits alloués au programme national de défense antimissile, soit 2 milliards de dollars supplémentaires.

Il s'agit d'une version édulcorée du projet de guerre des étoiles envisagé par Ronald Reagan, pour lequel près de 40 milliards de dollars ont été dépensés depuis quatorze ans. Ce bouclier antimissile doit être mis en place en 2003, mais dans la mesure où 70 % des essais de missiles tueurs de missiles ont jusqu'à présent échoué, il s'agit d'un objectif aléatoire.

Laurent Zecchini

M. Eltsine menace de revenir sur l'accord Russie-OTAN

Le président russe Boris Eltsine a menacé, lundi 19 mai, de remettre en cause l'accord conclu récemment entre la Russie et l'OTAN si l'Alliance atlantique cherchait à intégrer d'anciennes Républiques soviétiques. *« Si l'OTAN décide d'accepter des Républiques de l'ancienne Union, la Russie réexaminera ses relations avec l'Alliance »*, a déclaré M. Eltsine devant des parlementaires russes auxquels il présentait l'Acte fondateur, conclu mercredi 14 mai à Moscou entre la Russie et l'OTAN. Les Etats baltes sont candidats à l'intégration dans l'OTAN, tandis que l'Ukraine s'est fixé comme *« objectif stratégique »* de rejoindre l'Alliance atlantique. Bill Clinton a minimisé les propos de M. Eltsine, estimant que *« l'accord avec la Russie parle de lui-même »*. *« Si nous pouvons continuer à travailler avec une Russie démocratique et libre dirigée par un homme comme Boris Elstine, je pense que vous verrez un monde plus pacifique »*, a ajouté M. Clinton. – *(AFP.)*

Un million de réfugiés errent à travers la Colombie, chassés par les combats entre l'armée et la guérilla

BOGOTA
de notre correspondante

Le nombre de déplacés colombiens fuyant la violence approche désormais le million de personnes. La situation a pris une telle ampleur que le quotidien argentin *Clarin*, dans un article du 11 mai, pouvait écrire : *« Pour finir de se convertir en Rwanda latino-américain, il ne manque plus à la Colombie que de voir fuir ses déplacés par la violence à l'extérieur du pays. »* Un mois auparavant, des dizaines de familles de paysans avaient déjà traversé la frontière avec le Panama. Elles viennent d'être rapatriées par le gouvernement colombien, qui leur a alloué un terrain sur la côte pacifique.

Devant l'exode massif des populations dans le nord du pays, le gouvernement colombien a officieusement demandé aux Nations unies d'ouvrir un bureau du Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) à Bogota. En attendant la demande officielle, ce dernier a d'ores et déjà dépêché un fonctionnaire permanent dans la capitale colombienne, dont le bureau sera chargé *« de l'assistance technique envers la population civile déplacée et de la prévention »*. A Bruxelles, le bureau d'aide humanitaire de l'Union européenne vient pour sa part d'approuver un budget de 5,5 millions de dollars destinés aux déplacés colombiens.

Longtemps, la Colombie a ignoré ses réfugiés, paysans qui, fuyant la violence des campagnes, venaient grossir la pauvreté des villes. Depuis deux ans, le phénomène s'est cependant tellement développé qu'il a suscité, dans certaines régions, de véritables exodes. Les chiffres sont impressionnants : selon les dernières estimations de la Defensoria del pueblo, institution nationale chargée d'enregistrer les plaintes des citoyens en matière de droits de l'homme, on compte quelque 920 000 personnes déplacées par la violence sur tout le territoire, qui compte 35 millions d'habitants.

Malgré les avertissements de nombreuses ONG nationales et internationales, le gouvernement et les médias colombiens n'évoquaient que rarement le problème. C'est donc avec surprise que, depuis le 28 mars, les Colombiens découvrent dans leurs journaux et à la télévision les images douloureuses des longues colonnes de réfugiés fuyant les combats qui opposent, dans le département du Choco, autour de la ville de Riosucio, l'armée, la guérilla et les groupes paramilitaires. Ces derniers ont été les premiers à prendre possession des lieux l'hiver dernier. Puis la guérilla s'est emparée de la région. Et, depuis le 24 février, l'opération militaire « Genesis » fait fuir des milliers de personnes. Le 28 mars, près de Mutata, dans la région voisine d'Uraba, 1 800 personnes sont arrivées dans le village de Pavarendo, qui compte normalement à peine quarante familles. Une semaine plus tard, ils étaient plus de 3 400... A Turbo, autre ville où les paysans se réfugient, on en compte plus de 2 700, dont les trois quarts sont des enfants. Dans toute la région de l'Uraba, plus de 10 000 réfugiés se sont regroupés ces derniers mois. Ceux du Choco sont pour la plupart des paysans, des femmes et des enfants.

DÉPLACEMENTS EN SPIRALE

Phénomène nouveau : l'exode est massif. *« Auparavant, les gens fuyaient de manière silencieuse, individuelle, presque honteusement »*, remarque la représentante de la Defensoria del pueblo à Apartado, l'un des chefs-lieux de la région d'Uraba où affluent les déplacés du Choco. Mario Villegas explique que *« le déplacement forcé se produit en spirale. Quand il y a des combats, les gens des hameaux fuient vers les villages, puis des villages vers les villes, et ensuite vers la capitale. Une certaine solidarité s'instaure : chacun s'enfuit en laissant sa maison ouverte pour les suivants. »* Aujourd'hui, en raison de l'intensification de la guerre et des opérations massives de l'armée, c'est par milliers, et non plus par familles, que les paysans s'enfuient. *« Ni moi ni le ministre de l'intérieur n'avions encore jamais vu autant de misère »*, a dénoncé la représentante de la Defensoria après s'être déplacée sur les lieux, choquée par la vision de ces *« enfants nus qui dormaient à même la terre »*.

Dénonçant les violations des droits de l'homme, pratiques courantes qui découlent de cette situation de violence, à l'occasion d'un *« grand débat sur la paix »* le mois dernier devant le Parlement colombien, un intervenant a égrené des chiffres terribles : *« Toutes les heures, quatre familles colombiennes quittent leur maison à cause de la violence »*, a-t-il simplement constaté.

Anne Proenza

CAMPAGNE Lionel Jospin, dans un entretien au *Monde*, souhaite que *« les Français fassent leur choix en fonction des orientations et des axes proposés pour une période de cinq ans »*. Le premier secrétaire du Parti socialiste est favorable à un audit des finances publiques et assure qu'*« il y aura des arbitrages à faire pour que tout soit progressivement possible »*. ● PRIVATISATIONS : tout en écartant la poursuite de la cession du capital de France Télécom, M. Jospin se déclare prêt à consulter les personnels. Dans un entretien aux *Echos* du 20 mai, Michel Rocard affirme que les socialistes ne sont pas *« contre le principe des privatisations »*. ● AU « GRAND JURY RTL-*LE MONDE* », lundi 19 mai, Dominique Strauss-Kahn n'a pas exclu, selon l'état des déficits, de repousser *« un peu dans le temps »* la baisse de la TVA, mais *« elle se fera parce que cela fait partie de notre programme »*.

Lionel Jospin inscrit son programme dans la durée d'une législature

Dans un entretien au « Monde », le premier secrétaire du PS annonce un audit des finances publiques et des « arbitrages pour que tout soit progressivement possible ». Il envisage une consultation des personnels de France Télécom sur l'ouverture du capital de leur entreprise

« *Vous avez affirmé que* la cohabitation avec le président de la République ne poserait pas de problème si la gauche l'emportait aux élections législatives. Est-ce à dire que vos positions sur l'Europe, par exemple, ne se distinguent pas de celles de Jacques Chirac ?

– Depuis le départ, et en cohérence avec la position qui était la mienne au moment du traité de Maastricht, nous avons défini des conditions de passage à l'euro. Or je constate que, au moins en paroles, le mouvement actuel de la droite est celui d'un alignement sur les conditions que nous avons proposées. Il est vrai que notre démarche sert les intérêts de la France et va même dans le sens des intérêts de l'Europe sur cette question du passage à la monnaie unique. Ce n'est pas un domaine dans lequel je vois des difficultés, à moins que M. Chirac ne soit devenu une sorte d'ultra-maastrichtien. Sur l'utilité de voir dès le début l'Italie et l'Espagne participer à l'euro, sur la nécessité d'avoir un gouvernement économique face à la Banque centrale, sur un pacte de croissance, je me réjouis de la convergence qui est en train de s'opérer autour des positions socialistes.

– A ceci près que votre pacte de croissance tourne le dos au pacte de stabilité adopté à Dublin et suppose un changement de politique économique...

– C'est vrai, mais le pacte de stabilité ajoute des conditions qui ne sont pas dans le traité de Maastricht. Le pacte de stabilité, c'est du super-Maastricht, et c'est une concession que le gouvernement français a faite absurdement aux Allemands ou à certains milieux allemands. Donc je n'ai aucune raison de me sentir engagé par rapport à cela.

» Il y a plus de trois millions de chômeurs en France. Il y en a plus de quatre millions en Allemagne ; pas d'inflation en France non plus qu'en Allemagne : donc, ne menons pas des politiques économiques qui ont été faites pour la période antérieure ! Les déséquilibres sont du côté de la demande et de la croissance. Je ne vois pas pourquoi l'Europe devrait continuer, pendant dix ou quinze ans encore, à être une zone de basse pression économique par rapport aux autres grands ensembles économiques.

– Ne risquez-vous pas de provoquer une crise en Europe ? Que se passe-t-il si vos conditions ne sont pas réunies ?

– On pose des conditions et on ouvre une discussion. On n'est jamais dans un « à prendre ou à laisser ». On engage une discussion sur des bases raisonnables. Et c'est pour cela qu'on peut convaincre.

– Qu'est-ce qui vous donne à penser que vous pourriez mieux aboutir que lorsque Jacques Delors a tenté de telles démarches sans succès ?

– Jacques Delors ne bénéficiait pas de ce que représenterait l'arrivée d'un gouvernement de gauche en France après l'arrivée d'un gouvernement de gauche en Grande-Bretagne. Avec les Allemands et le

> « Ce qui m'intéresse, ce n'est pas seulement ni même tellement ce qui se produit dans les six premiers mois. Je préfère affronter des impatiences que provoquer des regrets ! »

chancelier Kohl, qui a une vraie perspective européenne, il y a de quoi discuter sur ces questions. Je voudrais un gouvernement français moins timide et moins passif sur le plan européen. On a un gouvernement qui se fait pardonner son absence d'allant européen par une sorte de docilité devant les demandes des autres. Il y a toute une série de domaines où nous sommes prêts à montrer que nous sommes pour une vraie politique européenne. Personne n'a envie d'une crise avec la France, et la France n'aura pas à provoquer de crise, mais elle pèsera davantage qu'elle ne l'a fait jusqu'ici. Et cela contribuera à redonner de l'élan à l'Europe.

– Comment faites-vous pour entrer dans les critères ? Vous avez soulevé la question d'un audit public...

– Je ne veux pas qu'on fasse les élections législatives sur la loi de finances rectificative de 1997 ou sur la façon dont on règle les problèmes à la fin de cette année ! Ces problèmes existent, il faudra les affronter. Quand je parle d'un audit, ce n'est pas une commission « bilan », c'est simplement qu'on sache quelle est la réalité des chiffres et qu'on en informe les Français. Dans ces élections, je souhaite que les Français fassent leur choix en fonction des orientations et des axes proposés pour une période de cinq ans. On ne va pas faire l'élection pour quarante jours !

– Quand même, quelles seraient les premières décisions d'un gouvernement de gauche ?

– Ce gouvernement de gauche n'existe pas, et l'on n'en est même pas au second tour des élections législatives ! Que vous dire ? Il y aura cet audit sur les finances publiques. Il y aura des premiers contacts à prendre sur le plan européen. Il aura à préparer rapidement la conférence salariale, qui devra aborder les problèmes de l'évolution des revenus, la diminution du temps de travail avec la problématique de la loi-cadre et des négociations par branches et entreprises. Il faudra qu'on montre aux PME que notre approche n'est pas simplement redistributive, mais qu'elle porte aussi sur la création d'activités et d'emplois, avec des propositions sur les mécanismes de capital-risque et l'allégement des formalités administratives. Nous voulons créer des richesses, et nous savons que les créations d'emplois viendront des PME. Nous devrons aussi engager notre démarche pour rénover la démocratie en mettant en train toute une série de mesures sur l'indépendance de la justice, le cumul des mandats ou la place des femmes. Et puis, affirmer très vite la priorité redonnée à l'éducation et à la recherche.

– Cette conférence sera-t-elle le lieu d'une négociation sur votre plan de création de sept cent mille emplois pour les jeunes et, notamment, pour les trois cent cinquante mille prévus dans le secteur privé ?

– Oui. L'intérêt de cette conférence, c'est sa globalité. C'est un lieu dans lequel sera donnée une impulsion. On montrera qu'on ne peut pas à la fois, dans un lieu et dans un temps donnés, diminuer le temps de travail (avec salaire maintenu), augmenter par ailleurs les salaires directs et, en même temps, créer des emplois. Il y aura des arbitrages à faire pour que tout soit progressivement possible. La question de l'emploi des jeunes devra être abordée là, même si c'est par des mécanismes spécifiques entre les pouvoirs publics, le patronat et les syndicats qu'on fera avancer la question des trois cent cinquante mille emplois de caractère privé.

– Est-ce que vous ne craignez pas d'être soumis à une certaine impatience de la part de votre électorat, voire à une pression du PCF et des syndicats pour que les engagements annoncés soient tenus ?

– Depuis le début, nous expliquons que nous disons ce que nous ferons et que nous ferons ce que nous disons. Ce qui m'intéresse, c'est ce qui se fera dans le temps de la législature. La théorie des « cent jours », pour moi, elle est morte. C'est une reprise édulcorée de la vieille culture révolutionnaire. C'est aussi une justification pour les retournements. J'ai participé activement à la période 1981-1983, tirons-en des leçons ! Ce qui m'intéresse, ce n'est pas seulement, ni même tellement, ce qui se produit dans les six premiers mois. Ce que nous voulons, c'est pouvoir constater qu'au bout de cinq ans, quand il faut rendre des comptes, le chômage a reculé, les inégalités se sont réduites, la société française est devenue plus humaine. Je préfère affronter des impatiences que provoquer des regrets !

– Comment allez-vous exactement procéder pour l'audit dont vous avez parlé ?

– L'audit sera établi par des organismes de l'Etat. Prenons un exemple : on nous parle de France Télécom et on nous demande comment on va faire avec les 37,5 milliards de francs qui vont nous faire défaut. D'ailleurs, pour la droite, la question se poserait un an plus tard, en 1998. Nous ne sommes favorables ni à de nouvelles nationalisations ni à de nouvelles privatisations. La privatisation de France Télécom est engagé, mais elle n'a pas été menée à terme, et mon objectif n'est pas de la terminer.

» Un certain nombre de gens me disent que le personnel de France Télécom est maintenant d'accord avec le processus engagé de distribution de capital. On leur posera la question. Là aussi, les problèmes seront abordés clairement. Et si France Télécom ne doit pas être privatisé, il faudra bien qu'on réponde au manque à gagner budgétaire.

– Sur la justice, vous avez indiqué que cela serait parmi les premières mesures. Quelle sera votre démarche ?

– Il y a une commission qui a été mise en place par le président de la République, la commission Truche. Je respecte à la fois le président de la République, qui a ouvert potentiellement une problématique qui nous intéresse, visant à mieux assurer l'indépendance du parquet, et la commission constituée. La commission Truche devait remettre ses conclusions en juillet ; elles nous serviront dans la démarche que nous engagerons. Il est clair que celle-ci aboutira effectivement à ce que le pouvoir politique ne puisse plus intervenir dans les « affaires ».

– Est-ce que vous considérez que certaines législations, comme celles concernant les abus de biens sociaux, doivent être revues ou bien estimez-vous que toute révision équivaudrait à une amnistie ?

– Je me refuse à une amnistie. Je me refuse, alors qu'il y avait eu un certain nombre de progrès, au cynisme, au laisser-aller dans la gestion des « affaires », dans les rapports entre les « affaires » et le pouvoir politique, entre les « affaires » et la compétition. On peut toujours faire évoluer des textes, mais cela ne peut avoir pour objectif de passer l'éponge, ni d'autoriser pour le futur des errements ou des débordements. Il n'y a pas de « compteur » à « remettre à zéro ». Maquiller les compteurs, c'est un délit !

> « Personne n'a envie d'une crise avec la France, et la France n'aura pas à provoquer de crise, mais elle pèsera davantage qu'elle ne l'a fait jusqu'ici. Et cela contribuera à redonner de l'élan à l'Europe »

– *Ne souffrez-vous pas d'un* déficit de crédibilité par rapport au gouvernement, à la majorité en place ?

– Les sondages sur les thèmes économiques montrent qu'il n'y a pas de crédibilité forte du gouvernement. Pour notre part, nous cherchons comment répondre aux attentes des gens : les Français ne supportent pas la situation telle qu'elle est, ils ne sont pas satisfaits de la politique qui est conduite. Ils veulent des changements, mais ne croient pas à la possibilité de ces changements. C'est là le nœud de la difficulté.

» Si vous regardez les années qui se sont écoulées, y compris lorsque la gauche était au pouvoir, vous constatez qu'à propos des déficits publics, de l'endettement, des prix et de la protection sociale, nous avons été plus efficaces que la droite. Mais, pas plus qu'elle, nous n'avons su juguler la montée du chômage. Des progrès importants ont été obtenus dans la lutte contre l'inflation et pour l'amélioration de notre balance commerciale, mais le chômage est massif ; il faut donc réorienter nos objectifs de politique économique. La crédibilité doit être recherchée par rapport aux Français et non par rapport à la droite.

– La différence entre les intentions de vote et les projections en sièges tient au comportement de l'électorat du Front national. Qu'êtes-vous prêt à lui dire ?

– Je n'ai pas un discours par rapport aux électeurs du Front national, car je ne distingue pas les électorats. J'ai quelque chose à dire, en revanche, aux femmes et aux hommes des milieux populaires en France. A ceux qui se sentent exclus, qui ne sont pas reconnus, qui sont mis à l'écart de la croissance, du progrès technique ou de la mutation actuelle, qui sont confrontés aux problèmes d'insécurité, je dis qu'ils trouveront plus de réponses dans la politique de la gauche. Ils ne peuvent pas les trouver dans l'approche de la droite, qui se manifeste par l'indifférence sociale ou la sécheresse des réactions par rapport aux immenses difficultés de la vie quotidienne.

– Plus globalement, au-delà des considérations sociales, une inquiétude s'exprime aussi par rapport à l'identité nationale. Comment la jugez-vous ?

– C'est pour moi une question essentielle. Je l'ai prise en compte dans la façon dont je me suis exprimé sur l'Europe, quand je dis qu'on doit faire l'Europe sans défaire la France. N'oublions pas que le cadre national reste fondamentalement le cadre de la démocratie. Certains veulent peut-être s'en échapper au profit des nouveaux réseaux internationaux. Pas moi. »

Propos recueillis par Patrick Jarreau et Michel Noblecourt

Les dirigeants socialistes sont soucieux d'afficher le réalisme de leurs propositions

À QUELQUES JOURS du premier tour des élections législatives, c'est visiblement l'un des derniers messages que cherche à délivrer le Parti socialiste : s'il est ancré à gauche, le programme qu'il soumet au pays est également réaliste.

Ironisant sur la *« théorie des cent jours »*, Lionel Jospin le dit clairement dans son entretien au *Monde* : les réformes qu'il recommande seront toutes appliquées, même si certaines d'entre elles devront être étalées *« dans le temps »*. Invité du « Grand jury RTL-*Le Monde* », lundi 19 mai, Dominique Strauss-Kahn a souligné, lui aussi, que le PS, en cas de victoire, respectera ses engagements, mais qu'il lui faudra tenir compte des difficultés économiques et savoir, le cas échéant, *« repousser un peu dans le temps »* certaines réformes.

PRAGMATISME

L'ancien ministre socialiste de l'industrie juge ainsi *« très scandaleux que, dans une démocratie comme la nôtre, les chiffres officiels de la dépense publique (...) ne soient pas sur la table »*.

Estimant que le déficit public est peut-être *« supérieur à celui qu'annonce aujourd'hui le gouvernement »* et que le programme du PS a été conçu *« pour cinq ans et non pour quarante jours »*, il a pris l'exemple de la baisse de la TVA pour souligner qu'un gouvernement de gauche serait pragmatique. *« Nous pensons qu'il faut aller dans ce sens*, a-t-il dit. *Selon que nous aurons plus ou moins de possibilités, parce que le déficit que nous laissera M. Juppé sera celui qu'il nous avait annoncé ou un déficit exagéré, peut-être faudra-t-il repousser un peu dans le temps la baisse de la TVA. »*

M. Strauss-Kahn a clairement laissé entendre que les conditions dans lesquelles les élections législatives ont été décidées ont contraint le PS à hâter la rédaction de son programme et que, en conséquence, les réformes qui pourraient être mise en œuvre n'y étaient pas toutes mentionnées. *« Lorsque la campagne est aussi courte*, a-t-il observé, *on va à la simplicité, sinon à la facilité. On présente aux Français un document simple, sans entrer dans les détails comme on aurait pu le faire si la démocratie avait fonctionné normalement, si nous avions disposé de mois et de mois pour proposer des mesures plus ponctuelles. »* Il a laissé entendre que plusieurs réformes concernant la fiscalité de l'épargne ne seraient pas forcément écartées, même si elles ne sont pas mentionnées dans la plate-forme du PS.

Cette volonté de pragmatisme, affichée par le PS, est cependant contrariée par un dossier, celui des privatisations. Après la déclaration du porte-parole, François Hollande, n'excluant pas la mise sur le marché de participations minoritaires de l'Etat (*Le Monde* du 7 mai), la doctrine socialiste semblait fixée : un gouvernement de gauche ne procéderait pas à la moindre privatisation, même partielle. M. Strauss-Kahn a ainsi rappelé que *« la privatisation de France Télécom sera arrêtée »*. Autrement dit, les quelque 30 milliards de francs nécessaires pour les dotations en capital des entreprises publiques devront être pris *« sur le budget »*, quitte à ce que certaines dotations soient *« étalées »*.

Sur ce point, pourtant, le débat n'est visiblement pas clos. Même s'ils ne le disent pas à haute voix, pour ne pas brouiller le message officiel, de nombreux dirigeants du PS tendent, en effet, à considérer que les missions de service public de France Télécom ne seraient en rien remises en question si la participation de l'Etat, tout en restant majoritaire, n'était plus de 100 %. De surcroît, une ouverture du capital permettrait effectivement de ne pas réduire à néant les quelques marges de manœuvre budgétaires dont pourrait bénéficier un gouvernement de gauche.

Dans *Les Echos*, mardi, Michel Rocard, qui avait plaidé en 1981 pour des nationalisations à 51 % et non à 100 %, prône ainsi ouvertement des privatisations partielles. Cette attitude souple est également défendue dans l'entourage de M. Jospin.

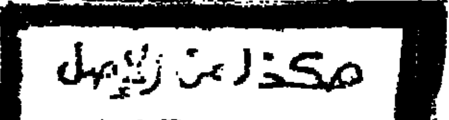
La doctrine officielle du PS pourrait-elle donc encore évoluer ? D'ici la fin de la campagne, c'est sans doute peu probable. Encore faut-il observer que, dans son entretien ci-dessus, M. Jospin n'exclut pas que le personnel de France Télécom puisse être *« maintenant d'accord avec le processus engagé de distribution de capital »* et estime, pour la première fois, qu'il faudra le consulter. Cette petite phrase semble, elle aussi, avoir été prononcée dans un souci de réalisme et peut laisser présager de futures entorses au principe du « ni-ni ».

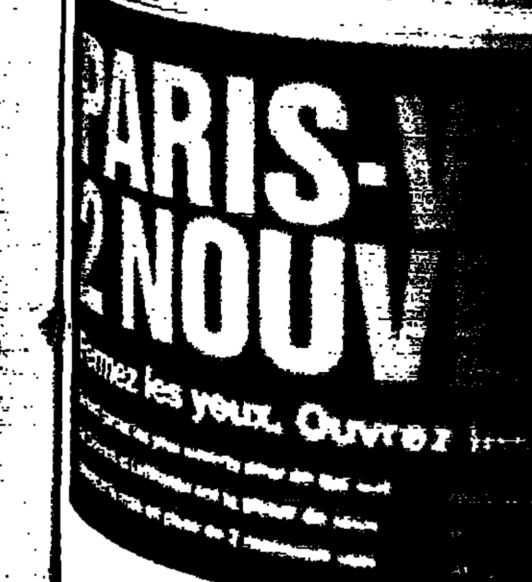
Laurent Mauduit

Michel Rocard : « L'Etat fait trop de choses »

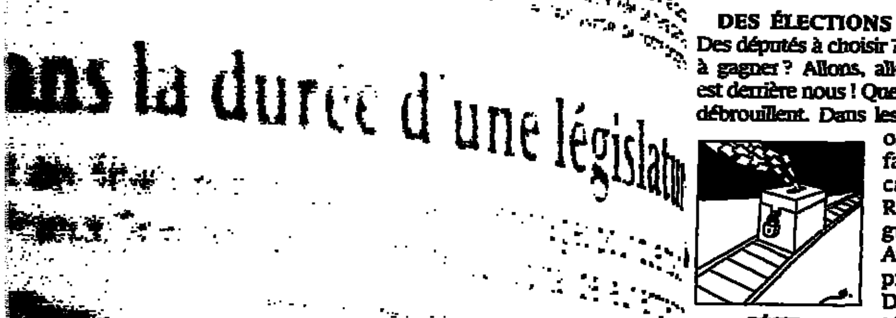
Dans un entretien publié par *Les Echos* mardi 20 mai, Michel Rocard défend sur les privatisations un point de vue qui *s'écarte* de la position officielle du PS. *« L'Etat fait trop de choses, au risque de mal les faire. Par exemple, l'Etat n'est pas du tout fait pour produire. Sa logique est d'administrer »*, estime-t-il. Défendant implicitement l'idée que les privatisations partielles pourraient permettre de financer les dotations en capital des entreprises publiques, il explique que *« le budget de l'Etat est déjà assez sollicité par ses fonctions essentielles pour ne pas l'être, en outre, pour renflouer le capital d'une entreprise »*.

L'ancien premier ministre n'exclut aucune solution pour France Télécom, estimant que les socialistes devront faire un *« inventaire »*. Dans le cas d'Air France, il juge que l'Europe fait de la privatisation une *« quasi-obligation »*, ce qui pourrait contraindre l'Etat, dans un souci d'aménagement du territoire, à un *« pis-aller »* : le rachat d'une compagnie aérienne.





Quand la droite paraît croire que la campagne électorale est terminée



RÉCIT

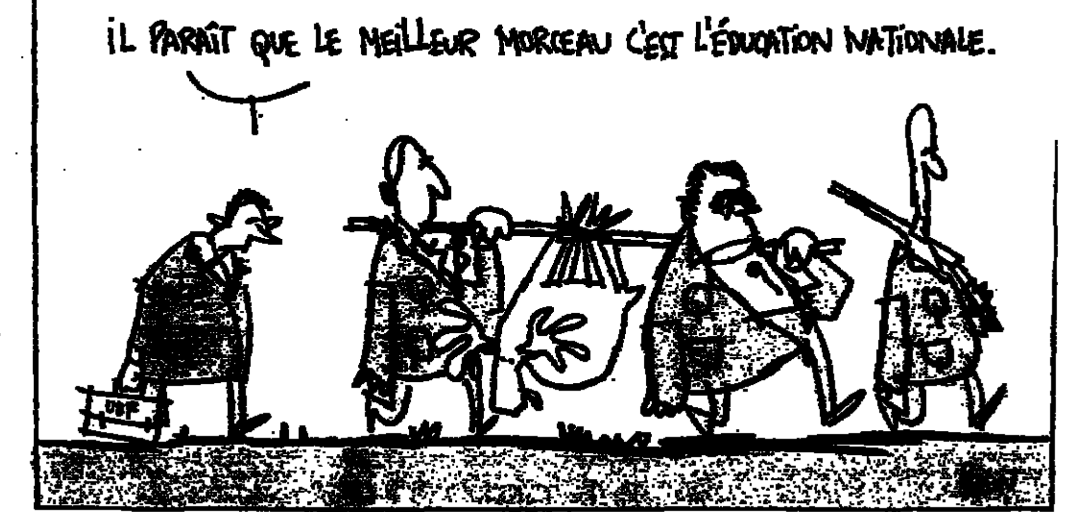
DES ÉLECTIONS législatives ? Des députés à choisir ? Une majorité à gagner ? Allons, allons, tout cela est derrière nous ! Que les troupes se débrouillent. Dans les états-majors, on a mieux à faire. Finie, la campagne. Rangés, les argumentaires. Aux pelotes, les programmes. Dans la majorité, désormais, c'est chacun pour soi et tous pour Matignon.

Parti le dernier, Philippe Séguin veut à tout prix arriver le premier. Il est comme ça, le président de l'Assemblée nationale sortante, on ne le refera pas, il a une sainte horreur des matchs arrangés à l'avance. Déjà en 1995, il s'était fâché, lors d'un meeting de campagne à Bondy, en Seine-Saint-Denis : *« Arrêtez donc de croire qu'il va y avoir une campagne, un débat, des explications, toutes choses si vulgaires ! (...) Le vainqueur a déjà été désigné. Proclamé. Fêté. Encensé. Adulé. Il est élu. Il n'y a pas à le choisir, il y a à le célébrer. Ce n'est plus la peine de vous déranger. Circulez, il n'y a rien à voir ! »* Sa victime d'alors s'appelait Edouard Balladur, qui narguait encore Jacques Chirac du haut de ses sondages d'opinion. Deux ans plus tard, Philippe Séguin ne se résigne pas davantage à voir Alain Juppé se succéder à lui-même à Matignon. Mais cette fois, c'est pour lui qu'il se bat.

Philippe Séguin a la petite *« faiblesse »* de penser que *« le message qui passe »* dans la campagne n'est pas très éloigné du sien. Pour être sûr d'être entendu, il l'a répété à deux reprises ces derniers jours, dans un entretien à l'hebdomadaire *Marianne*, puis au vingt heures de TF 1. Le principal inspirateur de la campagne de Jacques Chirac propose, à nouveau, ses services : *« Je m'efforce de donner un sens à la dissolution »*.

Du coup, Alain Juppé retrouve des amis. Les fidèles qui, tel Patrick Stefanini, secrétaire général adjoint du RPR, se sont aussitôt précipités pour affirmer qu'il serait *« logique »* que l'actuel premier ministre soit reconduit dans ses fonctions, au moins jusqu'à la création de la monnaie unique. *« Alain Juppé a beaucoup travaillé sur ce dossier. Il y aurait une certaine logique à ce qu'il reste premier ministre pour achever ce dossier »*, a affirmé M. Stefanini sur Radio-J.

Alain Juppé se découvre aussi des amis d'occasion, qui sont avant tout des rivaux de Philippe Séguin. Nicolas Sarkozy a indiqué mardi matin que, pour sa part, il ne voit *« pas d'inconvénient »* à la reconduction de M. Juppé. Le président de l'UDF, François Léotard, et ancien ministre de la défense, avait rappelé, la veille, qu'*« on ne dégrade pas un général le soir de sa victoire »*. Et si, par malheur, cela devait arriver, le général Séguin ne serait pas le seul à pouvoir prétendre à la succession, a-t-il prévenu, d'autant qu'il n'est même pas le *« patron d'une famille politique »*.



AVION DE RETOUR

Les balladuriens sont là, eux aussi, *« comme jadis, attachés à la réforme, la réforme par la liberté »*. Edouard Balladur a bien l'intention de le rappeler mardi soir. La réunion publique de quartier, prévue de longue date par le député sortant du 15e arrondissement de Paris, a été opportunément élargie : M. Léotard et Anne-Marie Idrac devaient être de la partie.

Alain Madelin réapparaît, mais juste dans l'encoignure. Le président d'Idées-Action a jugé, mardi, *« un peu injuste »* le *« procès »* fait à Alain Juppé, *« qui suppporte le poids de deux années difficiles »*. Mais, s'est-il aussitôt empressé d'ajouter, *« s'il y a eu dissolution, c'est bien parce que le chef de l'Etat ne souhaite pas que l'on fasse la même chose, de la même façon, avec les mêmes »*. *« Je sais une seule chose,* a-t-il ajouté, *les hommes politiques ne sont ni sourds, ni aveugles, et ils auront pour fonction d'entendre le message que veut leur envoyer le pays. »*

On revoit même François Bayrou. Les premiers mauvais sondages pour la majorité l'avaient vu *« disparaître dans le triangle des Bermudes »*, selon une formule qui amuse beaucoup à l'Elysée et à Matignon. Le ministre de l'éducation nationale a, semble-t-il, trouvé un avion de retour. Il a même *« l'intention »* de faire campagne avec François Léotard, *« soit physiquement, soit intellectuellement et politiquement »*, a-t-il précisé à l'occasion d'un déplacement à La Baule, le 15 mai. C'est dire. L'ordinateur que François Bayrou emporte partout avec lui, est peut-être pour quelque chose dans ce retour de flamme. Sa mémoire recèle quinze ans de résultats électoraux, concernant les cinq cent soixante-dix-sept circonscriptions et les quelque quatre mille cantons français. *« Je revendique un certain professionnalisme,* précise M. Bayrou. *J'ai écrit le programme moi-même. A partir des sondages d'intentions de vote nationaux, je peux, dans la minute, obtenir une simulation des résultats dans un canton ou une circonscription. »* Aux dernières nouvelles, la machine donnait trois cent dix-neuf sièges à la majorité...

Alain Juppé lui-même est bien décidé à se battre. Rassuré – mais a-t-il vraiment eu des doutes ? – sur son maintien à l'hôtel Matignon, en cas de reconduction de la majorité sortante, le premier ministre, dont la cote de popularité est remontée dans les sondages en raison de la mobilisation de l'électorat, va désormais beaucoup plus parler de la plate-forme RPR-UDF, donc de son projet, donc de lui-même. Moins de réunions publiques, plus de radio, de télévision et de presse écrite. Mardi 20 mai, RTL et le « 20 heures » de France 2. TF 1 aura sa part mercredi soir. Avant France-Inter, vendredi, il y aurait, murmure-t-on, un peu de temps pour la publication d'un entretien dans un quotidien parisien du matin. On cogite déjà sur l'entre-deux tours

ON VEUT DU JEUNE

Alain Juppé aura encore l'occasion, cette semaine, d'affirmer devant ses troupes qu'il est le chef et le seul, dans cette campagne. Mardi, au cours du déjeuner de la majorité, qui devait réunir à Matignon la plupart des dirigeants du RPR et de l'UDF. Jeudi, à Lyon, pour le dernier grand meeting de la majorité avant le premier tour.

Dans les deux cas, Philippe Séguin a prévenu qu'il ne serait pas là . Tout est fait pourtant pour que les images de ce meeting soient belles. A Matignon, on veut du nombre, de l'enthousiasme et surtout du jeune. *« Pour Lyon, on m'a demandé des jeunes de vingt à trente ans. Avec la période des examens, ça va pas être facile »*, confiait, vendredi, à Bordeaux, un membre inquiet de l'équipe locale de campagne d'Alain Juppé.

A l'Elysée, on n'attendait pas tant de volontaires pour « partager l'élan ». On redoute un peu la cacophonie, qui pourrait contraindre le chef de l'Etat à rappeler ses troupes à l'ordre. Comme la semaine dernière, le conseil des ministres de mercredi pourrait lui en donner l'occasion, si nécessaire. Pour l'instant, on ne juge pas utile d'en dire davantage. Finalement, observe-t-on dans l'entourage du chef de l'Etat, les temps changent, mais les natures restent. Hier, c'était de l'Hôtel de ville de Paris que l'on observait les défections et les ralliements . Aujourd'hui, c'est de l'Elysée et de l'hôtel Matignon. Chacun a droit à son commentaire acide. On s'amuse de l'activisme de Philippe Séguin. *« Il s'est réveillé un jour en se disant : "Merde ! La droite va gagner et je n'y aurai été pour rien !" »*

On ironise sur l'émulation nouvelle entre Nicolas Sarkozy et Edouard Balladur. *« Leur course de vitesse pour exister sert parfaitement nos intérêts »*, constate-t-on. Et, surtout, dans la plus pure tradition RPR, on multiplie les amabilités sur la rectitude et la fiabilité coutumières des centristes...

A l'examen, il n'y en a qu'un qui résiste. Alain Juppé, bien sûr. Lui, il est fiable, on peut compter sur lui pour entraîner la France dans l'euro ; il est loyal, et n'ouvrira donc pas une campagne présidentielle dès sa nomination à Matignon ; bref, il est toujours, selon la formule de Jacques Chirac, *« le meilleur d'entre nous »*.

Récit du service France

Les médecins se sentent « trompés » par la majorité

LES DOCTEURS Bernard Accoyer et Pierre Maître étaient plus que des confrères : des amis. Confortablement installés à Annecy, le premier comme ORL et le second comme cardiologue, ils partageaient des valeurs communes et, par-dessus tout, la conviction que la « médecine libérale à la française » est l'alpha et l'oméga de la pratique médicale. C'était avant... Avant que le plan Juppé ne vienne ébranler leur amitié et quelques certitudes. Leurs routes se sont séparées : maire d'Annecy-le-Vieux, député et secrétaire national du RPR à la santé, le docteur Accoyer a pris fait et cause pour la réforme de la Sécurité sociale. Resté « toubib » dans l'âme, le docteur Maître est devenu porte-parole de la Coordination nationale des médecins, créée en 1996 pour combattre ce plan.

Ainsi va la vie... *« On ne se parle plus depuis des mois. Croyez-moi, ça se vit très mal ! »*, confie Pierre Maître. *« Il y a eu un sentiment de trahison. On était tous ensemble, et puis l'un d'entre nous a dit : "Vous avez tout faux" ! »*, confirme le docteur René-Pierre Labarrière, dont le contentieux avec le député sortant ne date pourtant pas du plan Juppé. Il avait même décidé de se présenter contre Bernard Accoyer avec le soutien de la coordination médicale. *« Je suis peut-être utopiste, mais je pense qu'il faut d'autres relations entre les élus et le peuple »*, confiait-il alors. Puis il a renoncé à un *« combat disproportionné contre le système Accoyer »*, non sans dénoncer *« la honteuse entente des réseaux politiques pour verrouiller la circonscription »*. Le député sortant affiche sa *« sérénité »*, persuadé que la réforme de la « Sécu » était devenue inévitable.

Loin d'Annecy, qui a un petit air de Clochemerle médical, d'autres médecins se sont découvert une vocation politique pour dénoncer le *« rationnement des soins »* et *« les méthodes autoritaires de Juppé »*. A Bordeaux, un interne, Grégoire Théry, se présente contre le président du RPR sous l'étiquette « Santé et renouveau démocratique ». A Nice, un généraliste, Hervé Caël, veut en découdre avec le député sortant, Rudy Salles (UDF-PR). A Albertville (Savoie), un urologue grenoblois, Gérard Maudrux, fondateur, en 1991, de SOS Action santé en réaction aux projets socialistes, ferraille contre le secrétaire d'Etat à la santé, Hervé Gaymard (RPR). A Paris, Edouard Balladur et, dans l'Oise, Jean-François Mancel, le secrétaire général du RPR, ont aussi des adversaires médecins.

La Coordination a été la seule organisation à appeler à *« un vote sanction contre tous les députés ayant soutenu le plan Juppé »*. Pierre Maître ne s'en cache pas : il aimerait que tous ces candidats fassent pâlir les *« stars du RPR »*, même si leurs chances d'être élus sont nulles. Pris de court par la dissolution, les adversaires les plus résolus du plan Juppé se sont rangés sous différentes bannières : le Mouvement pour la France de Philippe de Villiers, les divers droite, le Parti national républicain (extrême droite)... D'autres ont préféré se réclamer d'un prudent « ni droite ni gauche ».

Les organisations officielles, elles, ne se sont pas résolues à rompre les liens tissés depuis de nombreuses années avec le RPR et l'UDF. Malgré son opposition virulente aux reversements d'honoraires inscrits dans le plan Juppé, le président de la Confédération des syndicats médicaux français, Claude Maffioli, a immédiatement prévenu qu'il n'appelerait *« jamais à un vote sanction contre la majorité »*, limitant ses représailles à l'envoi d'une liste de douze questions aux candidats. A peine plus téméraire, le président de la Fédération des médecins de France, Jean Gras, a seulement souhaité *« l'émergence de candidatures issues de la société civile »*.

Les dirigeants médicaux se sentent orphelins de la droite. *« Trompés »*, *« humiliés »*, ils n'ont pas de mots assez durs pour exprimer un ressentiment. Il ne leur reste plus que la rue pour protester, les colonnes des journaux médicaux pour se lamenter et leur bulletin de vote pour se faire justice. Syndicats et coordinations sont-ils, pour autant, en train de *« dériver vers l'extrême droite et le poujadisme »*, comme feint de le croire Richard Bouton, président du syndicat de généralistes MG-France ?

Des enquêtes d'opinion réalisées auprès du corps médical semblent montrer que s'il y a, par rapport au scrutin de 1993, un effondrement des intentions de vote en faveur de l'UDF et du RPR, il n'y a pas poussée du FN. La droite n'oublie certainement pas, cependant, qu'en 1981 Valéry Giscard d'Estaing avait fait l'objet d'un vote sanction.

Jean-Michel Bezat

M. Hollande tente de reconquérir un bastion de la « chiraquie »

TULLE
de notre envoyé spécial

Agriculture et manufacture : deux mots-clés qui reviennent constamment dans les réunions électorales. Raymond-Max Aubert, François Hollande, Dominique Grador : trois noms-clés, ceux des candidats de la majorité, du PS et du PCF, autour desquels tournent toutes les spéculations.

Rien n'est comme ailleurs dans la première circonscription de Corrèze, qui s'étale « en banane » de la Dordogne au Cantal en englobant Tulle, siège de la fabrique d'armes. C'est la seule du Limousin où le sortant ne se représente pas, du moins comme titulaire : Lucien Renaudie, agriculteur, RPR, siégeait dans l'Assemblée dissoute en qualité de suppléant de M. Aubert. Surtout, la Corrèze tout entière, et pas seulement la « chiraquie » de l'arrondissement d'Ussel, obéit à une logique politique spécifique. Comme c'est Jacques Chirac qui a décidé la dissolution, on est ou totalement dévoué à sa personne, ou hostile à ceux qui appliquent sa politique.

Ce schéma a l'avantage de la simplicité. Nommé délégué à l'aménagement du territoire par la volonté expresse du chef de l'Etat, après avoir été un éphémère secrétaire d'Etat au développement rural en 1995, M. Aubert, enfant du village de Turenne, déroule un argumentaire facile. *« Si vous élisez un socialiste, la cohésion de la représentation parlementaire du département sera écornée et son efficacité moindre »*. Dans l'éditorial de *L'Essor du Limousin*, celui qui fut élu député en 1993 contre M. Hollande, aujourd'hui porte-parole du PS, puis enleva en juin 1995 la mairie de Tulle, cite huit fois Jacques Chirac. Plus qu'une référence, c'est de la dévotion. En revanche, il évite ostensiblement de prononcer le nom d'Alain Juppé, à qui il ne voue pas une amitié débordante.

Dans le café rescapé de Saint-Bonnet Elvert, où l'on boit de la gentiane, les retraités agricoles l'interrogent sur leurs « misérables ressources » : 2600 francs par mois et à peine la moitié pour le conjoint. La loi d'orientation, *« qui sera discutée en priorité, prévoit des mesures précises »* répond-il. *« Avec Chirac on gagne à tout coup »*, ajoute un jeune agriculteur de Monceaux. *Nous sommes ici à 178 mètres d'altitude et on a résussi à se faire classer zone de montagne... »*

UN SUPPLÉANT DE POIDS

Quant à la « Manu », c'est l'établissement *« qui a été le moins touché par les restructurations. Non seulement il conserve la fabrication des systèmes d'armes de moyen calibre, mais aussi leur conception »*. M. Aubert est contraint de jurer ses grands dieux qu'il n'est pas question de privatiser la « Manu » lorsque M. Hollande – qui fut député de 1988 à 1993 et qui est de la même promotion de l'ENA que lui – le pousse dans ses retranchements.

Le candidat du PS, qui n'avait pas froid aux yeux en 1981 lorsqu'il osa affronter Jacques Chirac lui-même dans son fief de Haute-Corrèze et qui ne fit pas un mauvais score, a choisi un suppléant de poids : René Teulade, ancien ministre, maire d'Argentat, conseiller général, qui a pour mission de rassurer l'électorat des milieux associatif, syndical, mutualiste, voire communiste et qui incarne, lui aussi l'« authenticité corrézienne » puisque, né ici, il se dit un *« pur produit de la race locale »*.

François Hollande réclame pour la Manu *« un vrai plan de charge, appuyé sur un budget soutenu d'équipement des armées et un audacieux programme de diversification. Les 840 salariés ont en moyenne quarante-huit ans. L'avenir d'un établisssemnt ne se gère pas à partir d'un plan de préretraites »*. François Hollande déteste le clientélisme comme *« ressort de l'action politique »*. Les maires ruraux se souviennent cependant de son efficacité pour obtenir un prêt immobilier, un centre d'aide par le travail, l'installation d'une pharmacie. Même si, dans cette terre où régna Henri Queuille, le radicalisme est en déclin, il *« fait siennes ses valeurs : tolérance, progrès social, humanisme, pluralité des croyances »*. Précis sur l'emploi, l'aménagement et l'agriculture, il ne fera pas de promesses en l'air aux retraités, car *« la revalorisation des retraites coûtera cher »*.

Avec gourmandise, la candidate très « orthodoxe » du PCF, Dominique Grador, observe les œillades de ses rivaux en direction des producteurs de pommes ou de fraises et des ingénieurs de l'armement. En sachant que les quelque 20 % des voix qu'elle espère seront chèrement sollicitées à la veille du second tour.

François Grosrichard

La stratégie de M. Le Pen est combattue au sein du Front national

Le président du parti d'extrême droite avait exprimé clairement sa préférence pour une victoire de la gauche, les 25 mai et 1er juin, afin d'infliger une défaite à Jacques Chirac. Ses deux lieutenants rivaux, Bruno Mégret et Bruno Gollnisch, se sont démarqués de cette position

Une curieuse cacophonie est apparue au Front national où, pendant le week-end de la Pentecôte, le secrétaire général, Bruno Gollnisch, et le délégué général, Bruno Mégret ont pris la parole pour rectifier le tir sur le « positionnement » de leur parti avant les élections législatives. Aux déclarations de M. Le Pen sur sa préférence pour *« une Assemblée de gauche »* plutôt que pour *« une Assemblée de droite »*, ou pour des adversaires politiques dont les idées ne l'étonnent pas plutôt que pour des *« traîtres »* qu'il *« exècre »*, MM. Mégret et Gollnisch ont apporté une rectification de taille en déclarant qu'il n'est pas question pour eux d'*« appeler à voter socialiste »*. Ne confondant pas premier et second tour, les deux rivaux du parti d'extrême droite rappellent à leur chef que l'objectif du FN est de faire en sorte que le parti ait des élus qui, espèrent-ils, feront la pluie et le beau temps dans une Assemblée où ne se dégagerait ni une majorité de droite, ni une majorité de gauche. M. Le Pen a assuré, lundi, sur France-Inter, qu'il n'avait *« jamais appelé à voter pour le Parti socialiste »*.

« S'IL Y A QUELQU'UN qui conduit la campagne des élections législatives, c'est bien moi ! », s'était exclamé Jean-Marie Le Pen au « Club de la presse d'Europe 1 », le 12 mai. Outré que l'on puisse envisager des *« bisbilles »* au sein de son parti, le président du Front national avait alors précisé que *« tout le monde »*, au Front national, le *« tient en grande estime et fait preuve de discipline »* à son égard.

En matière de discipline, M. Le Pen a été servi pendant le week-end de Pentecôte ! Malgré toute l'estime qu'ils portent à leur chef, les lieutenants du parti, le secrétaire général Bruno Gollnisch et le délégué général Bruno Mégret, sont intervenus à la radio et à la télévision pour expliquer que si celui-ci préfère *« une Assemblée de gauche à une Assemblée de droite »*, il n'est pas question pour eux d'appeler à voter en faveur des socialistes.

Ce rectificatif en forme de fronde a été émis par les « deux Bruno » avec la pression de la base du parti, déboussolée par les récents propos de M. Le Pen. Depuis plus d'une semaine, en effet, remontent des fédérations des questions angoissées sur les prises de position du président du Front national. Il y avait cette intervention du 12 mai, au cours de laquelle il avait affirmé qu'il préférait *« une Assemblée de gauche à une Assemblée de droite »*, car la première *« paralyserait le projet de Jacques Chirac de dissoudre la France dans l'Europe de Maastricht »*. Et puis cette déclaration sur France 2, le lendemain, dans laquelle M. Le Pen réitérait sa préférence pour la gauche en affirmant que *« M. Jospin est moins hystériquement européiste que M. Juppé »*.

« Cela a au moins permis de faire parler de nous et de rappeler que le point essentiel, c'est Maastricht », soutenait mollement Jean-Yves Le Gallou lors d'une conférence de presse à Saint-Cloud, le 16 mai. En fait, le message n'a pas été compris par tout le monde. Certes, les militants savent, depuis la campagne présidentielle de 1995, que pour M. Le Pen, *« Chirac, c'est Jospin en pire »*. A l'époque, cependant, le chef de l'extrême droite s'était abstenu de donner une consigne de vote précise.

Ses affirmations récentes laissaient, elles, peu de doute sur le choix de M. Le Pen entre les deux tours des élections législatives. De quoi hérisser le poil de tous ceux qui, au Front national – de Bernard Antony à Frank Timmermans en passant par MM. Gollnisch et Mégret –, nourrissent une haine viscérale du socialisme et du communisme. De quoi laisser pantois tous ceux qui croient aux études montrant que l'électorat du Front national se situe résolument à droite et n'accepte que marginalement de reporter ses voix sur le candidat de la gauche.

De quoi faire naître, aussi, des interrogations sur l'attitude du président du parti qui, avec un tel discours, donnait à penser que, pour lui, le plus important était de faire battre la droite, et non de faire en sorte que le Front national obtienne des sièges à l'Assemblée. N'avait-il pas d'ailleurs, dans le passé, déclaré qu'il n'était pas intéressé par des sièges à l'Assemblée nationale, ni par une présence au gouvernement ? Il avait même qualifié cette situation de *« nuisible »* dans un entretien au mensuel *La Une* (novembre 1996) et précisé que *« ça tuerait les seuls espoirs qui restent aux Français »*.

M. Mégret a tiré le premier, dimanche 18 mai, sur France 2, au cours de l'émission *« Polémiques »*, en déclarant que *« la gauche (...) n'est pas la solution pour notre pays »*. Quelques heures plus tard, M. Gollnisch affirmait, sur France 3, que *« jamais, Jean-Marie Le Pen n'a dit qu'il allait appeler à voter socialiste »*. *« Ce n'est pas,* ajoutait-il, *parce que le gouvernement actuel, MM. Chirac et Juppé, font autant du socialisme, aussi mal, voire dans certains domaines plus mal que les socialistes, que nous, qui combattons le socialisme, allons appeler à voter socialiste ! »* Enfin, et de façon à bien enfoncer le clou, M. Mégret répétait clairement, lundi 19 mai, lors d'une conférence de presse organisée au siège du Front national, qu'il ne saurait être question *« de faire voter à gauche »*.

Fort en colère, M. Le Pen a affirmé, lundi matin, sur France-Inter, qu'il n'avait *« jamais appelé à voter pour le Parti socialiste »*, même s'il pense qu'une *« cohabitation serait moins grave pour la France »*. Le soir, lors d'un meeting de son parti à Lyon, il a appelé ses électeurs à donner à son parti les dix ou quinze députés qui lui permettraient d'arbitrer l'Assemblée nationale. Charbonnier n'est pas toujours maître chez lui.

Christiane Chombeau

Contre-manifestation à Lyon

Environ trois mille personnes ont manifesté, lundi 19 mai, de la place Bellecour à la Bourse du travail, à Lyon, pour protester contre l'organisation d'un meeting du Front national en présence de Jean-Marie Le Pen. Au traditionnel slogan *« F comme fasciste, N comme Nazi, à bas le Front national »*, s'ajoutaient des *« Couscous, paëlla, taboulé, bourguignon, nous mangeons tous dans le même chaudron »* ou *« Des charters pour Mégret, pas pour les immigrés »*, scandés dans une atmosphère bon enfant.

Avant la dispersion, Gilbert Dumas, responsable de la Coordination de vigilance contre l'extrême droite, a appelé les manifestants à *« continuer à se mobiliser »* contre ce *« parti pas comme les autres »*, qui *« sème la haine et encourage l'exclusion »*. Selon les organisateurs, Ras l'Front, le PS, le PCF, les Verts, ainsi que plusieurs associations antiracistes et syndicats, c'était le plus important rassemblement organisé à Lyon contre l'extrême droite.

« Préférence nationale » et aggravation des sanctions pénales

S'IL ARRIVE au pouvoir, ce sera *« le grand changement »*. Et c'est en effet un grand changement que le parti d'extrême droite prévoit dans son programme. A l'ouverture sur le monde, il oppose un rétablissement des frontières tant pour les produits que pour les hommes. Ignorant l'interdépendance des pays, le Front national préconise tant l'établissement de droits de douane dissuasifs à l'importation qu'une taxe sur la main-d'œuvre étrangère. Partisan, sur le territoire français, de la libre entreprise, il conserverait sur le plan social une protection minimum *« pour les risques majeurs »*, mais laisserait aux individus la responsabilité de s'assurer contre les autres risques, comme d'ailleurs pour leur complément de retraite, auprès du secteur privé.

La *« préférence nationale »*, qui inspire l'essentiel des propositions de l'extrême droite, signifie que les droits ne seraient plus les mêmes selon la nationalité de la personne. Préférence française face à l'extérieur dans le domaine commercial, mais aussi dans le domaine juridique, avec la révision de tous les traités internationaux, celui de Maastricht pour commencer, avec la volonté de rétablir la prédominance du droit français. Préférence pour la nation sur les hommes : dans la société lepéniste, les individus ont pour vocation de servir la nation, laquelle s'immisce jusque dans le modèle familial, celui du couple marié avec beaucoup d'enfants, car l'avenir de la France passe par la reproduction des *« Français de souche »*.

Dans cette optique le Front national se prononce aujourd'hui contre le remboursement de l'avortement, mais aussi pour l'abrogation de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse. La famille traditionnelle devient un pivot important du fonctionnement de la vie quotidienne. Le Front national propose d'ailleurs un revenu parental égal au SMIC – pendant trois ans pour le premier et le deuxième enfant, jusqu'à ce que le dernier atteigne dix-huit ans à partir du troisième enfant –, revenu qui ouvrirait des droits à la retraite. Le financement de ce projet n'est pas précisé.

AUGMENTATION DES EFFECTIFS POLICIERS

La famille est présentée comme le premier pilier de la solidarité entre les générations. Le Front national est favorable aux soins à domicile et à la garde des personnes âgées dans la mesure où ces méthodes vont dans le sens d'un retour des femmes aux tâches domestiques. C'est la famille, aussi, qui doit assurer au premier chef la prévention de la délinquance. Comme dans les villes qu'il administre, le Front national entend, s'il parvient au pouvoir, se désengager des politiques de prévention et consacrer les moyens de l'Etat à la répression en augmentant les effectifs policiers et judiciaires, en alourdissant les sanctions pénales et en rétablissant la peine de mort. Il préconise, en outre, d'obliger les drogués à suivre des cures de désintoxication.

Présentant l'immigration comme le centre des maux dont souffre la France – chômage et délinquance –, l'extrême droite donne une vision quasiment mécanique de la résolution des problèmes en prévoyant le retour des immigrés dans leur pays d'origine. S'il envisage une aide au retour pour les immigrés du tiers-monde, il compte surtout les dissuader de rester ou de revenir en leur enlevant les droits aux aides et allocations et en instaurant des caisses de sécurité sociale et de retraite différentes de celles des Français.

Dans le système proposé, la propriété est au centre du dispositif : prêts facilités pour l'achat du logement, disparition des droits de succession afin que les entreprises restent dans les familles. Quand le Front national propose l'augmentation du SMIC, il s'abstient de dire dans quel délai. Il est favorable, enfin, à la disparition pure et simple de l'impôt sur le revenu. Il ne plaide plus, cependant, comme en 1986, pour l'augmentation de la TVA, considérant que la hausse de cette taxe en 1995 est suffisante.

Ch. Ch.

Le maire de Toulon compte sur la division de la droite

TOULON
de notre correspondant

L'UDF va-t-elle *« creuser sa propre tombe à Toulon »*, comme le laissait entendre Patrick Stefanini, secrétaire adjoint du RPR, en décembre 1996, après que la commission des investitures de l'UDF eut décidé que ses cinq députés sortants dans le Var – PR en majorité – seraient réinvestis ? La dissolution de l'Assemblée nationale n'aura qu'une faible incidence sur cette décision, hormis dans la troisième des sept circonscriptions de ce département où Philippe Canson, condamné à deux ans de prison avec sursis et trois ans d'inéligibilité pour prise illégale d'intérêts dans la gestion d'une maison de retraite, se sera effacé devant Jean-Pierre Giran, maire de Saint-Cyr et secrétaire départemental du parti néo-gaulliste.

C'est dans la première circonscription de Toulon que la division à droite risque d'être la plus périlleuse, car elle est un test national pour le Front national, qui espère y conforter sa position en exploitant ces dissidences qui perdurent depuis une vingtaine d'années. Composée pour une grande part d'un électorat de droite modérée, cette circonscription a largement marqué sa préférence pour l'extrême droite aux élections cantonales. Même si son bilan à la mairie de Toulon est excessivement modeste, Jean-Marie Le Chevallier, qui accepte volontiers le titre de *« docteur ès nids de poule »* que lui ont accolé ses adversaires, s'appuie sur la progression de son parti dans le Var.

Néanmoins, en 1993, le maire de Toulon arrivait loin derrière le député sortant, Daniel Colin (UDF-PR), dont le score atteignait 70,89 % au second tour contre 39,01 % pour M. Le Chevallier. Depuis, le Var a subi le choc des affaires ayant fait suite à l'assassinat de Yann Piat, député (UDF, ex-FN) de la circonscription, le 25 février 1994. Après l'éviction de Maurice Arreckx (UDF-PR) aux cantonales de 1994, c'est tout un système lié à l'ancien sénateur et président du conseil général qui va subir un vote-sanction avec l'arrivée du Front national à la mairie de Toulon l'année suivante.

« UN HOMME DU PASSÉ »

Cette vague a profité à la gauche, qui a repris les mairies de Draguignan, de Brignoles et de La Seyne-sur-Mer avant que Maurice Janetti (PS) ne récupère la sixième circonscription, laissée vacante par Hubert Falco (UDF-PR) à la suite de son élection au Sénat. Le socialiste avait alors bénéficié des divisions entre UDF et RPR. Aujourd'hui, Odette Casanova (PS), représentant la gauche unie, pourrait en bénéficier à son tour dans la première circonscription. Le candidat du Front national également. Marc Bayle, conseiller général RPR, s'est en effet mis en congé de son parti pour affronter M. Colin, en qui, à l'instar de bon nombre d'électeurs, il ne voit qu'*« un homme du passé, lié à l'ancienne municipalité Trucy et au système Arreckx »*.

Ayant accepté, sur injonction de son parti, de ne pas se présenter aux municipales de 1995, M. Bayle ne cache pas ses regrets face à *« ce qui aurait pu être une première marche »*. *« Mais aujourd'hui,* dit-il, *je ne veux pas jouer les petits soldats avec de petits accords, avec de petits compromis. »* Excentré dans sa permanence d'un quartier est de la ville, il se veut d'autant plus confiant qu'il estime *« n'avoir jamais reçu d'ordre précis ni comminatoire de retrait »*. Il semble que les instances nationales du RPR aient fermé les yeux sur sa candidature, attendant les résultats pour le sanctionner ou, au contraire, utiliser son score en vue de la conquête future de la première ville de plus de cent mille habitants arrachée par l'extrême droite.

« MÉMOIRE ACTIVE »

La démarche de M. Colin rejoint, sur ce point, celle de M. Bayle. Le député sortant se verrait bien dans la peau d'un *« animateur d'équipe pour 2001 et au-delà »*. *« Pas forcément maire »*, précise-t-il, ajoutant : *« Plutôt une sorte de mémoire active au profit d'un autre »*, un maire UDF s'entend, et pourquoi pas M. Falco, qui ne cache pas son désir de reprendre l'hôtel de ville ?

Cette « primaire », qui n'ose pas dire son nom, ressemble fort à un bras de fer entre PR et RPR. Aux appétits de M. Bayle, M. Colin oppose sa fidélité à MM. Trucy et Arreckx – auxquels se réfère encore un électorat déçu, mais assoiffé de revanche – et son investiture officielle RPR-UDF. Ses amitiés passées avec Soustelle, Bidault ou Tixier-Vignancour, ses prises de position en faveur de l'Algérie française en font un adversaire gênant pour le Front national, convaincu que certains de ses électeurs peuvent aller vers cet homme qui bénéficie, en outre, de la prime au sortant. Dans ce département où les déclarations d'un préfet RPR attaché à *« la morale chrétienne »* ont pu semer la confusion, tout en sonnant agréablement aux oreilles des électeurs de Jean-Marie Le Pen, la confusion des sentiments peut jouer en faveur de M. Colin.

« Cette circonscription est à la fois celle de tous les dangers et celle de toutes les surprises », estime M. Bayle. Il n'est pas le seul à le penser.

José Lenzini

François Bayrou tente d'utiliser la campagne pour consolider les bases de Force démocrate

La dissolution a bousculé les plans du ministre de l'éducation nationale

Alors qu'il se préparait à diriger la campagne de l'UDF pour les élections législatives dont la date normale était mars 1998, François Bayrou a été pris de court par la dissolution de l'Assemblée nationale. Privé d'un rôle de premier plan, le ministre de l'éducation nationale tente de ménager l'avenir en consolidant les bases de son parti, Force démocrate, faute de pouvoir s'installer parmi les chefs de file de la majorité sortante.

NE CHERCHEZ PAS François Bayrou, il est dans les Pyrénées. A ceux qui le trouvent en retrait dans cette campagne, le ministre de l'éducation nationale répond benoîtement : *« On est naturellement au combat là où on s'est fait élire et, pour ma part, c'est dans le Béarn. »* Dimanche 25 mai, il se sera rendu dans les quatre-vingt-dix communes de la deuxième circonscription des Pyrénées-Atlantiques au volant de la BX de son suppléant, Pierre Laguilhon, fabricant de foie gras. Du coup, lorsqu'il participe à une émission, on remarque autant la pointe d'accent béarnais retrouvée par M. Bayrou que ses prises de position.

Lundi 19 mai, au « Club de la presse d'Europe 1 », le président de Force démocrate a prudemment refusé de revendiquer pour l'UDF le poste de premier ministre, dans le cas où le nombre de députés de cette formation égalerait celui du RPR. *« Ce serait un glissement institutionnel grave que de considérer que l'élection législative dicte le choix d'un premier ministre qu'on ne pourrait changer pendant cinq ans »*, a-t-il expliqué, très Sciences-Po.

Premier ministre ? L'accélération du calendrier électoral a installé entre les responsables politiques une hiérarchie naturelle. Celle-ci, à tort ou à raison, ne retient qu'un nombre très réduit de personnalités susceptibles d'être désignées par le président de la République pour occuper l'hôtel Matignon après le 1er juin. M. Bayrou n'apparaît, à ce titre, que comme un *outsider*. *« Il est clair que l'enjeu de cette campagne n'est pas le destin de Bayrou, ni celui de Force démocrate »*, observe-t-il, lucide et légèrement inquiet.

« DE L'AMITIÉ POUR M. DELORS »

Au terme d'un accord avec François Léotard, en 1995, M. Bayrou devait prendre la présidence de l'UDF en 1998 et codiriger avec le RPR la campagne de la majorité pour les législatives du mois de mars. La dissolution en a décidé autrement, et c'est M. Léotard qui se trouve aujourd'hui au premier plan. Le député sortant du Var est, au moins sur le papier, l'*alter ego* d'Alain Juppé ; il représente l'UDF dans les grandes émissions de télévision ; Jacques Chirac le consulte.

Il a donc fallu adapter le scénario en catastrophe : puisqu'on ne peut faire campagne en dirigeant de l'UDF, faisons-la en chef de parti ! C'est ainsi que, depuis le 21 avril, M. Bayrou se comporte davantage comme le président de Force démocrate que comme l'un des principaux responsables nationaux de la majorité RPR-UDF. Beaucoup des cent candidats FD ont reçu le soutien de leur chef de file. Le ministre de l'éducation nationale devait présider, mardi 20 mai, un grand meeting organisé par son parti dans le département du Nord.

Centriste accompli, M. Bayrou s'efforce de ne pas mêler sa voix au concert d'invectives qui marque l'affrontement camp contre camp. *« Je ne crois pas que tous les imbéciles sont dans un camp et tous les gens intelligents dans l'autre. Il y a très longtemps que je ne crois plus à ce genre de fable »*, déclare-t-il sur France 3, dimanche 18 mai. Il rappelle que, lui, il n'a pas mis son drapeau européen dans sa poche au cours de la campagne. *« J'ai pour Jacques Delors beaucoup d'amitié et beaucoup d'admiration,* dit-il encore sur la même chaîne, *et je ne vois pas pourquoi je ne dirais pas cette estime, même quand nous sommes engagés dans des camps différents dans une bataille électorale. »*

Explication, en privé, de ce qui apparaît aux yeux de nombre de ses amis comme une provocation : *« Je travaille, pas à pas, à la construction d'une grande force politique, qui rassemblera ceux qui, de Delors à Barre, ont de l'Europe la même conception, à la fois comme idéal et comme moyen. Cela représente 30 % des Français. Je ne crois pas inutile, au moment où les cartes vont peut-être être redistribuées, de leur expédier quelques signes. »* Le président de Force démocrate n'oublie pas d'approuver publiquement Valéry Giscard d'Estaing lorsque l'ancien président de la République réclame *« un changement de style de la part de la majorité »*.

M. Bayrou n'ignore pas que cette partition lui vaut des noms d'oiseaux dans l'entourage du chef de l'Etat. Il admet prudemment qu'il ne dispose pas à ce jour des *« éléments »* lui permettant d'imaginer son avenir proche. Quitter le gouvernement ? Tout est possible, analyse-t-on dans son entourage. Il évoque lui-même des circonstances où il devrait choisir entre son mandat de président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques et un portefeuille de ministre. *« Je choisirai mon pays »*, assure-t-il. M. Juppé n'a pas dit autre chose en évoquant « sa » mairie de Bordeaux, et tout le monde a compris que c'était une manière de préparer une éventuelle sortie.

Fabien Roland-Lévy

Sur le « terrain » marseillais, Renaud Muselier se moque des rumeurs

MARSEILLE
de notre correspondant régional

PORTRAIT
Le député sortant RPR prolonge les échos de la victoire municipale de 1995

On ne prête qu'aux riches, et Renaud Muselier, à trente-sept ans, l'est déjà en politique. Premier adjoint au maire de la ville de Marseille, patron du RPR local, qu'il a contribué à sortir d'un long marasme, le député sortant de l'immense cinquième circonscription des Bouches-du-Rhône récolte donc une moisson de vingt candidats adverses, venus porter la parole contre son gouvernement et sa mairie. Il concentre aussi les rumeurs, puisque ses adversaires l'accusent d'avoir plus ou moins persuadé Ronald Perdomo, candidat « naturel » du Front national dans cette circonscription, de se retirer au profit d'une inconnue réputée moins dangereuse. Les rumeurs disent aussi qu'il est attaqué en sous-main par son maire, Jean-Claude Gaudin (UDF), qui apprécierait que le candidat socialiste René Olmetta soit assez consistant pour l'accrocher.

Sur le premier point, M. Muselier récuse le soupçon en rappelant qu'il avait battu ici même, en 1993, le premier conseiller général du Front national (FN) dans ce département, Jean Roussel, et qu'il a toujours pris position de façon tranchée pour faire chuter le FN dans les élections partielles. Sur le second, il balaye d'un revers de main ces méchants bruits au nom de l'affection réelle qui le lie à son allié dominant et, surtout, de l'unité sans faille de la majorité municipale depuis juin 1995. M. Gaudin est sur la même longueur d'ondes, qui répond en riant que s'il a quelque poids pour les investitures dans son camp, il n'en a aucun dans celui d'en face ! S'il y a des craquements dans la gestion de la ville, ce n'est pas dans ces élections législatives qu'ils résonneront. *Exeunt* ces rumeurs, de toute façon increvables et aussi traditionnelles que les extraits de sondages distillés par les uns et les autres sur leur prochaine victoire.

Le président d'Euroméditerranée est donc en campagne et il aime ça, lui qui se vante d'en avoir mené six sur son nom depuis 1992. Tous les soirs, par exemple, il participe à un apéritif dans un bar, qui affiche sa venue quelques jours à l'avance. Main gauche sur la hanche, relevant le pan de son costume foncé, il parle avec la main droite, grignotant une cacahuète avant deux chips, mangeant ses mots dans un débit de mitraillette à peine interrompu par une gorgée de pastis. Impôts directs, TVA, taxe professionnelle *« la moins haute du département »*, recherche d'emploi et implantation d'entreprises à Marseille : il fait fonds sur son statut d'élu local et de député sortant.

Son analyse tactique est simple : *« La gauche est carbonisée, noire charbon, personne n'en veut. Alors les gens se disent : " Donnons les moyens au sortant de se faire entendre ! " »* Au vrai, il se sent mieux armé sur ce terrain local, qui résonne encore de la victoire municipale de 1995, que *« sur le national »*. L'abondance des petites candidatures, qu'il étiquette à gauche pour l'essentiel, lui paraît favoriser son entreprise et desservir son challenger socialiste, à peine sorti des querelles d'investiture. Quant au Front national, il ne le voit pas et affirme en entendre beaucoup moins parler qu'avant. Il file ensuite saluer des amis de la communauté juive, visiter une école ou participer à un débat contradictoire avec les dirigeants régionaux des autres formations.

Un autre soir, il anime une conférence prévue de longue date avec des militants de son mouvement sur l'insécurité dans les villes. Bilan national en chiffres, bilan local en chiffres et en exemples. L'homme a pris de la bouteille depuis qu'il est « aux affaires », et son discours s'est pondéré. Il évite les accents trop polémiques et se persuade que le barrage au Front national se fait désormais sur le terrain pratique. Conclusion du jour, quand même : *« Si les socialistes sont élus, il y aura Jospin, premier ministre avec des ministres communistes. Ils ne s'entendent sur rien, notre pays est foutu. Nous, on veut accélérer le rythme des réformes. C'est simple, c'est facile à expliquer. »* Et hop ! Il file à un dîner du Lyon's Club avant un débat organisé par le CRIF.

Michel Samson

La Fédération anarchiste juge que la dissolution « n'est qu'un épiphénomène de la vie politique »

RENNES
de notre correspondante régionale

Un calicot noir orne la façade, les chansons de Léo Ferré tournent dans le hall d'accueil : la maison de quartier de Villejean à Rennes abrite le cinquante-quatrième congrès de la Fédération anarchiste. Avec son « A » cerclé de noir, la « FA », qui loge à Paris, rue Amelot (11e arrondissement), avec sa radio, Libertaire, et sa librairie, Publico, est la plus grosse et la plus ancienne organisation anarchiste française.

En ce week-end de Pentecôte, ils sont cent cinquante à confronter leurs analyses des mouvements sociaux. Pas de l'actualité électorale. Traditionnellement, les anarchistes se méfient du vote. Ils avaient bien hésité à l'occasion du référendum sur la Nouvelle-Calédonie ou sur le traité de Maastricht, mais sûrement pas cette fois-ci. La dissolution de l'Assemblée nationale n'est, à leurs yeux, qu'un *« épiphénomène de la vie politique »*. Et puis, *« le programme de Juppé, on le connaît, celui du PS aussi »*, résume un adhérent de Rouen.

« On assiste à un retour au politique, qui se fait contre les hommes politiques. Les gens ne supportent plus d'être dessaisis de leurs luttes, ils se réapproprient l'espace », expliquent les participants. Avec les communistes libertaires d'Alternative libertaire (AL) – nettement plus confidentielle, mais qui diffuse dans des organisations comme le syndicat SUD ou l'association Droit au logement (DAL) – et les anarcho-syndicalistes de la Confédération nationale du travail (CNT), les « anars » de la FA, depuis novembre et décembre 1995, ont réinvesti la rue. *« Ni la gauche, ni l'extrême gauche ne parviennent plus à récupérer des mouvements comme ceux contre les lois Debré,* disent-ils. *C'est un point positif. »*

« LE PIÈGE ÉLECTORAL »

La FA est la seule à donner aussi clairement une consigne de vote. *« Prôner l'abstention n'est pas une position dogmatique, mais pragmatique »*, explique Wally Rosell, de Paris. *« Si les élections pouvaient vraiment changer la vie, elles seraient interdites depuis longtemps »*, proclame une affiche dans la salle d'assemblée. *« Ni gauche moribonde, ni droite revancharde : abstention. Pour l'égalité économique et sociale : gestion directe »*, lui répond en écho un panneau au-dessus de la tribune. N'empêche, la stratégie anarchiste contre *« l'électoralisme en tant que système »* mériterait un travail d'information, plaide longuement un intervenant.

Dans les couloirs, on disserte sur cette *« énième tentative de recomposition de la gauche, où les Verts signent un accord avec ceux qui ont coulé le* Rainbow Warrior *et Krivine serre la main à ceux qui ont fait la guerre du Golfe »*. Cette guerre avait suscité un boum inattendu au sein de la Fédération : selon leurs statistiques, le nombre d'auditeurs de Radio-Libertaire a grimpé à cent mille durant cette période, comme en novembre-décembre 1986, et la FA compte désormais vingt-cinq librairies sympathisantes. Dans la rue, les cortèges sont plus fournis. Au risque, admet M. Rosell, de voir cette croissance poser quelques problèmes internes.

« On aurait peut-être dû se présenter aux législatives. Avec le financement électoral, on se serait offert un journal quotidien, se prend à rêver un Rennais. *C'est aussi ça, le piège électoral... » « On ne s'assoit pas à une table qu'on veut renverser ! »*, lance-t-il à l'adresse de Lutte ouvrière.

Martine Valo

« L'idée de liberté a recueilli de nouveaux soutiens », selon M. Balladur

L'ANCIEN premier ministre, Edouard Balladur, estime, dans un entretien au quotidien *Les Échos* du 20 mai, que les élections législatives *« sont les plus décisives que notre pays aient connues depuis longtemps »*. Affirmant que *« le sens de ces élections, c'est finalement de choisir entre plus de liberté et plus de contrainte »*, M. Balladur note que *« la vraie question est de savoir si la caricature qu'on fait de la liberté ou du libéralisme, en les qualifiant de "sauvage", "d'ultra", est justifiée ou pas »*. *« Je suis formel : en France, elle ne l'est pas »*, indique-t-il, en affirmant que *« l'ultralibéralisme n'est ni* [son] *modèle ni* [son] *souhait »*. *« Je ne suis pas sûr que l'idée de liberté ait reculé depuis le début de la campagne électorale. Je crois même que, comme d'autres idées qui me sont chères depuis longtemps (...), elle a progressé et reccueilli de nouveaux soutiens »*, ajoute l'ancien premier ministre.

Pour M. Pasqua, « l'Etat doit assumer ses responsabilités essentielles »

CHARLES PASQUA a affirmé, lundi 19 mai à Couzeix (Haute-Vienne), que *« l'Etat doit assumer ses responsabilités essentielles »*, tout en convenant que *« pour libéraliser la société, il faut libéraliser l'Etat »*. Venu soutenir le député sortant, Alain Marsaud (RPR), l'ancien ministre de l'intérieur a évoqué le système bancaire, *« première difficulté pour créer des petites entreprises »*. *« Quand on se trouve devant une situation de carence, l'Etat doit intervenir »*, a-t-il déclaré, prônant notamment la création d'une *« société de capital-risque »*. Mettant en garde contre ceux qui ne sont *« pas favorables à la République »*, le président du conseil général des Hauts-de-Seine s'en est pris également à ceux qui critiquent les lois qui portent son nom, en réaffirmant *« le droit imprescriptible des Français à décider eux-mêmes du nombre et de la qualité des étrangers qu'ils veulent chez eux »*.

DÉPÊCHES

■ **DÉMISSIONS : trois élus alsaciens,** dont une ancienne vice-présidente nationale, ont annoncé leur intention de démissionner de Génération Ecologie (GE), après les élections, dénonçant le *« déshonneur »* de cette formation politique. Yveline Moeglen, conseiller municipal de Strasbourg, vice-présidente de la communauté urbaine, Claude Lienhard, adjoint au maire de Strasbourg et Jacques Hebert, conseiller municipal de Hoenheim (Bas-Rhin), ont affirmé *« assister aujourd'hui à un véritable suicide collectif »* de GE.

■ **RADIO-TÉLÉVISION : les formations politiques programmées mardi 20 mai,** dans le cadre de la campagne officielle à la radio et à la télévision, devaient être la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), le PCF, le PS, les Verts, le Mouvement des réformateurs (MDR), l'UDF, le RPR et le Parti humaniste. Mercredi, ce seront le RPR, l'UDF, Génération Ecologie (GE), le Mouvement écologiste indépendant (MEI), le PS, Solidarité régions écologie et Lutte ouvrière (LO).

■ **SYMBOLE : Dominique Voynet, porte-parole des Verts,** a estimé, lundi 19 mai, sur RTL, que la présence de candidats Verts à l'Assemblée sera *« davantage symbolique »* qu'autre chose, doutant que sa formation compte *« un nombre suffisant »* de députés *« pour construire ou déconstruire des majorités »*. Candidate dans la 3e circonscription du Jura, elle a jugé qu'il *« n'était pas question »*, pour un gouvernement de gauche, *« de faire des promesses démagogiques en quarante jours »*.

■ **SENTIER LUMINEUX : *L'Humanité* s'étonne,** dans son édition du 20 mai, qu'Arlette Laguiller, *« très discrète lors des mouvements sociaux des deux dernières années »*, mais *« qui juge que son internationalisme la met à l'abri des critiques »*, ait accueilli, les 17, 18 et 19 mai, lors de sa fête annuelle à Presles (Val-d'Oise), *« les représentants du Sentier lumineux, cette secte maoïste qui ensanglante le Pérou »*.

■ **FONCTIONNAIRES : les 260 chiffreurs du ministère des affaires étrangères** sont appelés à un mouvement de grève illimitée à partir du 20 mai, par leurs trois syndicats représentatifs : CFDT, FO et UNSA, qui demandent de meilleures perspectives de carrière pour ce corps.

La gauche « réelle » interpelle les partis

ALAIN LIPIETZ (Verts), Pierre Blotin (PC), Jean-Yves Autexier (MDC) et Harlem Désir (PS) ont été *« interpellés »* lors d'une réunion publique à Paris, lundi 19 mai, par le collectif d'associations *« Nous sommes la gauche »*. Les associations ont obtenu un engagement de chacune des formations politiques représentées sur le Contrat d'union civile (CUC), le MDC promettant, en outre, de faciliter les procédures de changement d'état civil pour les transsexuels. Tous se sont prononcés pour la régularisation des sans-papiers sur la base des critères du collège des médiateurs, le PS et le PC s'engageant à préparer une nouvelle loi sur l'immigration. Les associations déplorent l'absence de la toxicomanie dans les programmes des partis, exceptés celui des Verts. Elles réclament l'abrogation de la loi de 1970 sur l'usage de stupéfiants pour prévenir la criminalisation de l'usager et son exclusion des processus thérapeutiques. Les organisateurs du forum se sont dit satisfaits de cette *« inauguration de nouveaux rapports avec les partis politiques »*.

SOCIAL Si le dernier carreau de mine a fermé en 1991, les Charbonnages de France *sont encore* propriétaires de 73 000 logements miniers, dont les trois quarts sont situés dans le Nord-Pas-de-Calais. ● DEPUIS 1996, la Soginorpa, société *gestionnaire*, a repris la main, cantonnant les élus locaux dans un rôle consultatif, bien qu'ils réclament depuis longtemps un rôle actif. La rénovation devrait se poursuivre à un rythme de 2 000 logements par an, 21 000 n'ayant jamais été réhabilités. ● DANS LA PLUPART des communes, des cités refaites à neuf voisinent avec des corons laissés à l'abandon. Ces logements très bon marché, mais fortement dégradés, servent à reloger une population de *plus en plus* pauvre. La disparition progressive des mineurs et de leurs ayants droit oblige à redéfinir la *mission* sociale de ce parc de logements.

Elus et Charbonnages se disputent le contrôle des logements miniers

Un parc de 73 000 maisons est le dernier témoin de l'aventure du charbon. Les maires du Pas-de-Calais revendiquent leur réhabilitation, au moment où les mineurs et leurs ayants droit disparaissent, progressivement remplacés par une population de plus en plus précaire

PAS-DE-CALAIS
de notre envoyée spéciale

C'est un morceau de territoire de 110 kilomètres de long sur une vingtaine de large, qui s'étend de la frontière belge aux confins de Béthune, à l'ouest. Depuis l'arrêt de l'exploitation charbonnière et la fermeture du dernier puits, en 1991, le décor a changé. Les terrils prennent une curieuse couleur verte, on expérimente sur leurs pentes la culture de plantes exotiques, et la plupart des chevalements, ces tours métalliques qui modelaient le paysage depuis plus d'un siècle et marquaient l'emplacement du carreau de fosse, ont *été* abattus.

Les 7 000 hectares de friches industrielles héritées des Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais (HBNPC) sont devenues bases de loisirs ou terrains vagues, quand elles n'ont pas été recouvertes, aux abords des villes, par des zones commerciales. Restent les maisons des mines, derniers témoins de l'aventure charbonnière. Elles forment un ruban quasi continu de briques rouges, qui imprime au pays noir un rythme étrangement uniforme, entre ville et campagne.

Soixante-treize mille logements ont ainsi été conservés, dont les trois quarts dans le Pas-de-Calais, maisons en bande ou « barreaux » pour les plus anciennes, construites avant 1914, maisons jumelles groupées par deux, trois ou quatre pour celles de l'entre-deux-guerres. Regroupées dans sept *cents cités, ces habitations* sont toujours la propriété de Charbonnages de France, à travers une société gestionnaire, la Société de gestion immobilière Nord Pas-de-Calais (Soginorpa).

Après l'arrêt de l'exploitation, les maisons *des mines* sont *devenues* un enjeu majeur de la politique locale. Un quart de l'ensemble des logements du bassin, mais 40 % dans des villes comme Lens, Bruay-la-Bussière (ex Bruay-en-Artois) ou Liévin, et davantage encore dans des communes comme Marles-les-Mines, Calonne-Ricouart ou Noyelles-sous-Lens, appartiennent à Charbonnages de France, qui est le plus gros propriétaire immobilier de la région.

Du temps des compagnies privées qui possédaient puits et installations, mais aussi maisons, écoles, hôpitaux, et jusqu'aux églises, les élus n'avaient aucun droit de regard sur la gestion de ce gigantesque gisement de logements. Après la nationalisation et la création des Houillères, en 1946, puis, par la suite, avec les les lois de décentralisation qui transfèrent aux communes les compétences en matière d'urbanisme, les appétits s'aiguisent et les cartes commencent à être redistribuées.

> Charbonnages de France entend bien conserver ses cités minières, évaluées à 7 milliards de francs dans son bilan, seul actif valable après la fermeture des puits

Charbonnages de France entend bien, alors, conserver ses cités minières, évaluées à 7 milliards de francs dans son bilan, seul actif valable après la fermeture des puits. Mais les quelques 160 communes concernées, regroupées dès la fin des années 70 dans l'Association des communes minières (ACM), à majorité socialiste, réclament leur part.

A l'aube des années 80, les cités sont encore quasi exclusivement occupées *par des* mineurs ou *leurs* ayants droit. Cette clientèle captive – et réserve d'électeurs – bénéficie d'un statut particulier, notamment la gratuité du logement. *« La haine des Houillères et de son système, le manque de confiance ont, d'une certaine manière, été transférés sur la Soginorpa. Ce climat a profité à la bonne image du maire »*, analyse *Marc* Vandewynckle dans une étude récente sur les cités du Bruaysis.

En mars 1992, Edith Cresson impose à Charbonnages de France de céder la gestion des logements miniers à une société d'économie mixte, la Société d'aménagement des communes minières (Sacomi), administrée par des élus et, surtout, présidée par le maire (PS) de Liévin, Jean-Pierre Kucheida. Charbonnages devra attendre quatre ans et le retour de la droite au pouvoir pour reprendre la main. Le contrat de gestion confié à la Sacomi quatre ans plus tôt est dénoncé en 1996.

L'enjeu est politique mais aussi financier. Sous la pression des élus, la Sacomi a engagé une politique de réhabilitation de qualité, mais fort coûteuse – 330 000 francs par logement en 1996 –, que la Soginorpa finance sur fonds propres, ayant interdiction de recourir à l'emprunt pour ne pas aggraver le déficit de Charbonnages de France.

Pour neutraliser définitivement la Sacomi – et reprendre le pouvoir aux élus –, Charbonnages décide de changer les structures de la Soginorpa, qui devient une société par actions simplifiée (SAS) en décembre 1996. L'interdiction du recours à *l'emprunt est levée, mais* les élus sont, désormais, cantonnés dans un conseil des partenaires qui n'a qu'un rôle consultatif.

L'association des communes minières, après avoir laissé planer une menace de boycott, s'est décidée à participer. Sans enthousiasme, même si la mise sur la touche des socialistes dans cette affaire n'est *pas pour déplaire* à un certain nombre d'élus communistes. Le conseil des partenaires s'est réuni pour la première fois le 30 avril. Mais les élus ont préféré attendre le 2 juin – soit au lendemain des élections législatives – pour élire son président.

Le nouveau directeur général de la Soginorpa, Alain Segaud, ne dissimule pas ses intentions. Il s'agit d'abaisser le coût moyen des rénovations de logements à 250 000 francs l'unité, afin de tenir la cadence de 2 000 par an. Car, sur 73 000 logements, 21 000 n'ont jamais été réhabilités. Certains n'ont ni salle de bains, ni WC intérieurs, ni chauffage central. La rénovation des cités bute, en outre, sur *des* problèmes urbains complexes. Pour construire les cités, les compagnies houillères n'ont obéi qu'à la seule logique industrielle et ont ignoré les frontières communales.

Une autre mutation est en cours, qui renforce l'enjeu de la rénovation. Les ayants droit – les anciens mineurs ou leurs veuves – représentent encore près 60 % des locataires des cités minières. Leur disparition progressive va, d'ici cinq à dix ans, faire basculer le parc dans un statut de droit commun. Cette population, dont la gestion échappe quasi totalement à la Soginorpa au bénéfice des syndicats miniers, est très âgée : soixante-dix ans en moyenne. Cohabitent avec elle des locataires de droit commun, beaucoup plus jeunes – trente-cinq ans en moyenne –, mais aussi très fragiles, puisqu'ils disposent de revenus très faibles (7 000 francs en moyenne) et que le chômage frappe 25 % d'entre eux.

Les loyers dans les cités minières sont en moyenne de 1 100 francs.

La vocation très sociale de ce parc de logements est évidente, et elle devrait *encore* s'accentuer dans les années qui viennent. Car la disparition des ayants droit risque d'avoir *des* conséquences économiques importantes.

Les revenus de la mine (retraite et rentes), qui touchent un foyer sur cinq, représentent encore 7 milliards de francs par an, soit un cinquième du total des revenus déclarés *dans le bassin*. En 1996, 20 % des ayants droit hébergeaient et subvenaient aux besoins d'adultes en situation précaire. Or, c'est parmi ces derniers que se recruteront beaucoup des nouveaux locataires du parc.

« Pendant longtemps, le bassin minier a été la première caisse d'épargne de France, mais cette époque s'achève, résume Jean-François Caron, élu écologiste au conseil régional, animateur des Assises du bassin minier. *La mort des ayants droit déstabilise de nombreuses familles. Elles se retrouvent brutalement privées de cette solidarité familiale. Pour les jeunes, surtout, habitués à « avoir droit », le passage à la vie normale est très difficile. »*

Christine Garin

Un territoire éclaté

Attachées à un puits, les cités ont souvent été construites à cheval sur plusieurs villes, bourgs ou villages. D'où une géographie très particulière, encore vivante : le « 3 de Lens » (la fosse numéro trois de la Compagnie des mines de Lens) était à Liévin, le « 1 de Valenciennes » à Quiévrechain ou le « 4 de Liévin » à Avion. Ce territoire désorienté aurait, plus qu'un autre encore, besoin d'une véritable coopération intercommunale. *Mais les clivages politiques locaux ne la facilitent* guère. *« Je me bats maison par maison,* déclare par exemple M. Ducourant, maire (PCF) de Divion (Pas-de-Calais), une petite commune rurale située à l'ouest du bassin. *La seule bataille, c'est celle de la maîtrise : qui décide de rénover, qui attribue les logements ? »*

***« Si la nouvelle politique de la Soginorpa aboutit à la baisse de la qualité des rénovations de logements, ce sera la guerre »*, souligne, pour sa part, Marcel Wacheux, président de l'Association des communes minières, ancien maire (PS) de Bruay-la-Bussière.**

Un siège pour le Front national des locataires

Pour la première fois, les locataires des cités minières ont élu, le 28 février 1997, leurs représentants au conseil des partenaires, assemblée consultative prévue par les nouveaux statuts de la société gestionnaire, la Soginorpa. Des élections ont également eu lieu pour désigner des représentants dans les commissions paritaires d'attribution de logements.

***Le Front national s'est immédiatement* engouffré dans la brèche. Sur les trois sièges à pourvoir au conseil des partenaires, l'Association de défense du logement minier, lié au syndicat CGT des mineurs, arrive en tête avec 33 % des suffrages exprimés. Le Front national des locataires remporte un siège, avec 16,7 % des voix, juste derrière la Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV), 18,4 %. Le candidat du Front national des locataires, Freddy Baudrin, a, en outre, été élu à la commission d'attribution de l'agence Soginorpa du secteur Lens-Liévin.**

A Bruay, Liévin ou Nœux-les-Mines, des corons à l'abandon voisinent avec des cités de prestige

PAS-DE-CALAIS
de notre envoyée spéciale

On pourrait ne considérer que l'endroit du décor, ces morceaux de quartiers où architectes et urbanistes ont réveillé la chaleur de la brique, retaillé des rues et des places, disposé ces éléments qui font la ville, bancs, trottoirs ou lampadaires. Mais chaque commune du bassin minier conserve aussi ses territoires d'abandon. Murées par pans entiers, certaines cités semblent oubliées. D'autres servent de réservoirs de logements à très bon marché. Et à mesure que progresse la rénovation des cités, leur utilité devient plus évidente.

REPORTAGE
Chaque commune a ses territoires d'abandon ou de reconquête

Selon Gérard Masclet, directeur *de l'agence* Soginorpa de Bruay-la-Bussière, 10 % à 15 % des locataires des logements réhabilités ne peuvent pas assumer l'augmentation de leur loyer.

Il faut alors les reloger ailleurs, dans les corons de la première génération, où les loyers plafonnent à 500 ou 600 francs par mois. Ces logements sont parfois minus*cules : 25 à 30 mètres carrés au sol*, une pièce en rez-de-chaussée, deux chambres à l'étage. Des toilettes au fond du jardin. Pas de salle de bains.

Un peu partout, les locataires ont bricolé des appentis, longs rubans de tôle ondulée, empilements de parpaings, garages improvisés. Dans le pire des cas, les égouts sont encore à ciel ouvert et les rues sont recouvertes de *schlamm*, le poussier de charbon, le bitume des cités minières.

A Bruay-la-Bussière – l'ancien Bruay-en-Artois – comme à Liévin, des rues entières ont été fermées au fur et à mesure du départ ou du relogement des locataires.

MAISONS VANDALISÉES

Pour des raisons financières, le rythme des rénovations marque le pas depuis deux ans. Une fois vidées de leurs occupants, les maisons servent de terrains d'aventure aux gamins du quartier et sont vandalisées. Parquets, plombs, tuiles : tout disparaît en quelques mois. Quand le chantier commence enfin, parfois après deux ans d'attente, certaines sont des champs de ruine.

D'un bout à l'autre du bassin, l'image se répète. Au milieu des décombres, dans un « barreau » à l'abandon, une ou deux maisons habitées survivent. *« Quand un locataire ayant-droit est trop âgé pour partir ou refuse le relogement, on ne peut pas le forcer à partir. Les syndicats veillent. On doit attendre, c'est la règle »*, explique-t-on à la Soginorpa.

« La culture de ces anciens mineurs ou de leur famille d'ayant-droit, c'est un égalitarisme forcené, analyse de son côté un urbaniste, Dominique Wurtz, qui réhabilite des logements à Liévin. *Même histoire, même logement, mêmes droits. Cet état d'esprit perdure. Les élus sont tous d'anciens syndiqués de la mine. Tout ici s'obtient par la lutte : un kilomètre de routes pour les élus, un chauffage au gaz pour les locataires. »*

A Nœux-les-Mines, au nord-ouest de Liévin, Loisinord attire les foules avec son terril transformé en piste de ski. Un modèle de reconversion dans ce tourisme vert auquel veut croire la région. A deux pas pourtant, quatre immenses barres de logements s'écroulent. Promises à la démolition il y a plusieurs années, elles font l'objet d'un vague projet de rénovation autour d'une place centrale.

A proximité, une autre cité, la *Cité du 3, où les ayants-droit* ne représentent plus qu'une tiers des habitants, cumule les handicaps sociaux. Alors, en attendant des jours meilleurs, on a suspendu tout projet de rénovation des quatre barres fantômes.

A quelques kilomètres, la cité Belgique est à cheval sur deux communes : Grenay et Bully-les-Mines. C'est un vaste ensemble de plusieurs centaines de logements. Dans sa partie historique, ordonnée autour d'une église gigantesque, ancienne propriété des mines, la brique a été décapée et les maisons jumelles joliment restaurées.

Mais la cité est immense. Dans ses quartiers les plus éloignés, certaines maisons sont des taudis rafistolés. Des moutons tournent dans de minuscules jardinets, des poules se baladent entre de vieux Frigos. Détail saugrenu, les routes d'accès à la cité sont neuves. Sous la pression des communes, à qui les voiries ont été restituées, l'Etat et la région ont refait les rues. La Soginorpa ne peut plus raser le quartier, pourtant mal desservi et qui se dégrade. A l'inverse, à Bruay, la cité du Nouveau Monde est la vitrine de la ville en matière de logements miniers.

Au début du siècle, la Compagnie des mines de Bruay avait installé là six « barreaux » d'une quarantaine de logements, adossés deux à deux, isolés de la rue par d'étroites parcelles de jardins potagers. Plus tard, de 1912 à 1920, des groupes de maisons jumelles ont poussé tout autour, portant à plus de 1 000 le nombre de logements. Puis plus rien n'a bougé pendant soixante-dix ans.

PROJET URBAIN

A partir de 1990, sous la pression *des élus* et *sous l'égide* de la Sacomi, la cité a fait l'objet d'un vaste projet urbain. Le Nouveau Monde était un espace indifférencié, sans espaces publics à l'exception des rues distribuant les « barreaux ». Les logements les plus vétustes ont été démolis et du logement neuf construit. On a surtout dessiné des places et des rues traversantes ; tenté – sans grand succès – l'implantation de quelques commerces ; ajouté, enfin, des maisons d'angle avec tourelles pour mieux structurer l'espace.

Mais, là aussi, il y a l'envers du décor. Planté au milieu du quartier, trois des « barreaux » les plus anciens, construits en 1906, sont toujours là. Ces trois murailles de 250 mètres de long, d'un seul tenant, font face à de jolies maisons rénovées. Elles sont vides à l'exception de deux ou trois logements.

Les élus refusent la démolition. La Soginorpa, de son côté, ne se résout pas à laisser ce qui devient un terrain vague au coeur de sa cité modèle. Mais les coûts de réhabilitation sont dissuasifs. En attendant une hypothétique solution, les toits s'écroulent et les herbes folles progressent.

Ch. G.

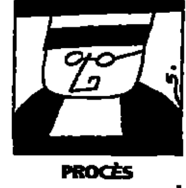
Dans l'affaire de la Josacine empoisonnée, l'accusation apparaît de plus en plus fragile

Devant la cour d'assises de Seine-Maritime, les experts vont débattre de la composition du cyanure

La cour d'assises de Seine-maritime devait entendre, à partir de mardi 20 mai, les experts appelés à se prononcer sur l'affaire de la Josacine empoisonnée. En deux semaines d'audience, 80 témoins ont, à plusieurs reprises, fragilisé les « présomptions » de l'accusation contre Jean-Marc Deperrois, chef d'entreprise, soupçonné d'être à l'origine, par méprise, de la mort de la petite Emilie Tanay, neuf ans.

ROUEN
de notre envoyé spécial

Détenu depuis près de trois ans, M. Deperrois clame son innocence. L'audience a révélé une importante faille dans l'enquête qui a conclu, sans preuves formelles, à un « faisceau de présomptions ». Plusieurs témoignages, en revanche, ont crédibilisé les explications de l'accusé.


PROCÈS

● **Les faits.** Mercredi 8 juin 1994, Corine Tanay consulte le docteur Sylvie Rapp, collaboratrice du docteur Vue, exerçant à Bolbec, pour sa fille Emilie, neuf ans, qui souffre d'une bronchite. Le docteur Rapp prescrit un traitement de Josacine 500. Trois jours plus tard, la fillette est invitée à passer le week-end à Gruchet-le-Valasse (Seine-Maritime) chez les époux Tocqueville, Jean-Michel et Sylvie, dont le domicile jouxte la mairie. Sylvie Tocqueville est secrétaire de mairie.

Avant qu'Emilie ne parte pour Gruchet, samedi 11 vers 15 h 30, Corine Tanay prépare un flacon neuf de Josacine *« avec une bouteille d'eau de source, qui se trouve à proximité de l'évier »*, selon ses premières déclarations aux gendarmes. A Gruchet, ce flacon est remis aux Tocqueville, qui le disposent sur la table de la salle à manger. A 20 heures, Emilie ingère une cuillerée-dose du médicament, se plaint de son mauvais goût en disant : *« Maman ne l'a pas fait comme d'habitude. »* Puis la fillette se rince la bouche et, un quart d'heure plus tard, s'écroule. A 21 heures, elle est évacuée par le SMUR vers l'hôpital du Havre, où elle décède vers 22 h 30. Le 15, les analyses révèlent la présence de cyanure de sodium dans le sirop de Josacine.

● **La thèse de l'accusation.** Interpellé le 26 juillet 1994, Jean-Marc Deperrois, deuxième adjoint au maire de Gruchet-le-Valasse, est mis en examen le 27 pour empoisonnement avec préméditation, et écroué. Ayant eu connaissance de l'existence, en mars, de sa relation extraconjugale avec Sylvie Tocqueville, les enquêteurs apprennent qu'il s'est procuré du cyanure de sodium début mai. Ils échafaudent l'hypothèse selon laquelle l'élu local aurait voulu tuer le mari de la secrétaire de mairie, après avoir appris que celui-ci avait eu un malaise dans la nuit du 10 au 11 juin. Jean-Marc Deperrois se serait introduit en cachette dans la salle à manger des Tocqueville (dont la porte-fenêtre donnant sur la cour de la mairie était restée ouverte) et aurait versé une solution de cyanure dans la Josacine, dont il aurait cru, à tort, qu'elle était destinée à Jean-Michel Tocqueville. Selon eux, un mensonge signe le crime : lors de sa garde-à-vue, Jean-Marc Deperrois a nié pendant plusieurs heures, y compris en présence de son fournisseur, avoir acheté un tel produit, avant de reconnaître s'en être procuré, selon lui pour les besoins d'une expérimentation liée à son activité professionnelle. Il a expliqué qu'il a été pris d'une *« peur panique »* lorsqu'il a appris que ce produit était en cause dans le drame survenu chez son ancienne maîtresse. Les enquêteurs ne croient pas à ses *« expérimentations »* et s'interrogent sur les conditions d'achat du cyanure.

● **L'achat du cyanure.** Qualifiées de *« rocambolesques »* par l'accusation, les conditions d'achat du cyanure détenu par Jean-Marc Deperrois ont paru nettement moins sibyllines à l'audience, de même que l'objectif « technique » poursuivi par l'accusé, spécialisé dans la thermographie industrielle. L'audience a ainsi révélé que M. Deperrois avait fait part à plusieurs interlocuteurs *« techniciens »* de son intention de mener des expérimentations liée à la *« cyanuration des métaux »* et qu'il avait cherché, hors toute clandestinité, à se procurer divers produits cyanurés, qui lui étaient tous nommément facturés.

● **Le mobile.** Fondée sur l'hypothèse selon laquelle l'accusé *« avait l'intention de refaire sa vie »* avec Sylvie Tocqueville, l'accusation est apparue également fragilisée lorsqu'il s'est agi de sonder l'exacte nature de leur relation extraconjugale. Sylvie Tocqueville a indiqué qu'après qu'ils eurent eu effectivement une relation sexuelle début mars (et une seule), tous deux avaient décidé d'arrêter leur liaison adultère, même si Mme Tocqueville reconnaissait, comme M. Deperrois, avoir échangé ensemble, par la suite, encore *« quelques baisers »*. Jean-Michel Tocqueville, qui est aujourd'hui persuadé de la culpabilité de l'ancien amant de sa femme après l'avoir cru pendant plusieurs mois totalement étranger à l'affaire, indique bien qu'il a subi un temps *« des pressions »* de la part de l'accusé pour qu'il quitte son épouse. Mais il ressort de son témoignage que celles-ci se sont interrompues après mars, quand Jean-Marc Deperrois remettait de l'ordre dans son foyer conjugal, comme en a attesté son épouse.

● **L'emploi du temps de l'accusé.** Lorsque la petite Emilie absorbe la Josacine empoisonnée, samedi 11 juin vers 20 heures, Jean-Marc Deperrois revient de Dives-sur-Mer, où il est allé accompagner un voisin qui souhaitait acquérir un bateau. Il ira jouer ensuite au golf. Peu avant 14 heures, il a pris un café avec le même voisin. *« Il était détendu, il plaisantait »*, dit celui-ci. Puis il s'est rendu dans une cité de Gruchet afin de traiter un dossier de permis de construire. Il serait ensuite allé au stade, mais cette affirmation n'a pu être vérifiée, avant de se rendre à la mairie vers 16 heures, puis de nouveau chez son ami à 17 heures pour partir sur Dives. C'est donc entre 16 h 30-16 h 45 – moment où la Josacine est restée sans surveillance dans la salle à manger des Tocqueville jusqu'à 17 h 45 – et 17 heures, que M. Duperrois aurait pu commettre ce crime.

● **Le témoignage des voisins.** Muets pendant les deux mois et demi qui ont suivi le drame, Monique et Jean-Pierre Madeleine, voisins des époux Tocqueville, ont raconté aux gendarmes qu'ils avaient vu l'accusé à deux reprises, les 8 et 29 mai 1994, sortir du domicile des Tocqueville, dont une fois *« le teint blême, les mains recouvertes de gants en latex »*. A l'audience, leurs témoignages sont apparus truffés d'impossibilités matérielles, relevées parfois par le juge d'instruction lui-même lors de reconstitutions, et ont été contredits, notamment, par une multitude de témoignages qui attestent de la présence quasi continue de Jean-Marc Deperrois à une kermesse le 29 mai.

● ***La déposition du docteur Vue.*** Capital et imprévu, mais rendu possible grâce au pouvoir discrétionnaire du président Jean Reynaud, le témoignage du docteur Sylvain Vue a enfoncé un coin majeur dans l'accusation. Ce médecin traitant de la famille Tanay, et ami de la mère d'Emilie, affirme que le lundi 13 juin vers 15 h 30, soit deux heures avant qu'elle ne soit interrogée par les gendarmes, Corine Tanay lui a indiqué qu'elle avait remarqué une odeur particulière, un précipité, une petite effervescence, lors de la préparation du médicament. Sylvie Tocqueville, qui était présente, a dit qu'elle ne se souvenait pas de cet entretien.

Ce témoignage, isolé dans les 2 000 pièces du dossier, avait été inexploité par les enquêteurs, dont l'un d'eux a estimé qu'il s'agissait d'une *« faille »*. Il est de nature à innocenter l'accusé, puisqu'il suggère que la Josacine a été empoisonné avant son transport à Gruchet-le-Valasse. A l'audience, Mme Tanay conteste avoir tenu les propos rapportés par le docteur Vue et s'en tient à ceux qu'elle a tenus aux gendarmes selon lesquels elle n'avait rien remarqué d'anormal. Elle n'a pas dit que le médecin mentait, mais a estimé qu'il avait dû faire *« une mauvaise interprétation »* de l'entretien.

Le docteur Vue a rapporté enfin qu'il avait pensé à l'hypothèse d'un accident ménager, par l'utilisation d'un solvant autre que l'eau. Les gendarmes, qui n'ont procédé à une perquisition au domicile des Tanay que six jours après le drame et n'ont saisi aucun produit, avaient écarté l'hypothèse. Le 13, et alors que les analyses allaient révéler la présence d'un produit fortement basique dans le flacon de Josacine, Corine Tanay remettait à l'hôpital la bouteille d'eau qui avait servi, selon elle, à préparer le médicament. De cette bouteille d'eau et de ses déclarations, jamais remises en cause avant la prise en compte, à l'audience, de la déposition du docteur Vue, découlent cependant directement les expertises, qui devaient être débattues, mardi 20 mai, par la cour d'assises à Rouen.

Jean-Michel Dumay

Dans deux consultations sur trois, le carnet de santé n'est pas rempli

Une enquête révèle sa mauvaise utilisation

NANTES
de notre correspondant

Dans deux consultations sur trois, le carnet de santé ne serait pas utilisé. C'est ce que révèle une enquête de la Caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM) de Nantes réalisée auprès d'un échantillon représentatif de 800 assurés sociaux. Selon ce sondage, un patient sur deux seulement (49 %) le présente au médecin et, dans ce cas, un tiers des médecins (34 %) ne le remplissent pas. Parmi les personnes qui ne présentent pas leur carnet de santé, 93 % indiquent que le médecin ne le demande pas. *« Malgré l'accueil favorable de l'opinion publique, de l'ordre des médecins, des syndicats de médecins et du ministre de la santé, on se doutait bien que le carnet de santé ne serait pas le best-seller de l'année. Maintenant, on en est sûr »*, commente Claude Frémont, directeur de la CPAM.

98 % des personnes interrogées ont pourtant bien reçu le document. Les patients qui ne l'ont pas présenté disent, dans 70 % des cas, qu'ils l'ont oublié ou qu'ils *« n'ont pas eu le réflexe »*. Seulement 7 % des patients déclarent refuser de le présenter au médecin. Quand le carnet de santé n'a pas été rempli, alors qu'il a bien été présenté, 27 % des patients font état d'un refus du médecin, 32 % d'un manque de temps avancé par celui-ci et 11 % indiquent que le médecin n'a pas jugé nécessaire de le remplir en raison du caractère bénin de la maladie.

L'ordonnance du 14 avril 1996 relative à la maîtrise des dépenses de soins indique pourtant que *« le patient est tenu, sauf cas de force majeure ou d'urgence, de présenter son carnet de santé »* et que les médecins *« doivent porter sur le carnet de santé, dans les règles de déontologie et sauf opposition du patient, les constatations pertinentes pour le suivi médical du patient »*. La convention nationale des médecins généralistes et celle des spécialistes signée en mars 1997 ajoutent même qu'il revient au médecin de demander au patient son carnet de santé. Cette obligation est d'ailleurs connue de 65 % des sondés.

Présenté comme un *« outil de santé publique »*, le carnet de santé a coûté 200 millions de francs à la Sécurité sociale, une dépense justifiée par l'économie qu'il devait entraîner. *« A chaque fois qu'on nous a présenté un dispositif comme l'invention du siècle pour sauver le système, cela ne marche pas »*, note Claude Frémont, selon qui les références médicales obligatoires ne sont pas plus utilisées par les médecins. *« J'entends dire « non » à la maîtrise comptable et « oui » à la maîtrise médicalisée. Moi, je constate que c'est « non » à la maîtrise tout court et que le rationnement des soins et la médecine à deux vitesses, dont on ne veut pas, existent dramatiquement en France. »*

> « Plus cela ira et plus la perception du public sera que ce n'est pas obligatoire »

La Caisse nationale d'assurance-maladie réalise actuellement une enquête approfondie sur l'utilisation du carnet de santé auprès de 2 000 assurés sociaux. Sur les 28 personnes interrogées dans ce cadre à Nantes après une consultation, 20 n'avaient pas de carnet de santé rempli. Sur les 8 autres, 6 carnets étaient remplis de façon incomplète. *« Plus cela ira et plus la perception du public sera que ce n'est pas obligatoire puisqu'il ne se passe rien si le carnet de santé n'est pas rempli »*, estime Claude Frémont. Le directeur de la CPAM de Nantes juge qu'il faudra *« soit réaliser une nouvelle campagne de sensibilisation, soit assortir l'obligation d'une sanction quand elle n'est pas respectée, soit abandonner le carnet de santé. Mais le pire serait de rester dans la situation actuelle »*.

Adrien Favreau

Georges Pérol perd son procès contre « Le Monde »

L'ANCIEN DIRECTEUR général de l'Office public d'aménagement et de construction (OPAC) de Paris, Georges Pérol, a été débouté, le 14 mai, des poursuites en diffamation qu'il avait intentée au *Monde*, après la publication d'un entretien avec son ancien adjoint, François Ciolina. Dans nos éditions du 5 juin 1996, M. Ciolina avait personnellement mis en cause le maire de Paris, Jean Tiberi, ainsi que M. Pérol, dans l'organisation d'un *« système »* de contournement des règles d'attribution des marchés publics. M. Pérol réclamait 300 000 francs de dommages et intérêts au titre de la diffamation, et 1 franc au titre d'une *« atteinte à la présomption d'innocence »*. Il sollicitait également la condamnation de M. Ciolina.

La première chambre civile du tribunal de Paris a déclaré son action irrecevable, estimant notamment que les propos poursuivis visaient le demandeur *« en sa qualité de directeur* [de l'OPAC] *»*, *« délégataire dans ses fonctions d'une parcelle de l'autorité publique »*, et que M. Pérol se devait par conséquent d'emprunter la voie pénale et non la voie civile.

DÉPÊCHES

■ **ÉDUCATION : le 51e congrès de la Fédération nationale des conseils de parents d'élèves (FCPE)** s'est achevé, lundi 19 mai, sur l'adoption d'un projet éducatif qui entend replacer l'élève dans sa condition de jeune, faire de sa réussite une obligation, développer ses potentialités et pas seulement ses connaissances, lui permettre de devenir *« acteur »* de sa formation. Le score relativement étroit sur lequel ce projet a été adopté (55,66 %) reflète les critiques sur son aspect *« inachevé »* selon certains adhérents.

■ **LOGEMENT : trois hommes placés en garde à vue** et mis en examen pour *« rébellion à agent avec arme »*, après l'évacuation, dimanche 18 mai, d'un immeuble du Crédit lyonnais occupé par l'association Droit au logement (DAL), à Paris, ont été remis en liberté, lundi, dans la soirée. Dans un communiqué, DAL juge *« illégale »* l'expulsion organisée par la préfecture de police. L'association précise que les trois arrestations ont eu lieu *« suite à la charge extrêmement brutale et sans les sommations d'usage »* des forces de l'ordre.

■ **VIOLENCE : un jeune homme de 17 ans, qui était en compagnie** d'un adolescent gravement blessé d'une balle en pleine tête, vendredi 16 mai, dans une cité des Mureaux (Yvelines), a été mis en examen pour *« tentative de meurtre »*, lundi, et écroué à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy. L'ami, avec qui la victime était à la fenêtre d'un appartement, avait expliqué que l'auteur du coup de feu se trouvait dans la rue, avant de reconnaître avoir tiré *« par accident »*.

■ **PLONGÉE : trois personnes, deux hommes et une femme,** ont trouvé la mort dans un accident de plongée dans une grotte sous-marine, lundi 19 mai, au Cap-d'Antibes (Alpes-Maritimes). Les victimes faisaient partie d'un groupe de onze personnes. Par ailleurs, le corps d'un plongeur, disparu depuis le 3 mai, au cours d'une plongée sous-marine à Saint-Jean-Cap-Ferrat, près de Nice, a été retrouvé lundi.

Le tribunal de Béthune va devoir déterminer les responsabilités dans les deux explosions ayant fait onze morts à Métaleurop

LENS
de notre correspondant

Deux anciens dirigeants de l'entreprise Métaleurop, poursuivis pour *« homicides involontaires par négligence »* ou *« inobservation des règlements »*, comparaissent, mardi 20 mai, devant le tribunal correctionnel de Béthune (Pas-de-Calais). Pendant trois jours, la justice va tenter de déterminer les causes et responsabilités des deux explosions survenues, en juillet 1993 et en janvier 1994, à l'usine Métaleurop de Noyelles-Godault (Pas-de-Calais), au cours desquelles onze personnes sont mortes.

La première explosion, qui s'était produite à l'intérieur de l'atelier raffinage-zinc sur une des colonnes de distillation du zinc, avait soufflé l'ensemble des onze personnes travaillant à proximité, causant la mort de dix d'entre elles (huit ouvriers et deux ingénieurs). Une deuxième explosion avait eu lieu six mois plus tard, une semaine seulement après le feu vert donné par les autorités administratives pour un redémarrage de l'activité. Pierre Vix et Jean-Jacques Dailloux, les deux anciens directeurs de l'usine poursuivis, encourent une peine pouvant aller jusqu'à deux ans de prison ferme.

L'instruction menée par le juge Benoît Persyn a mis en évidence les *« retards en matière de sécurité »* de Métaleurop, une importante société française productrice de métaux non ferreux. Dans son ordonnance de renvoi, le magistrat, qui s'appuie sur les résultats d'expertises judiciaires et les rapports d'examens techniques, a conclu que *« certaines mesures auraient pu être prises, sinon pour éviter les explosions, tout au moins le décès de si nombreuses victimes »*.

Selon le juge, *« les expertises ont toutes conclu de façon concordante à l'absence d'erreurs humaines dans l'arbre des causalités des explosions »*. Toutefois, un dysfonctionnement dans le domaine de la sécurité a été remarqué. Le juge Persyn souligne que *« les conséquences humaines n'auraient pas pris une ampleur aussi catastrophique si les intervenants avaient disposé de toutes les informations et si tous les moyens de sécurité leur avaient été offerts »*. Tous les rapports d'expert versés au dossier ont déploré *« le très grand retard de l'usine de Noyelles-Godault, mais aussi du groupe Métaleurop, sur cette question »*. Le magistrat estime que la sécurité du site *« n'avait enregistré aucun progrès depuis quinze ans »*.

SOUS-TRAITANCE ET INTÉRIM

Pour sa défense, Pierre Vix, directeur de l'usine en juillet 1993, a déclaré qu'il était, depuis 1991, à l'origine d'un programme de rédaction de procédures écrites et qu'il ressentait, à ce titre, *« une injustice d'être poursuivi pour négligence »*.

Pour sa part, Jean-Jacques Dailloux, le successeur de Pierre Vix à la tête de l'entreprise et directeur du site au moment du second accident, a précisé qu'il appartenait aux responsables de l'atelier de prendre la décision de stopper la production d'une colonne de zinc. Parmi les onze victimes, quatre seulement étaient salariées de Métaleurop, l'entreprise ayant recours à des sociétés de sous-traitance ou d'intérim. Après les deux explosions, la production du zinc a été arrêtée, pour reprendre en avril 1995, un investissement important ayant été consenti en matière de sécurité.

Ces deux accidents de Noyelles-Godault et ceux qui se sont produits en Inde et aux Etats-Unis à la même époque n'ont pas remis en cause le procédé de pyrométallurgie qui permet le traitement d'un minerai pauvre en zinc et qui ne représente plus aujourd'hui que 20 % de la production mondiale. 80 % du zinc sont désormais produits selon les procédés d'hydro ou d'électrométallurgie.

Yves Jouannic

ENVIRONNEMENT Le développement des téléphones « portables » nécessite des infrastructures très lourdes : la technologie choisie par les opérateurs français – GSM pour SFR numérique et Itineris de France Télécom, DCS 1800 pour Bouygues Télécom – suppose l'existence de multiples antennes-relais, nécessairement en hauteur. ● L'ÉRECTION DE PYLÔNES de près de 50 mètres de haut, d'autant plus nombreux que trois réseaux sont en concurrence, est souvent incompatible avec la protection de l'environnement. ● EN ILE-DE-FRANCE, le parc naturel régional du Vexin, à cheval sur le Val-d'Oise et les Yvelines, s'est battu pour imposer des règles strictes : les opérateurs doivent soumettre leurs projets à une commission regroupant les autorités du parc, le sous-préfet et les Bâtiments de France, et se conformer à des conditions restrictives.

La multiplication des pylônes de téléphone mobile menace les paysages

Le développement du « portable » nécessite un réseau d'antennes-relais, d'autant plus dense que la concurrence favorise les surenchères. Les gestionnaires du parc naturel du Vexin en ont fait l'expérience et se sont battus pour imposer des règles strictes d'implantation

PARC DU VEXIN
de notre envoyée spéciale

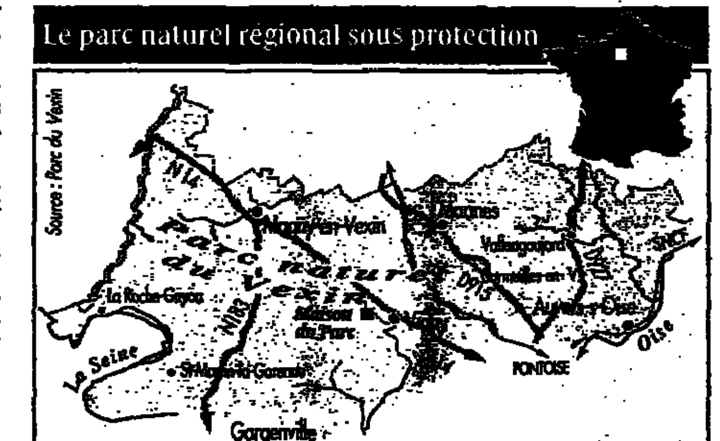
La directrice du parc naturel régional du Vexin, Catherine Ribes, a l'impression d'être passée tout près de la catastrophe. L'alerte avait été donnée en juillet 1996, quand le syndicat mixte du parc, qui regroupe 94 communes au nord-ouest de l'Ile-de-France, avait voté une motion, à la demande de Marc Giroud, maire de l'une d'entre elles, Vallangoujard (Val-d'Oise), constatant qu'*« une nouvelle menace pèse sur nos paysages* [avec] *le développement sans aucune coordination d'un nombre considérable de pylônes destinés à supporter les antennes des nouveaux réseaux de radio-téléphone »*. Dans leur texte, envoyé à la préfecture, les élus du parc exigeaient d'être consultés pour chaque nouvelle implantation.

Alors que la menace de voir se dresser plusieurs dizaines d'antennes de radio-téléphones mobiles, dans son parc, créé voici deux ans, se faisait chaque jour plus pressante – pas moins de 42 projets annoncés en 1996 –, Catherine Ribes a réussi à imposer aux opérateurs la loi du parc : après quelques mois de négociations avec la sous-préfecture de Pontoise, le syndicat mixte gestionnaire du parc a obtenu une directive imposant des conditions très strictes pour l'installation d'antennes destinées aux fameux « portables ». Désormais, pour voir leur projet accepté, les opérateurs devront le soumettre à une commission regroupant les autorités du parc, le sous-préfet et les Bâtiments de France et, de toute façon, se conformer à trois conditions : toute nouvelle implantation doit être réalisée sur un point haut existant (silos, châteaux d'eau, clochers d'église, pylones de terrain de football...) ; les antennes devront être posées en applique ; les armoires techniques nécessaires seront, elles, installées à l'intérieur des bâtiments ou enterrées.

NÉGOCIATION INÉGALE

Ce coup d'éclat, peu commun dans les instances des parcs naturels régionaux, répondait à un *« ras-le-bol »* des élus, qui ne voulaient plus subir seuls les pressions des sociétés de télécommunications. En décembre 1995, Marc Giroud avait ainsi vu débarquer dans son bureau un représentant de France Télécom proposant l'érection d'un pylône sur sa commune. *« J'ai refusé de traiter le problème à l'échelle de la commune, car j'estime qu'un maire n'a pas les connaissances techniques pour traiter ce dossier. Comment savoir, par exemple, quelle est la propagation des ondes hertziennes, où seraient les meilleurs points hauts pour les antennes ? La négociation est forcément inégale avec un technicien qui servira à l'élu de référence technique alors qu'il est là pour obtenir une autorisation »*, assure l'élu rural. Le démarcheur a eu plus de chance dans la commune voisine : quelques mois plus tard, M. Giroud découvrait un projet d'antenne à 50 mètres des limites de Vallangoujard... C'est ce qui l'a décidé à faire appel à la structure du parc : *« L'intercommunalité paraissait urgente, car le paysage ne s'arrête pas aux limites communales et les dommages concernent tous les villages avoisinants »*, explique-t-il.

Le parc naturel régional sous protection



Les dégâts des téléphones mobiles sont en effet très voyants. Chaque pylône, flanqué d'une armoire technique de 12 mètres carrés, mesure en moyenne 45 mètres de hauteur. L'autoroute du Sud en est aujourd'hui l'illustration, avec d'immenses poteaux inesthétiques qui défigurent le paysage. Les trois opérateurs majeurs (SFR, France Télécom et Bouygues) cherchent chacun à étendre leur réseau et se livrent une concurrence féroce, dans un marché déjà libéralisé. Au nom de l'indépendance commerciale de chaque opérateur, on peut voir s'ériger trois pylônes au même endroit !

La loi du 26 juillet 1996 prévoyant la privatisation partielle de France Télécom et l'ouverture à la concurrence de l'ensemble des réseaux téléphoniques, d'ici au 1er janvier 1998, a supprimé la Commission d'études de la répartition géographique des stations (Coresta). Cette commission s'efforçait de veiller à l'insertion des pylônes dans les paysages : de son avis dépendait l'autorisation des projets. Lors des débats parlementaires, les opérateurs ont exercé de fortes pressions pour la suppression de cette procédure, en faisant valoir que cela ralentissait l'équipement du pays.

Quand Corinne Lepage, ministre de l'environnement, s'est inquiétée, dans un courrier du 27 novembre 1996 adressé à son collègue délégué à La Poste et aux télécommunications, de la façon dont l'environnement allait être pris en compte dans les autorisations, François Fillon lui a répondu que la responsabilité incombait dorénavant aux préfets, chargés de veiller aux respect des règles de l'urbanisme. Ce sont, de fait, les maires qui prennent aujourd'hui les décisions, contrôlées *a posteriori* par les préfets. Quand on sait qu'un pylône peut rapporter, *via* les redevances versées par les opérateurs et la taxe professionnelle, entre 10 000 et 50 000 francs – soit 1 à 5 % de la taxe d'habitation d'un village de 500 habitants –, on comprend l'inquiétude du ministère de l'environnement, qui redoute que les arguments sonnants et trébuchants n'aient vite fait de convaincre un élu rural qu'un pylône a bien des attraits. Chargé du développement économique avenue de Ségur, Vincent Hussenot prédit : *« Si on continue à laisser faire, on va voir fleurir des milliers de pylônes. »*

Sylvia Zappi

Les opérateurs rivalisent d'ingéniosité pour couvrir le territoire

EN TÉLÉPHONIE MOBILE, l'autonomie des nouveaux « communiquants » est inversement proportionnelle à la lourdeur de l'infrastructure à laquelle, sans le savoir, ils ont recours. La technologie choisie par les trois opérateurs français – GSM pour SFR numérique et Itineris de France Télécom, DCS 1800 pour Bouygues Télécom – suppose en effet un fin maillage géographique par un réseau d'antennes-relais plus ou moins dense, afin de s'adapter à la fois à la topographie et à la densité du trafic.

Assurer la couverture du territoire n'est pas chose facile. La miniaturisation des téléphones mobiles réduit leur portée de réception et d'émission : alors que les téléphones de voiture, d'une puissance de 8 watts, pouvaient fonctionner à une distance maximale d'une trentaine de kilomètres d'une antenne relais, cette portée est ramenée à 10 kilomètres de rayon en zone rurale dégagée, pour toucher les petits combinés de 2 watts. En ville, les multiples obstacles réduisent la couverture de chaque cellule à 2 kilomètres seulement pour le GSM. Aussi les opérateurs sont-ils conduits à multiplier les relais.

France Télécom en avait installé 3 200 fin 1996, ce qui lui permettait de « couvrir » 86 % de la population. Fin 1997, le nombre d'antennes aura doublé, afin de toucher 96 % des Français. Les efforts portent avant tout sur la couverture des villes de plus de 10 000 habitants et les routes qui les relient, particulièrement en Provence-Alpes-Côte d'Azur, dans le Languedoc-Roussillon, le Centre et dans les régions de l'Est.

Les sites où les abonnés étrangers sont légion (Deauville, Cannes) seront également renforcés, tandis qu'à Paris les zones où le mobile est un « must » (la Défense, Montparnasse) feront l'objet d'une micro-cellularisation : de petites antennes, installées en façade et d'une portée de 300 mètres, devraient permettre de faire face à la montée en puissance du trafic, et assurer une meilleure pénétration au sein des bâtiments, « opaques » à la fréquence de 900 MHz des GSM. Le réseau SFR, qui couvre 85 % de la population, compte, lui, plus de 3 000 relais installés. Il prévoit un investissement en 1997 supérieur à celui de l'année passée et doit faire face au même problème de pénétration des bâtiments.

Bouygues Télécom, qui a ouvert son service il y a un an seulement, dispose d'une fréquence plus élevée (1 800 MHz), qui traverse mieux les obstacles. En revanche, la portée du signal est réduite, ce qui suppose un plus grand nombre de relais. Pour l'heure, un millier fonctionnent, couvrant 28 % de la population. L'objectif est de relier 90 % de la population avant la fin 1999, mais l'opérateur privé *« ne communique pas »* sur le nombre et les régions d'implantation des relais qu'il prévoit d'installer – car il s'agit d'une *« information stratégique »* dans la course aux emplacements où les concurrents sont engagés.

> L'art du camouflage est de mise. Chacun se défend d'installer des « verrues dans le paysage »

Le « plan cellulaire », qui doit permettre d'assurer la couverture maximale avec un minimum de relais, est concocté avec force programmes informatiques et logiciels de cartographie. Il faut ensuite confronter ce modèle aux réalités du terrain. Tout point haut fait l'affaire : clochers, chateaux d'eau, pylônes d'éclairage des stades, toits et façades dégagés sont convoités. Parfois, le fair-play prévaut. Ce fut le cas en Haute-Savoie, où les sites disponibles étaient peu nombreux, et dans quelques clochers œcuméniques. Ailleurs, les propriétaires font monter les enchères. *« La loi du marché règne »*, note un opérateur, citant notamment certains quartiers parisiens truffés de ministères, où seuls quelques immeubles privés étaient accessibles. Cette *« part propriétaire »* peut alors atteindre 500 000 francs.

Dans les zones rurales, les points hauts artificiels font parfois défaut. L'art du camouflage est de mise. Chacun se défend d'installer des *« verrues dans le paysage »*. France Télécom propose un relais en bois *« bien vu de certaines collectivités locales »*, mais qui coûte le double des pylônes habituels. Une autre solution consiste à entourer le relais de verdure. Aux Etats-Unis, les compagnies de téléphone ont recours à de faux arbres. La greffe n'a pas pris auprès des opérateurs français. La formule laisse sceptiques les Britanniques, qui, rapporte *Science et Vie* de mai, ont vu apparaître brusquement des arbres-antennes, copie d'une essence américaine (un pin) inconnue jusqu'ici dans les campagnes anglaises...

Mais ces atteintes au paysage pourraient n'être que momentanées : les cinq premiers satellites du réseau de téléphonie mobile Iridium, de l'américain Motorola, ont été lancés le 5 mai. Ils seront bientôt rejoints par diverses constellations de réémetteurs spatiaux – dont Globalstar avec Alcaltel, mais aussi Odyssey, ICO et Teledesic –, qui, à terme, remplaceront des réseaux terrestres obsolètes.

Hervé Morin

Les Fabulous Troubadors font chanter la Babel toulousaine

TOULOUSE
de notre envoyé spécial

Un jour de ciel bleu, Claude Sicre, chanteur des Fabulous Troubadors, a failli organiser une descente *« des gens des quartiers »* sur la place du Capitole : en tenue de bain, le transistor sous le soleil et le slogan jamais usé de *« Sous les pavés, la plage »*. La municipalité s'y était opposée. A Arnaud-Bernard, dernière enclave en centre-ville, l'homme-orchestre des troubadours et les habitants du quartier font des banquets en plein air. Bien avant les cafés philosophiques, ils ont tenu des conversations très socratiques dans la rue, *« en partant toujours d'un problème particulier »*. L'idée est de s'emparer de la rue, de son quartier, *« avec le droit et le devoir d'agir pour le monde »* : le monde commence au coin de la rue.

Ce dimanche 18 mai, pour la troisième année consécutive, Claude Sicre et ses compères ont obtenu l'autorisation d'investir la place du Capitole pour faire parler et chanter en une soixantaine de langues différentes. Les Toulousains d'origine tamoule racontent derrière leur stand comment leurs ancêtres prenaient la mer et commerçaient avec Rome du temps de l'empereur Auguste. Les Assyriens de la Garonne sont fiers d'arborer les coupures de presse relatant la naissance de l'écriture. Un calligraphe arabe dessine, écrit : *« Quand nous ouvrirons, tout nous sera ouvert »*. Un autre conseille : *« Apprends-lui une langue, tu éviteras la stupidité d'une guerre. »* Juste à côté, d'autres Toulousains déclarent sur une banderole : *« La propagande libertaire s'est aussi exprimée en yiddish »*, et ces descendants d'exilés cherchent désespérément à retrouver la langue que leurs parents se sont bien gardés de transmettre, de peur d'entraver, pensaient-il, leur intégration. *« Quand je pense à la richesse de la littérature, aux pensées progressistes ! »*, soupire l'une d'elles. Au stand amérindien, Charles Dawes, chef de tribu ottawa de l'Oklahoma, répète, lui aussi, aux passants : *« Ne perdez pas votre langue, vous perdrez votre culture. »*

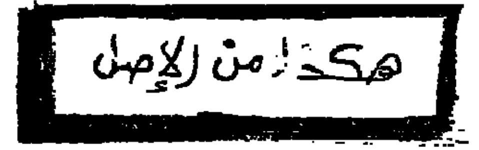
LE « MYTHE D'UNE LANGUE PURE »

Le rêve de Claude Sicre serait que les langues du monde entier aient un jour la parole place du Capitole. Cette année, la polyphonie toulousaine vibrait de finnois et de picard, de bambara et de vietnamien en passant, entre autres, par les langues d'Indonésie, le tibétain, le vendéen. Car *« toutes les langues, toutes les cultures sont égales »*, clame Claude Sicre à la tribune, en compagnie de son mentor, l'écrivain et philosophe occitan Félix Castan.

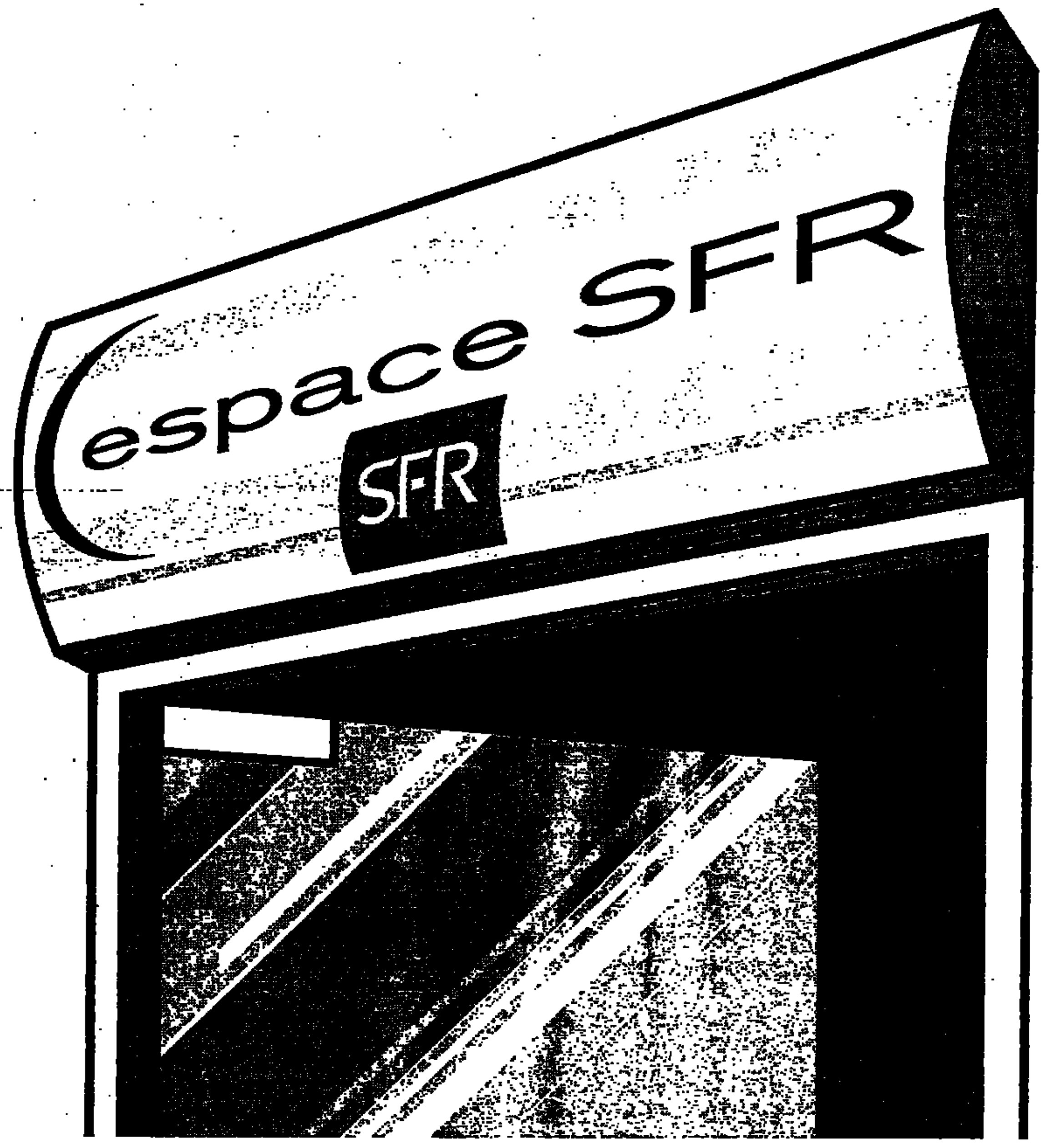
Sept siècles de littérature occitane à penser la France différemment et, pourtant, de l'intérieur : *« Et aujourd'hui, que voyons-nous ? Tout le monde à Paris se sent prisonnier de la pensée unique. Mais on ne sort pas de la philosophie de l'unité s'il n'y a pas intervention de l'altérité »*, dit Félix Castan. Celui-ci ne mâche pas ses mots contre tout ce qui a pu être entrepris pour accréditer l'idée d'une supériorité de la langue française : *« Langue de la clarté, de l'universel, de l'ordre de la pensée, voulait-on faire croire. » « Cette fausse valorisation, ce mythe d'une langue pure, la condamne à une culture du déclin, du repli sur soi, à des "valeurs éternelles". Elle oublie de reconstruire sa culture tous les jours, de s'ouvrir à toutes les autres cultures qui sont autant d'affluents »*, enchaîne Claude Sicre.

« La culture occitane est trop précieuse et vivante pour tomber dans le piège du nationalisme ou dans celui du régionalisme, poursuit-il. *Car ce dernier fige et tue une culture. »* Certains Corses n'ont pas su éviter cet écueil et ont fait échouer l'idée d'une pluriculture en France, pense-t-il. Dans son rapport avec la France et avec l'Europe, l'Occitanie, elle, a son message de troubadour : *« N'ayez pas peur, n'ayez pas peur de l'autre. »*

Dominique Le Guilledoux



Ici, on vous assiste avant, pendant et après l'achat de votre téléphone mobile.



Les Spécialistes du Monde Sans Fil.

Espace SFR est un réseau national de 250 spécialistes de la téléphonie mobile, proches de vous. Dans votre **Espace SFR**, nous prenons le temps d'écouter vos questions et de vous aider à y voir plus clair. Vous y trouvez le choix le plus complet de matériel et les prix les plus compétitifs. Enfin, dans votre **Espace SFR** nous vous assistons en toutes circonstances, et ce dans n'importe quel **Espace SFR** de France. Pour connaître l'adresse de l'**Espace SFR** le plus proche de chez vous, appelez gratuitement le **0800 031 032**.



*Nécessitent plus de 48 H d'immobilisation.

PUBLICIS CONSEIL

DISPARITIONS

Giuseppe De Santis

Le réalisateur de « Riz amer »

LE CINÉASTE Giuseppe De Santis est mort à Rome vendredi 16 mai, à l'âge de soixante-dix-neuf ans des suites d'une attaque cardiaque.

Né en novembre 1917 à Fondi, au sud de Rome, De Santis avait fait des études de droit et avait eu l'ambition de mener une carrière littéraire. Mais après son diplôme de metteur en scène au Centro sperimentale de Rome, c'est le cinéma qui l'avait accaparé, d'abord comme critique dans la revue *Cinema*, puis comme assistant (et coscénariste) de Luchino Visconti pour *Ossessione* en 1942. Il fut alors aussi coscénariste de C. Mastrocinque pour *Don Pasquale* et de Roberto Rossellini pour *Desiderio*.

Il voulait être l'un des hérauts d'un *« cinéma qui dégagerait l'essence intime de la réalité à travers un enseignement historique »*. Engagé dans la résistance, militant du Parti communiste italien, il coordonne la réalisation du film collectif sur la résistance au fascisme, *Jours de gloire* (1945). Puis se lance, en 1946, dans la réalisation avec *Chasse tragique*, un mélodrame social sur un groupe d'anciens combattants réduits au banditisme. Ses deux films les plus aboutis, *Pâques sanglantes* (1950), et *Onze heures sonnaient* (1952), témoignent de son goût du décor naturel, son attention aux mondes paysan et ouvrier, sa volonté d'œuvrer dans la ligne néoréaliste, le lyrisme idéologique et le didactisme populiste. Il tournera même, en 1964, un film en Union soviétique, *Marcher ou mourir* (film pleins de bons sentiments sur la défaite de l'armée italienne en Russie durant la dernière guerre).

Tiré d'un fait divers, *Onze heures sonnaient* (situé dans les milieux ouvriers de Rome) fit, lui, scandale, déchaînant la presse d'extrême droite. Mais son film le plus célèbre reste *Riz amer* (1949), où il dénonce les difficultés du travail des femmes dans les rizières de la plaine du Pô. Cet épisode de la lutte des classes avait révélé une « diva » de dix-neuf ans : Silvana Mangano, dont le magnétisme sensuel dans les scènes de rizières (bas noirs, short de toile, pull arrogant) troubla maints censeurs.

Admirateur de Jean Renoir, De Santis était un cinéaste qui aimait les femmes. Dans les années 50, il avait découragé la critique en signant des œuvres trop mélodramatiques (*La Fille sans hommes, Jours d'amour, Hommes et loups, La Garçonnière*), et n'avait plus réalisé de film depuis plus de vingt ans. Sa veine révolutionnaire n'était plus à même d'encourager les studios démocrates-chrétiens à lui ouvrir leurs portes. Soucieux *« d'être compris de tous, de populariser sans déchoir »*, De Santis aura marqué le cinéma italien d'après-guerre.

Jean-Luc Douin.

Gaston Baquero

Grand poète et écrivain cubain

GASTON BAQUERO, l'un des plus grands poètes et écrivains cubains, avec Lezama Lima et Alejo Carpentier, est mort jeudi 15 mai, à l'âge de soixante-dix-neuf ans, à Madrid, où il vivait en exil depuis près de quarante ans.

Né dans le petit village de Banes, à l'ouest de Cuba, le 4 mai 1918, Gaston Baquero suit des études d'agronomie à La Havane et commence à cette époque à publier des poèmes dans des revues culturelles comme *Verbum* ou *Espuela de plata*. Il traduit aussi des poètes européens ou d'Amérique du Nord, comme T. S. Eliot, et finit par être embauché comme traducteur au journal *Información* avant de devenir rédacteur en chef du *Diario de la Marina*. Sans adhérer à aucun parti politique, il prend part aux campagnes de la démocratie social-chrétienne. L'arrivée au pouvoir de Fidel Castro le contraint à l'exil : accompagné de trois ambassadeurs étrangers, il s'envole pour l'Espagne en mars 1959, ayant vu *« clairement »*, selon la formule d'Ernesto Che Guevara, *« ce qu'allait être la révolution et lui ayant préféré la tranquillité des plages fascistes »*. Gaston Baquero adopte alors une attitude discrète, travaillant pour la presse et la radio espagnoles tout en donnant des cours de littérature hispano-américaine à l'Ecole officielle de journalisme de Madrid.

Baptisé *« le poète des trois mondes »*, parce qu'il métissait, dans ses poèmes, les héritages africains, américains et européens, Baquero avait le génie de combiner le magique et le quotidien, les mythes et les achétypes, le passé et le présent, évoquant Nefertiti ou Philippe II, Oscar Wilde et les Prophètes ou les danseurs de flamenco de Séville.

Ses admirateurs ont toujours été nombreux, tant en Espagne que dans son île natale, où ses poèmes étaient lus secrètement. Ce n'est qu'en 1994 que certaines de ses œuvres furent publiées officiellement à Cuba et qu'un hommage lui fut rendu à la faculté des arts et lettres de l'université de La Havane au moment de la commémoration du cinquantenaire de la revue *Origenes*, dont il avait été l'un des membres fondateurs avec Lezama. La chaire de poésie « Fray Luis de Léon » de l'université pontificale de Salamanque a publié ses œuvres complètes en 1995. La revue *Encuentro de la cultura cubana*, éditée à Madrid, vient de publier, dans son troisième numéro, une partie de la correspondance échangée avec le poète Eliseo Diego après une rencontre trop rapide, en novembre 1992, à la cité universitaire de Madrid. A son vieil ami, Gaston Baquero dit que pour lui *« le passé est mort »* et que ce n'est pas qu'il ne veut plus revenir auprès de ses amis, mais qu'il ne veut plus *« revenir vers le passé »*, qu'il ne vit pas en Espagne, *« mais dans une île/ Et que cette île/ S'appelle Solitude »*.

Martine Silber

Paul Pellas

Un disciple des Joliot-Curie et spécialiste des météorites

LE GÉOCHIMISTE et cosmologiste Paul Pellas est mort mercredi 14 mai, à l'âge de soixante-douze ans.

Disciple des Joliot-Curie, il s'était spécialisé dans l'étude des météorites et fut, en France, l'un des pionniers dans l'utilisation des procédés de datation par la technique des traces nucléaires. Cette méthode permet de reconstituer l'histoire primitive des météorites – et, donc, des « corps parents » dont elles sont issues – à partir des irradiations qu'elles ont subies. On obtient ainsi des données extrêmement précieuses sur la formation du système solaire primitif. Aussi imaginatif que non conformiste, *« il assumait des idées très personnelles, parfois contre des écoles entières de chercheurs – notamment américains – et, en général, il avait toujours raison »*, se souvient Jean-Pierre Bibring (Institut d'astrophysique de Paris), qui travailla à ses côtés. *« C'était un expérimentateur hors pair, passé maître dans l'art difficile de faire de l'astrophysique avec des microscopes. »* Cela lui vaudra une notoriété internationale qui le portera à la présidence de la Meteoritical Society de 1976 à 1978.

Resté très actif bien qu'il fût à la retraite, il joua un rôle majeur dans l'organisation de la grande exposition sur les météorites tenue l'an dernier au Muséum d'histoire naturelle de Paris. Il poursuivait ses travaux en tant que directeur de recherche émérite au CNRS et venait d'adresser une étude (actuellement sous presse) à une revue scientifique internationale de référence en cosmochimie.

Né le 24 juillet 1924 à Marseille dans une famille italienne, Paul Pellas est élève au lycée Chateaubriand de Rome quand éclate la seconde guerre mondiale. En 1941, il fuit l'Italie fasciste, passe en Suisse et poursuit ses études à Genève, avant de rejoindre les groupes de soutien à la Résistance et les maquis de Savoie dans le bataillon FTP de Maurice Herzog. En 1944, il est chargé de prendre contact avec les résistants du Val d'Aoste, puis, à l'été 1945, est envoyé en mission à Calcutta, Saïgon et Phnom Penh. Démobilisé en 1946, avec la croix du combattant volontaire de la Résistance, il suit des études de géologie sous la direction d'Irène Joliot-Curie. Recruté au Commissariat à l'énergie atomique par Frédéric Joliot-Curie, il rejoint le CNRS en raison de la « chasse aux sorcières » qui frappe Joliot et ses amis communistes. La plus grande partie de sa carrière s'est déroulée au sein de « l'équipe météorite », unité de recherche installée au Muséum d'histoire naturelle et rattachée au CNRS, puis à l'Institut d'astrophysique de Paris.

Jean-Paul Dufour

■ **PATRICK AURIGNAC,** comédien et cinéaste, s'est donné la mort avec un revolver, probablement dans la nuit du jeudi 15 au vendredi 16 mai. Il était âgé de trente-deux ans. Son corps a été retrouvé samedi à son domicile. Dominique Besnehard, son agent, avait « découvert » Patrick Aurignac à la prison de Bois-d'Arcy où il purgeait une peine, à l'occasion d'une représentation théâtrale en milieu carcéral. L'agent l'avait aidé à sa libération et l'avait notamment fait tourner avec Claire Devers, Josée Dayan et Catherine Breillat, mais surtout avec Diane Kurys dans *A la folie*, où il jouait le rôle principal aux côtés de Béatrice Dalle et Anne Parillaud. Il avait ensuite réalisé son premier film, *Mémoires d'un jeune con*, qui relatait sur un ton personnel ses sept ans de détention pour hold-up. Malgré une sélection au Festival de Venise en 1995 et une presse favorable, ce film avait été un échec en salles.

■ **ANDRZEJ DRAWICZ,** écrivain et critique littéraire polonais, est mort jeudi 14 mai à Varsovie, à l'âge de soixante-cinq ans. Ami du poète Iosip Broiski et grand connaisseur de la littérature russe, il a traduit en polonais les écrivains Okodjava, Platonov, Meyerhold et Boulgakov et enseigné en Allemagne, en France, en Suisse, en Grande-Bretagne et en Australie. Lié à l'opposition anticommuniste, il a été membre du Comité de défense des ouviers (KOR) et du syndicat Solidarnosc. A la chute du communisme, en 1989, il a dirigé la radio-télévision publique polonaise, fonction qu'il a occupée jusqu'en 1991. Il fut également conseiller pour la politique orientale de la Pologne auprès des gouvernements de Jozef Oleksy et Wlodzimierz Cimoszewicz.

AU CARNET DU « MONDE »

Décès

– *Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants*
ont la douleur de faire part du décès, le 13 mai 1997, dans sa quatre-vingt-dixième année, du général de corps d'armée

Jean BARLIER.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le vendredi 16 mai, à Montainville (Yvelines).

– M. Delphin Debenest,
son mari,
Mme Jane Debenest,
M. et Mme Jean Debenest,
ses enfants,
Pauline, Timothée, Samuel,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès, le 17 mai 1997, aux Iles (Echiré) de

Simone DEBENEST-PEROCHON,
fille de l'écrivain Ernest PÉROCHON.

La levée de corps a eu lieu le mardi 20 mai 1997, en présence du pasteur Yves Noyer, aux Iles, à 16 heures. Elle a été suivie de l'inhumation, au cimetière Cadet, à Niort.

Les Iles,
79410 Echiré.
52, rue de Vaugirard,
75006 Paris.
10, rue Racine,
49000 Angers.

Geneviève FARAUT,
née MARRET,

nous a quittés le 18 mai 1997, dans sa *quatre-vingt-douzième année.*

Ses enfants
Anne et Guy Le Chevallier,
Jacques et Susanne Faraut,
François et Iona Faraut,
Claire et Lotfi Ben Abderrazak,
Ses petits-enfants,
Ses sœurs,
Yvonne et Denise Marret,
Sa belle-sœur
Bernadette Galas,
Et toute la famille.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 22 mai, à 15 heures, en l'église Saint-Paul-Saint-Louis, à Paris.

– Le lieutenant-colonel (R)
et Mme Albert Huin,
Mme Gérald Dupré,
Mlle Jane Huin,
Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Sa famille et ses amis,
font part du décès de

Mme Camille HUIN,
née Albertine DUPUY.

Les obsèques religieuses seront célébrées le 21 mai 1997, à 14 h 30, à Laurac-en-Vivarais.

– Les Enfants de Buchenwald-OSE,
ont la tristesse de faire part du décès de leur camarade et ami

Georges JUROVIC,

survenu le 15 mai 1997.

L'incinération aura lieu au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, le jeudi 22 mai, à 10 h 30.

– M. Lucien Laurancy,
son époux,
Pascale et Jean-Noël,
Fabienne et Philippe,
ses enfants,
Aurélien, Florent, Tristan,
ses petits-enfants,
Ainsi que toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Geneviève LAURANCY,
née ALLIER,

survenu le lundi 12 mai 1997, à l'âge de soixante-trois ans.

L'inhumation a eu lieu le vendredi 16 mai au cimetière de Savigny plateau dans la plus stricte intimité.

54, bd Aristide-Briand,
91600 Savigny-sur-Orge.

– Blagnac, Olivet, Toulouse.

Mme André Moulis, née Bonel,
Et sa famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

André MOULIS,
fondateur des Cahiers Pierre-Loti,
professeur honoraire
au lycée Pierre-de-Fermat,
ancien président de l'académie
des Sciences, Inscriptions
et Belles-Lettres de Toulouse.

survenu le 6 mai 1997, dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie a eu lieu le 7 mai, en l'église de Blagnac (Haute-Garonne).

Remerciements

– Michèle, Claude et Dominique,
M. et Mme Martial Charpentier,
Mme Fernande Graindorge,
Marc et Nicole Charpentier,
Toute la famille et tous ses amis,

vous remercient sincèrement de la sympathie que vous leur avez témoignée.

– Bernard Roux,
Ses enfants Sylvain et Louise,
Et toute leur famille,
profondément touchés par les marques de sympathie qui leur ont été témoignées, remercient du fond du cœur tous ceux qui ont partagé leur indicible douleur lors du décès de

Françoise LAURENT-ROUX.

13, rue de Bercy,
75012 Paris.

Anniversaires de décès

Robert KIÉFÉ,

Huit ans sans toi.
Ta femme, tes enfants,
Tes cinq petits-enfants.
Tu es toujours aussi présent parmi nous.

– Tous ses amis auront une pensée pour

Paul TAIEB,
I.G.A.E.N.,

qui nous a quittés le 20 mai 1993.

Messes anniversaires

– Dimanche 25 mai,

Jacques ROLAND

aurait eu quarante ans.

La messe dominicale de 11 heures sera *célébrée à son intention en l'église Saint-*Eustache, à Paris-1er.

Si vous ne pouvez être parmi nous, merci de bien vouloir unir aux nôtres votre affection, vos pensées et vos prières.

« Mon commandement, le voici :
Aimez-vous les uns les autres
comme je vous ai aimés. »
Jean 15,12.

Conférences

– Le Centre de Documentation juive contemporaine vous invite à une conférence sur le thème

« Les entreprises françaises dans la collaboration économique sous l'Occupation »

le jeudi 22 mai 1997, à 19 h 30,

en présence d'Annie Lacroix-Riz, Sonia Combe, Etienne Dejonghe, Jean-Claude Hazerah, Renaud de Rochebrune.

Au Centre de Documentation juive contemporaine, 17, rue Geoffroy-l'Asnier, 75004 Paris. Tél. 01-42-77-44-72 - Fax 01-48-87-12-50 (entrée libre).

Sommaire

COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

● **Séminaires**

Jean-Marc BESSE, Philippe NYS : **« Dispositifs spatiaux et théâtralisation des représentations : carte, jardin, paysage »**, 29 mai et 5 juin, 18 heures-20 heures, EHESS, salle 2, *105, boulevard Raspail, Paris.*

Joël GILLES : **« L'Euphorie »**, 24 mai, 10 heures-13 heures, département arts plastiques, université Jean-Monnet, 38, rue Henri-Gonnard, Saint-Etienne.

Barbara CASSIN, Jean-François COURTINE, Alain de LIBERA : **« Ce que les philosophes disent de leur langue »**, 22 mai, Jean-Pierre CLERO : « Bentham et la langue anglaise » ; 23 mai, Alan MONTEFIORE et Adrian MOORE : *« La langue anglaise et la philosophie »*, 20 heures-22 heures, ENS, salle E, 45, rue d'Ulm, Paris.

Guy LARDREAU : **« La Mélancolie. II »**, 24 mai, 14 h 30-16 h 30, ENS, salle E, 45, rue d'Ulm, Paris.

Elisabeth RIGAL : **« Questions wittgensteiniennes - I. La question du sujet »**, 22 mai, 20 heures-22 heures, amphi B, carré des Sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Jean-Marie SCHAEFFER : **« Qu'est-ce qu'une conduite esthétique ? »**, *29 mai, 5 juin, 18 h 30-20 h 30,* salle RC2, université Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris.

Jean-Michel REY : **« L'écriture de l'histoire : Michelet »**, 26 mai, 2 et 9 juin, 18 heures-20 heures, salle Jean-XXIII, USIC, 18, rue de Varenne, Paris.

Catherine AUDARD : **Citoyenneté et *individualité morale. Enquête sur les* concepts moraux de la démocratie »**, 23 mai, 20 heures-22 heures, Diemut Bubeck, amphi A, carré des Sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Egidius BERNS et Jean MATHIOT : **« Philosophie et économie : public/privé »**, 22 mai, 18 heures-20 heures et 23 mai, 20 heures-22 heures, amphi B, carré des Sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Pascal MICHON : **« Conditions théoriques d'une histoire du sujet »**, 28 mai et 4 juin, 18 heures-20 heures, amphi B, carré des Sciences, 1, rue Descartes, Paris.

● **Journées d'étude**

Les commencements, sous la responsabilité de Patrice LORAUX et Jean-Michel REY, avec J.-P. Peter, D. Vaudène, A. Soulez, J. Rousseau-Dujardin, B. Casadesus, F. Davoine, C. Pechanski, Y. Thomas, J.-Toussaint Desanti, 23 et 24 mai, 10 heures-19 heures, amphi A et B, carré des Sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Arts et Média. Les lieux actuels de l'image à l'ère télématique : à propos de la *Documenta X*, sous la responsabilité de Michael Wetzel, avec T. De Duve, J.-L. Déotte, R. Bellour, E. Bullot, P. Virilio, 24 mai, 10 heures-18 heures, amphi Poincaré, carré des Sciences, 1, rue Descartes, Paris.

L'accès à toutes les activités du Collège est libre et gratuit (dans la limite des places disponibles).
***Renseignements sur salles, répondeur* : 01-44-41-46-85. Autres renseignements : 01-44-41-46-80.**

Conférences

LES ENTRETIENS
DU TROISIÈME MERCREDI
avec Jean AMBROSI

« Symptômes et désir de changement en médiation thérapeutique »

Espace l'Harmattan, 21 *bis*, rue des *Ecoles, Paris-5e.*
Mercredi 21 mai 1997, à 20 heures. Entrée libre.

– A partir du 23 mai 1997, tous les vendredis, de 23 heures à l'aube, l'Amitié latine organise une soirée entièrement « Salsa ».

Salons du Rozès,
19, rue Bobillot, Paris-13e, métro Place-d'Italie.
Dîner : 20 heures + soirée, 120 francs.
Soirée : 23 heures, 80 francs + 1 consommation.

Communications diverses

– Information :
Elections = Citoyenneté

Savoir, par téléphone : 01-45-82-77-77 (24 heures sur 24 heures) par le Centre des droits de l'homme et de la femme, BP 16, 75622 Paris Cedex 13.

– *Jeudi 22 mai, à 20 h 30.*
Cercle amical-Centre V. Medem
Tony Dreyfus, maire du Xe arrdt,
Otto Way, *1er adjoint,*
candidats du Parti socialiste.
« Enjeux des élections législatives »,
52, rue René-Boulanger, Paris-10e.

– Au C.B.L., 10, rue Saint-Claude, Paris-3e, jeudi 22 mai 1997, à 20 h 30 : **Nicole Leibowitz**, auteur de **« L'Affaire Carpentras - De la profanation à la machination »** (Ed. *Plon*). Tél. : 01-42-71-68-19.

ENQUÊTE

« Good morning Vietnam ! »

Vingt ans après avoir fui le régime communiste, des dizaines de milliers de boat people reviennent au pays pour une visite de famille, en touristes, ou parfois pour investir

PEREGRINE, l'une des grandes banques d'investissements de Hongkong, n'a pas de chance. Après avoir connu des déboires, elle s'est retirée de Birmanie le 4 janvier. Au Vietnam, son partenaire connaît quelques ennuis. Placé sous enquête, Nguyen Trung Truc, un Australien d'origine vietnamienne, directeur de Peregrine Capital Vietnam, a été arrêté le 14 avril et son épouse s'est vu retirer son passeport. La sœur de Truc, Nguyen Thi Cuc, une ressortissante vietnamienne qui dirigeait une firme d'importation d'automobiles que les autorités soupçonnent d'être liée à Peregrine Capital Vietnam, a été arrêté en juillet 1996 sous l'inculpation de falsification de taxes à l'importation.

Truc lui-même, qui détient 40 % des parts de Peregrine Capital Vietnam en compagnie de son épouse malaisienne et d'un homme d'affaires singapourien, pourrait faire face au même motif d'inculpation au terme d'une enquête sur les liens entre la filiale vietnamienne de Peregrine et treize sociétés locales, dont certaines gérées par des parents de Truc. Société étrangère, Peregrine n'a pas le droit de vendre des produits au Vietnam. Fin février, Peregrine a été condamnée à une amende de 30 000 dollars (170 000 francs) – un montant relativement modeste – pour avoir ouvert un bureau sans autorisation de location. Cinq filiales de Peregrine, montées par Truc, ont été également condamnées à 10 000 dollars d'amende chacune pour avoir ouvert, sans autorisation, des bureaux de représentation.

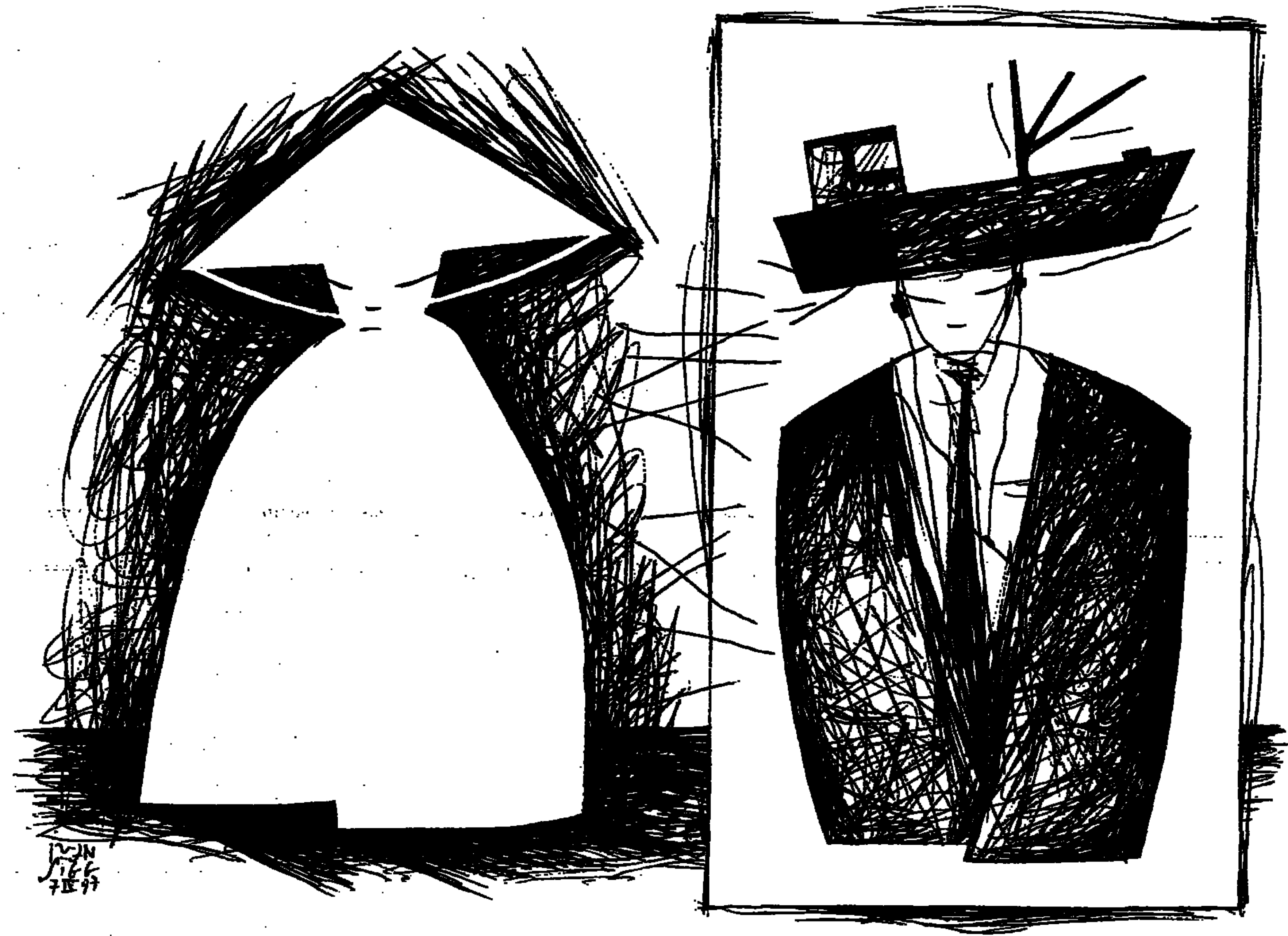
Quelle qu'en soit l'issue, cette affaire n'est que l'une des facettes – peut-être la moins heureuse – d'un phénomène important : le retour des Vietnamiens d'outre-mer. Alors que les camps de Hongkong n'ont pas été entièrement vidés de leurs boat-people – ils devront, cependant, être fermés avant la rétrocession de la colonie britannique à la Chine, le 1er juillet prochain –, 97 000 Viet Kieu, ou Vietnamiens de la diaspora, ont regagné leur pays pour y fêter, le 7 février, le Têt, le premier jour de l'année du buffle. Ils étaient 77 000 l'année précédente. Toujours selon des statistiques officielles, 347 000 Viet Kieu ont séjourné au Vietnam en 1996, soit plus du double qu'en 1993 (160 000). Un étranger sur quatre qui se rend au Vietnam fait partie de ces 2 millions de gens qui se sont enfuis, le plus souvent par bateau, dans les quinze années qui ont suivi la victoire communiste de 1975.

VIETNAMIENS ou étrangers ? Tout le monde, les intéressés comme leurs hôtes, se posent la question. Le gouvernement prépare un projet de loi selon lequel les Viet Kieu qui reviennent vivre dans leur pays d'origine devront choisir entre la nationalité vietnamienne et leur nationalité d'adoption. *« A l'avenir, le Viet Kieu titulaire d'un passeport étranger ne sera plus considéré comme un citoyen vietnamien »*, a déclaré, début décembre, Pham Khac Lam, vice-président du comité gouvernemental pour les Viet Kieu. Pour l'instant, a-t-il ajouté, faute d'une loi, il est *« implicite que nous acceptons la double nationalité, de facto et non de jure »*.

Les plus jeunes, revenus sans grands préjugés, sont les plus reconnaissables : plus grands parce que mieux nourris, mieux habillés, décontractés, ils se sentent en vacances. Des adolescents sont nés à l'étranger. D'autres, évacués dans leur enfance, n'ont que de vagues souvenirs, même quand ils parlent encore couramment leur langue maternelle. Ils sont certes sensibles à la chaleur des réunions de la grande famille, aux petits plats préparés par une grand-mère attendrie. Mais leur vie est ailleurs.

Les jeunes adultes sont davantage partagés entre la nostalgie de ce qui fut leur enfance et des règles de vie – hygiène, manières directes, efficacité, légalisme – auxquelles ils se sont habitués en France ou en Australie. Entre eux et leurs cousins ou amis demeurés sur place, le courant passe mal et les sujets d'intérêt communs sont rares. D'un côté, ils se sentent vietnamiens et, de l'autre, ils étouffent un peu face aux obligations ou aux rites de traditions communautaires qu'ils comprennent, mais auxquelles ils n'arrivent pas à se réhabituer. *« Finalement, quand je suis au Vietnam, je fréquente surtout d'autres Viet Kieu et des étrangers »*, avoue l'un d'eux, qui a quitté le Vietnam en 1975 à l'âge de dix ans et s'y rend régulièrement depuis quelques années.

Ceux qui étaient déjà adultes lors de leur fuite sont, de loin, les plus tentés par un style de vie dont ils ont connu les séductions, en particulier quand ils appartenaient à la bourgeoisie sudiste d'autrefois : cette manière vietnamienne de mêler plaisir et affaires et de terminer la journée en passant du tennis à l'apéritif, puis à un petit banquet improvisé entre amis, sans contrainte et sans souci du lendemain. Pour les Viet Kieu de passage, la vie de tous les jours est peu chère si on ne tient pas compte des cadeaux et billets de banque à l'intention des parents demeurés sur place.



Les Viet Kieu sont beaucoup moins riches que ne le pensent généralement les Vietnamiens, et les autorités s'en rendent compte. *« Peu d'entre eux disposent de capitaux, mais ils ont le savoir-faire »*, souligne Nguyen Dy Nien, le vice-ministre des affaires étrangères, qui préside, depuis 1996, le comité pour les Viet Kieu. D'abord, parce que leur exode, récent et sans véritable précédent dans l'histoire du pays, franchit à peine le cap de la première génération. Puisqu'ils ont été accueillis, dans leur immense majorité, par des pays occidentaux, leurs enfants fréquentent les meilleures universités et s'y distinguent, comme les autres Extrêmes-Orientaux. Mais le Vietnam n'a pas de tradition d'expatriement et, surtout, le Viet Kieu ne peut compter que sur la famille et non, contrairement au Chinois, sur le soutien de réseaux internationaux de commerçants entreprenants. Pour le Vietnam, la diaspora ne sera sans doute jamais qu'une réserve de cerveaux, non de capitaux.

EN 1996, les Viet Kieu ont transféré l'équivalent de 3,5 milliards de francs à leurs parentés demeurées sur place. Ils financent également des projets de charité ou de restauration, ainsi que des séminaires éducatifs. Depuis l'ouverture, en 1988, du Vietnam aux capitaux étrangers, ils ont investi quelque 125 millions de dollars (sur 24 milliards d'investissements étrangers agréés) dans cinquante-deux projets. Ce montant n'est que la partie émergée de l'iceberg, mais les investissements des Viet Kieu restent limités. Parce que leurs moyens sont modestes, mais aussi parce que la méfiance à leur égard demeure encore un réflexe chez certains communistes qui ne savent toujours pas quoi penser de ces Vietnamiens d'ailleurs, aux manières si différentes, dont les enfants sont coupés du monde par leurs baladeurs ou leurs jeux vidéo.

Le 1er janvier, dans une circulaire, le premier ministre Vo Van Kiet a décrété que tous les Viet Kieu pouvaient se réinstaller, à l'exception de ceux qui avaient appuyé des organisations *« subversives »* ou agi contre les intérêts du gouvernement vietnamien. A l'occasion du Têt, des visas ont été, semble-t-il, accordés à tous les Viet Kieu qui en avaient fait la demande. Depuis un an, ceux qui souhaitent investir bénéficient de conditions plus favorables que celles réservées aux étrangers. Mais, en 1996, alors que le PC vietnamien paraissait davantage replié sur lui-même à l'occasion de son VIIIe congrès, le langage officiel a également mis en garde contre les *« forces hostiles »* infiltrées parmi ces libres-penseurs occidentalisés.

« Les groupes anticommunistes à l'étranger ne sont pas nombreux, mais ils sont actifs et disposent, bien entendu, d'un soutien local, par exemple aux Etats-Unis. Cela dit, la majorité des Viet Kieu d'Amérique se réjouissent de la normalisation de nos relations avec Washington. D'ailleurs, en 1996, on peut estimer à un sur cinq le nombre des Viet Kieu d'Amérique du Nord qui se sont rendus au Vietnam. La plupart des Viet Kieu sont d'honnêtes gens », estime Nguyen Dy Nien. Si Hanoï se méfie encore des mouvements qui, des Etats-Unis ou de France, continuent de dénoncer le régime communiste, la volonté de détente est un peu plus évidente, surtout cette année.

Les faveurs accordées aux investisseurs viet kieu, estimait il y a quelque temps l'hebdomadaire *Saigon Times Weekly*, sont *« vagues, ambiguës et irréalistes »*. Les ressortissants vietnamiens qui résident à l'étranger et représentent une minorité dérisoire *« ne bénéficient pas encore des droits de ceux qui résident dans le pays »*, constate un officiel. Le problème de la nationalité n'est pas résolu puisque tout Vietnamien d'origine, selon la loi, ne peut être considéré comme un ressortissant étranger. Tout se passe comme s'il avait les obligations d'un national sans en avoir pour autant les droits. Comme le temps aide à panser de terribles blessures, les Américains d'origine vietnamienne constituent la majorité des visiteurs. *« En 1996, plus de 70 % d'entre eux sont venus des Etats-Unis et du Canada »*, précise Nguyen Dy Nien. L'hostilité d'une partie des communautés américaines de Viet Kieu à l'égard de toute compromission, donc de tout contact, avec le Vietnam commence à être surmontée. Certes, même les visites de famille peuvent encore soulever le soupçon, la réprobation ou l'amertume parmi les 1,4 million des Vietnamiens d'Amérique du Nord, qui forment plus de la moitié de la diaspora. Il reste que les Viet Kieu d'Amérique ont commencé à investir au Vietnam depuis la levée, début 1994, de l'embargo américain, même s'ils le font discrètement et avec prudence, regagnant souvent le Vietnam comme employés ou représentants de sociétés étrangères.

Au début des années 90, la conduite de quelques Viet Kieu, qui ont alors tenté de berner des interlocuteurs communistes peu compétents, n'avait pas contribué à créer un climat de confiance. Depuis, le peu d'empressement manifesté par le Parti communiste vietnamien à consolider un secteur privé, sans même parler d'en faire la locomotive du développement, a mis un bémol à quelques ambitions : puisque les entreprises d'Etat doivent constituer le principal véhicule de la croissance, ainsi que l'a rappelé le VIIIe congrès du PC en juillet 1996, le Vietnam devra se passer pour quelque temps encore d'entrepreneurs, de la diaspora comme autochtones, en mal de conglomérats familiaux. Mieux vaut encore, dans ce cas de figure, appartenir au groupe en plein essor des *« capitalistes rouges »*, anciens cadres du parti reversés dans les affaires.

CE n'est sûrement pas le cas de Nguyen Trung Truc, qui a quitté le Vietnam en 1972 pour poursuivre en Australie de brillantes études, avant d'être engagé par le Trésor australien et de prendre souche, plus tard et à son compte, en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Rentré au Vietnam en 1991, à l'âge de trente-neuf ans, Truc y a eu la vie dure les premières années. En 1994, après avoir constitué un réseau de relations, il a accordé un long entretien à l'*Asian Wall Street Journal*, reconnaissant comme *« une faiblesse »* une collection d'une quinzaine de voitures allant d'une Citroën datant de 1902 à un coupé MG de 1962. Il se retrouve, pour le moment, dans une mauvaise passe.

La réconciliation entre le Vietnam communiste et sa diaspora, essentiellement constituée à l'origine d'opposants politiques, risque encore de prendre du temps. *« Avec la modernisation et l'industrialisation, de plus en plus de Viet Kieu viendront visiter le Vietnam. Nous leur conseillons de rester dans leur pays de résidence tout en conservant leurs liens avec le Vietnam. Les contacts sont faciles et les distances ne posent plus de problèmes »*, résume Nguyen Dy Nien. Avant 1975, une centaine de milliers de Vietnamiens seulement vivaient à l'étranger, dont une majorité en France.

Les Viet Kieu sont vingt-cinq fois plus nombreux aujourd'hui, alors qu'un quart de siècle ne s'est pas encore écoulé depuis leur exil. C'est peu. Les communications se sont rétablies et les contacts renoués, mais on en reste encore aux premiers pas.

Jean-Claude Pomonti
Dessin : Ivan Sigg

L'alliance euro-américaine doit s'approfondir en s'élargissant

par Vaclav Havel

DANS le débat sur l'élargissement de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), j'ai le vif sentiment que les arguments sont souvent purement mécaniques, et passent plus ou moins à côté du vrai sens à donner à l'alliance. Le processus d'expansion doit s'accompagner de quelque chose de plus profond, d'une définition plus précise du propos, de la mission et de l'identité de l'OTAN.

Il est impératif de bien garder à l'esprit que l'alliance est d'abord et avant tout un instrument de la démocratie pour la défense de valeurs politiques et spirituelles qui se sécrètent et se soutiennent. Elle est à considérer par ceux qui y adhèrent non comme un pacte entre nations combattant un ennemi plus ou moins avéré, mais comme un garant de la civilisation euro-américaine, et l'assurance donc de la sécurité de la planète.

Cependant, les arguments avancés par nombre de participants au débat, notamment les adversaires de l'admission de nouveaux membres, sont restés figés quelque part au temps de guerre froide. Le transfert imperceptible et involontaire des idées anciennes à la réalité d'aujourd'hui est peut-être encore plus dangereux que la survivance d'une conception, à l'évidence anachronique, opposant deux puissants systèmes en guerre.

Pendant des décennies, l'Union soviétique et le pacte de Varsovie ont été les adversaires de l'OTAN. Mais la menace n'était pas russe. Elle était communiste et totalitariste. Pourtant il serait absurde de croire qu'après la chute du communisme et la dissolution du pacte de Varsovie, à laquelle j'ai présidé à Prague, plus rien ne menace les valeurs euro-atlantiques de liberté et de démocratie.

Le danger ne vient pas de l'actuel gouvernement de Moscou. Il est dans les conflits régionaux qu'alimente un nationalisme agressif, dans le terrorisme et dans le mauvais usage possible des armes nucléaires et autres moyens de destruction massive. On l'a vu en Bosnie. l'OTAN, sous la conduite des Etats-Unis, est la seule force unifiée capable de s'opposer efficacement à de telles menaces, tout en permettant aux pays non adhérents, comme la Russie, de coopérer à leur désamorçage.

Le retour à l'image stéréotypée d'une dichotomie entre OTAN et Russie empêche de répondre au danger. Certains cherchent tout simplement à prolonger la guerre froide, considérant les Russes comme leurs pires ennemis ; ceux-là voient dans la menace russe la raison d'élargir l'OTAN. D'autres, évoquant la fin de la guerre froide, pensent en fait la même chose lorsqu'ils disent : *« N'élargissons pas l'OTAN, parce que cela pourrait irriter les Russes »*, ou bien encore : *« N'élargissons pas l'OTAN, parce que la Russie n'est plus une menace. »*

Tous ont en commun une pensée profondément ancrée dans le monde bipolaire du passé. Ils sous-estiment grandement les risques multiples qu'encourent la démocratie, la paix et la liberté dans les régions euro-atlantiques et ailleurs dans le monde. Si cette idée l'emporte, elle fera de l'alliance un club obsolète et sans avenir d'anciens combattants de la guerre froide.

Si l'Ouest ne stabilise pas l'Est, l'Est déstabilisera l'Ouest. Que les principes de démocratie l'emportent à l'Est, et c'est l'assurance de la paix et de la stabilité pour l'Europe tout entière

De plus, si l'OTAN n'atteint pas le nouvel objectif fixé ici, certains pays – peut-être même au sein de l'alliance – seront poussés à un retour à la triste situation d'avant la création de l'organisation, lorsque les plus puissantes des nations se partageaient l'Europe en zones d'influence et décidaient des régimes à mettre en place. L'histoire démontre qu'entretenir de tels rapports avec des Etats souverains – devenus des biens commercialisables – mène au conflit. La Tchécoslovaquie en a fait les frais lors des accords de Munich en 1938.

Pour cette raison, il n'est pas bon que l'élargissement de l'OTAN se décide à l'occasion d'une rencontre au sommet entre grandes puissances – les Etats membres qui ont été choisis et la Russie. Une telle démarche va d'ailleurs à l'encontre du principe fondamental, voulu par l'organisation, de pleine égalité entre ses membres.

Ce principe a permis aux participants à l'alliance de mettre fin à des conflits séculaires, de développer et de cultiver ensemble des valeurs communes, engendrant ainsi plus de stabilité.

Pouvoir décider de la défense en commun ne doit pas être refusé a priori aux pays qui ont embrassé les valeurs politiques et culturelles euro-américaines et qui les ont fait progresser. Certains des candidats à l'OTAN ont souffert pour que vivent ces valeurs et ont apporté la preuve de leur détermination à les défendre, comme dans la guerre du Golfe et en Bosnie. Un vide existe dans la sécurité en Europe centrale, qui pourrait faire naître d'inutiles tentations chez les nationalistes et les nostalgiques des anciens blocs et de leur domination sur la région.

Je l'ai dit bien souvent : si l'Ouest ne stabilise pas l'Est, l'Est déstabilisera l'Ouest. Que les principes de démocratie l'emportent à l'Est, et c'est l'assurance de la paix et de la stabilité pour l'Europe tout entière. Ainsi, l'élargissement de l'OTAN devrait être perçu comme un processus continu au cours duquel les nations de l'Europe centrale et orientale mûriront en elles la signification, les valeurs et les objectifs à donner à une alliance élargie et renouvelée.

M'adressant au Congrès américain, il y a sept ans, j'ai déclaré que si les Etats-Unis voulaient aider l'Europe centrale, il leur fallait d'abord aider l'Union soviétique. Dans son principe, l'idée reste valable. Nombre de tâches qui incombent à l'OTAN pourraient et devraient être entreprises avec la participation de la Russie. Mais un tel partenariat ne doit pas viser à restreindre le droit souverain des pays d'Europe centrale, ou des voisins de la Russie à décider de leur appartenance à un organe de sécurité. Pas plus qu'elle ne doit restreindre l'alliance dans son action.

Une OTAN élargie devrait associer la Russie. Une Russie démocratique et une OTAN renouvelée peuvent activement et très naturellement poursuivre une coopération constructive en réglant des problèmes concrets. Les mêmes dangers ne les menacent-elles pas ?

Il est, par exemple, de leur intérêt d'empêcher l'usage inconsidéré des armes nucléaires. Et l'éventualité demeure de fragilités nouvelles, pas toujours pleinement reconnues, sur la carte de la sécurité dans le monde. Mais la Russie n'en est pas moins une superpuissance eurasienne, si influente qu'on imagine difficilement qu'elle puisse faire intrinsèquement partie de l'OTAN sans noyer l'alliance sous la déferlante de ses intérêts.

Peut-être n'a-t-on pas encore suffisamment avancé sur la voie d'une redéfinition de la mission et de l'identité de l'OTAN. L'élargissement de l'organisation constituera, je crois, un pas en avant. Non seulement cela obligera à réfléchir sérieusement aux objectifs et à la signification de l'alliance, mais nous serons plus nombreux à y prendre part.

Vaclav Havel *est président de la République tchèque.*

(Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize).

L'inconnue des abstentionnistes

par Stéphane Wahnich

COMME pour l'élection présidentielle, les élections législatives s'accompagnent de nombreux sondages, prédisant de manière plus ou moins certaine l'opinion des Français. Souvenons-nous de l'élection présidentielle. M. Balladur devait sans aucun doute gagner l'élection, et M. Jospin devait, pour certains, se placer en troisième position. Pour M. Balladur d'ailleurs, sa bonne cote dans les sondages était sa principale légitimité politique.

Le 30 janvier 1995, le quotidien *Info-Matin* avait publié un sondage de SCP Communication qui montrait qu'à trois mois du premier tour 60 % des personnes inscrites sur les listes électorales ne savaient pas encore exactement pour qui elles allaient voter. Ce chiffre, pourtant connu par d'autres instituts de sondage, n'avait pas changé les pratiques de calcul d'intention de vote. Le présupposé de départ était sans doute qu'un tel taux d'indécision ne changeait ni le rapport au politique, ni la réalité des rapports de forces.

Aujourd'hui, le présupposé n'est plus les indécis – la leçon des présidentielles a été en partie retenue – mais les abstentionnistes. Nous sommes en présence d'une élection anticipée : nul doute que la mobilisation des électeurs un mois de mai ne sera pas la même que pour une élection annoncée un an à l'avance. Pourtant, aujourd'hui, les sondages d'intentions de vote que l'on nous présente sont calculés avec plus ou moins 75 % de participation, alors qu'aux dernières élections législatives la participation n'était que de 69 %. Il ne faut pas être grand analyste politique pour penser à l'heure qu'il est que la participation ne sera pas spécialement élevée.

Les techniques de sondage ne sont pas une science exacte : ce n'est pas de la mécanique mais une technique liée aux sciences humaines. On ne peut pas appliquer un questionnaire sans développer un certain nombre d'hypothèses. Visiblement, l'hypothèse retenue par les instituts de sondage pour ces élections législatives est que l'abstentionnisme ne va pas changer les résultats finaux. Aujourd'hui, on considère que toutes les personnes interrogées savent qu'il y a des élections législatives, qu'elles sont au courant des candidats qui se présentent et qu'elles ont déjà réfléchi pour qui elles vont voter. Ces présupposés sont pourtant loin d'être assurés.

Une personne qui n'a pas voté en 1995, qui exprime une intention de vote dans le sondage et qui est indécise, est prise en compte dans le résultat d'ensemble, alors qu'elle a toutes les chances de s'abstenir à nouveau. Il est évident qu'une partie des indécis virtuels des sondages vont se transformer en abstentionnistes réels le 25 mai prochain. C'est dire le degré d'imprécision qui existe aujourd'hui dans les sondages. Comme le taux d'indécis n'est pas stable selon les partis, il semble que les écologistes et le PS soient pour l'instant sur-représentés, le FN, l'extrême gauche et, dans une moindre mesure, le PC, étant sous-représentés. Preuve de ces difficultés rencontrées, la réapparition de chiffres derrière la virgule dans certains résultats. L'évolution à la hausse ou à la baisse de 0,5 % dans un sondage auprès de 1 000 personnes interrogées laisse rêveur en termes de signification politique quand on sait que la marge d'erreur est de + ou – 2,6 % avec un intervalle de confiance de 10 %.

Il serait temps de réfléchir les sondages comme une science humaine. Il faudrait que les intentions de vote soient accompagnées de questions de comportements électoraux et d'opinion sur la politique. Que ces questions soient prises en compte dans la mise au point de l'équation de correction. Chaque élection doit avoir sa propre équation, car la stabilité des comportements politiques du temps passé est révolue. Sans cela, on risque de recréer un artefact communicationnel moins important certes qu'en 1995 mais tout aussi réel pour ces élections législatives de 1997. Les sondages sont de bons outils de mesure à condition que les sondeurs analysent ce qu'ils mesurent réellement.

Stéphane Wahnich *est directeur de SCP Communication.*

Les inconnus de l'abstention

par Pierre Bréchon

L'INTERVIEW de Françoise Subileau dans *Le Monde* du 6 mai comporte plusieurs affirmations fort discutables. Le premier problème concerne l'évolution de l'abstention dans le temps. Elle compare trois élections législatives (1978, 1986 et 1993) pour aboutir à l'idée que l'abstention a considérablement progressé. Les références me paraissent fallacieuses, car 1978 est une conjoncture de très forte mobilisation. Depuis 1945, il n'y avait jamais eu un taux d'abstention aussi bas à une élection législative.

1986 correspond aussi à une *« élection de combat »*. Si l'on regarde en fait l'évolution de l'abstention sur une longue période, comme je le montre dans *La France aux urnes, cinquante ans d'histoire électorale* (La Documentation française, 1995), on constate que l'abstention d'aujourd'hui est certes élevée mais qu'elle n'a rien d'exceptionnel par rapport au passé. Elle est renforcée par l'augmentation des votes blancs et nuls, qu'on peut effectivement considérer comme une forme d'abstention civique. Ce mouvement s'explique probablement par une montée de l'abstentionnisme antipoliticien et par des conjonctures électorales d'*« apaisement »* qui ne se déroulent pas sur des choix de société alternative.

Deuxième problème : il n'y aurait pratiquement pas en France, selon l'auteur, d'abstentionnisme lié à un déficit d'insertion sociale. Certes, les abstentionnistes sont souvent intermittents. Il y a peu de Français, inscrits sur les listes électorales, qui n'iraient jamais voter. Mais les personnes à insertion sociale problématique se mobilisent rarement pour les élections. On sait par de nombreuses enquêtes électorales que l'abstention est assez nettement liée au niveau de diplôme, à la catégorie sociale et à l'âge : tant qu'ils n'ont pas stabilisé leur situation professionnelle, les jeunes votent peu. L'entrée plus tardive et plus problématique des jeunes dans la vie active contribue certainement à la progression modérée de l'abstention.

L'abstention d'aujourd'hui est certes élevée, mais elle n'a rien d'exceptionnel par rapport au passé

On sait aussi que le fait d'habiter dans une commune de taille restreinte, où l'interconnaissance et le contrôle social sont plus forts, aboutit à une participation électorale plus élevée. Les cartes électorales montrent bien que l'abstention est particulièrement développée dans la France urbaine et industrielle.

Enfin, à l'abstentionnisme par déficit d'insertion sociale, il faut ajouter un abstentionnisme par *« excès d'insertion »*. Je veux parler ici de personnes très insérées dans la vie active, souvent très mobiles sur le territoire et qui sont de fait *« mal inscrites »*. Elles restent inscrites dans leur circonscription d'origine ou là où elles possèdent une résidence secondaire. Elles n'iront voter que pour des élections importantes. Pour ces personnes, l'inscription électorale peut jouer une fonction d'identification territoriale.

Troisième problème : identifier le vote protestataire et l'abstention. Certes, il y a une forte montée des votes de type protestataire, qui refusent les grands partis de gouvernement. Là encore, n'oublions pas le passé. Le vote communiste a pendant longtemps été un vote largement de type protestataire. On parlait d'ailleurs de la « fonction tribunicienne » du Parti communiste. Et la montée des votes pour le Front national et les écologistes peut difficilement être identifiée.

La protestation contre les grands partis peut se faire au nom d'idéologies extrêmement différentes. Je résiste à l'idée d'identifier le fait de ne pas être inscrit ou de ne pas aller voter avec l'expression d'un vote FN, extrême gauche ou écologiste. On ne peut faire comme si les votes protestataires n'avaient aucune coloration idéologique. La montée d'un vote protestataire pose d'ailleurs moins la question de la représentativité des élus que celle du mode de scrutin. Un mode de scrutin proportionnel représenterait les petits partis, au risque de rendre difficile la constitution d'une majorité de gouvernement. Le problème sur lequel bute depuis longtemps notre vie politique est celui de la mise en place d'un mode de scrutin mixte pour les élections législatives.

Pierre Bréchon *est professeur de science politique à l'IEP de Grenoble et chercheur au CIDSP (Centre d'informatisation des données socio-politiques).*

AU COURRIER DU « MONDE »

CANDIDATS SANS ÉTIQUETTE

La loi de financement de la vie politique est une loi juste car – en simplifiant à l'extrême – on peut dire qu'elle permet aux partis de gauche, représentant les « pauvres », de faire la même campagne électorale que les partis de droite qui représentent les « riches ».

Reste que, pour un candidat sans étiquette, c'est toujours la galère. Nous connaissions le suffrage censitaire. Nous avons découvert l'éligibilité censitaire, ainsi définie : sont éligibles les candidats présentés par un parti qui peut réunir les fonds nécessaires à la campagne (grâce aux subventions et remboursement éventuel) et les candidats sans étiquette, qui sont capables, pour être à égalité (?) avec les autres, d'engager un minimum de 300 000 francs.

Il y a donc bien confiscation légale de la vie politique par les partis (...) Nombreux sont les témoignages recueillis qui, tous, vont dans le même sens : des candidats sans étiquette sont nécessaires, pour représenter, dans le débat électoral, la grande quantité d'électeurs qui se déclarent fatigués par la langue de bois et les logomachies artificielles. A-t-on réfléchi, par exemple, aux motivations des abstentionnistes et aux raisons du vote protestataire (souvent extrémiste et souvent antiparlementaire) ?

Il me semble que, pour une plus grande justice électorale, un candidat sans étiquette devrait, lui aussi, dans une certaine mesure, selon des règles à déterminer, bénéficier d'une aide quelconque, qui permettrait une expression politique détachée des partis, sans pour autant multiplier les candidatures de fantaisie.

Paul Rognon
Belfort (90)

هكذا من الأصل

Eternel retour

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

LA PENSÉE a mauvaise presse. On lui impute barbaries et faillites. Aucun film en vogue, aucun livre ou pièce, ne se réclame d'une tradition de l'esprit. Pas un seul candidat aux législatives n'a risqué une citation qui l'inspire. Les gardiens des religions et les chantres des valeurs morales se gardent de préciser leurs lois. Les têtes-de-classe de la méritocratie piquent dans la caisse. Les derniers tabous de l'inceste et du viol d'enfants vacillent. Les vendeurs de violence s'engouffrent dans le créneau de la surenchère aux bas instincts. Tout cela, sans idée derrière, vraiment ?

Il n'y a pas d'exemple qu'une société, même à vau-l'eau, se passe de concepts. Puisque ceux qui régissent notre temps ne s'avouent plus, il faut en chercher trace dans les lapsus de la parole publique, dans ses automatismes, ses fréquences de vocabulaire. Deux mots arrivent en tête du discours dominant, outre l'*« entrée dans le prochain siècle »* et *« dans ce pays »*, qui relèvent de la rengaine-remplissage. Ce sont *nature*, avec ses dérivés – *naturel, naturellement* – et *fort*, tous deux empruntés, comme par hasard, aux prescriptions lancinantes de la publicité.

Le radical *nature* suggère que les mesures de gestion prises ou à prendre ne seraient pas le produit de visions du monde ou de la société, *a fortiori* d'intérêts coalisés, mais qu'elles découleraient directement de lois inscrites dans la création, avec, pour fins dernières, les diverses *mondialisations* ; qu'elles seraient incontournables, sans alternative. Cet emprunt aux modes écologique et commerciale offense le constat que les progrès de civilisation, comme ceux de la médecine, se sont toujours accomplis contre le dogme de la « bonne » *nature*, pas si « bonne » qu'on le dit, plutôt féroce. Quant à l'adjectif *fort*, accolé indistinctement à *messages, signaux, temps, économie, programme, volonté, avenir*, il se veut viril, gagneur, sportif, vendeur, partant indiscutable, lui aussi, sans que puisse être posée à son sujet une question élémentaire : à quoi bon cette vigueur ? Au profit et aux dépens de qui ? (Curiosité réputée bonne pour les *losers*, parasites, rêveurs publiphobes et curetons tiers-mondistes !).

« Pliez-vous aux diktats de la finance ; le social, irréalisable sans elle, viendra ensuite, vous verrez. » Si l'on reconnaît une idéologie à ce qu'elle se donne pour inéluctable, et qu'elle repousse toujours à plus tard ses bienfaits, la pensée économique qui tend à régir la planète sans discussion possible en est bien une, si fort qu'elle s'en défende. Comme les autres, elle repose sur un mensonge. De même que les ressources naturelles ne sont pas inépuisables, il n'est pas vrai, toute immoralité mise à part, qu'un système de compétition qui impose au quatrième de la classe trois ou quatre millions de chômeurs vaudra un jour pour l'humanité entière, que tous les pays seront *naturellement forts*, sans esclave ni victime, sans Vilvorde planétaire à la clef.

Le système resté seul en lice après la Chute-du-Mur répand une illusion aussi énorme que le rêve soviétique : que les idées auraient cessé de mener le monde, qu'il n'en suivrait aucune, autre que l'inattaquable « liberté pour tous ». La condition obligée de cette liberté, le saint Marché, ne serait pas une construction de l'esprit, puisque sans nom d'auteur ; il s'agirait d'une donnée de fait, aussi fatale et providentielle qu'une physiologie. Le libéralisme universel n'accomplit-il pas, au contraire, l'... *Eternel retour* – et sans retour, cette fois ! – d'une idéologie increvable, où certains totalitarismes ont trouvé leur alibi, sinon leurs sources : la *Volonté de puissance* de Nietzsche, pour qui déployer sa force et exploiter les faibles est un devoir béni, parce que tiré de la *nature* (déjà !), inhérent à la vie, moteur de l'Histoire ?

Et si la lettre de licenciement avait remplacé la lettre de cachet, qui ne fut pas pour rien dans l'explosion de 1789 ? Si la politique continuait de s'expliquer par des intérêts de classe, malgré les dénégations partout reprises, y compris par ceux qu'elle écrase ? Si le chômage applaudi par les financiers commettait plus de crimes que quelques pervers et quelques films débiles, dont les médias s'enchantent, en feignant d'en être horrifiés ?

Les manipulations modernes du langage rendent plus que jamais difficile d'appeler les choses par leur nom ; et plus évident que, en nommant mal les choses, on ajoute au malheur des hommes.

La danse des G 7 voiles

par Ronald Searle



Le parler faux de l'ultra-libéralisme

Suite de la première page

Après les attaques vives des premiers jours de campagne, le PS a préféré en revenir à un positionnement plus modéré : il n'était, de toute façon, pas très commode d'entamer une croisade antilibérale alors que pèse le souvenir des septennats mitterrandiens en toile des fond des années 80, ces *« années fric »* que tout le monde voudrait aujourd'hui oublier.

Quant à la droite, entendre une partie d'entre elle affirmer que le libéralisme débridé est le meilleur moyen de résorber le chômage et l'exclusion est un peu difficile à admettre. Le libéralisme *relooké* en monétarisme par Milton Friedman et l'école de Chicago n'a certainement pas pour première préoccupation le chômage – selon cette doctrine, chaque société connaît un taux de chômage « naturel », dont il faut s'accommoder – et encore moins l'exclusion. Les thèses de Milton Friedman ont trouvé un terrain d'application privilégié dans le Chili du général Pinochet et il est curieux qu'il faille encore rappeler que le *« laissez faire-laissez aller »*, appelé explicitement de ses vœux par Alain Madelin, aboutit inéluctablement à la victoire du fort, à l'écrasement du faible.

De même, l'annexion de la décentralisation par les ultralibéraux de la majorité est pour le moins abusive : la décentralisation consiste à transférer des responsabilités de l'Etat à des acteurs publics plus proches du terrain. Elle n'est en aucun cas un transfert du public au privé. Bien au contraire, les collectivités locales sont très interventionnistes – dans les limites qui sont les leurs – pour soutenir l'activité économique.

Une partie de la droite, dont Philippe Séguin est le porte-parole le plus flamboyant, a conscience des méfaits des outrances libérales. Mais une autre frange de la majorité se retrouve dans les préoccupations d'Alain Madelin. C'est pourquoi MM. Chirac et Juppé, faute de pouvoir choisir, tiennent l'un et l'autre discours. Au risque d'un effet dévastateur sur une opinion déjà échaudée par les fausses évidences de raisonnements, inspirés en fait par l'orthodoxie libérale.

Il n'y a pas si longtemps qu'au plus fort de la vague libérale, le traité de Maastricht leur était présenté comme un instrument de lutte contre le chômage. Aujourd'hui, tout le monde rejoint peu ou prou Philippe Séguin pour juger, quitte à ne pas le dire trop fort, que dans ce traité, *« on a oublié l'emploi »*. Toujours à propos de l'Europe, combien de fois n'a-t-on pas expliqué aux Français – à juste titre – qu'il fallait construire un marché sans barrières intérieures, pour peser face au reste du monde ? Mais ce marché unique à peine construit, l'horizon serait désormais celui d'une « mondialisation » qui imposerait de renoncer aux spécificités du modèle européen, notamment en matière sociale.

La mondialisation est ainsi instrumentalisée, agitée comme un épouvantail, par une partie de la droite et du patronat – pour justifier la remise en cause des acquis sociaux – et par le Front national, pour réveiller les peurs dont il fait son miel. Cette mondialisation s'incarne dans la concurrence des *« dragons »* asiatiques, constamment mise en avant, en s'abstenant le plus souvent de rappeler que ces *« dragons »* ne menacent, aujourd'hui, qu'un nombre très faible d'emplois : les importations de la France en provenance de l'ensemble des pays d'Asie dits *« en développement rapide »* (qui incluent à la fois les *« dragons »* et la Chine) représentent moins de 7 % du total de nos importations, nos exportations à destination de ces pays moins de 6 %.

Les mêmes « oublient » que les échanges de la France se font pour plus de 60 % avec les pays de l'Union européenne : l'intensification des échanges intracommunautaires était précisément l'une des justifications essentielles de la construction européenne. Bref, comment l'électeur n'aurait-il pas l'impression que les gouvernants ne sont pas à la hauteur de leurs responsabilités ?

Jean-Marie Le Pen, malheureusement, a raison de dire que tant que les Français auront le sentiment que la classe politique est impuissante à agir sur le cours des choses, son parti se portera bien. Les apprentis sorciers de l'ultralibéralisme, dans la majorité, sont ainsi pris à leur propre piège : on ne peut pas répéter – comme, l'a encore fait le 16 janvier, Yves-Thibault de Silguy, ancien du cabinet d'Edouard Balladur à Matignon devenu commissaire européen – que *« ce sont les marchés qui, de plus en plus, dirigent les gouvernements, contrairement à ce que l'on croit souvent en France »* et s'étonner que les électeurs se demandent à quoi bon voter pour les partis classiques de gouvernement. Les « affaires » et la corruption sont d'autant plus mal supportées qu'elles interviennent dans ce contexte d'impuissance affichée des politiques.

Le « discrédit » de la politique n'est pas une fatalité. Il n'est peut-être pas sans rapport avec la diffusion d'une vulgate ultralibérale qui, en détrônant le politique, mine sa légitimité.

Jean-Louis Andreani

Le Monde
21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http ://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Ankara s'éloigne de l'Europe

TOUT Etat est en droit de se protéger contre le terrorisme, la Turquie comme les autres, aux prises depuis 1984 avec la lutte armée que mènent dans l'est du pays les militants kurdes du PKK. Cela étant, la communauté internationale ne peut éternellement se satisfaire de l'invocation de ce principe par Ankara pour justifier tout à la fois le maintien de l'est du pays sous une loi militaire répressive et les interventions répétées de l'armée turque au-delà des frontières.

Les opérations militaires turques en Irak sont devenues depuis quatre ans une sorte de rituel de printemps. A chaque fois, les effectifs engagés sont énormes ; on parle cette fois-ci de 25 à 50 000 hommes. Dans une région fermée à la presse, aucun bilan indépendant n'est jamais dressé de ces interventions, en dehors du nombre – sujet à caution – de combattants du PKK que l'armée turque se vante d'avoir éliminés. La répétition même de ces opérations incite à penser que, du strict point de vue militaire, elles manquent d'efficacité : chaque fois, il s'agit d'éliminer définitivement les bases à partir desquelles le PKK lance ses opérations en Turquie, et, chaque fois, il faut recommencer.

L'armée turque mène l'opération avec les hommes de Massoud Barzani, un des clans kurdes irakiens, qu'elle envoie en première ligne et auxquels elle apporte le soutien de son aviation et de son artillerie. Cela ne changera rien : la Turquie n'aura pas raison de son problème kurde tant qu'elle le réduira à un pur problème terroriste et ne lui opposera pas d'autre solution que militaire. Le problème n'a fait que s'aggraver ces dix dernières années, en dépit des moyens militaires et policiers engagés. Il sera le même ou pire dans dix ans si l'on se refuse à l'aborder en termes politiques, et la Turquie continuera à regarder, frustrée, vers une Europe qui entre-temps se sera détournée d'elle.

C'est par la question kurde que l'armée détient dans la vie politique turque un pouvoir exorbitant qui exclut ce pays des normes européennes. La classe politique, incapable de dégager de ses rangs un gouvernement fort et respecté, contribue à cette dérive. Le résultat, c'est qu'aujourd'hui l'état-major assume non seulement une partie de la politique intérieure de la Turquie (le maintien de l'ordre dans l'Est), mais aussi une partie croissante de sa politique étrangère. Le rapprochement ostentatoire de l'armée turque avec Israël est à cet égard significatif. Il vise, entre autres, à montrer que c'est l'armée qui gouverne et pas le premier ministre Necmettin Erbakan, issu d'un parti islamiste. Mais il risque d'avoir aussi des effets secondaires peut-être mal appréciés par des généraux dont la diplomatie n'est pas le métier. La coopération militaire turco-israélienne exaspère la Syrie, qui, à coup sûr, y répondra en réarmant le PKK et en le remettant sur pied, quels que soient les dommages qui lui sont actuellement infligés. La boucle, une fois de plus, sera bouclée.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance

IL Y A 50 ANS, DANS **Le Monde**

La vie des camps

TOUT est dit sur l'atrocité des camps de concentration allemands, et tout est déjà oublié pour beaucoup de ceux qui n'y sont pas allés ; mais le sujet reste à plus d'un égard d'importance. On veut savoir ce que des hommes sont capables de souffrir, et à quel degré d'ignominie seront descendus les bourreaux. Il y a lieu de savoir aussi ce que les survivants ont pu apprendre dans ces geôles et comment ils s'y comportaient, car rien n'assure que ces camps ne renaîtront pas.

Voici un livre-clé d'une des folies de l'époque : *Les Jours de notre mort*, de David Rousset, où l'auteur, sous forme de roman, nous peint, en témoin, en observateur, en acteur, et par la suite en enquêteur, la vie effarante des camps, ayant été lui-même détenu à Buchenwald. David Rousset n'a fait de son livre un roman que pour la commodité de son récit, la présentation de ses personnages : les faits, les choses et les gens sont authentiques.

Lucide au milieu des tourments, David Rousset a fait mieux que bien voir les choses : il en a pénétré le mécanisme et démonté la prodigieuse organisation de destruction systématique voulue par les nazis dans ces gigantesques prisons. Il a su aussi observer et mettre en relief, en contrepartie, l'extraordinaire organisation secrète de la défense des prisonniers, dans ce monde à part où par centaines de milliers, par millions, durant des années, gardiens et captifs ont cohabité, dans la haine, en face de la mort, à l'intérieur des blocks et des barbelés électriques.

Émile Henriot
(21 mai 1947.)

FINANCE Rolf Breuer devait être nommé, mardi 20 mai, à la tête du directoire de la Deutche Bank en remplacement de Hilmar Kopper, qui prendra la présidence du conseil de surveillance. ● HILMAR KOPPER, en place depuis sept ans, a engagé une transformation de la première banque privée allemande. Il a rationalisé le réseau, fermé des succursales et implanté l'institution dans les nouveaux Länder. ● L'INTERNATIONALISATION fut sa priorité, les effectifs hors d'Allemagne passant de 14 300 à plus de 24 500 personnes en quatre ans. ● LE CAP a été résolument mis sur la banque d'investissement, avec le rachat de la banque d'affaires britannique, Morgan Grenfell en 1989. ● DES SCANDALES sont venus entacher cette stratégie et affaiblir les résultats de la banque. De vives critiques ont été émises sur la surveillance des participations immobilières et industrielles.

La Deutsche Bank doit redéfinir sa place dans le capitalisme germanique

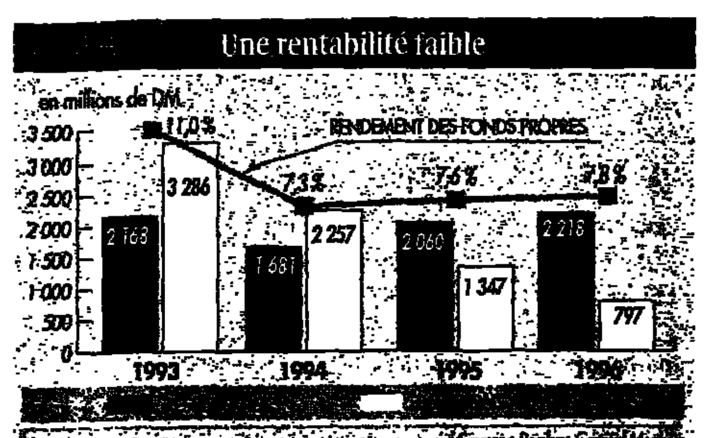
Rolf Breuer, nommé à la tête du directoire de l'établissement, annonce qu'il va redéployer à l'étranger la moitié du portefeuille de participations. Il devra démontrer que les rôles de banque d'investissement et de banque commerciale ne prêtent pas à confusion

COLOGNE
correspondance

Le « septennat » d'Hilmar Kopper à la tête de la Deutsche Bank avait commencé dans la tourmente ; il s'achève, mardi 20 mai, par une transition en douceur. Le départ du président du directoire, sa nomination à la présidence du conseil de surveillance et l'identité de son successeur, Rolf Breuer, sont connus depuis octobre dernier. Le nouveau patron de la plus importante banque allemande a eu le temps de se familiariser avec les dossiers chauds du moment et avec l'opinion publique. En novembre 1989, M. Kopper avait pris ses fonctions dans des circonstances autrement plus dramatiques : un commando de la Fraction armée rouge venait d'assassiner son prédécesseur, Alfred Herrhausen. Le mur de Berlin était tombé trois semaines plus tôt.

Rolf Breuer devra poursuivre la stratégie d'internationalisation de la banque entammée par son prédécesseur. *« Nous sommes une banque européenne »*, a-t-il déclaré en annoncant que le portefeuille de participations de la banque est trop concentré sur des entreprises allemandes, ce qui lui coûte environ 50 % de taxes sur les plus-values. Il devra être réparti pour moitié sur des valeurs étrangères, a expliqué M. Breuer, sans donner de date. La Deutsche Bank possède des participations estimées à 30 milliards de marks dans les groupes allemands (Daimler Benz, Continental, Allianz...).

En un peu plus de sept ans, Hilmar Kopper a *« révolutionné »* l'institut. Son bilan déclenche des commentaires positifs sur le fond mais plus réservés quant à la manière. Certains observateurs ont interprété son retrait volontaire comme l'indice d'une certaine tension au sein de la banque. *« Il a orienté la banque comme il faut sur le plan stratégique, mais a été malheureux dans la présentation des choses au public »*, estime Dieter Hein, analyste à la BHF Bank.



La première banque allemande devra améliorer sa rentabilité. Ses profits ont été entamés ces dernières années par une série de déboires dans l'immobilier et l'industrie.

SE RAPPROCHER DES CLIENTS

M. Kopper a mené de front la restructuration de la banque et son internationalisation, notamment autour des activités d'investissement. La Deutsche Bank a entrepris de rationaliser son réseau pour mieux se tourner vers l'étranger. Les effectifs hors d'Allemagne sont passés en quatre ans de 14 300 à plus de 24 500 personnes (sur un peu plus de 74 000). Dans le même temps, un bon millier de succursales étaient fermées alors que la Deutsche Bank parvenait à s'implanter dans l'ancienne RDA. La banque directe et l'ouverture de guichets dans les grandes surfaces tentent désormais de répondre aux besoins de la clientèle moderne. L'institut, quoique moins rentable que ses concurrents anglo-saxons, engrange des résultats records (2,2 milliards de deutschemarks de bénéfices en 1996).

Une importante réforme de structures a été engagée afin de se rapprocher des clients et d'accélérer les décisions. Quatre divisions autonomes (particuliers, entreprises et institutionnels, banques d'investissements et services internes) ont été créées pour mettre fin à un système très pyramidal et permettre au directoire de se concentrer sur les grandes orientations.

Le cap a été résolument mis sur la banque d'investissement, avec le rachat de la banque d'affaires britannique Morgan Grenfell en 1989. Plusieurs dizaines de milliards de deutschemarks auraient été investis dans cette filiale, ces dix dernières années. La méthode est déterminée, sinon brutale (embauche à prix d'or de spécialistes de la City londonienne), mais l'objectif du groupe est de figurer parmi les trois premiers acteurs mondiaux.

En Allemagne, M. Breuer devra redonner confiance dans l'institution. Sa crédibilité a été entamée par les scandales à répétition qui ont impliqué les grandes banques ces dernières années : faillite du groupe Metallgesellschaft en 1993, celle du fabricant de machines-outils Klöckner-Humboldt-Deutz en 1996, pertes records de Daimler-Benz en 1995, effondrement du promoteur immobilier Jürgen Schneider...

UNE PERSONNALITÉ ÉLÉGANTE

La rigueur et la clairvoyance du système de surveillance des banques sur leurs participations ont été fortement critiquées. L'opinion publique allemande a été d'autant plus émue que M. Kopper avait qualifié de *« peanuts »* les 50 millions de deutschmarks d'impayés laissés par M. Schneider auprès de PME du bâtiment. L'expression dédaigneuse lui collera à la peau.

La personnalité élégante et le caractère affable de M. Breuer, qui tranchent avec la carrure massive et la rudesse de son prédécesseur, l'aideront à combler ce déficit d'image. Mais d'un point de vue stratégique, la continuité l'emportera. *« La politique de la banque ne devrait pas être modifiée, plutôt légèrement accentuée »*, prévoit un analyste. Le nouveau président entend parachever le développement des activités d'investissement dont il avait auparavant la charge, à un moment où leur intégration coûte cher et pose de sérieuses questions. Car deux affaires récentes ont, selon un analyste, *« écorné la réputation de la banque sur ce marché »*.

A l'automne dernier, la gestion frauduleuse de fonds de placement par des cadres londoniens de la Deutsche Morgan Grenfell a causé un manque à gagner de 1,2 milliard de deutschemarks, la somme provisionnée, entre autres, pour dédommager les quelque 180 000 investisseurs lésés. La maison mère a dû licencier les coupables et revoir le contrôle de sa filiale. Dans la foulée, l'agence Moody's a revu à la baisse la note attribuée à la banque.

Plus récemment, la tentative du sidérurgiste Krupp d'absorber Thyssen contre son gré a provoqué une vaste mobilisation antibancaire. Des manifestants sont venus défiler devant le siège de l'établissement à Francfort, craignant les suppressions d'emplois, mais dénonçant aussi un mélange des intérêts, la banque siégeant au conseil de surveillance des deux concurrents. En clair, le rôle de *Hausbank*, qui mêle prise de participation et conseils, et qui est central dans le capitalisme germanique, est mis en cause pour la première fois. La gestion de ces dilemmes risque d'occuper beaucoup M. Breuer.

Philippe Ricard

Un secteur trop peu concentré

Les rumeurs de fusions et acquisitions dans le secteur bancaire allemand sont reparties de plus belle en fin de semaine dernière. A la Bourse de Francfort, les titres des grandes banques ont connu une forte hausse, vendredi 15 mai : un journal avait annoncé, dans la matinée, que la Bank Gesellschaft Berlin *souhaitait reprendre la BHF Bank*. L'information a aussitôt été démentie mais a relancé les spéculations qui agitent la branche depuis de nombreux mois. La semaine passée, la Bank Gesellschaft Berlin et la Nordedeutsche Landesbank ont précisé leur projet de fusion. La nouvelle entité *figurerait parmi* les *cinq premiers* allemands.

Avec 3 600 institutions, le paysage bancaire allemand reste un des plus morcelés du continent. Une vague de concentrations permettrait de réduire les coûts au moment où les professionnels s'attendent à une concurrence croissante avec l'introduction de la monnaie unique.

La remontée du yen face au dollar s'accélère

IL Y A QUELQUES SEMAINES à peine, la faiblesse du yen inquiétait les responsables monétaires internationaux. C'est aujourd'hui sa vigueur qui sème le trouble sur les marchés financiers. La devise japonaise est montée, mardi matin 20 mai, sur la place de Tokyo, jusqu'à 112,98 yens pour un dollar, son cours le plus élevé depuis cinq mois vis-à-vis du billet vert. Par rapport au 1er mai, date à laquelle *la monnaie nippone avait coté* 127,50 yens, elle a regagné 11,3 % de sa valeur face à la devise américaine. Le yen progressait aussi vis-à-vis des monnaies européennes. Il s'échangeait mardi matin à 66,48 yens pour un deutschemark, son niveau le plus haut depuis le mois de septembre 1995

Les opérateurs ont réagi aux déclarations, lundi après-midi, du secrétaire d'Etat américain au Trésor, Robert Rubin, selon qui un accroissement des surplus commerciaux japonais constituerait *« un très sérieux problème »*. Il commentait l'annonce d'une hausse de 164 %, sur un an, de l'excédent commercial nippon en avril. Un yen faible a pour conséquence de favoriser les exportations des entreprises japonaises. M. Rubin a exhorté les autorités nippones à accélérer le programme de déréglementation et d'ouverture de leur économie afin de soutenir la demande interne dans l'archipel. C'est ainsi que le Parlement japonais a adopté, vendredi 16 mai, une loi libéralisant les opérations de change, première étape d'une vaste réforme des marchés financiers de l'archipel.

Les anticipations de hausse des taux au Japon favorisent aussi le mouvement d'appréciation du yen. Dans son édition de mardi, le journal japonais *Yomiuri* a affirmé que le Parti libéral-démocrate va proposer au premier ministre, Ryutaro Hashimoto, de relever dès le mois de juin le niveau de l'escompte, qui est fixé à 0,5 % depuis septembre 1995. Une telle décision rendrait les dépôts libellés en yens plus attractifs. *En* raison des très faibles rémunérations proposées au Japon, les investisseurs internationaux préfèrent, pour l'instant, placer leurs capitaux aux Etats-Unis ou en Europe (les rendements à trois mois s'établissent respectivement à 5,80 % et 3,10 % à New York et à Francfort contre 0,5 % seulement à Tokyo). Cette situation mécontente aussi les ménages japonais, qui disposent d'une épargne financière très abondante mais stérile.

La reprise de l'économie nippone justifierait une hausse du taux d'escompte. *Malgré les mesures* de rigueur budgétaire prises par le gouvernement et malgré les difficultés persistantes du système bancaire, le Japon semble avoir retrouvé, après plusieurs années de surplace, le chemin d'une croissance soutenue. La progression du *produit intérieur brut pourrait atteindre* 2,2 % cette année selon les prévisions du Fonds monétaire international.

Pierre-Antoine Delhommais

Oracle rachète une filiale de Netscape

LE GROUPE AMÉRICAIN Oracle poursuit sa politique de diversification, d'une informatique professionnelle – les logiciels de gestion des bases de données pour les entreprises – vers une informatique plus grand public, dans laquelle le réseau Internet devrait occuper un rôle central. Lundi 19 mai, la firme dirigée par Larry Ellison a annoncé la prise de contrôle de Navio Communications, filiale de l'éditeur de logiciels Netscape. L'opération se fera par échange d'actions. Oracle apportera sa propre filiale Network Computer Inc. (NCI), dont le nom sera donné à la nouvelle entité issue de cette fusion. Le montant de l'opération n'a *pas été communiqué. La direction d'Oracle s'est* contenté d'indiquer qu'elle devra provisionner 60 millions de dollars (345 millions de francs) sur ses comptes, dont la moitié sur son trimestre fiscal s'achevant en août.

Créée en août 1996 par Netscape, qui détient un peu moins de 50 % de son capital, Navio Communications est une société spécialisée dans le développement de logiciels d'accès au réseau Internet à partir de terminaux autres que les ordinateurs personnels : décodeurs pour téléviseurs, téléphones, appareils de radiomessagerie, jeux vidéo...

Cette expertise devrait, selon les analystes, conforter les efforts d'Oracle pour faire émerger son concept d'ordinateur de réseau : le « network computer », ou « NC » doit être, selon M. Ellison, un terminal moins complexe et moins coûteux que l'actuel ordinateur personnel, permettant à son utilisateur d'accéder aux informations dont il a besoin à travers le réseau Internet. La société Network Computer Inc. a d'ailleurs été créée en 1996 par Oracle afin de développer des logiciels adaptés à ces ordinateurs de réseau.

RÉPLIQUE À MICROSOFT

La fusion-acquisition annoncée par Oracle et Netscape est également considérée par les analystes comme une réplique à Microsoft. Après avoir tardé à *prendre la mesure du développement de l'utilisation* d'Internet, la firme de Bill Gates, qui domine avec ses logiciels le secteur des ordinateurs personnels – son système d'exploitation Windows est installé sur plus de 80 % des machines vendues dans le monde –, multiplie *depuis plusieurs mois les initiatives sur ce terrain*. Elle a annoncé le mois dernier l'acquisition, pour 425 millions de dollars (2,4 milliards de francs), de la société WebTV Network, qui développe un système d'accès au réseau internet à partir des téléviseurs. Mieux, Microsoft va même commercialiser, début 1998, un terminal Windows qui s'apparente à l'ordinateur de réseau d'Oracle.

Philippe Le Cœur

Nouveau projet de fusion dans les banques italiennes

UNE NOUVELLE ÉTAPE se profile dans la nécessaire concentration du secteur bancaire italien (*Le Monde* du 23 avril). La première caisse d'épargne de la Péninsule, la Cassa di Risparmio delle provincie *lombarde, plus connue sous le* nom de Cariplo, a annoncé son intention d'ouvrir des négociations avec le Banco Ambrosiano Veneto (Ambroveneto) en vue d'une alliance stratégique de grande ampleur. La décision a été prise à l'unanimité, lundi 19 mai, par le *conseil de la Fondation Cariplo*, qui contrôle la caisse d'épargne. Le rapprochement des deux établissements donnerait naissance à la deuxième banque du pays, avec un total de bilan de 252 000 milliards de lires (850 milliards de francs) et une réseau de 2 000 agences, le *plus développé d'Italie*.

Les deux banques sont représentées dans la plupart des grandes places étrangères, et Ambroveneto compte le Crédit agricole parmi ses actionnaires. L'opération était dans l'air depuis plusieurs semaines. Le président d'Ambroveneto, Giovanni Bazoli, avait ainsi déclaré lors de l'assemblée générale de la banque le 29 avril, qu'un tel projet lui paraissait *« excellent »* compte tenu des complémentarités géographiques des deux établissements. Aucun schéma de rapprochement n'est encore précisément défini. *« Les démarches importantes commencent maintenant »*, a déclaré Giuseppe Guzzetti, le président de la fondation de la caisse d'épargne lombarde.

ÉCART DE RENTABILITÉ

Salué par les analystes financiers, qui attendaient depuis longtemps une concentration de cette ampleur, le projet de rapprochement de la quatrième et de la cinquième banque italiennes en terme de résultats n'ira pas sans difficulté. L'écart de rentabilité entre les deux établissements est en effet sensible, Ambroveneto affichant un rendement sur fonds propres de 9 % en 1996, neuf fois supérieur à celui de Cariplo. La caisse d'épargne *« a beaucoup d'opérations bancaires dans le sud du pays qui continuent à perdre de l'argent »*, constate Simonetta Bono, analyste au sein de la société de Bourse milanaise AFV Sim.

L'opération fait un grand déçu, la Banca Commerciale Italiana (Comit). *Forte d'un trésor de* guerre de plus de mille milliards de lires, celle-ci avait proposé à Cariplo un projet concurrent de celui d'Ambroveneto. Dans un communiqué diffusé lundi 19 mai, la Comit a encore rappelé son intérêt *« pour une combinaison avec Cariplo dans le cadre de sa privatisation »*, une dernière tentative pour séduire les administrateurs de la fondation de la caisse d'épargne lombarde. Mais elle devra trouver une autre cible.

Sophie Fay
avec AFP et Bloomberg

Le sud-coréen Samsung prépare son entrée sur un marché de l'automobile déjà saturé

Le groupe consacre 32 milliards de francs par an à cette diversification

C'est en 1995 que Samsung a décidé de se lancer dans l'automobile. Ses premières voitures, construites grâce à un accord technologique avec le japonais Nissan, sortiront en mars 1998. Son ambition : figurer parmi les dix premiers constructeurs mondiaux en 2010. L'arrivée de ce nouveau concurrent pourrait accélérer les regroupements entre Sud-Coréens, qui continuent tous à investir massivement alors que le marché s'essouffle.

TOKYO
correspondance

Le compte à rebours a commencé pour Samsung Motors. Le nouveau constructeur automobile, filiale du *chaebol* coréen, lancera sa première voiture dans moins d'un an. Achevée en septembre 1996, l'usine de Pusan, d'une capacité initiale de 240 000 véhicules par an, subit les derniers tests et sera bientôt opérationnelle. Le pari est osé : Samsung est quasiment parti de zéro et arrive sur un marché saturé où la concurrence est impitoyable.

L'investissement effectué par le *chaebol* pour se lancer dans l'automobile est colossal : 5,5 milliards de dollars (32 milliards de francs) par an entre mars 1995, date de création de Samsung Motors, et 2002, soit 38,5 milliards de dollars (220 milliards de francs) en tout. La production initiale sera de 80 000 véhicules d'un seul modèle, dont le nom n'est pas encore connu. Samsung Motors lancera ensuite une gamme complète de véhicules et vise une production de 500 000 unités en 2002. *« Notre ambition est de faire partie des dix premiers constructeurs mondiaux en 2010. Nous produirons alors plus d'un million de véhicules »*, explique Kim Jay, un porte-parole de Samsung Motors. Il a fallu fournir une formation complète aux employés : *« C'était une des conditions imposées par le gouvernement lorsqu'il a autorisé Samsung à entrer dans le secteur automobile »*, ajoute M. Kim. Samsung fabrique des camions depuis 1994.

Samsung Motors a signé un accord de transfert de technologie avec le japonais Nissan. Près de deux cents ingénieurs de la firme japonaise sont déjà en place à Pusan, et ceux de Samsung ont été formés au Japon. La voiture qui sortira de l'usine en mars 1998 a été conçue sur le modèle de la Maxima de Nissan. *« Contrairement à Daewoo, qui a démarré avec une technologie datée lors de l'accord avec General Motors, Samsung bénéficie dès le départ d'une technologie de pointe »*, note Pierre Finas, directeur du Crédit lyonnais à Séoul. Samsung Motors sera notamment le premier constructeur coréen à utiliser un bloc-moteur en aluminium. *« L'accord avec Nissan se limite pour l'instant au transfert de technologie. Peut-être nous rapprocherons-nous dans l'avenir : il sera difficile pour un constructeur automobile de survivre seul au XXIe siècle »*, reconnaît Kim Jay.

> « Samsung est fort en électronique : c'est un avantage certain quand 30 % des pièces entrant dans la fabrication d'une voiture sont des composants électroniques »

Lorsque le groupe Samsung a décidé, en 1994, de se lancer dans l'automobile, la demande intérieure était forte. De 1985 à 1996, la production a crû de 18,2 % par an, selon la KAMA (l'Association des constructeurs automobiles coréens) : la Corée produit maintenant 7,4 fois plus de voitures qu'en 1985. Aujourd'hui, le marché est saturé. Les analystes prévoient, au mieux, une croissance de 2 % à 3 % pour les prochaines années. Or, les constructeurs coréens continuent d'augmenter leur production. Kim Woo-choong, le président du groupe Daewoo, a profité du Salon de l'auto de Séoul, qui s'est tenu du 24 avril au 1er mai, pour présenter à la presse étrangère sa toute nouvelle usine de Kunsan. Daewoo Motors a l'ambition de faire partie des dix premiers constructeurs mondiaux d'ici trois ans, avec une production de 2,5 millions de voitures, soit 25 % de plus que ce qui était prévu initialement : *« La concurrence va être féroce, mais dans cinq ans les survivants seront parmi les premiers mondiaux en termes de compétitivité »*, a-t-il déclaré. Quelques mois plus tôt, Hyundai, le numéro un coréen, avait inauguré la plus grosse usine du monde de véhicules commerciaux.

De 2,8 millions d'unités en 1996 (cinquième place derrière la France), la production coréenne atteindrait plus de 7 millions d'unités en l'an 2000, si l'on en croit les prévisions des constructeurs. Un pari jugé irréaliste par certains analystes. L'âpreté de la bataille et l'ampleur des investissements ont détérioré la structure financière des groupes. Kia, numéro deux coréen de l'automobile, et seul des quatre constructeurs à ne pas faire partie d'un *chaebol*, et Ssangyong Motor, spécialiste du 4 × 4, connaîtraient des difficultés croissantes. Le premier a vu ses résultats nets diminuer de 40 % en 1996. Le second, après quatre années de pertes et une dette équivalente à 20 milliards de francs à fin 1996, a annoncé au mois d'avril un plan de restructuration. Des rumeurs avaient, par le passé, attribué à Samsung le projet de racheter Kia ou même Ssangyong. La plupart des analystes s'accordent à dire que des regroupements sont inévitables. La montée en puissance de Samsung pourrait les accélérer.

Chez Samsung Motors, l'optimisme est de mise : le constructeur ne bénéficie-t-il pas de l'appui financier et du savoir-faire des sociétés du groupe ? Le deuxième conglomérat du pays représente à lui seul près de 10 % du PIB coréen. *« Samsung est fort en électronique : c'est un avantage certain quand 30 % des pièces entrant dans la fabrication d'une voiture sont des composants électroniques. Et puis, en commençant les derniers, nous ne prendrons pas de mauvaises habitudes »*, estime Kim Jay. Le prestige de la marque Samsung, dont l'image privilégie depuis 1993 la qualité et l'excellence, est un autre point fort. A l'instar de ses concurrents, Samsung entend vendre hors de Corée : 30 000 unités devraient être exportées dès 1998.

Brice Pedroletti

Des ambitions mondiales

Les constructeurs sud-coréens, qui ont exporté 1,2 million de véhicules en 1996, construisent aussi des usines un peu partout dans le monde. Daewoo Motor, le plus agressif d'entre eux, s'installe en Inde, en Asie du Sud-Est, en Ouzbékistan et en Europe de l'Est. En Pologne, il a repris le constructeur FSO et devrait y investir 12,5 milliards de francs d'ici à l'an 2001. En Ukraine, il pourrait s'allier à General Motors pour reprendre AvtoVaz.

Hyundai Motor, le numéro un sud-coréen, est implanté dans plus de dix pays et attend le feu vert pour une nouvelle usine au Vietnam. Kia, très présent en Asie du Sud-Est, a remporté le projet de voiture nationale indonésienne, la Timor. Sur les marchés occidentaux, les constructeurs sud-coréens souffrent encore d'une image négative. Leurs exportations aux Etats-Unis ont diminué depuis 1988. En Europe, ils espèrent se faire connaître sur le marché des 4 × 4. Kia a trouvé un partenaire pour en produire en Allemagne et, selon la presse italienne, Ssangyong aurait décidé de faire de même dans la péninsule.

GEC-Alsthom reprendrait les chantiers Leroux et Lotz

NANTES
de notre correspondant

GEC-Alsthom, la maison mère des Chantiers de l'Atlantique, pourrait reprendre Leroux et Lotz. Les discussions engagées depuis plusieurs mois sont à un stade avancé. A l'origine spécialisé dans la sous-traitance industrielle pour les arsenaux, Leroux et Lotz s'est diversifié depuis dix ans dans la construction navale en prenant le contrôle de plusieurs petits chantiers. Sa division navale a dégagé environ 900 millions de francs de chiffre d'affaires en 1996 sur un total de 1,2 milliard de francs. Basé à Nantes, ce groupe familial emploie 1 200 personnes dans l'Ouest. Il dispose d'un bureau d'études à Paris issu de l'ex-Société française de construction navale, et de trois principaux sites d'assemblage de navires à Dieppe, Saint-Malo et Lorient.

Leroux et Lotz, qui s'est fait une spécialité des navires complexes de moins de cent mètres, a notamment développé la gamme dite des « Corsaire », c'est-à-dire des navires à grande vitesse (NGV), réduisant par deux, par rapport aux car-ferries traditionnels, le temps de transport des passagers et des voitures sur les courtes distances. Mais le développement de ce savoir-faire technique lui a coûté cher. Malgré une réorganisation interne engagée depuis deux ans et une réduction des effectifs, Leroux et Lotz a accumulé les pertes qui l'ont obligé à chercher un groupe puissant auquel s'adosser. Le ministère de l'industrie, qui avait bloqué un rapprochement avec l'arsenal de Lorient, a soutenu le rapprochement avec les Chantiers de l'Atlantique.

En novembre, Leroux et Lotz avait déjà signé un accord commercial et technique avec le groupe de Saint-Nazaire. Le fait que l'opération de rapprochement se réalise avec GEC-Alsthom et non directement avec les Chantiers de l'Atlantique, laisse à penser qu'elle sera délicate sur le plan social. Le chantier nazairien est lui-même engagé dans un plan de réorganisation pour ramener l'effectif de 4 200 à 3 000 personnes.

Adrien Favreau

Vers la fin de la grève des contrôleurs de la SNCF

LES CONTRÔLEURS, en grève depuis le 14 mai, ont voté pour la reprise du travail, lundi 19 mai, à Lille, Reims, Paris Sud-Est (Gare de Lyon), Lyon, Chambéry, Bordeaux, Toulouse et Avignon. Mais la grève se poursuit à Clermont-Ferrand, à Béziers et Narbonne. A Strasbourg, où une assemblée des contrôleurs était prévu mardi, la tendance était à la reprise. La direction de la SNCF a annoncé, mardi 20 mai, un trafic ferroviaire *« normal »* sur l'ensemble du réseau. Elle prévoit néanmoins quelques perturbations dans les TER à Montpellier (un train sur quatre) et Clermont-Ferrand (un train sur deux).

La CGT, la CFDT, la CFTC et Sud-Rail, qui avaient appelé au mouvement de grève la semaine dernière, soulignent que la reprise *« se fait dans la morosité »*. La CGT et la CFDT ont demandé la tenue de négociations nationales sur l'avenir de la profession de contrôleur. De son côté, Sud-Rail envisage de faire *« évoluer »* la protestation vers une action *« trains gratuits »*.

DÉPÊCHES

■ **LA REDOUTE : le groupe français de vente par correspondance (VPC)** a acquis 75 % du groupe scandinave Ellos, numéro un de la VPC dans les pays nordiques. Basé en Suède, Ellos, qui emploie 1 400 personnes, devrait réaliser en 1997 un chiffre d'affaires VPC supérieur à 2,1 milliards de francs.

■ **BELGACOM : la direction de l'exploitant téléphonique belge** a demandé à l'Etat belge, qui détient 50,1 % du capital, de céder son contrôle sur le groupe à travers une offre publique de vente en Bourse afin de pouvoir faire face au paiement des retraites et faciliter la mise en place de programmes de réduction des coûts. Le capital Belgacom a été ouvert à 49,9 % en 1996 à un consortium réunissant le groupe américain Ameritech, Tele Danmark et Singapore Telecom.

■ **GEMPLUS : le fabricant français de cartes à puce** a ouvert à hauteur de 1 % son capital à l'opérateur téléphonique japonais NTT, participation qui sera portée *« à 5 % dans les semaines à venir »*, a annoncé son PDG, Marc Lassus, dans un entretien aux *Echos*, mardi 20 mai.

■ **ITT-Sheraton : le groupe américain** a annoncé, lundi 19 mai, avoir vendu cinq hôtels Sheraton pour 200 millions de dollars (1,14 milliard de francs) au groupe FelCor Suite Hotels. Cette transaction a été interprétée par les analystes comme une manœuvre pour combattre l'OPA hostile lancée par le groupe Hilton Hotels sur ITT (*Le Monde* du 29 janvier).

■ **BARINGS : un accord de principe** a été trouvé, lundi 19 mai, sur les dédommagements des investisseurs lésés dans la faillite de la banque d'affaires britannique en février 1995. Le montant des dédommagements devrait, toutefois, se situer en deçà des 200 millions de livres (1,8 milliard de francs) de pertes présumées de ces investisseurs.

■ L'OR a ouvert en baisse, mardi 20 mai, sur le marché international de Hong-kong. L'once s'échangeait à 341,60-341,90 dollars contre 344,00-344,50 dollars la veille en clôture.

■ LE DOLLAR est passé sous la barre des 113 yens, mardi, sur le marché des changes de Tokyo, un plancher inconnu depuis plus de cinq mois. En début d'après-midi, il est tombé à 112,90 yens.

■ LA BOURSE DE TOKYO a terminé mardi en baisse, après la nouvelle glissade du dollar contre le yen. L'indice Nikkei a perdu 156,92 points, à 20 332,83 points (– 0,8 %).

■ À LA VEILLE DE LA RÉUNION du comité de politique monétaire de la Fed, les valeurs cotées à Wall Street ont terminé, lundi, en légère hausse. Le Dow Jones a gagné 0,48 %, à 7 228,88 points.

■ LE PRIX DU BARIL DE BRUT de référence light sweet crude a perdu 53 cents, à 21,59 dollars, lundi sur le marché à terme new-yorkais. Vendredi, il avait gagné 82 cents.

LES PLACES BOURSIÈRES

CAC 40 ↗ Clôture | CAC 40 ↗ 1 mois | CAC 40 ↗ 1 an | MIDCAC ↘ 1 mois

NEW YORK ↘ DOW JONES | LONDRES ↘ FT 100 | MILAN → MIB 30 | FRANCFORT ↗ DAX 30

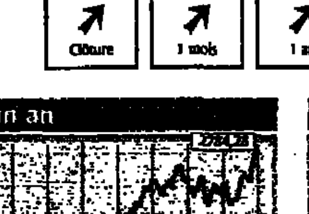
Prises de bénéfice à Paris

APRÈS trois jours chômés et les *sommets atteints* à la fin de la semaine dernière, Paris subissait des prises de bénéfice mardi. La baisse du dollar contribuait également à ce courant vendeur. En recul de 0,95 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure plus tard une perte de 1,06 %. Aux alentours de 12 h 30, les valeurs françaises perdaient en moyenne 1,4 % à 2 745,33 points. Le marché était relativement étoffé avec un chiffre d'affaires de 2,3 milliards de francs.

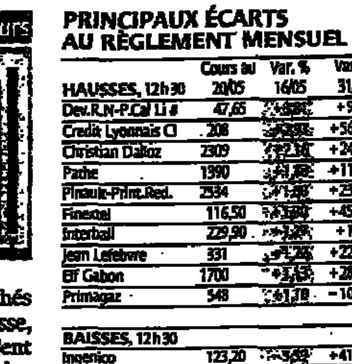
A la veille du week-end, l'indice CAC 40 a franchi pour la première fois le niveau des 2 800 points sous l'effet des achats affluant de toutes parts à une semaine des élections législatives en France mais aussi en raison d'un contexte boursier particulièrement favorable.

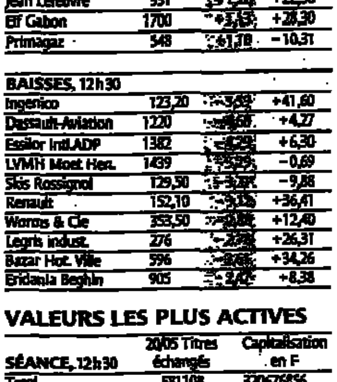
Les analystes restent partagés sur l'attitude de la Réserve fédérale (Fed) américaine, qui se réunit mardi. La plupart estiment que, même si la Fed donne un tour de vis à sa politique monétaire (hausse d'un quart de point), les marchés ne réagiront pas de manière sensible. Cette hausse est depuis longtemps anticipée.

En revanche, le dollar, baromètre essentiel pour les marchés européens, est en sensible baisse, en particulier à Tokyo où circulent des rumeurs de relèvement des taux d'intérêt japonais.



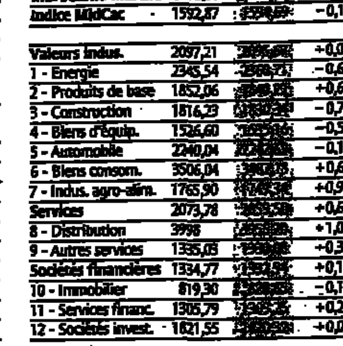






Danone, valeur du jour

LE TITRE Danone a sensiblement progressé, vendredi 16 mai, à la Bourse de Paris, soutenu par le discours volontaire tenu la veille par son président, Franck Riboud, devant des analystes. L'action a gagné 1,2 % à 922 francs. Les transactions ont porté sur 338 000 pièces. Le groupe a réaffirmé les perspectives d'une croissance de ses résultats (+ 8 % en 1996) et une nouvelle amélioration de ses marges opérationnelles. Le groupe a, par ailleurs, annoncé son intention de se faire coter à New York, une opération de prestige sans impact financier selon les analystes.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 20/05	Var. % 16/05	Var. % 31/12
Dev.R.N-P.Cal Li #	47,65	[illegible]	+9,54
Credit Lyonnais CI	208	[illegible]	+56,39
Christian Dalloz	2309	[illegible]	+24,74
Pathe	1390	[illegible]	+11,20
Pinault-Print.Red.	2534	[illegible]	+23,12
Finextel	116,50	[illegible]	+45,26
Interbail	229,90	[illegible]	+1,32
Jean Lefebvre	331	[illegible]	+22,36
Elf Gabon	1700	[illegible]	+28,30
Primagaz	548	[illegible]	–10,31
BAISSES, 12h30			
Ingenico	123,20	[illegible]	+41,60
Dassault-Aviation	1220	[illegible]	+4,27
Essilor Intl.ADP	1382	[illegible]	+6,30
LVMH Moet Hen.	1439	[illegible]	–0,69
Skis Rossignol	129,50	[illegible]	–9,88
Renault	152,10	[illegible]	+36,41
Worms & Cie	353,50	[illegible]	+12,40
Legris indust.	276	[illegible]	+26,31
Bazar Hot. Ville	596	[illegible]	+34,26
Eridania Beghin	905	[illegible]	+8,38

VALEURS LES PLUS ACTIVES

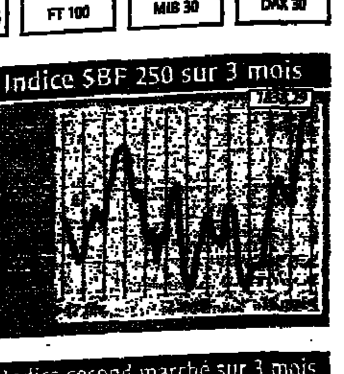
SÉANCE, 12h30	20/05 Titres échangés	Capitalisation en F
Total	581108	320676856
LVMH Moet Hen.	136411	197693899
Elf Aquitaine	232419	138520564
Danone	147437	134163009
Alcatel Alsthom	177415	120900747
Carrefour	29196	111735668
L'Oreal	45710	99109649
Axa	256933	95759571,20
Eaux (Gle des)	113467	92081717
Suez	230586	71067565,30

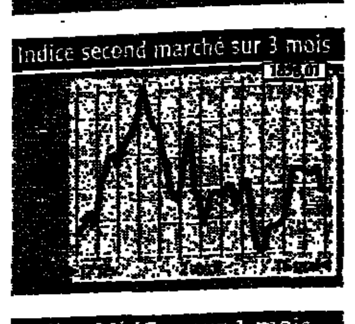
PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

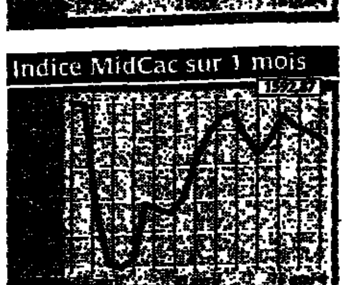
HAUSSES, 12h30	Cours au 20/05	Var. % 16/05	Var. % 31/12
Lafuma	260	[illegible]	—
Deville	84	[illegible]	+70,04
Delachaux S.A.	1001	[illegible]	+41,38
Immob.Hotel. #	46	[illegible]	+15,28
Faiveley #	260	[illegible]	–17,46
BAISSES, 12h30			
Pier imp.(Damal)#	36,50	[illegible]	–9,87
CDA-Cie des Alpes	159,50	[illegible]	–0,31
Locamur-Sofigros	266	[illegible]	+15,15
Moneyline #	69,20	[illegible]	–14,56
Leon de Bruxelles	204,40	[illegible]	—

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

	16/05	15/05	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1914,18	[illegible]	+0,27
Ind. gén. SBF 250	1838,29	[illegible]	+0,23
Ind. Second Marché	1898,01	[illegible]	–0,05
Indice MidCac	1592,87	[illegible]	–0,11
Valeurs Indus.	2097,21	[illegible]	+0,07
1 - Energie	2345,54	[illegible]	–0,64
2 - Produits de base	1852,06	[illegible]	+0,64
3 - Construction	1816,23	[illegible]	–0,77
4 - Biens d'équip.	1526,60	[illegible]	–0,56
5 - Automobile	2240,04	[illegible]	–0,12
6 - Biens consom.	3506,04	[illegible]	+0,69
7 - Indus. agro-alim.	1765,90	[illegible]	+0,95
Services	2073,78	[illegible]	+0,69
8 - Distribution	3998	[illegible]	+1,07
9 - Autres services	1335,03	[illegible]	+0,37
Sociétés financières	1334,77	[illegible]	+0,14
10 - Immobilier	819,30	[illegible]	–0,17
11 - Services financ.	1305,79	[illegible]	+0,20
12 - Sociétés invest.	1821,55	[illegible]	+0,07







Tokyo baisse dans le sillage du dollar

LA BOURSE de Tokyo a fini en baisse, mardi 20 mai, affectée par le repli des valeurs liées à l'exportation qui ont souffert de la vive envolée du yen contre le dollar *(lire page 18)*. La nouvelle de la perquisition effectuée au siège de la banque Dai-Ichi Kangyo, à Tokyo, dans le cadre du scandale Nomura, a également pesé sur la cote. L'indice Nikkei a reculé de 156,92 points, soit 0,77 % à 20 332,83 points.

Lundi, à Wall Street, les valeurs américaines ont terminé en hausse à la veille de la réunion du comité monétaire de la Réserve fédérale (Fed). L'indice Dow Jones affichait un gain de 34,21 points (+ 0,48 %) à 7 228,88 points en clôture. Selon un sondage effectué par la chaîne financière CNBC, plus de la moitié des vingt-cinq économistes interrogés s'attendent à un relèvement d'un quart de point du taux interbancaire au jour le jour, tandis que 44 % parient sur le maintien de ce *taux directeur à son niveau actuel.*

En Europe, alors que de nombreuses places chômaient, dont Francfort, la Bourse de Londres a terminé en baisse de 48,7 points à 4 645,2 points, soit un recul de 1,04 %.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 16/05	Cours au 15/05	Var. en %
Paris CAC 40	2779,37	[illegible]	+0,12
New-York/DJ indus.	7288,22	[illegible]	–0,62
Tokyo/Nikkei	20324,70	[illegible]	+1,32
Londres/FT100	4689,60	[illegible]	+0,18
Francfort/Dax 30	3604,55	[illegible]	+1,18
Frankfort/Commer.	1229,57	[illegible]	+0,82
Bruxelles/Bel 20	2712,24	[illegible]	—
Bruxelles/Général	2241,44	[illegible]	–0,44
Milan/MIB 30	1010	[illegible]	—
Amsterdam/Gé. Cbs	540,30	[illegible]	+0,56
Madrid/Ibex 35	547,73	[illegible]	+0,18
Stockholm/Affarsal	2212,25	[illegible]	—
Londres FT30	3007,90	[illegible]	+0,21
Hong Kong/Hang S.	14062,40	[illegible]	+0,15
Singapour/Strait t	2060,50	[illegible]	–0,45

NEW YORK
Les valeurs du Dow-Jones

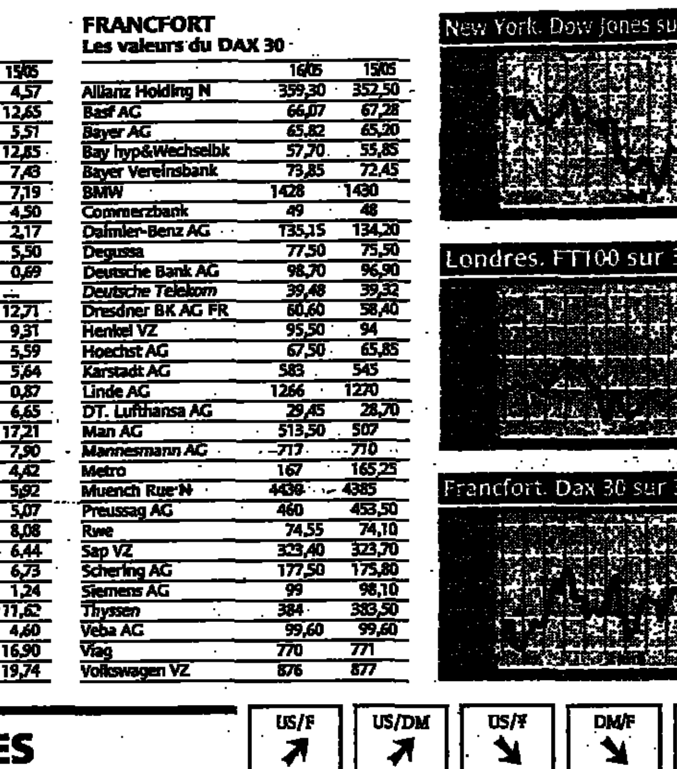
	16/05	16/05
Alcoa	73,62	73,25
Allied Signal	75,50	76,25
American Express	68,62	67,37
AT & T	33,50	33,37
Boeing Co	97,12	98,50
Caterpillar Inc.	98	98,50
Chevron Corp.	70,62	70,25
Coca-Cola Co	68	66,87
Disney Corp.	83,25	80,87
Du Pont Nemours&Co	109,12	107,87
Eastman Kodak Co	80	80
Exxon Corp.	59,12	58,12
Gen. Motors Corp.H	55,87	55,50
Gen. Electric Co	61	60,25
Goodyear T & Rubbe	56,87	55,75
Hewlett-Packard	52,62	52,37
IBM	168,75	169,87
Intl Paper	46,87	46,75
J.P. Morgan Co	102,50	101,87
Johnson & Johnson	61,25	60,12
Mc Donalds Corp.	52,12	52
Merck & Co.Inc.	92,12	91,12
Minnesota Mng.&Mfg	91,37	91,50
Philip Moris	43	42,37
Procter & Gamble C	131,87	130,50
Sears Roebuck & Co	49,75	50,25
Travelers	55,75	55,37
Union Carb.	47,75	48,12
Utd Technol	76,25	77,50
Wal-Mart Stores	30,50	29,87

LONDRES
Sélection de valeurs du FT 100

	16/05	15/05
Allied Lyons	4,56	4,57
Barclays Bank	12,79	12,65
B.A.T. industries	5,58	5,51
British Aerospace	12,71	12,85
British Airways	7,58	7,43
British Petroleum	7,23	7,19
British Telecom	4,54	4,50
B.T.R.	2,21	2,17
Cadbury Schweppes	5,43	5,50
Eurotunnel	0,70	0,69
Forte	—	—
Glaxo Wellcome	12,86	12,71
Granada Group Plc	9,23	9,31
Grand Metropolitan	5,66	5,59
Guinness	5,67	5,64
Hanson Plc	0,87	0,87
Great Ic	6,56	6,65
H.S.B.C.	17,26	17,21
Imperial Chemical	7,90	7,90
Legal & Gen. Grp	4,46	4,42
Lloyds TSB	6,14	5,92
Marks and Spencer	5,05	5,07
National Westminst	7,95	8,08
Peninsular Orienta	6,48	6,44
Reuters	6,74	6,73
Saatchi and Saatch	1,25	1,24
Shell Transport	11,69	11,62
Tate and Lyle	4,65	4,60
Univeler Ltd	16,90	16,90
Zeneca	19,71	19,74

FRANCFORT
Les valeurs du DAX 30

	16/05	15/05
Allianz Holding N	359,30	352,50
Basf AG	66,07	67,28
Bayer AG	65,82	65,20
Bay hyp&Wechselbk	57,70	55,85
Bayer Vereinsbank	73,85	72,45
BMW	1428	1430
Commerzbank	49	48
Daimler-Benz AG	135,15	134,20
Degussa	77,50	75,50
Deutsche Bank AG	98,70	96,90
Deutsche Telekom	39,48	39,32
Dresdner BK AG FR	60,60	58,40
Henkel VZ	95,50	94
Hoechst AG	67,50	65,85
Karstadt AG	583	545
Linde AG	1266	1270
DT. Lufthansa AG	29,45	28,70
Man AG	513,50	507
Mannesmann AG	717	710
Metro	167	165,25
Muench Rue N	4438	4385
Preussag AG	460	453,50
Rwe	74,55	74,10
Sap VZ	323,40	323,70
Schering AG	177,50	175,80
Siemens AG	99	98,10
Thyssen	384	383,50
Veba AG	99,60	99,60
Viag	770	771
Volkswagen VZ	876	877



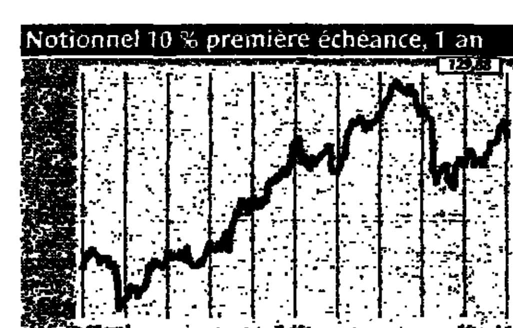
LES TAUX

PARIS → Jour le jour | PARIS → OAT 10 ans | NEW YORK → Jour le jour | NEW YORK → Bonds 10 ans | FRANCFORT → Jour le jour | FRANCFORT → Bunds 10 ans

Recul du Matif

LE CONTRAT notionnel du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en baisse, mardi 20 mai. Après quelques minutes de transactions, l'échéance juin cédait 24 centièmes, à 129,64 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 5,66 %.

La veille, le marché obligataire américain avait terminé la séance en baisse, les investisseurs choisissant de se protéger avant la réunion du comité de politique monétaire de la Réserve fédérale des Etats-Unis. Le rendement de l'emprunt d'Etat à trente ans, qui constitue la référence obligataire outre-Atlantique, s'était inscrit à 6,92 % en clôture. La Banque de France a laissé inchangé, mardi matin, à 3,19 %, le taux de l'argent au jour le jour. Le contrat Pibor 3 mois du Matif était en baisse de deux centièmes à 96,49 points.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 16/05	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	3,15	5,56	6,45	1,70
Allemagne	3	5,70	6,47	1,80
Grande-Bretagne	6,28	7,95	—	2,80
Italie	6,50	7,23	7,82	2,60
Japon	0,43	2,72	—	0,50
Etats-Unis	5,75	6,66	6,87	3,30

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 16/05	Taux au 15/05	Indice (base 100 fin 96)
Fonds d'État 3 à 5 ans	4,22	4,22	98,90
Fonds d'État 5 à 7 ans	4,93	4,99	100,60
Fonds d'État 7 à 10 ans	5,39	5,39	102
Fonds d'État 10 à 15 ans	5,71	5,71	102,12
Fonds d'État 20 à 30 ans	6,31	6,37	103,62
Obligations françaises	5,70	5,70	101,51
Fonds d'État à TME	– 2,01	– 2,01	98,70
Fonds d'État à TRE	– 2,08	– 2,08	98,67
Obligat. franç. à TME	– 2,20	– 2,20	99,34
Obligat. franç. à TRE	+ 0,07	+ 0,07	100,10

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

	Achat 16/05	Vente 16/05	Achat 15/05	Vente 15/05
Jour le jour	3,1875	—	[illegible]	—
1 mois	3,36	3,21	[illegible]	3,31
3 mois	3,38	3,25	[illegible]	3,43
6 mois	3,30	3,43	[illegible]	3,46
1 an	3,39	3,51	[illegible]	3,53
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	3,3164	—	[illegible]	—
Pibor Francs 3 mois	3,3945	—	[illegible]	—
Pibor Francs 6 mois	3,4473	—	[illegible]	—
Pibor Francs 9 mois	3,4766	—	[illegible]	—
Pibor Francs 12 mois	3,5039	—	[illegible]	—
PIBOR ÉCU				
Pibor Écu 3 mois	4,1510	—	[illegible]	—
Pibor Écu 6 mois	4,1875	—	[illegible]	—
Pibor Écu 12 mois	4,2500	—	[illegible]	—

MATIF

Échéances 16/05	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Juin 97	151881	129,88	130,76	129,86	130,56
Sept. 97	349	128,72	129	[illegible]	129
Déc. 97	2	98,42	98,42	98,42	98,42
PIBOR 3 MOIS					
Juin 97	33583	96,52	96,56	[illegible]	96,55
Sept. 97	12875	96,55	96,60	[illegible]	96,57
Déc. 97	7633	96,58	96,56	[illegible]	96,56
Mars 98	2431	96,44	96,50	96,43	96,50
ÉCU LONG TERME					
Juin 97	2289	95,94	96,38	95,58	96,38
Sept. 97	—	—	—	—	—

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 16/05	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Mai 97	16819	[illegible]	2797	2765	2779
Juin 97	1964	[illegible]	2772	2743	2757,50
Juillet 97	1	[illegible]	2756,50	2756,50	2756,50
Sept. 97	304	[illegible]	2785	[illegible]	2759

LES MONNAIES

US/F ↗ 5,7227 | US/DM ↗ 1,7083 | US/¥ ↘ 115,6400 | DM/F ↘ 3,3673 | £/F ↗ 9,3890

Vigueur du yen

LE YEN S'INSCRIVAIT en forte hausse, mardi matin 20 mai, lors des premières transactions entre banques en Europe. Il cotait 112,98 yens pour un dollar, son niveau le plus élevé depuis le 13 décembre 1996. La monnaie japonaise gagnait aussi du terrain face aux devises européennes, à 66,45 yens pour un deutschemark. Le yen était soutenu par la rumeur d'une hausse prochaine du taux d'escompte de la Banque du Japon, fixé à 0,5 % depuis le mois de septembre 1995. Le journal *Yomiuri* affirme, dans son édition de mardi, que le Parti libéral va proposer au premier ministre Ryutaro Hashimoto de prendre cette mesure dès le mois de juin. Une hausse des taux nippons rendrait les dépôts libellés en yens plus rémunérateurs. Le franc était stable, mardi matin, face à la monnaie allemande, à 3,3685 francs pour un deutschemark.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 16/05	% 15/05	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	336,7300	[illegible]	325	[illegible]
Ecu	6,5740	[illegible]	—	[illegible]
Etats-Unis (1 usd)	5,7227	[illegible]	5,4000	[illegible]
Belgique (100 F)	16,3145	[illegible]	15,7800	[illegible]
Pays-Bas (100 fl)	299,4600	[illegible]	—	[illegible]
Italie (1000 lir.)	3,4195	[illegible]	3,1700	[illegible]
Danemark (100 krd)	88,4200	[illegible]	83,2500	[illegible]
Irlande (1 iep)	8,7120	[illegible]	8,3000	[illegible]
Gde-Bretagne (1 L)	9,3890	[illegible]	8,9800	[illegible]
Grèce (100 drach.)	2,1135	[illegible]	1,9000	[illegible]
Suède (100 krs)	75,2200	[illegible]	70	[illegible]
Suisse (100 F)	400,7000	[illegible]	387	[illegible]
Norvège (100 k)	81	[illegible]	77,5000	[illegible]
Autriche (100 sch)	47,8410	[illegible]	46,4500	[illegible]
Espagne (100 pes.)	3,9955	[illegible]	3,7000	[illegible]
Portugal (100 esc.	3,3400	[illegible]	3	[illegible]
Canada 1 dollar ca	4,1888	[illegible]	3,8700	[illegible]
Japon (100 yens)	4,9668	[illegible]	4,7300	[illegible]
Finlande (mark)	111,4900	[illegible]	106	117

PARITÉS DU DOLLAR

PARITÉS DU DOLLAR	20/05	16/05	Var. %
FRANCFORT : USD/DM	1,7083	[illegible]	+0,68
TOKYO : USD/Yens	115,6400	[illegible]	–0,15

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES comptant :	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar Etats-Unis	5,7092	[illegible]	5,7092	[illegible]
Yen (100)	4,9116	[illegible]	4,9116	[illegible]
Deutschemark	3,3680	[illegible]	3,3680	[illegible]
Franc Suisse	3,9789	[illegible]	3,9789	[illegible]
Lire ital. (1000)	3,4213	[illegible]	3,4213	[illegible]
Livre sterling	9,3819	[illegible]	9,3819	[illegible]
Peseta (100)	3,9980	[illegible]	3,9980	[illegible]
Franc Belge (100)	16,327	[illegible]	16,327	[illegible]

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	3,28	[illegible]	3,40
Eurodollar	5,64	[illegible]	5,91
Eurolivre	6,24	[illegible]	6,56
Eurodeutschemark	3,07	[illegible]	3,16

L'OR

	cours 16/05	cours 15/05
Or fin (k. barre)	63400	63500
Or fin (en lingot)	63850	63950
Once d'Or Londres	348,20	344,50
Pièce française(20f)	366	368
Pièce suisse (20f)	367	368
Pièce Union lat(20f)	366	368
Pièce 20 dollars us	2400	2400
Pièce 10 dollars us	1360	1352,50
Pièce 50 pesos mex.	2375	2385

LE PÉTROLE

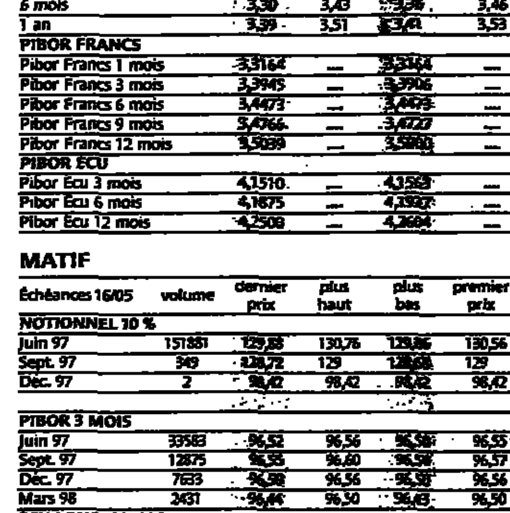
En dollars	cours 20/05	cours 16/05
Brent (Londres)	—	20,17
WTI (New York)	21,30	22
Light Sweet Crude	22	21,50

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	20/05	16/05
Dow-Jones comptant	162,64	[illegible]
Dow-Jones à terme	164,39	[illegible]
CRB	253,69	[illegible]

MÉTAUX (Londres)	dollars/tonne	
Cuivre comptant	2547,50	[illegible]
Cuivre à 3 mois	2473,50	[illegible]
Aluminium comptant	1655,50	[illegible]
Aluminium à 3 mois	1668	[illegible]
Plomb comptant	615,25	[illegible]
Plomb à 3 mois	628,50	[illegible]
Etain comptant	5727,50	[illegible]
Etain à 3 mois	5769	[illegible]
Zinc comptant	1321	[illegible]
Zinc à 3 mois	1346	[illegible]
Nickel comptant	7697,50	[illegible]
Nickel à 3 mois	7820	[illegible]

MÉTAUX (New-York)		$/once
Argent à terme	466	[illegible]
Platine à terme	388,50	[illegible]
Palladium	172,10	[illegible]
GRAINES, DENRÉES (Chicago)		$/boisseau
Blé (Chicago)	387	[illegible]
Maïs (Chicago)	288,25	[illegible]
Grain. soja (Chicago)	866,75	[illegible]
Tourt. soja (Chicago)	302,90	[illegible]
GRAINES, DENRÉES (Londres)		£/tonne
P. de terre (Londres)	16	[illegible]
Orge (Londres)	87,50	[illegible]
SOFTS		$/tonne
Cacao (New-York)	1417	[illegible]
Café (Londres)	1945	[illegible]
Sucre blanc (Paris)	317,60	[illegible]
OLÉAGINEUX, AGRUMES		cents/tonne
Coton (New-York)	73,04	[illegible]
Jus d'orange (New-York)	84,90	[illegible]



هكذا من الإصل

RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI 20 MAI

Liquidation : 23 *mai*
Taux de report : 3,50
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 PARIS −1,29 %
CAC 40 : 2748,28

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +−	Montant coupon (1)
B.N.P. (T.P)	1000	[illegible]	+ 1	54,22
Cr.Lyonnais(T.P.)	900	900	—	51,99
Renault (T.P.)	1665	[illegible]	− 0,36	95,39
Rhone Poulenc(T.P)	2148	[illegible]	− 0,27	105,01
Saint Gobain(T.P.)	1335	[illegible]	− 1,34	85,49
Thomson S.A (T.P)	1035	[illegible]	—	31,64
Accor	878	885	+ 0,79	20
AGF-Ass.Gen.France	193,40	[illegible]	− 0,82	3,75
Air Liquide	927	[illegible]	− 1,61	14
Alcatel Alsthom	687	[illegible]	− 1,31	8
Axa	374,70	[illegible]	− 0,90	7,50
Axime	702	[illegible]	− 1,13	—
Bail Investis	825	826	+ 0,12	71,32
Bancaire (Cie)	757	[illegible]	—	10
Bazar Hot. Ville	612	[illegible]	− 2,61	16
Bertrand Faure	284,30	283	− 0,45	3,50
BIC	879	[illegible]	+ 0,68	5
BIS	490	[illegible]	—	6
B.N.P.	254,40	[illegible]	− 0,62	3,60
Bollore Techno.	729	[illegible]	—	[illegible]
Bongrain	2238	2237	− 0,04	61
CPR	483,70	[illegible]	− 1,15	[illegible]
Cred.Fon.France	66	[illegible]	+ 0,15	[illegible]
Credit Lyonnais CI	202	[illegible]	+ 2,97	[illegible]
Credit National ■	337,50	339	+ 0,44	30
CS Signaux(CSEE)	284,80	[illegible]	− 0,63	5
Damart	4670	[illegible]	− 0,85	[illegible]
Danone ■	905	[illegible]	+ 0,22	27
Dassault-Aviation	1280	[illegible]	− 4,68	1,50
Dassault Electro	612	[illegible]	− 1,14	4,30
Dassault Systemes	385	[illegible]	− 1,81	[illegible]
De Dietrich	264,10	265	+ 0,34	6,50
Degremont	441	[illegible]	+ 0,02	9
Deveaux(Ly)#	865	[illegible]	− 0,80	21
Dev.R.N-P.Cal Li #	45,90	47,65	+ 3,81	—
DMC (Dollfus Mi)	130,20	130,50	+ 0,23	4
Dynaction	138,10	138	− 0,07	3
Eaux (Gle des)	815	[illegible]	− 0,73	11,25
Eiffage	315	[illegible]	—	28,40
Elf Aquitaine	601	[illegible]	− 0,83	13
Eramet	298,70	[illegible]	− 0,06	4,60
Eridania Beghin	928	905	− 2,47	33
Essilor Intl	1537	[illegible]	− 0,84	33,50
Essilor Intl.ADP	1444	[illegible]	− 4,39	34,90
Esso	565	[illegible]	− 0,70	[illegible]
Eurafrance	2485	2475	− 0,40	72
Euro Disney	9,35	9,30	− 0,53	[illegible]
Europe 1	1181	1181	—	[illegible]
Eurotunnel	6,50	6,45	− 0,76	—
Filipacchi Medias	1348	[illegible]	− 2,07	[illegible]
Fimalac SA	549	[illegible]	− 1,27	160
Finextel	115	116,50	+ 1,30	4,28
Fives-Lille	469	469	—	14
Fromageries Bel	4260	4260	—	45
Galeries Lafayette	2360	2310	− 2,11	[illegible]
GAN	137,50	[illegible]	—	[illegible]
Gascogne (B)	528	[illegible]	− 2,46	[illegible]
Gaumont #	460	[illegible]	− 0,21	2,30
Gaz et Eaux	2565	[illegible]	− 0,23	[illegible]

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% +−	Montant coupon (1)
Vaal Reefs #	340,20	[illegible]	− 1,17	12,97
Volkswagen A.G #	3885	[illegible]	− 1,64	[illegible]
Volvo (act.B) #	154,80	[illegible]	− 1,09	2,26
Western Deep #	154,20	[illegible]	− 0,71	4,60
Yamanouchi #	141	142,50	+ 1,06	0,54
Zambia Copper	15	[illegible]	− 0,33	—

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
MARDI 20 MAI

SECOND MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
MARDI 20 MAI

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
MARDI 20 MAI

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
MARDI 20 MAI

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Eridania-Béghin CI	◆	801	[illegible]
Crédit Gén.Ind.	◆	8,25	[illegible]
Générale Occidentale	◆	195	195
Mumm	◆	1210	[illegible]
Sté lecteurs du Monde	◆	174	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 16 mai

VALEURS		Émission Frais incl.	Rachat net
Intersélection France D.		710,74	[illegible]
S.G. France opport. C		2016,92	1977,37
S.G. France opport. D		1925,40	[illegible]
Sogenfrance C		1833,26	[illegible]
Sogenfrance D		1675,69	[illegible]
Sogépargne D		312,19	[illegible]
Soginter C		2363,57	[illegible]
Fonds communs de placements			
Favor D	◆	1505,27	[illegible]
Sogéfrance D	◆	1740,42	[illegible]
Sogenfrance Tempo D	◆	196,84	[illegible]

SYMBOLES
○ cours du jour; ◆ cours précédent.

ATHLÉTISME Kader Klouchi a porté à 8,28 m le record de France de saut en longueur, lundi 19 mai, lors de la réunion d'Albi (Tarn), améliorant de 2 centimètres le précédent record, qui avait été établi il y a vingt et un ans par Jacques Rousseau. ● LE RECORD du monde (8,95 m) appartient toujours à l'Américain Mike Powell, qui l'avait établi le 30 août 1991 lors des championnats du monde de Tokyo (Japon), succédant ainsi à Bob Beamon et ses mythiques 8,90 m de Mexico. ● A VINGT-SEPT ANS, Kader Klouchi est avec Emmanuel Bangué, révélation des Jeux olympiques d'Atlanta (1996), le plus sûr espoir d'une discipline qui a trop longtemps plafonné en France. ● CETTE PERFORMANCE met en lumière l'histoire de ce fils de maçon qui a débuté le saut à l'âge de vingt ans et a disputé les Jeux de Barcelone (1992) sous le maillot algérien, avant d'obtenir sa naturalisation et un titre de champion de France en 1993.

Kader Klouchi établit un nouveau record de France de saut en longueur

Le jeune athlète d'origine algérienne a amélioré lundi 19 mai, lors de la rencontre d'Albi, une des plus vieilles marques de l'athlétisme national, qui appartenait à Jacques Rousseau depuis 1976

ALBI
de notre correspondant

Bien sûr, il n'a pas volé aussi loin et aussi longtemps que Mike Powell, au-dessus du sautoir du stade olympique de Tokyo, lors du Mondial 1991 d'athlétisme. Bien sûr, il n'avait pas le monstrueux record du monde de Bob Beamon face à lui, Carl Lewis contre lui et un public enflammé derrière lui. Bien sûr, les chaînes de télévision du monde entier n'avaient pas fait le déplacement. Et pourtant, lundi 19 mai, à Albi, chef-lieu du Tarn, Kader Klouchi (28 ans, 1,77 m, 70 kilos, licencié à l'ES Aussillon) est venu à bout de l'un des monuments du sport français : le record de saut en longueur de Jacques Rousseau (8,26 m) établi le 26 juin 1976 à Villeneuve-d'Ascq, près de Lille (Nord).

Devant un public (le sien) plus nourri qu'à l'habitude pour cause de Pentecôte, un adversaire respectable – Emmanuel Bangué, quatrième des Jeux olympiques d'Atlanta grâce à ses 8,19 m – et les caméras de la télévision régionale, Kader Klouchi a sauté 8,28 m. Bravo ! Vingt et un ans pour deux centimètres, il n'y a certes pas de quoi pavoiser – surtout quand le record du monde se situe à 8,95 m. Mais l'auteur de la performance peut être tout de même fier de lui : après un « truc » pareil, les sauteurs français enfin décomplexés pourraient bien ajouter quelques centimètres de plus à ce bond pour effacer tout à fait le souvenir de Jacques Rousseau.

Celui-ci, désormais professeur d'éducation physique à Basse-Terre (Guadeloupe) l'a d'ailleurs volontiers reconnu : *« Je suis ravi,* déclarait-il, mardi 20 mai dans les colonnes de *L'Equipe. Vingt et un ans... Il fallait passer la main... Ce record, c'était une barrière psychologique. je pense que maintenant ça va les débloquer. En France, je crois qu'il a manqué d'individus qui y ont cru.* » « *Mais battre mon record n'est pas un problème,* a-t-il ajouté. *Ce qu'il faut, c'est passer 8,50 m pour se placer dans le gotha.* » Emmanuel Bangué, le rival malheureux de Kader Klouchi, le sait bien qui affirme pouvoir passer cette nouvelle barrière : *« La concurrence qu'il y a aujourd'hui va forcément faire exploser à nouveau prochainement ce record de France. »*

Un record de France qui faillit bien être un grand record d'Algérie. Car Kader Klouchi est né là-bas, s'est installé en France, dans le Sud-Ouest, avec ses parents à l'âge de cinq ans, a disputé les Jeux olympiques de Barcelone (1992) sous le maillot algérien avant de devenir champion de France 1993, à Annecy, deux mois après avoir obtenu sa naturalisation. Joli parcours que celui de cet athlète puissant – muscles longilignes, cheveux défaits au vent – qui a longtemps travaillé seul ; belle histoire que celle de ce jeune homme hors du circuit – poète, peintre, sculpteur – actuellement en recherche d'emploi, dont les premiers mots de remerciement allèrent au vent qui avait cessé de tourbillonner pour l'aider à mieux voler.

Privé des Jeux d'Atlanta, l'été dernier, pour n'avoir pas pu réaliser les minimas imposés par la Fédération française d'athlétisme, il n'avait même pas suivi la compétition à la télé (*« Il y a des moments où il faut être acteur et non spectateur »*, a-t-il confié à *L'Equipe*). Cette année, il espère bien être de l'odyssée d'Athènes, en Grèce, où se dérouleront les championnats du monde (du 1er au 10 août). Pour cela, il devra livrer un nouveau duel avec Emmanuel Bangué. Un duel entamé au début du printemps à la Martinique et en Guadeloupe et qui devrait s'achever à Fort-de-France (Martinique), lors des championnats de France, les 5 et 6 juillet. Un duel qui rappellera le temps des Jacques Rousseau, Jack Pani et Gérard Ugolini. Un duel qui ne rajeunira personne, sauf le record peut-être.

Jean-Pierre Barjou

Huit « vieux » à battre

Chez les hommes, huit records athlétiques ont plus de dix ans :

- **2 000 m : Michel Jazy, 4 min 56 s 2 (1966)**
- **lancer du poids : Yves Brouzet, 20,20 m (1973)**
- **800 m : José Marajo , 1 min 43 s 9 (1979)**
- **3 000 m steeple : Joseph Mahmoud, 8 min 7 s 62 (1984)**
- **1000 m : Philippe Collard, 2 min 16 s 6 (1986)**
- ***110 m haies : Stéphane Caristan, 13 s 20 (1986)***
- **200 m : Gilles Quénéhervé, 20 s 16 (1987)**
- **4 × 200 m : D. Sangouma, J.-J. Boussemart, P. Barré, A. Canti, 1 min 21 s 30 (1987).**

En rupture de football, Eric Cantona fait retraite en Provence

LE FOOTBALL anglais s'est donné un roi qui lui a duré moins qu'un mandat présidentiel. Eric The King, 1992-1997. Une de ses histoires d'aventuriers qui bourlinguent sans but, se découvrent un port d'attache et en font leur royaume.

On croit le héros enfin en accord avec lui-même quand il se perd dans une ultime fuite. *« Je suis complètement instable,* revendiquait Eric Cantona en 1988. *Normal, je suis Gémeaux. Mais l'instabilité c'est quelque chose de charmant. S'il y a un titre de film que je déteste, c'est* La vie est un long fleuve tranquille. *Moi je préfère les fleuves d'Afrique ou d'Amérique du Sud. Ils sont imprévisibles et ils peuvent vous emporter brusquement. »*

Où va resurgir le personnage, dans quelle peau ? Au Japon ou dans quelque improbable championnat afin de continuer à bâtir sa légende iconoclaste. A l'aube de ses trente et un ans, l'homme peut encore prétendre à quelques belles années, *balle au pied. Les critiques* après sa modeste prestation en demi-finale de la Ligue des champions, cette saison, l'ont affecté plus que de raison. Derrière la carapace de légionnaire qu'on lui a fabriquée, il s'admet lui-même *« trop sensible, trop passionné ». L'envie lui prendra* peut-être d'achever plus sereinement sa carrière.

AU BOUT DE LA ROUTE

Le travail qu'il a entrepris en 1995 au sein de l'Association internationale des footballeurs professionnels (AIFP) est loin d'être achevé : une autre bonne raison de ne pas couper totalement avec le milieu. Son confrère syndicaliste Diego Maradona a appris à la presse argentine la prudence entre ses fausses sorties et ses retours bâclés. Canto entendait défendre la cause des joueurs, lui qui s'est fait tellement ballotté par les clubs (il en changera dix fois en treize ans). Il croyait bien avoir acquis à Manchester United des droits, du fait de ses états de service. Mais, à la première baisse de régime, voilà son club qui lui marchande ses années de contrat comme à un vulgaire stagiaire. Le roi s'est aperçu qu'il n'était que de pacotille. Cette dernière perfidie d'Albion devrait l'inciter à poursuivre son oeuvre syndicale.

Eric Cantona s'estime arrivé au bout de la route. Qu'en pensent ses sponsors ? Les responsables de Nike affirment vouloir *« respecter totalement sa décision »*. Mais ceux-là ont dompté depuis longtemps les ruades de leur protégé. On les imagine déjà à la recherche d'une pirouette scénique pour accommoder cette sortie à leur manière. *« Cantona est emblématique, sublimissime »*, s'extasient-t-ils. La notoriété du personnage dépasse largement le cadre de son sport et son image pourra résister encore longtemps à l'usure des clips de promotion. Et, qui sait ?, comme la mère Denis, peut-être les publicitaires trouveront-ils le moyen de le faire sortir de sa retraite.

A moins que le dernier message de Manchester ne soit un véritable adieu aux armes. Contrairement à beaucoup de joueurs, Eric Cantona peut se permettre cette arrêt anticipé. Un journaliste demandait à Tito ce qu'il serait devenu en Amérique. *« Milliardaire »*, répondit celui-ci. De la même manière, Eric Cantona, s'il doit tout au football, trouvera sans doute d'autres voies pour s'accomplir. Depuis ses vingt ans, il est attiré par le milieu artistique comme le papillon par la lumière. Il a participé au tournage du *Bonheur est dans le pré*. Cet hiver, il a produit un spectacle de théâtre – *Qui a peur de Virginia Woolf ?* – avec son ami Niels Arestrup. Canto pense, peint, on le sait ; écrit, on le sait moins. *« Je suis un intellectuel d'instinct, car je ne suis pas allé longtemps à l'école »*, explique-t-il.

En attendant, l'homme se terre en ermite dans la ferme de ses parents, dans le petit village du Villard, en Provence. Jusqu'à samedi, jour de son anniversaire, il aura le temps de se remémorer cette carrière où manquera toujours une coupe d'Europe. Le bon air devrait lui permettre de réfléchir à son avenir. *« Je dénicherai toujours un coin de verdure,* affirmait-il quand il était encore dans la campagne auxerroise. *J'ai besoin de la nature, elle a toujours le même langage, on ne peut pas être déçu par elle. »*

Comme tant d'autres avant lui, il se rendra compte combien quitter le football est plus difficile à dire qu'à faire. *« Le milieu du football est à l'image de la société. Pourquoi le quitter, si je dois trouver les mêmes comportements ailleurs ? »* Son frère, Joël, l'imagine déjà entraîneur. Le retour du légionnaire à l'école de football des Caillols, cela aurait de la gueule. Mais, à tout ça, Canto a le temps de réfléchir. A trente-et-un ans, il a la vie devant lui.

Benoît Hopquin



Depuis son arrivée en Angleterre, Eric Cantona est devenu bien plus qu'un footballeur, fût-il de génie. Les milieux de la mode, du cinéma, de la publicité ont fait appel aux services du « King » de Manchester United. Très remarqué lors d'un défilé de mode pour Paco Rabanne, Cantona le beau gosse se reconvertira-t-il dans le métier de mannequin ?

CHRISTIAN LIEWIG / TEMPSPORT

Baisse des actions

Comme les supporteurs du club de football de Manchester, la Bourse de Londres était sous le choc, lundi 19 mai, après l'annonce du départ d'Eric Cantona. La valeur de l'action du club à la Bourse de Londres, où il est coté depuis 1991, a plongé. Le titre Manchester United s'échangeait peu après l'ouverture à 622,5 pence (58,5 FF) sur le Stock Exchange, en baisse de 22,5 pence par rapport au cours de clôture vendredi soir. Soit en quelques minutes une perte sèche de 8,7 millions de livres (plus de 80 millions de francs) en capitalisation pour le club.

Les clubs français le fatiguent et l'équipe nationale l'ignore

ÉRIC CANTONA renia la France et la France le renia, d'un commun accord : ce pays-là n'avait pas assez la folie du football pour accepter de se soumettre devant les foucades de l'ombrageux enfant des Caillols. Le talent ne pouvait exonérer du reste, des coups de poing à ses partenaires, du maillot jeté à terre avec mépris, du ballon lancé à l'arbitre. A Auxerre, Marseille, Bordeaux, Montpellier, Nîmes, ses coups de colère lassèrent et plus encore la répétition des suspensions. Lui, l'homme entier, était également fatigué par un football qui traînait alors un parfum singulièrement faisandé. En décembre 1991, quand il lance à la commission de discipline : *« Vous n'êtes que des idiots »*, le divorce est consommé. Simplement, le *« J'arrête »* alors entendu devait s'interpréter comme un *« Je pars »*.

Le bail avec l'équipe de France se poursuivit jusqu'en janvier 1995, on ne sait comment. Un an après sa première sélection, Canto traitait, en septembre 1988, le sélectionneur national Henri Michel de *« sac à m... »* et écopait de douze mois de suspension. Mais celui qui fit un jour pleurer Guy Roux dans son bureau respecta pourtant un mentor : Michel Platini. Ce dernier parvint à canaliser quelque temps le tempérament de son attaquant, au plus grand profit de l'équipe de France. L'Euro 92 fut la seule phase finale à laquelle participa le Marseillais, pourtant champion d'Europe du temps des Espoirs.

NOUVEAUX JOUEURS

Indispensable aux Bleus, Eric Cantona croyait l'être encore qu'il ne l'était déjà plus. La déconvenue lors de la qualification pour la Coupe du monde 1994 fut fatale à Gérard Houllier et entama son propre capital. La montée en puissance de nouveaux joueurs imposait à Aimé Jacquet un cas de conscience. *« C'était Cantona ou Djorkaeff-Zidane : il fallait décider »*, explique aujourd'hui le sélectionneur national. Le choix était déjà fait mais il restait à l'entériner. La longue suspension de l'expatrié anglais pour pied haut sur supporteur adverse allait fournir le parfait alibi.

Le public de Old Trafford pouvait entonner la Marseillaise et brandir les drapeaux bleu-blanc-rouge à son effigie à chaque match de Manchester United, Eric Cantona ne jouerait plus en équipe de France. Impuissant, il assista à l'éclosion d'un groupe où Aimé Jacquet ne lui fit pas mystère qu'il n'avait aucune place. Son compteur restait bloqué à quarante-cinq sélections. Avant l'Euro qui se déroulait en Angleterre, les pressions d'admirateurs, amoureux ou intéressés, ne parvinrent qu'à braquer un peu plus le sélectionneur national. Puis les derniers défenseurs de Cantona se turent. Ce désintérêt lui fut sans doute une nouvelle blessure d'amour-propre. A un an de la Coupe du monde, il comprit. Son pays ne lui en voulait plus : il l'avait tout bonnement oublié.

B. H.

Un roi en exil outre-Manche

ERIC CANTONA n'a pas vraiment choisi l'exil en Angleterre et l'île n'était pas sûr de vouloir recevoir le banni. Cela démarra d'ailleurs par un malentendu. A Sheffield Wednesday, on exigea une mise à l'épreuve. Il la refusa, bien sûr. Il arriva alors à Leeds et remporta son premier titre de champion d'Angleterre en 1992.

L'homme retint l'attention, un peu par ses buts, surtout par une phrase lancée d'un balcon au soir du triomphe, dans son anglais un peu fruste : *« Je vous aime, je ne sais pas pourquoi, mais je vous aime. » « I love you »* : il fallait oser, mais ça, Canto le sut toujours. *« I love you »* : les Anglais, bannis de l'Europe du football après le drame du Heysel en 1985, attendaient ce témoignage d'amour depuis longtemps.

Le mauvais garçon avait redonné à l'Angleterre sa fierté. Il allait rendre à Manchester United sa gloire. Le club le plus riche et l'un des plus prestigieux du pays se languissait depuis vingt-six ans d'un titre national. Alex Ferguson, son manager général, possédait une génération talentueuse – elle avait remporté la Coupe des coupes en 1991 –, mais il lui manquait un leader. Leeds chipotait encore l'aura de Cantona : il claque la porte au milieu de la saison 1992-1993. A Manchester United, il devient chef de bande, recule d'un cran selon son voeu et dirige la manoeuvre.

Eric Cantona a vingt-six ans, le bel âge dans une carrière de joueur. Le football anglais, lui, est plutôt au creux de la vague. Le talent du Français n'en prend que plus de relief. En laissant de grandes largesses au marquage, le style du championnat est taillé pour un adepte de la libre expression. Dans le jardin anglais, Eric Cantona est *« the right man at the right place »*. En 1994, il est élu meilleur joueur de l'année.

LA TÊTE HAUTE

Un bon footballeur, donc, à ajouter à la longue liste. Mais celui-là deviendra roi. Eric Cantona a ce truc en plus, le charisme, qui brouille la raison. L'Angleterre s'offre à cet homme qui joue la tête haute et le col de maillot relevé. Elle crie tantôt *« Ooh ! »* tantôt *« Aah ! »*, et bientôt *« Ooh, Aah ! Cantona ! »*, lasse de dissocier les facettes du personnage. Elle se perd, entre fascination et répulsion.

L'agression d'un supporteur de Crystal Palace, en janvier 1995, la transporte de plaisir derrière les condamnations horrifiées. Le chalutier est condamné à huit mois de garage, les sardines et les mouettes à autant d'ennui. Manchester United perd le championnat sans « Canto » et le reconquiert sitôt son retour : de là à l'estimer indispensable...

Ces derniers mois, le crâne rasé entretenait de moins en moins l'illusion. La figure de rebelle s'étiolait sous les millions amassés. Eric Cantona sentait qu'il commençait à fatiguer l'Angleterre du football. Le quatrième titre glané par Manchester, son cinquième personnel, ne lui fut accordé que du bout des lèvres. On a parlé de déclin, et son club s'est même permis de mégoter sur le renouvellement de son contrat. « King Eric » a dû y voir une trahison. Plutôt que d'être déchu, l'honneur commandait d'abdiquer. La tête haute.

B. H.

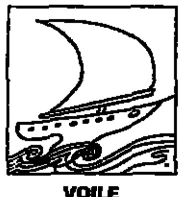
La conquête du Trophée Jules-Verne permet à Olivier de Kersauson de régler ses comptes avec la voile

Fidèle à son personnage de marin bourru, le skipper de « Sport-Elec » a distribué les compliments, lundi 19 mai, dès son arrivée à Brest

En posant pied à terre, après son *record* du tour du monde à la voile sans escale en équipage (71 jours 14 heures 18 min et 8 s), Olivier de Kersauson a retrouvé ses bonnes vieilles habitudes. Après avoir salué son équipage dans un style proche de celui des *Grosses Têtes*, il a répondu à ses détracteurs de manière tout aussi fleurie pour finir en déclarant, lucide après plus de deux mois en mer : *« Nous n'étions pas les meilleurs marins du monde, nous n'avions pas le meilleur bateau, mais nous étions certainement les plus gonflés. »*

BREST
de notre envoyé spécial

Ce n'est pas un tel record qui va le changer. 3 jours 7 heures 59 minutes et 14 secondes de moins que Peter Blake en 1994 pour un tour du monde : l'exploit est pourtant de taille. Mais la conquête du Trophée Jules-Verne laisse Olivier de Kersauson tel qu'en lui-même : provocateur dans l'âme. Et, lundi 19 mai, pour son arrivée triomphale à Brest (Le Monde du 20 mai), rien ne semblait pouvoir ébranler le Falstaff du Conquet.



VOILE

Pas même une fin de parcours qui avait hésité un moment entre les Marx Borthers et le film-catastrophe. Après avoir traversé plusieurs océans à 14,5 nœuds de moyenne, il n'avait pas fallu moins de quatre heures à *Sport-Elec* pour mâchonner au petit matin la poignée de milles qui lui restait à parcourir jusqu'à la ligne tracée entre le phare du Créac'h d'Ouessant et le cap Lizard. Là où *Enza*, à sec de toile, était passé fièrement sous des rafales de 60 à 70 nœuds, le grand trimaran blanc, piégé par la calmasse, a même reculé dans le courant contraire, sous un ciel d'orage à faire regretter le pot-au-noir.

Et que dire de l'arrivée calamiteuse au Moulin-Blanc, à Brest, son port d'attache. Un piteux échouage d'un des flotteurs à l'extrémité du ponton a laissé les officiels dépités avec leurs compliments inutiles, après des heures d'attente. Mais en posant pied à terre lundi, Olivier de Kersauson, le visage mangé par des mèches en bataille, et l'embonpoint conquérant d'une cinquantaine assumée, n'avait cure des usages.

Bannissant toute émotion de circonstance, le skipper bourru a tout fait, au contraire, pour ajouter de nouvelles pierres à sa statue de vieil ours mal léché. Même la présentation de ses six équipiers a failli tourner à ce jeu de massacre qu'attendent les amateurs des Grosses Têtes. Les deux cadets, Thomas Coville, le *« fumiard »*, et Marc Le Fur, le *« fumiaux »*, se sont gentiment fait traiter de *« petits fumiers »*. Bob Rice, le routeur américain des deux derniers records, a été qualifié de *« nurse »*, mais c'était pour mieux saluer *« une écoute permanente »*. Les autres équipiers ont eu droit aux compliments d'usage, matinés de plaisanteries de corps de garde.

L'« Amiral » n'avait manifestement pas pardonné le mépris dont avait été entouré son départ, le 8 mars 1997, dans cette sixième tentative pour s'emparer du Trophée Jules-Verne. *« On a entendu tellement de blabla sur cette date tardive,* dit-il, en s'emportant. *Et pourtant personne n'a de données sérieuses sur ce qui se passe là-bas à cette période de l'année. Moi, j'y avais été à peu près au même moment avec Eric Tabarly sur* Pen-Duick-VI, *il y a vingt-six ans. Et puis, après tout, les cap-horniers n'avaient pas de saison pour faire le tour du monde. »*

Rare parmi ses pairs à être venu le saluer, Marc Pajot n'a sans doute pas été déçu lui non plus du détour par Brest. Olivier de Kersauson lui a rappelé qu'*« on voit des équipages faire trois Coupes de l'America sans résultats et on s'étonne qu'il nous ait fallu quatre ans pour battre le record du Tour du monde. »* Le capitaine de *Sport-Elec* se venge des sceptiques tout en admettant qu'il n'a pas voulu trop en dire sur la préparation de son bateau et de son équipage : *« Nous avions fait plus de 30 000 milles pour nous entraîner. Le bateau avait été amélioré au maximum de ses possibilités. Nous n'étions pas les meilleurs marins du monde, nous n'avions pas le meilleur bateau, mais nous étions certainement les plus gonflés. »*

« C'ÉTAIT DE LA FOLIE »

Titubant de fatigue, les yeux enfoncés dans des visages marqués, les équipiers de *Sport-Elec* sont plus partagés que le laisse entendre l'enthousiasme de leur patron. Yves Pouillaude, le second qui était de la tentative contre *Enza*, parle d'une *« immoralité totale »* : *« Cette fois on était sept à bord, contre seulement cinq en 1994. Cela changeait tout. On a moins travaillé et on a mis moins de temps. »* Pour Marc Le Fur, ce premier Tour du monde restera marqué par un passage du cap Horn épique, et par la descente dans les 60es sud : *« Les champs de glace avec les growlers, cela va dans la journée, mais c'est vraiment l'angoisse totale quand on n'est pas de quart pendant la nuit. »*

Didier Gainette, embarqué sur *Sport-Elec* au tout dernier moment, est loin de comprendre l'enthousiasme d'Olivier de Kersauson. *« C'était de la folie. Et il y avait tellement d'endroits magnifiques où s'arrêter,* dit-il en ne plaisantant qu'à moitié. *Olivier gère formidablement ceux qui l'entourent. Il connaît parfaitement la mer, devine l'arrivée des grains une heure avant tout le monde. Mais c'est épuisant de faire une course contre la montre sans avoir d'adversaire comme repère. »* Alors Olivier de Kersauson accepte enfin de quitter son masque grimaçant pour fixer un rendez-vous à ceux qui voudront lui reprendre ce record : *« Les Français restent ceux qui dominent les tours du monde à la voile. »*

Christophe de Chenay



L'hommage de Peter Blake

Pour ce qu'il tient à appeler *« le jour d'Olivier »*, il est venu de Southampton, en Angleterre, où *Enza*, son catamaran du record de 1994 vient d'être réarmé et rebaptisé *Sun-Alliance*. Le grand Peter Blake, l'homme qui a conquis les plus grands trophées de la voile – Coupe de l'America, Whitbread –, était à Brest, lundi 19 mai, pour saluer celui qui lui enlève de si belle façon son record. *« Dans ma hiérarchie personnelle, le tour du monde est au-dessus de tout,* dit le Néo-Zélandais, en gants blancs pour remettre le Trophée Jules-Verne à son successeur. *C'est le danger, l'adrénaline, le fil du rasoir pendant plus de soixante-dix jours. On ne sait jamais ce qui va se passer le lendemain. Le succès d'Olivier de Kersauson est la meilleure chose qui pouvait arriver au Trophée Jules-Verne, cela montre que battre ce record reste un défi formidablement actuel. »*

Jacques Chirac a félicité « son ami »

● **Jacques Chirac** : dès qu'Olivier de Kersauson eut franchi la ligne d'arrivée du Trophée Jules-Verne, lundi 19 mai, le président de la République a téléphoné au navigateur. Au cours de ce long entretien, le chef de l'Etat l'a félicité et lui a dit qu'il était *« fier d'être son ami »*. Quelques minutes auparavant, dans un communiqué, le président de la République avait salué la *« victoire extraordinaire »* de Kersauson et de son équipage, qui *« apporte à la France cette fierté et cet élan que seuls les grands défis gagnés peuvent offrir »*.

● **Alain Juppé** : le premier ministre a déclaré que cet exploit offre *« à toute une génération la démonstration que grâce à sa volonté, l'homme peut, même dans les circonstances les plus difficiles, dominer les éléments »*. *« Par votre victoire,* a-t-il ajouté à l'adresse du skipper, *vous et votre équipage apportez la preuve que la passion, le courage et l'engagement sont les plus forts. »*

● **Guy Drut** : le ministre délégué à la jeunesse et aux sports a salué l'*« audace remarquable »* des sept hommes. *« Vous avez su aller au bout de votre rêve, en oubliant les éternels sceptiques,* a-t-il expliqué. *Vous êtes aujourd'hui la preuve qu'avec la confiance, la France peut se surpasser. »*

L'équipe de France battue au Mondial de handball

L'ÉQUIPE de France a concédé sa première défaite dans le quinzième championnat du monde de handball, face à la Corée du Sud (27-26), mardi 20 mai à Kumamoto, au Japon. Les Français, tenants du titre, avaient pourtant compté jusqu'à huit buts d'avance en première période. Vainqueurs de l'Italie (25-21) lors de leur premier match, les Français ont d'abord trouvé la solution face aux Coréens adeptes du jeu rapide et de la défense haute. S'appuyant sur une bonne circulation de balle, ils ont rapidement fait la différence pour mener 15-7 à la 23e minute. Les Coréens ont ensuite profité d'un relâchement français et des arrêts de leur gardien de but Suk Lee pour combler leur retard et prendre l'avantage à huit minutes de la fin. Pour son troisième match du groupe B du Mondial de handball, l'équipe de France affrontera l'Argentine, mercredi 21 mai. – *(AFP.)*

DÉPÊCHES

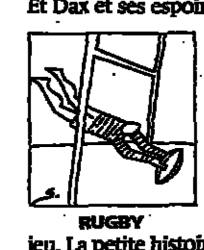
■ **CYCLISME : le Russe Pavel Tonkov** a gagné, lundi 19 mai, la troisième étape du Giro, un contre-la-montre disputé sur un parcours montagneux de 18 km. Vainqueur du dernier Tour d'Italie, le coureur de la Mapei-GB a raflé par la même occasion le maillot rose. Au classement général, il devance d'une seconde son compatriote Evguéni Berzine. Le Français Luc Leblanc est quatrième, à 37 secondes.

■ **TENNIS : l'Allemand Boris Becker** a déclaré forfait lundi pour les Internationaux de France de tennis qui débutent le 26 mai à Roland-Garros. Blessé depuis plusieurs mois au poignet, le numéro 12 mondial sera remplacé dans le tableau final par l'Italien Andrea Gaudenzi.

Philippe Saint-André rêve de chavirer le Parc avant de quitter Montferrand pour l'Angleterre

AGEN
de notre envoyé spécial

Philippe Saint-André est toujours là, montferrandais plus que jamais. Et Dax et ses espoirs en pagaie s'en vont, éliminés sans gloire dans un médiocre quart de finale (22-18). Tant pis pour le spectacle, et les rêves de beau jeu. La petite histoire du championnat de France se consolera grâce au bonheur de Saint-André. Elle raffole de ces ultimes saisons qui n'en finissent pas, de ces adieux qui s'éternisent. En 1992 sonna l'heure de Serge Blanco. L'arrière de Biarritz, le génie solitaire du XV de France aux mille et un exploits, tirait sa révérence. Son club, en un joli contre-pied aux pronostics, parvint en finale. Comme s'il avait fallu repousser au plus tard l'au-revoir du bon Serge. A trente ans, Philippe Saint-André n'en a pas tout à fait fini avec le jeu. Mais, la saison prochaine, il n'exercera plus ses talents sur le continent.



RUGBY

L'ailier et ex-capitaine de l'équipe de France quitte l'Auvergne, dont il était devenu au fil des ans le plus digne représentant rugbystique. Un moment, il a semblé prêt à tenter l'aventure parisienne du Stade français. Il a finalement signé un contrat de deux ans en faveur du club anglais de Gloucester. Chaque sortie de l'Association sportive montferrandaise (ASM) prend donc l'allure de dernière, bardée d'émotions, de souvenirs et d'espoirs d'aller encore un peu plus loin. Car Saint-André, malgré deux Coupes du monde et sept Tournois des cinq nations, court toujours après un premier titre de champion de France. Comme Blanco, comme tant d'autres, il aimerait en finir au Parc des Princes, le maillot jaune et bleu de l'ASM sur le cœur, et le bouclier de Brennus dans les bras.

UNE SORTE DE PÉRIL BLEU

Samedi 17 mai, le quart de finale contre Dax avait pourtant commencé sous les plus cruels auspices : le matin même, Olivier Merle apprenait sa suspension pour une brutalité commise lors des huitièmes de finale contre Toulon, et Arnaud Costes, le troisième ligne, déclarait forfait sur blessure. Philippe Saint-André s'est senti obligé d'élever la voix. Avec Jean-Marc Lhermet, le capitaine, il compte au nombre des anciens, ceux dont on aime entendre les paroles de réconfort, quand tangue le navire. *« A l'ASM, je fais partie des joueurs qui parlent »*, résume-t-il simplement. Longtemps, on a bien cru que les mots n'y suffiraient pas. Dans un stade à la pelouse détrempée par les averses de la nuit et du petit matin, les Montferrandais avaient l'air lourd et emprunté de perdants résignés. Dax s'enivrait de la réussite de Richard Dourthe, son buteur.

Philippe Saint-André était exilé sur son aile, dans l'attente d'un ballon qui se faisait trop rare, boudé par des coéquipiers qui rechignaient à l'envoyer jusqu'à lui. Il faut dire que le « Goret » n'a pas retrouvé toutes ses jambes. Au début de la saison, il étonnait encore par sa résistance, et un grand nombre de matches disputés sans dommage, au point de soupçonner une secrète aspiration à des records de longévité. Puis, une grave blessure, la première de sa carrière, a stoppé net sa course à l'automne. Pendant près de cinq mois, il a disparu des terrains, et n'est revenu qu'au milieu de l'hiver, pour se blesser à nouveau, ballotté par les caprices d'un corps revêche. Il n'a repris un entraînement normal que récemment. Son dernier essai, sous le maillot de l'ASM, date de février.

Philippe Saint-André ne va plus aussi vite, n'a plus cette rage de marquer qui inquiétait les défenses, le transformait en une sorte de péril bleu dans les matches de l'équipe de France. Contre Dax, à plusieurs reprises, il a paru lent. A Montferrand, les occasions de briller sont devenues plus rares pour les aspirants au grand art de l'attaque. Alain Gaillard, l'entraîneur, a recentré le jeu sur les avants, la puissance et la force. *« Si je compare à notre équipe de 1994, qui est parvenue en finale, nous sommes meilleurs en mêlée et en touche,* reconnaît Philippe Saint-André. *Nous sommes moins bon dans le désordre. »* Pourtant, il est bien obligé de reconnaître que l'ASM n'a pris le dessus que lorsqu'elle s'est mise à jouer. En quelques minutes d'inspiration, elle a marqué l'unique essai du match et bousculé à deux reprises les défenseurs de Dax. Le « Goret » a déjà fait ses comptes. Il n'est plus qu'à quatre-vingt minutes du Parc. Que Montferrand renverse Bourgoin, et il s'offrira le luxe d'une sortie en fanfare.

Pascal Ceaux

Le carton blanc trouble les esprits et le jeu

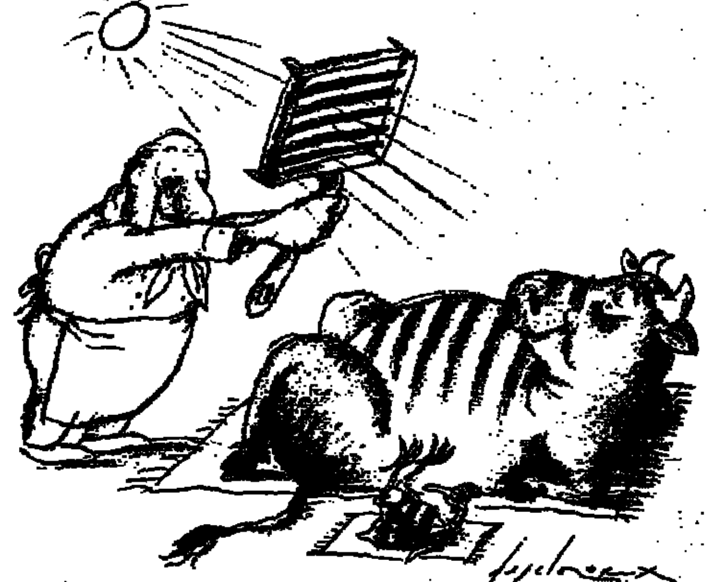
Le titre de champions de France 1997 se jouera-t-il sur les règles du carton blanc ? On peut se poser la question après les quarts de finale disputés samedi 17 et dimanche 18 mai, et surtout après la victoire de Bourgoin sur Pau (24-18), qui doit beaucoup à ce nouveau règlement. Le carton blanc, innovation strictement française, du moins pour l'instant, a vu le jour en début de saison afin de résoudre les sempiternels problèmes du jeu au sol. Autrement dit, les cafouillages, plongeons, et autres obstructions qui surviennent dès lors que le porteur du ballon est plaqué et mis au sol. Afin d'éclaircir cette phase de jeu, les arbitres français ont introduit une règle qui stipule que la quatrième faute d'une équipe sera sanctionnée par une expulsion temporaire de dix minutes. Les Palois, dimanche, ont vu trois de leurs joueurs ainsi sanctionnés tandis que la veille à Narbonne, Toulouse l'avait été deux fois. Le dispositif est aggravé par le fait que les fautes suivant la quatrième provoquent tout de suite une suspension.



GASTRONOMIE

De la broche au gril

L'été approche, et les barbecues sont aux portes de Paris. Deux adresses



LE MOUSQUETAIRE était resté malade durant six longs jours. A la sortie des délires, Planchet le retiendra tout juste d'aller pistolériser le signor Porfirio, l'aubergiste responsable du désastre. Dans son *D'Artagnan amoureux*, Roger Nimier conduisait le héros jusqu'au seuil de la mort, sous le prétexte étonnant qu'il n'avait pas pris garde au persil qui flottait dans le potage. Blague *d'écrivain : Nimier faisait référence* à son copain Antoine Blondin, que l'on donnait pour détester cette herbe, l'*ache* des Grecs, plante funéraire, funeste et fatale.

Où d'Artagnan serait-il venu se refaire une santé en débarquant à Paris, avant d'aller mettre, contre les arrogances du cardinal, son poignet au service du roi ? Le poulet, la canette ou la pintade ont de moins en *moins souvent le privilège de s'offrir* à l'épreuve de la broche devant témoins. Généralement, on les travestit et tourmente en cuisine, moments souvent pénibles pour cette basse-cour innocente, qui se retrouve le pilon entrelardé de citron vert ou de menthe fraîche, affublée de paillettes au croupion. On dira qu'elle en a vu d'autres et que rien ne peut vraiment entamer sa force de caractère, *mais la* retrouver *dans* son espace originel, rendue aux seules sanctions du feu primitif, est assez réjouissant.

Levallois-Perret, au 24 de la rue Anatole-France : la Rôtisserie. C'est un endroit confortable, vaste et banal. Neuilly n'est pas loin, ce qui *donne un petit genre distingué* à la clientèle, mais rien de criard ; on pourra manger avec ses doigts. Le patron est d'origine espagnole et sait ce que *pollo* à la braise veut dire. Il fallait attendre quarante minutes. Attendons.

Vieille histoire – ibérique, il se trouve –, le dernier gallinacé cuit et dévoré sur le thème du tison ardent l'avait été dans une nuit catalane, sur les hauteurs du Montjuich, où la *guardia civil* barcelonaise patrouillait mollement près des *buissons* pour rappeler à son devoir de réserve toute une population d'amants de clair de lune. L'Espagne commençait à entendre le chant des *marbriers*, qui affûtaient leurs ciseaux pour graver les dernières volontés de Francisco Franco Bahamonde. Et les poulets de l'époque étaient montés sur pattes, sveltes et bavards comme des légionnaires romains de retour de campagne. Ils croustillaient.

ROTISSOIRE IMPÉRIALE

Ceux de Daniel Ballester sont do*dus et fermiers et tournent, sous sa* conduite, aux flammèches d'une rôtissoire impériale conçue pour ne décevoir personne. Ils sont accompagnés d'une purée de pommes de terre soumise à l'épreuve de l'huile d'olive, recette dont il ne serait pas désobligeant de connaître l'exact façonnage.

Après les produits de la ferme, de la viande absolument rouge maintenant, de la *saignante*, de *celle qui* croque sous la dent et réconforte les désarçonnés de la grande pagaille, les rescapés de ce mauvais rêve déjà ancien où l'on prédisait le régime végétarien soudainement souhaitable pour tous. Désormais tout va mieux, même en Angleterre. *Tranchons, découpons, escalopons* à notre faim.

On descendra à la station Robespierre, près de la porte de Montreuil. C'est dans les parages que le citoyen Bissonnet, fameux boucher à Paris, a installé, à l'enseigne du Bœuf à six pattes, l'un de ses restaurants. Pourquoi six pattes ? Une *vieille histoire des pionniers du* Nord-Ouest américain, qui auraient remarqué dans leur cheptel un champion pourvu de plus de sabots que les autres et immédiatement désigné comme reproducteur majeur. Dans la salle, un tableau de fortes dimensions donne crédit à l'aventure.

A vrai dire, nous sommes au cœur d'un centre commercial. Ça repose. Ici, l'appétit est sportif, on ne se pose pas de ces graves questions de savoir si le turbot admet la fréquentation du caviar, ou l'asperge celle de la morille. Plus simplement, les chauffeurs routiers, les dames des postes et les chefs de rayon viennent dans la bonne humeur *consacrer leurs noces* avec la bavette d'aloyau, le faux-filet minute ou le pavé de rumsteak.

Cuisson au gril et foyer chargé au bois. Il est astucieux, le boucher Bissonnet. Accrocheur aussi, tout à fait dans l'époque. Le voilà trouvant des slogans publicitaires pour ses plats : onglet, *« sans lui que deviendrait l'échalote ? »* ; T-bone steak, *« une découpe typiquement américaine »* ; côte de bœuf à six pattes, *« légendaire... et fondante »*. Comment résister et que choisir ?

Saisis à point et sur le vif, les mangeurs de viande ont pour eux de donner l'impression d'être tous en *excellente forme. On les sent ca*pables de grandes choses. Toujours joviaux, ils mandibulent sans que rien, pourtant, transparaisse *jamais* de leurs émotions. Rarement de commentaires, entièrement attelés à la tâche, retrouvant sans le dire l'illumination de l'homme venant de découvrir l'allumette, de la tribu faisant pour la première fois crépiter le feu. Le culte des ancêtres, c'est eux.

Jean-Pierre Quélin

★ **La Rôtisserie, 24, rue Anatole-France, 92300 Levallois-Perret. Tél. : 01-47-48-13-82. Menu : 155 F.**

★ **Le Bœuf à six pattes, centre commercial la Grande Porte, 235, rue Etienne-Marcel 93100 Montreuil. Tél. : 01-48-97-37-37. Menus : 79 et 128 F. Carte : 200 F.**

La chronique de Jean-Pierre Quélin reprendra dans Le Monde *du 2 juillet.*

Les bretzels

Plus de 22 mètres de diamètre et 165 kg affichés sur la balance : de quoi s'agit-il ? Ce météorite a atterri un mercredi du début du mois de mai sur la place Kléber, à Strasbourg. Un groupe d'étudiants alsaciens, énervés de savoir que le record du plus grand bretzel au monde était détenu par un Lorrain, s'étaient *juré de venger l'affront. Pour eux*, cette pâtisserie en forme de nœud non serré et saupoudrée de cristaux de sel n'appartenait qu'à une seule province : la leur. Comment leur donner tort lorsque l'on sait que, dès la fin du XVe siècle, un bretzel figurait en bonne place sur les armoiries de la corporation strasbourgeoise des boulangers ?

***Les Alsaciens, en ornaient jusqu'à une date* récente leurs arbres de Noël et de gros bretzels sucrés et briochés s'offraient traditionnellement en famille au moment du Nouvel An. Dans leur version salée, les bretzels frais de la taille d'une main ou plus ne se trouvent guère aujourd'hui que dans des départements de l'Est. La maison *Burgard, à Bischeim*, en fabrique 12 millions chaque année, 70 % de cette production est vendue dans des boutiques spécialisées de la région, le reste est écoulé sous une forme crue et congelée dans les grandes surfaces.**

***Avouons tout net que trouver un bretzel à* cuire soi-même au four tient de la gageure. Les Français sont dans l'ensemble accoutumés à prendre à l'apéritif des mini-bretzels tout droit sortis d'usine. Si certains boulangers alsaciens continuent de fabriquer quotidiennement leurs gros bretzels frais, les débuts de la production industrielle *remontent à 1879... en Angleterre. Quand cette* pâtisserie n'est pas faite à partir d'un pâton noué mais qu'elle est issue d'une forme prédécoupée, elle est en règle générale plus compacte et bien moins croustillante.**

Un seul fabricant en Europe a su garder la technique des petits bretzels noués : la maison Roland, dans le canton suisse de Fribourg. Pour satisfaire la demande, *c'est 24 heures sur 24* que les machines à nouer travaillent. Ces énormes tricoteuses à bretzel (des machines qui bizarrement ont été brevetées aux Etats-Unis) ont réalisé en 1996 plus de huit millions de ces petits nœuds aux formes de « 8 » imparfait.

***Le bretzel est ensuite passé quelques secondes* dans un bain de soude caustique, sous peine de ne pas se colorer à la cuisson ni de fixer sur son pourtour les quelque 25 à 40 cristaux de sel dont il se pare en moyenne. Après une dizaine de minutes au four, ces petits formats calibrés à 5 grammes sont prêts à être dégustés en compagnie d'une bière fraîche.**

Guillaume Crouzet

★ Les bretzels Roland sont disponible en France sous la marque Albert Ménès, en épicerie fine et dans certains supermarchés : 14,50 F environ la boîte de 100 g.

BOUTEILLE

Côtes-de-castillon AOC

CHÂTEAU CAP-DE-FAUGÈRES

■ *Une moitié* de la propriété est située sur un épaulement du plateau de Saint-Emilion ; l'autre, sur les coteaux de la commune de Sainte-Colombe. D'un côté, c'est Château Faugères, un saint-émilion grand cru ; de l'autre, Château Cap-de-Faugères, AOC côtes-de-castillon, *strictement délimitée* par la rigueur du classement. Depuis dix ans, cette propriété d'un seul tenant (*une soixantaine* d'hectares au total) a fait l'objet d'importants investissements, de nouvelles méthodes de culture – on y pratique la « lutte raisonnée » – et bénéficie des conseils de l'œnologue Michel Rolland. Le résultat obtenu par Corinne et Péby Guisez est *spectaculaire*. A Faugères, la puissance est liée à la finesse et à l'élégance. Cap-de-Faugères, moins *prestigieux*, bénéficie de tous les efforts consentis à son voisin plus illustre, et témoigne, dans les millésimes 1994 et 1995, d'une remarquable concentration : c'est le terroir associé au fruit. Le prix de la bouteille fait preuve d'une rare modération. *Existe* aussi en *magnum*.

★ **Château Cap-de-Faugères, AOC côtes-de-castillon 1994 : 41 F (départ) ; 1995 : 49 F (livré à partir de septembre). Corinne et Péby Guisez. Château Faugères. 33330 Saint-Etienne-de-Lisse. Tél. : 05-57-40-34-99. Télécopie : 05-57-40-36-14**

TOQUES EN POINTE

Bistrots

LA TRUFFE NOIRE

■ Jenny Jacquet, un des « deux-étoilés » Michelin du département des Hauts-de-Seine, après une saison de truffes d'hiver (70 kg servis) se lance, à *la suite d'une rénovation réussie, sur la trace de la truffe d'été, certes parent* pauvre de la *melanosporum*, mais remarquablement travaillée au lard demi-sel et fenouil. Le menu confirme le sérieux du chef : thon au naturel et brouillade d'œufs à la vinaigrette relevée. Une cuisine aux accords étudiés. Le brochet au beurre blanc est un classique de la maison. Le filet de dorade cuit meunière au jus de volaille ou bien la rissolée de ris d'agneau, jus à la truffe, marquent la volonté de retenir une clientèle exigeante, sollicitée alentour par la facilité et l'à-peu-près. Menu midi et soir : 195 F. A la carte, compter 270 F.

★ **2, pl. Parmentier 92200 Neuilly-sur-Seine. Tél. : 01-46-24-94-14. Fermé samedi et dimanche.**

LE PETIT VENDÔME

■ Le tout-terroir triomphe ici, chez Christian et Patricia, l'un natif du Var, l'autre de Paris. Classique et franc confort de bistrot parisien, avec néons et zinc. Quelques délicatesses, tels l'aligot et le bon pain de campagne de chez Julien, le vin de Saint-Pourçain, signent les ambitions de la direction. De bons produits artisanaux, *quelques plats* de tradition, comme le gras-double, le pied de cochon grillé, le civet de porc au bergerac, le tripous de Naucelles. Voilà pour l'ordinaire. Les jours de fête, c'est la palette aux lentilles ou le chou farci. Fromages de qualité, tous d'origine, à petits prix, cantal, bleu, saint-nectaire. De bons vins francs, de propriétaire : menetou-salon, en blanc, montravel, de la région de Bergerac, rouge bien sûr, château Les Micots (68 F). Cuisine joviale. Rien ici n'altère l'humeur ; les propos de comptoir sont lestes et légers comme « les vins à la ficelle ». A la carte, compter 100 F à peu près.

★ **8, rue des Capucines 75002 Paris. Tél. : 01-42-61-05-88. Fermé dimanche.**

Gastronomie

LE CLOS DE LA VIOLETTE

■ La Provence est en mai toute de couleurs et de senteurs exacerbées. Terres ocre et rouges, lavande et romarin. Simple et rustique, la région sait être aussi âpre et dure. Il faut du tempérament pour y exercer son art. Alain Banzo, de parents italiens et espagnols, a conçu une halte aimable dans une maison bourgeoise *sur les hauteurs d'Aix*, entourée d'un plaisant *jardin d'été*. *Savoir-faire* impressionnant. La pissaladière de cabillaud et brandade aux aromates est un jeu de saveurs retenues, où finit par s'imposer un accompagnement d'aïoli de légumes à l'huile d'olive. La salade tiède de poulpe au citron rehaussée d'une marinade de tomates séchées aux épices, comme les rougets de roche rôtis à la farce d'herbes au lard fumé marquent un territoire de goûts mêlés et savamment ordonnés. L'épaule de lapereau confite en cocotte et l'agneau de lait en croûte d'herbes, selon une Provence idéalisée, voire réinventée, deviennent une éblouissante composition culinaire. *Saveurs* cachés, goûts francs et justes, révélés aussi par quelque vin des coteaux d'Aix, dont Alain Banzo maîtrise les accords secrets. Menu : 370- 500 F. A la carte, compter 450 F.

★ **10, av. de la Violette 13090 Aix-en-Provence. Tél. : 04-42-23-30-71. Fermé dimanche et lundi midi.**

Jean-Claude Ribaut

Nuages et pluies au nord

LA DÉPRESSION centrée au nord-ouest de la Bretagne dirige dans un flux d'ouest sur l'ensemble du pays une traîne chargée et très humide. Mercredi le ciel sera couvert et pluvieux sur la moitié nord. Il sera plus ensoleillé sur la moitié sud.

Bretagne, Pays-de-Loire, Basse-Normandie. – Nuages et pluies seront au menu. Le soleil fera néanmoins quelques apparitions en soirée le long des côtes de la Manche. Les températures ne dépasseront pas 14 à 17 degrés.

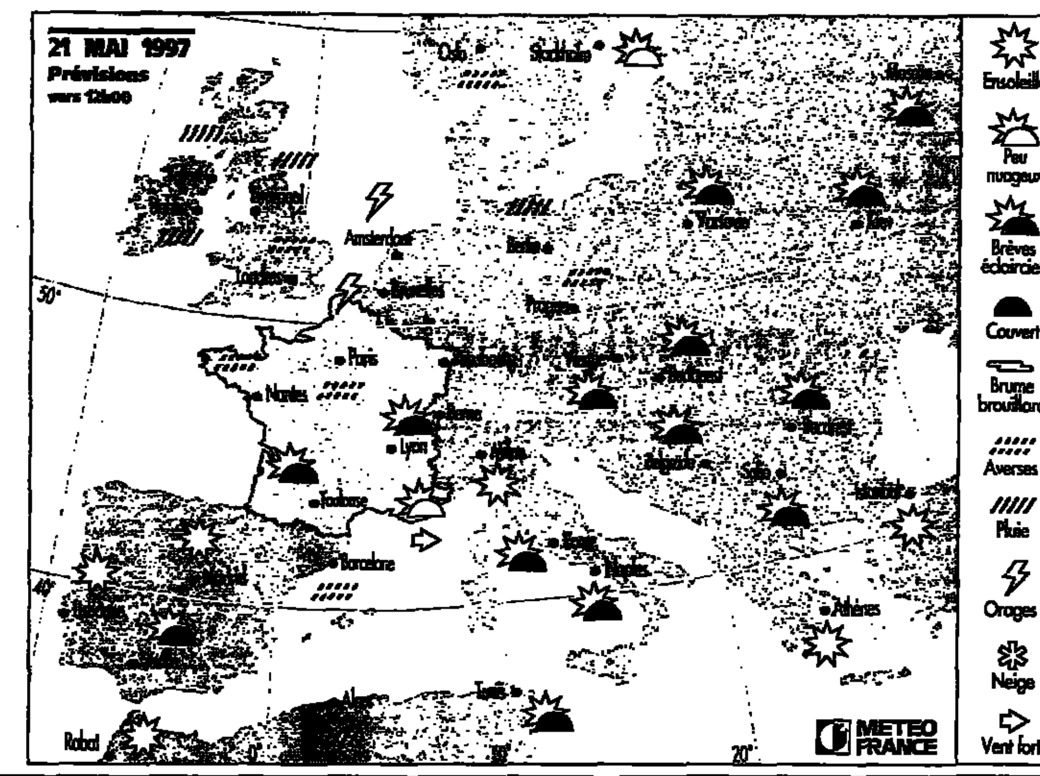
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Les nuages prédomineront et seront porteurs de nombreuses pluies. A ce temps maussade s'ajoute un vent d'ouest dont les rafales atteindront 50 km/h. Les températures seront stationnaires, 14 à 17 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – On pourra parler de mauvais temps pour cette journée où d'épais nuages amèneront de la pluie. Le vent de sud-ouest soufflera en rafales jusqu'à 50 km/h. Les températures atteindront 15 à 17 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – La journée ne sera pas désagréable, malgré quelques averses sur les côtes aquitaines et des ondées parfois orageuses sur les Pyrénées. Il fera de 16 à 18 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – De nombreux nuages se développeront essentiellement sur le relief. Il donneront des averses localement. On bénéficiera tout de même de larges éclaircies. Les températures atteindront 14 à 20 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Ce sera globalement une belle journée. Seule la Corse sera plus nuageuse, avec des pluie possibles. Ailleurs, on n'aura à se plaindre que du vent d'ouest dont les rafales atteindront 80 km/h sur les côtes varoises et la Corse. Il fera 18 à 21 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ITALIE.** Un mot d'ordre de grève de 48 heures a été lancé à compter de lundi 19 mai à 21 heures par les syndicats des chefs de gare et des ingénieurs des transports ferroviaires pour protester contre le retard dans le renouvellement des conventions. La compagnie nationale a annoncé qu'un service minimum serait assuré. – *(AP.)*

■ **PALESTINE.** Palestinian Airlines ouvrira sa première liaison internationale en juin avec la Jordanie. – *(Reuter.)*

■ **GRÈCE.** La pollution de l'air approche le niveau d'alerte à Athènes, où la température atteint 32 degrés dans la journée. – *(AP.)*

■ **ÉTATS-UNIS.** Pour pallier les problèmes liés à l'affluence des visiteurs dans les parcs nationaux, le secrétaire aux affaires intérieures américain a indiqué qu'un système de réservation pourrait être mis en place. – *(Reuter.)*

PRÉVISIONS POUR LE 21 MAI 1997
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole			NANCY	9/15	P	ATHENES	18/29	S	MADRID	11/22	S	CARACAS	25/31	S	TUNIS	18/26	S
AJACCIO	11/21	C	NANTES	10/16	P	BARCELONE	15/19	P	MILAN	14/25	S	CHICAGO	5/15	S	**ASIE-OCÉANIE**		
BIARRITZ	11/18	N	NICE	14/20	S	BELFAST	8/13	P	MOSCOU	1/13	N	LIMA	21/27	S	BANGKOK	28/33	P
BORDEAUX	11/18	N	PARIS	10/16	P	BELGRADE	17/30	N	MUNICH	11/18	N	LOS ANGELES	13/20	S	BOMBAY	26/31	S
BOURGES	9/15	P	PAU	9/18	S	BERLIN	11/16	P	NAPLES	17/26	N	MEXICO	13/22	P	DJAKARTA	26/30	P
BREST	9/15	P	PERPIGNAN	13/21	S	BERNE	9/16	N	OSLO	5/9	P	MONTREAL	7/11	P	DUBAI	25/35	S
CAEN	11/14	P	RENNES	10/17	P	BRUXELLES	11/14	P	PALMA DE M.	15/22	S	NEW YORK	11/18	S	HANOI	27/32	C
CHERBOURG	8/15	P	ST-ETIENNE	9/17	N	BUCAREST	13/31	N	PRAGUE	12/19	P	SAN FRANCS.	13/22	S	HONGKONG	25/30	P
CLERMONT-F.	9/17	N	STRASBOURG	10/17	P	BUDAPEST	17/24	N	ROME	13/23	N	SANTIAGO/CHI	2/10	S	JERUSALEM	17/27	S
DIJON	10/16	P	TOULOUSE	11/19	N	COPENHAGUE	6/11	N	SEVILLE	12/28	N	TORONTO	5/12	S	NEW DEHLI	27/41	S
GRENOBLE	10/19	N	TOURS	9/15	P	DUBLIN	8/13	P	SOFIA	14/29	N	WASHINGTON	10/20	S	PEKIN	17/25	S
LILLE	10/16	P	**FRANCE outre-mer**			FRANCFORT	13/16	P	ST-PETERSB.	3/8	P	**AFRIQUE**			SEOUL	11/17	S
LIMOGES	8/14	N	CAYENNE	24/28	P	GENEVE	11/17	N	STOCKHOLM	2/12	S	ALGER	16/23	P	SINGAPOUR	27/32	S
LYON	11/18	N	FORT-DE-FR.	25/30	P	HELSINKI	3/10	P	TENERIFE	14/19	S	DAKAR	23/29	S	SYDNEY	13/17	C
MARSEILLE	13/21	S	NOUMEA	22/26	P	ISTANBUL	17/26	S	VARSOVIE	11/17	N	KINSHASA	20/32	S	TOKYO	16/20	S

PAPEETE	26/30	P	KIEV	15/24	N	VENISE	17/24	S	LE CAIRE	19/31	S
POINTE-A-PIT.	24/31	P	LISBONNE	12/20	S	VIENNE	15/23	N	MARRAKECH	14/23	S
ST-DENIS-RÉ.	21/25	S	LIVERPOOL	9/15	P	**AMÉRIQUES**			NAIROBI	13/23	S
EUROPE			LONDRES	10/17	P	BRASILIA	14/25	S	PRETORIA	6/22	S
AMSTERDAM	10/14	P	LUXEMBOURG	11/13	P	BUENOS AIR.	11/17	S	RABAT	14/23	S

Situation le 20 mai à 0 heure TU — *Prévisions pour le 22 mai à 0 heure TU*

PROFESSION

La vente à domicile, un emploi à temps choisi

C'EST un travail qui possède bien des attraits : faible investissement de départ, souplesse des horaires, temps vraiment partiel. *« Je voulais rencontrer des gens et savoir si j'étais capable de gagner de l'argent toute seule »*, explique Agnès D. Mais elle a vite déchanté : *« C'était pénible, car je devais aller chercher les commandes à 30 kilomètres de chez moi, et faire ensuite la tournée des clients pour les livraisons. »*

Elle avait eu affaire au Groupement européen des professionnels du marketing (GPEM), une entreprise aux méthodes peu recommandables, qui a fait faillite depuis (*Le Monde* du 3 novembre 1994). *« Il fallait acheter des cassettes pour se former aux techniques de vente. Mais c'était du bourrage de crâne, un hymne aux bienfaits de la libre entreprise et des rêves de succès. Ce qui comptait, c'était de recruter à tout prix de nouveaux distributeurs. En fin de compte, ma dernière commande n'a pas été honorée, et les rémunérations promises ne m'ont jamais été versées. »*

La vente à domicile, également appelée *« vente en réseaux »* ou *« vente multi-niveaux »* consiste à commercialiser des produits d'un groupe et à recruter de nouveaux vendeurs. L'un ne va pas sans l'autre, car il faut sans cesse élargir le circuit de distribution. Cette formule est économique pour les entreprises qui n'ont pas besoin d'investir dans les locaux et la publicité. Les salaires des vendeurs à domicile indépendants (VDI) sont proportionnels à leurs résultats. Ils perçoivent une marge bénéficiaire sur les marchandises qu'ils ont vendues par eux-mêmes et touchent des commissions sur les ventes effectuées par les nouveaux distributeurs qu'ils ont parrainés ou recrutés.

Chaque société a sa hiérarchie et ses titres. Chez Tupperware (les célèbres petites boîtes alimentaires hermétiques qui fêtent cette année leur 50e anniversaire), on trouve les *« présentatrices »*, les *« monitrices »* et les *« concessionnaires »*. Seules les présentatrices ont le statut de VDI. Les monitrices sont salariées, mais avec une rémunération qui varie en fonction du chiffre d'affaires réalisé par les présentatrices de leur unité, et les concessionnaires ont leur propre société à responsabilité limitée (SARL).

Chez Amway, le géant américain de la vente directe, les VDI sont appelés *« distributeurs »*. Ceux qui réalisent un gros chiffre d'affaires deviennent *« distributeurs directs »*.

Les performances sont récompensées, par des commissions supplémentaires et des distinctions honorifiques : *« inscriptions au tableau d'honneur, publication dans le journal interne, messages personnels de félicitation »*. On verra ainsi des *« distributeurs directs Perle, Emeraude, Rubis, Diamant, Double ou Triple diamant, Couronne, Couronne Ambassadeur »*.

Chez Tupperware, une présentatrice perçoit une commission nette de 20 % sur les ventes réalisées au cours de réunions à domicile, à laquelle s'ajoute un bonus de 350 à 1 500 francs, selon le chiffre d'affaires réalisé (de 6 500 à 30 000 F). Pour gagner 10 000 F, une présentatrice devra réaliser un chiffre d'affaires de 43 000 F, ce qui correspond à la vente de 63 plats à micro-ondes *« micro-plus »* à 690 F pièce, ou à 373 boîtes pour réfrigérateur à 115 F.

Chez Amway, le calcul des gains est très complexe. Le distributeur encaisse une marge bénéficiaire de 25 % à 30 %, selon les produits. En outre, à chaque article correspond un *« volume d'affaires »* (VA) qui donne droit à des *« points de vente »* (PV). On obtient un PV pour sept VA. Les PV donnent lieu à une commission supplémentaire : de 3 % à partir de 200 PV, à 21 % pour 1 000 PV. Enfin, le distributeur qui a parrainé plusieurs personnes perçoit une *« commission d'animation »* sur le volume d'affaires réalisé par son *« groupe »*.

Ainsi, un distributeur qui aura vendu pour 1 500 F de marchandises encaissera une marge bénéficiaire de 450 F et les 45 F correspondant aux 214 PV auxquel lui donne droit ce volume d'affaires. Mais il lui faudra déduire 48 F TTC, montant prélevé par Amway pour la livraison et l'achat du *« kit »* comprenant les catalogues, bons de commandes et échantillons de produits : 390 F. Pour percevoir un revenu mensuel brut de 10 000 F, un distributeur devra réaliser chaque mois avec son groupe un chiffre d'affaires de 110 600 F (soit 15 800 PV), ce qui équivaut à la vente de 2 126 flacons de LOC, le nettoyant multi-usages d'Amway, à 52 F pièce.

Il faut donc déployer une belle énergie, avant d'atteindre le seuil de rentabilité. Des femmes ont fini par se brouiller avec leurs amies, lasses d'être sans cesse sollicitées. Seuls réussissent celles ou ceux qui sont particulièrement accrocheurs pour agrandir sans cesse le cercle des clients et vendeurs potentiels. Comme cette monitrice de Tupperware, qui, à la fin de l'interview, eut la présence d'esprit de solliciter la journaliste qui l'interrogeait pour organiser une réunion chez elle, ou pour nouer des liens avec le comité d'entreprise du *Monde*.

Michaëla Bobasch

Statut spécial

Les vendeurs à domicile indépendants bénéficient d'un statut *« d'assimilé-salarié »* et d'un régime dérogatoire de Sécurité sociale (loi nº 93-121 du 27 janvier 1993, *JO* du 30 janvier 1993).

● **Calcul des cotisations :** versement d'un forfait pour les rémunérations trimestrielles inférieures à 75 % du SMIC mensuel et application des taux de droit commun à des assiettes forfaitaires réparties en sept tranches pour les rémunérations trimestrielles brutes égales ou supérieures à 75 % et inférieures à 180 % du SMIC mensuel (art. 2 de l'arrêté du 2 novembre 1994, *JO* du 18 novembre 1994). La société de vente directe doit donc verser des contributions patronales et retenir les contributions sociales correspondantes sur les revenus des distributeurs.

● **Assurance-chômage :** aucune cotisation à l'assurance-chômage ni à un régime de retraite n'est prévue pour les VDI

● **Registre du commerce :** si on a exercé une activité durant deux années civiles complètes et consécutives et perçu une rémunération annuelle brute supérieure à 30 % du plafond annuel de la Sécurité sociale, on doit s'inscrire au registre du commerce et des sociétés ou au registre spécial des agents commerciaux.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 97102

♦ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

I II III IV V VI VII VIII IX X

HORIZONTALEMENT

I. Une misère que l'on ne connaît plus. A moitié gaga. – II. Recommandée dans certaines circonstances. Pose problème à la conscience. – III. Négation. On les a déjà vus dans le bâtiment. – IV. Le samarium. Où l'on a joint les deux bouts. – V. Attrista dans la confusion. Ont trouvé leur place à l'usine et à la cuisine. – VI. Un prénom pour Rilke. Petits ou gros, ils sont familiers. – VII. Ils n'ont rien à donner, mais ils n'ont rien reçu. En rose. – VIII. Ne pris pas au sérieux. Personnel et familier. – IX. Son curé est connu. Passer la main dans les affaires. – X. Possessif. Rejetées... elles sont pourtant bien bâties.

VERTICALEMENT

1. Chinoiserie ou pouvoir ? – 2. Poisson rouge. Aura du mal à comprendre. – 3. Lettres de Sartre. Blancs sur papier libre. – 4. Paradoxalement, c'est aussi un point de départ. – 5. Se lance. Sortit des limites. – 6. Proches de la fin. Procure un vif plaisir. – 7. La pièce la plus solide de la charpente. Tellement nuls qu'ils sont à l'envers. – 8. Insensible à la force nucléaire. Dans les chromosomes. – 9. En Corrèze. – 10. Ensembles en sol mineur. Personnel. – 11. Donne du plaisir. Planté pour assurer le coup. – 12. Apportent leur soutien, si nécessaire.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU Nº 97101

HORIZONTALEMENT

I. Parangon. CRS. – II. Enamourée. Ou. – III. Retends. Tour. – IV. Ems. Dû. Mimer. – V. Ma. Piliers. – VI. Alterne. FM. – VII. Tiras. Ou. Cri. – VIII. Iman (main). Anémies. – IX. Oh. Traitante. – X. Nue. Dressées.

VERTICALEMENT

1. Péremption. – 2. Anema (amena). Imbu. – 3. Rats. Ara. – 4. Ame. Plant. – 5. Non-dits. Rd. – 6. Gudule. Aar. – 7. Ors. Ironie. – 8. Ne. Menuets. – 9. Etiré. Mas. – 10. OMS. Ciné. – 11. Roue. Prêté. – 12. Surremises.

SCRABBLE ®

PROBLÈME Nº 18

A la recherche du troisième mot

1.) Vous avez tiré A C I N O T U.

a) Trouvez deux mots de sept lettres et placez-en un.

b) Avec ce même tirage, trouvez cinq mots de huit lettres en le complétant avec cinq lettres différentes appartenant à l'un ou à l'autre des deux mots placés sur la grille.

N. B. Dès que vous avez trouvé une solution, effacez-la avant de continuer.

2.) Préparation de la grille de la semaine prochaine.

c) Premier tirage : A A E G J L T. Trouvez un sept-lettres.

d) Deuxième tirage : E G N O O R S. Trouvez un sept-lettres (il est implaçable).

En utilisant trois lettres différentes du tirage précédent, trouvez trois huit-lettres.

Solutions du problème dans *Le Monde* du 28 mai.

Solutions du problème paru dans *Le Monde* du 14 mai.

Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre.

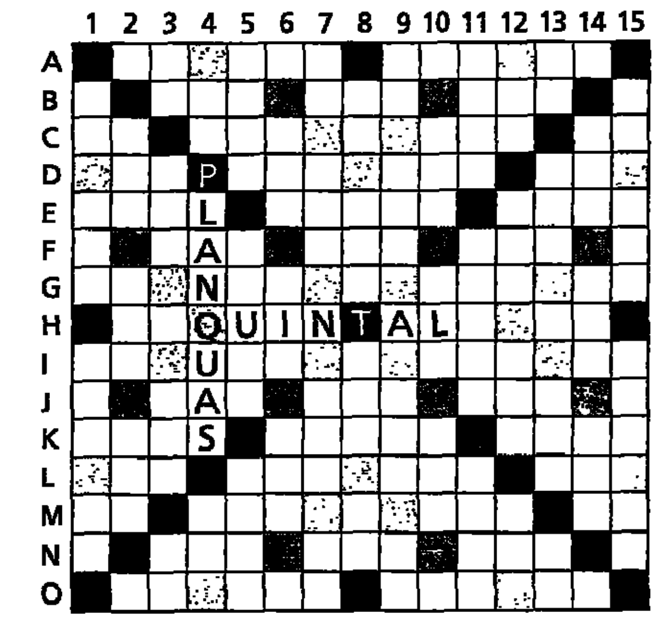
Lorsque la référence commence par une lettre, le mot est horizontal ; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.

a) MARENGO, 7 B, 77, faisant OPACIFIA (l'anagramme MEGARON, *archéol., pièce principale avec foyer central, ne passe pas).*

b) AGRONOME, J 5, 66. – MANGROVE, L 2, 76. – RAMONAGE, O 7, 61, ou l'anagramme MARONAGE. – MORIGENA, 11 E, 90, ou l'anagramme GOMINERA.

c) QUINTAL.

d) PLANQUAS.



Michel Charlemagne



Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications nº 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Gérard Morax
21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26
PRINTED IN FRANCE

DANSE Un jour, des danseurs et des danseuses français ont tout quitté pour étudier, en Inde, le bharata-natyam, le mohini-attam ou le kathakali. Ils se sont immergés dans une culture et une tradition qui leur ont permis de construire lentement leur œuvre. ● PRÉCURSEURS d'un métissage artistique, ils n'ont été reconnus que dans un milieu très spécialisé. Parmi les artistes dont le travail témoigne d'un engagement profond, on trouve Dominique Delorme, Vidya, Milena Salvini, Malavika, Elisabeth Petit, Brigitte Chataignier, Michel Lestrehan, Annette Leday ou Cécile Gordon. ● PLUSIEURS spectacles, rencontres et démonstrations sont proposés, à Paris, en mai et en juin, afin de découvrir la diversité des danses indiennes. Notamment au Théâtre des Abbesses, qui reçoit les artistes invités en 1995 au Festival *d'Avignon*, dont Alarmel Valli, Madhavi Mudgal ou Birju Maharaj.

Des danseurs français revendiquent leur originalité dans le courant indien

Alors que le Théâtre des Abbesses reçoit des artistes venus des régions de l'Inde, les Français qui ont choisi de s'exprimer dans les mêmes traditions chorégraphiques parlent de leur double culture, difficilement acceptée

« MA PREMIÈRE année en Inde, je l'ai passé, nu, avec un chiffon autour des reins. C'était en 1987. J'étais dans la renonciation, se rappelle Dominique Delorme. *J'avais arrêté la médecine qui m'avait pourtant toujours attiré. J'étais en crise. Paradoxalement, c'est en rentrant à Grenoble que j'ai découvert la danse indienne chez Jacotte Achard. On peut parler de révélation. Pendant sept ans, à Madras, j'ai reçu l'enseignement du maître de bharata-natyam Sri V. S. Muthuswamy Pillai. Je suis rentré en 1993.* » Dominique Delorme n'est pas un « baba » des années 70. Agé de trente-trois ans, il achève d'installer dans le 19e arrondissement de Paris un espace pour recevoir ses élèves et préparer ses créations.

Dominique Delorme est français. Tout comme Vydia, qui porte entre les sourcils le point rouge des femmes indiennes : *« C'est l'œil de la conscience. De l'énergie féminine aussi.* » Avant d'enseigner le bharata-natyam au Centre Mandapa, temple des danses indiennes à Paris, elle était secrétaire aux laboratoires Sandoz. Française aussi, Milena Salvini, qui a ouvert Mandapa en 1975. Française encore Malavika, enfant prodige de la danse indienne : elle dansait déja à l'âge de douze ans avec Nyota Inyoka, une beauté mi-vendéenne, mi-indienne, qui faisait battre le cœur du monde entier parce que, grande érudite en art oriental, elle inventait une danse indienne plus vraie que la vraie.

Alors qu'arrive à Paris, au Théâtre des Abbesses, et pour un mois, un important contingent de danseurs de toutes les régions de l'Inde – pour l'essentiel on retrouve au programme les noms de ceux qui sont venus au Festival d'Avignon 1995 –, on a voulu savoir comment vivaient, travaillaient, ces Français qui ont décidé, un jour, de tout quitter pour étudier le bharata-natyam, l'odissi, le mohini-attam, le kuchipudi ou le kathakali. Ne sont-ils pas les précurseurs de ce fameux métissage dont on parle tant ? Trop en avance, ils n'ont pas été reconnus, et ne le sont toujours pas, hors un milieu très spécialisé. Mais la situation est en train de changer.

Malavika, née Christine Klein, est l'autorité de ce milieu. Elle a été, est toujours, le professeur, ou la conseillère, de tous et de toutes, dont Vydia et Milena. Pour Milena Salvini, le « grand départ » se situe en 1964. Elisabeth Petit, Brigitte Chataignier, Michel Lestrehan partent dans les années 80 chercher dans les danses indiennes ce qu'ils n'ont pas trouvé dans la danse contemporaine, pourtant en plein développement en France. *« Aujourd'hui, on pratique la danse indienne pour ajouter une corde à son arc. Il faut savoir tout faire. Une sorte de fax-métissage, assez superficiel. Le bharata-natyam en dix leçons »*, s'amuse Dominique Delorme, qui ne donne que des cours particuliers. Malavika observe de son côté qu'*« il y a longtemps qu'elle n'a pas rencontré une vraie nature, une personnalité à encourager. »*

LÂCHER PRISE

Annette Leday, alors qu'elle étudie le tamoul aux Langues orientales et pratique un théâtre expérimental fondé sur la psychanalyse, trouve dans le kathakali cet art total qu'elle cherchait, à la fois théâtre masqué, dansé, chanté, parlé, théâtre relié au mystère. Elle va en Inde depuis 1975. Pour tous, la danse indienne est une passion, une rencontre à laquelle ils vont s'abandonner totalement : *« Il y a bien sûr des moments troublants. Mais il faut plonger,* dit Michel Lestrehan, qui dirige le Centre Prana, à Rennes, avec Brigitte Chataignier. *D'autant que les maîtres transmettent leur enseignement par l'imitation. Dans cette expérience de lâcher prise, on se retrouve. La distance revient naturellement. Il y a une permanence des arts indiens qui empêche de se perdre, des codes à suivre. »*

Concilier les traditions chorégraphiques indiennes et celles du monde occidental est devenu une nécessité pour ces danseurs français : ils ne sont vraiment acceptés ni en Inde ni en France. Surtout pas en France. Tous ont à raconter des histoires de contrats signés dénoncés par les programmateurs quand ils apprennent qu'ils n'ont pas affaire à d'authentiques Indiens.

« J'ai été jusqu'à menacer de publier dans la presse la lettre que j'avais reçue d'un programmateur tant elle était insultante, voire raciste », se rappelle Malavika. *« On peut danser en Inde, il suffit de le décider, de s'organiser, de vouloir s'imposer jusque dans ses différences,* estime Dominique Delorme. *Ce n'est pas facile, c'est possible. Je le fais. Elisabeth Petit aussi. »* C'est l'évolution de la danse indienne elle-même qui pousse les Français à se remettre en question. Le travail d'une Chandralekha sort des codes pour inventer des gestes nouveaux. Une radicalité conçue comme un acte politique. Il y a la grande Padna Subramanyan qui saute en l'air et qui grimace quand elle danse le bharata-natyam. Les Français la considère comme une des plus impressionnantes.

Il y a aussi les maîtres qui meurent de vieillesse. Il faut alors que les disciples volent de leurs propres ailes. L'enseignement de maître à élève disparaît. Les écoles se développent. On entend parler d'*« usines à fabriquer des danseuses »*. *« Je déteste l'école kalakshestra de Madras. On y fabrique de la chair à pâté, des mécaniques terrifiantes, sans tenir compte de l'épanouissement individuel »*, dit Malavika.

Qui va dorénavant enseigner la danse indienne ? Les femmes ? Elles s'émancipent, se tournent vers la chorégraphie et l'invention, en même temps que l'Inde change à grande vitesse. Pour se survivre, la danse est obligée de s'ouvrir au monde moderne. Les Français qui ont choisi de s'exprimer avec les arts indiens ont pratiqué l'ouverture à la culture des autres avant la lettre. Leur fascination a souvent fait peur. Leur « intégrisme » a été à la hauteur du rejet dans lequel ils étaient tenus. Intolérance contre intolérance. Ils se sont immergés avant de construire leur œuvre. Il leur a fallu du temps. Le temps indien. Exactement l'inverse de ce qui se passe aujourd'hui quand les créateurs approchent une culture différente : ils vont vite, ils ont déja plusieurs pièces à leur actif. La motivation première reste toutefois identique : se renouveler. Connaître l'autre pour mieux se connaître soi-même.

Annette Leday est celle qui est le plus engagée dans cette identité duelle. Après *King Lear* (1989), *La Sensitive*, *Transmalabar* (1995), elle est en train de créer un *Cendrillon ailleurs* qui promet. Toujours avec ses danseurs de kathakali, mais aussi avec deux danseuses occidentales. *« J'ai choisi de rester présente dans mes deux identités. C'est la raison pour laquelle je n'ai jamais changé mon nom. »*

Dominique Frétard

M. Y. BRANDILY

Dominique Delorme et Malavika.

Le coup de colère de Malavika

« J'en ai ras le bol de ces danseuses et danseurs indiens qui viennent à Paris, ou à Avignon, ou ailleurs, **déclare Malavika, qui nous reçoit chez elle, dans un espace organisé autour d'un jardin de méditation.** ***Cela fait des années qu'ils font exactement la même chose. Ils ne se remettent plus en question. La seule qui m'émeuve encore est Madhavi Mudgal, qui danse dans le style odissi, car elle a de la retenue et de la noblesse. Alarmel Valli est belle. Mais est-ce suffisant ? Elle incarne le business de la danse indienne. Passons. C'est leur affaire. Mais là où je ne suis plus du tout d'accord, c'est lorsque je constate, parallèlement, le manque de reconnaissance de notre travail, en dépit de nos longues années d'études, de recherches. A l'occasion de cette manifestation, je continuais à espérer que quelques-uns d'entre nous seraient invités. Là aurait été le vrai échange. Il n'en est rien. »***

Cécile Gordon, princesse secrète du kalarippayat

« IL FAUT aller à l'Association de recherche des traditions de l'acteur [ARTA] *à La Cartoucherie,* recommande Michel Lestrehan, expert en kalarippayat, art martial du Kérala. *Cécile Gordon y donne un stage. Elle est la seule femme que je connaisse à avoir été initiée. »* Non seulement Cécile Gordon a été initiée, mais c'est le maître lui-même, Govindankuttinayar, qui, l'ayant repérée au cours d'un stage à Paris, l'invite à venir quand elle veut dans son école du Kérala. Cécile Gordon a l'air d'une épéiste ou d'une cavalière. Petite, fine, environ quarante ans, avec beaucoup de cheveux gris et blancs qu'elle attache. Elle a l'élégance de ceux qui ne veulent pas paraître. Elle sait tout du kalarippayat et des méthodes curatives qui lui sont associées, issues de la médecine ayurvédique. *« Je suis arrivée dans un monde d'hommes. C'était très dur. Pendant dix jours, j'ai eu le droit à dix minutes d'enseignement. Le reste du temps, je ne devais pas regarder. Je pleurais, je transpirais, c'était la mousson, mon dos était bloqué. Il a fallu que je lâche prise. »*

Pas à pas, elle apprend les rudiments d'un art dont les mouvements reprennent les attitudes corporelles de huit animaux, dont le tigre, l'éléphant, le crocodile, le cheval, le serpent, l'oiseau... Elle apprend le maniement des bambous, des massues, des épées courtes et recourbées. Elle apprend les cent huit points vitaux, les soixante-quatre qu'on peut toucher, et les vingt et un qui sont mortels, parfois avec un décalage de plusieurs jours. *« Puis, le maître m'a laissé l'observer quand il prépare les huiles pour soigner et pour masser. Cette médecine se transmet par l'observation, pas par la théorie. J'ai compris ce que pouvait être l'écoute d'un corps. J'ai vu du point de vue orthopédique des guérisons étonnantes. Il y a une huile magique. Elle s'appelle* kchadanthateylam. *A l'origine, elle était fabriquée à base de lait maternel. »*

CAPTER L'ÉNERGIE DU MONDE

Cécile Gordon, aujourd'hui mère de deux enfants, vit dans l'Ariège. Elle se sent isolée, voudrait partager son savoir, rencontrer des médecins, des kinésithérapeutes. *« Ce que j'aime dans le kalarippayat, c'est surtout la synchronisation de tout le corps, selon des axes précis, qui l'apparente à la danse. A Paris, je suivais les cours de Peter Goss. Mais, si le maître m'a repérée, c'est à l'enseignement des mimes Pinok et Matho que je le dois, car ces deux femmes, maintenant j'en suis certaine, étaient des maîtres à leur façon. Elles jouaient beaucoup, à l'époque, au Café d'Edgar. »*

La capacité qu'aurait Cécile Gordon à capter l'énergie du monde paraît infinie. Dans *Pietra*, elle jongle avec des pierres de 12 kilos. Elle nous présente Kutti Nayar, son gourou. Il est retiré dans ses appartements pendant que son fils, Satyam, enseigne. Merveilleusement nonchalant et aimable. Il nous parle comme à une fourmi qui n'irait nulle part. Tout est dans l'ordre des choses. L'Orient qui sait. L'Occident qui court.

D. F.

Rencontres franco-indiennes

● **Théâtre des Abbesses.** 31, rue des Abbesses, Paris 18e. Mo Abbesses. Tél. : 01-42-74-22-77. Tous les spectacles sont à 20 h 30, sauf dimanche à 17 heures.
Du 20 au 24 mai, style Odissi, avec *Madhavi Mudgal. Le style odissi* est originaire du sud de Calcutta. Le grand maître en est Kalucharam Mohapatra.
Du 27 au 31 mai, style bharata-natyam avec Alarmel Valli. Le style bharata-natyam est enseigné à Madras, à Pondichéry.
Du 2 au 7 juin, style manipuri, originaire des confins de l'Assam. Cette danse est la seule qui ne *soit pas constituée de solos.* Danses de groupe associées aux fêtes. *Plus* de vingt musiciens et danseurs sous la direction de Ratan Tyiyam.
Du 10 au 14 juin, kuchipudi, avec Shantala et Vempati Ravi, sous la *direction du maître Sri Vempati* Chinna Satyam. Le kuchipudi est une danse de l'Andra Pradesh, au sud-est de l'Inde. Au cours de ces soirées : présentation du mohini attam par la danseuse Bharati Shivaji. Cette danseuse donnera un stage du 17 au 21 juin, au *Centre chorégraphique national* de Bretagne, à Rennes. Elle est invitée par la danseuse Brigitte Chataignier, dont elle est le maître (prix du stage : 900 F ; de 10 heures à 16 heures. Tél. : 02-99-50-09-92).
Du 18 au 22 juin, kathak avec le merveilleux Birju Maharaj, avec Zakir au tabla. Un pédagogue.

● *Théâtre Mandapa.* *6, rue* Wurtz, Paris 13e. Mo Nationale. Tél. : 01-45-89-01-60.
Le 26 mai, démonstration de kalarippayat, art martial, par Cécile Gordon et Kutti Nayar, son maître, assisté de Satya.
Le 3 juin, Padmavathi, *bharata-natyam, 20 h 30.* De 60 F à 80 F.
Le 10 juin, Vidya, bharata-natyam, 20 h 30.
Le 13 juin, Kunti, bharata-natyam.
Les 23 et 24, ateliers de danses kathak avec Sharmila Sharma et Vidya, 20 h 30. Entrée gratuite.

● **Maison de l'Inde.** Cité internationale. 9, boulevard Jourdan, Paris 14e. RER Cité-Universitaire. Tél. : 01-44-16-64-00.
Le 8 juin, à 17 heures, Maria-Kiran, bharata-natyam.

● **Théâtre du Renard.** 12, rue du Renard, Paris 14e. *Mo Rambuteau.* Tél. : 01-42-78-15-39 ou 01-42-71-46-50.
Le 9 juin, Kalpana dans *Ragalypso*, avec le saxophoniste Daniel Petitjean. Improvisations. En avant-première d'un spectacle qui sera mis *en scène par Michael Lonsdale.*

La violence des townships représentée pour la première fois à Johannesburg

« Gomorrah » est une pièce écrite et jouée par sept jeunes Noirs du ghetto

Le Market Theatre de Johannesburg est la première grande scène d'Afrique du Sud à recevoir une pièce écrite, mise en scène et interprétée par des jeunes habitants des townships, « Gomorrah ». A leur tête, Pule Hlatshwayo, vingt-quatre ans, acteur et metteur en scène qui conduit cette descente inexorable dans le crime.

JOHANNESBURG
de notre correspondant

« L'apartheid est fini. Mais je squatte toujours des bureaux désaffectés et, toutes les semaines, j'enterre quelqu'un que je connais. La pauvreté et la violence sont toujours là. » Pule Hlatshwayo a choisi de devenir acteur et metteur en scène pour se sortir du ghetto de la misère. Âgé de vingt-quatre ans, il dirige *Gomorrah*, première pièce de théâtre entièrement écrite, montée et jouée par des jeunes des townships sur une grande scène sud-africaine, celle du Market Theatre de Johannesburg, où les interprètes ont tous été formés. *Gomorrah* constitue *« un premier bourgeon »*, selon John Kani, directeur du théâtre depuis 1994 et président, depuis peu, du Conseil national des arts récemment mis en place par le gouvernement de Nelson Mandela. Les sept jeunes de *Gomorrah* sont tous issus de la dernière promotion de l'école du théâtre, dotée d'un atelier réservé aux troupes de quartier et d'un espace pour les troupes en résidence.

Gomorrah raconte avec force le parcours criminel d'une bande de copains d'Alexandra, un des ghettos noirs les plus pauvres de la mégapole sud-africaine. Sur scène, ni décors ni costumes ou accessoires. Mais au bout de quelques minutes, Alexandra emplit la scène ; la vie du township explose au visage des spectateurs. Les acteurs jouent leurs propres rôles. Les jeunes Noirs présents dans les travées s'identifient à la mise en scène de leur univers quotidien. Les spectateurs blancs, eux, sont souvent glacés par le réalisme de certaines scènes. Sous forme de tranches de vie, *Gomorrah* est une plongée inexorable dans la violence et le crime, horizon quotidien du township.

LA DÉLINQUANCE EN RECOURS

« Gomorrah parle des petites choses de la vie de tous les jours qui s'accumulent pour forger un destin », affirme Pule Hlatshwayo. La violence alterne en permanence avec l'humour et la joie de vivre comme pour mieux montrer qu'elle fait partie intégrante de l'existence. Du premier vol au braquage à main armée, du meurtre au viol collectif, la délinquance s'impose comme un recours inévitable pour échapper à la pauvreté. *« C'est comme ça que nous avons grandi sous l'apartheid. Nous sommes tous passés par là et très peu ont réussi à garder un espoir »*, soutient Mpho Molepo, l'acteur principal.

Tout au long de la pièce, les conditions économiques et sociales imposées par le régime de l'apartheid apparaissent comme le terreau d'une violence criminelle qui gangrène la société sud-africaine aujourd'hui. La dissolution du tissu familial et l'absence d'autorité parentale, engendrées par les lois sur l'habitat séparé, et le déplacement forcé des populations jouent un rôle important dans la dérive criminelle des héros. L'école est totalement absente, par manque d'argent ou en signe de protestation contre un enseignement au service de l'oppression.

« Les jeunes ont pris l'habitude de vivre dans la violence, admise et justifiée pour des raisons politiques. Aujourd'hui, ces raisons ont disparu mais les jeunes n'ont pas de diplôme et de travail alors ils continuent à utiliser les armes dont ils ont l'habitude de se servir pour obtenir ce qu'ils veulent », explique Pule Hlatshwayo. S'il se défend de vouloir faire de grands discours, Pule Hlatshwayo tient néanmoins à faire passer ce message à la communauté blanche exaspérée par la montée de la criminalité : *« C'est bien beau de réclamer plus de policiers pour lutter contre l'insécurité, mais il faut surtout s'attaquer aux racines du mal. »* A l'attention de la communauté noire, *Gomorrah* a également une ambition éducative. *« La pièce est un miroir dans lequel les jeunes des townships doivent se reconnaître et s'apercevoir qu'ils doivent changer d'attitude, même si c'est difficile. Car maintenant, avec la fin de l'apartheid, il y d'autres moyens de s'en sortir que la violence »*, affirme Mpho Molepo.

John Kani souligne la valeur « civique » de *Gomorrah*. L'acteur fétiche du théâtre anti-apartheid, devenu un des apôtres culturels de la « nouvelle » Afrique du Sud, insiste sur la portée politique de la pièce : *« Si nous avons ouvert notre scène à* Gomorrah, *c'est que cette pièce symbolise le rôle que la culture doit jouer désormais dans notre pays : aider les différentes communautés à mieux se comprendre pour permettre de rassembler une nation divisée. »*

Frédéric Chambon

Les visions de drapeau rouge de José Sanchis Sinisterra

Pour sa première grande mise en scène, « Le Siège de Leningrad », Dominique Poulange dirige Judith Magre et Emmanuelle Riva sur un rythme d'enfer

LE SIÈGE DE LENINGRAD, de José Sanchis Sinisterra. Mise en scène de Dominique Poulange. Avec Judith Magre et Emmanuelle Riva.
THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE, 15, rue Malte-Brun, Paris-20e. Tél. : 01-44-62-52-52. Mo Gambetta. Du mardi au samedi à 21 heures ; 16 heures le dimanche ; 12 h 30 le mercredi. De 110 F à 160 F. Jusqu'au 22 juin.

Nous sommes dans une ville d'Espagne. Barcelone apparemment, mais l'auteur ne le dit pas : il bichonne les incertitudes – une pratique qui ouvre grand les fenêtres sur l'horizon des métaphores. Deux femmes âgées, gentilles Parques bon pied bon œil, vivotent dans un théâtre fermé depuis vingt ans. Priscila en fut l'administratrice – normal puisqu'elle était l'épouse du directeur, le grand acteur-metteur en scène Nestor Coposo. Natalia en fut l'actrice numéro un, celle qui chipe à tout coup les bons rôles – normal aussi puisqu'elle était, de Nestor, les parenthèses de douces caresses.

Le Théâtre des Chimères est en instance de destruction : il va devenir un parking. Natalia et Priscila vivent leurs derniers jours de mémoire partagée. Elles assurent, peu ou prou, la survie matérielle, mais *« il n'y a pas de salade sans idéologie, et réciproquement »*, dit Natalia, alors elles rêvent du passé, des républiques, des guerres révolutionnaires, des luttes de classes. Elles ont des visions de drapeau rouge, elles aiment peu *« la bave des repentis qui dégouline sur le tapis »*. A leurs moments perdus, elles cherchent, dans les archives et le désordre du théâtre, le manuscrit d'une pièce, *Le Siège de Leningrad*. Pièce maudite : leur Nestor s'était tué d'une chute au cours d'une répétition.

José Sanchis Sinisterra, l'auteur de ce *Siège de Leningrad*, n'en est pas à son coup d'essai. L'une de ses pièces, *Ay Carmela* (1986), a voyagé un peu partout. L'histoire de notre siècle n'a pas de secrets pour lui, celle du théâtre non plus. Il a beaucoup de présence d'esprit. Il écrit avec allant, clarté, relief (la traduction d'Angeles Munoz semble excellente). Cette pièce n'est pas l'Annapurna, mais elle est un très brillant produit de culture. José Sinisterra jongle, en artiste accompli, avec des signes d'incertitude, de douleur, d'humour subtil. C'est divinement joué par Judith Magre (Natalia) et Emmanuelle Riva (Priscila), bien jeunes et bien belles pour deux rôles de Cartes Vermeil, mais les actrices de leur classe se comptent aujourd'hui, en France, sur les doigts de la main.

QUELQUE CHOSE D'EXTÉRIEUR

La mise en scène de Dominique Poulange est très mouvementée, très rapide. Elle ne laisse pas l'acteur respirer une seconde. C'est une mode, c'est le style aussi de Deborah Warner dans *Maison de poupée*, cela plaît. Cela fait pencher toute la pièce vers quelque chose d'extérieur et, par moments, de comique. Puisque nous sommes en période de pré-suffrages, imaginez une seconde que Jacques Delors ou Lionel Jospin, par exemple, au lieu de prononcer assez calmement leur topo, soient pris, tout en parlant, d'une agitation folle, grimpent sur leur chaise, sur la table, se mettent à quatre pattes par terre, griffent le tapis, remontent, fassent valser un vase de fleurs, tambourinent sur le bureau, tout cela d'un train d'enfer : le sens de ce qu'ils disent, même s'ils n'en changent pas un mot, va changer un tant soit peu, non ? La mise en scène de Dominique Poulange, c'est ça. Judith Magre et Emmanuelle Riva ont du mérite à ne pas y laisser des plumes.

A la dernière ligne du *Siège de Leningrad*, José Sanchis Sinistera a écrit : *« Priscila et Natalia sortent. Une brise inexplicable fait flotter le drapeau rouge. Noir final. »* Dans la mise en scène de Dominique Poulange, le drapeau rouge ne flotte plus. Sans doute est-ce parce que le mot *« inexplicable »*, typique des micmacs de l'auteur, ne pouvait être représenté.

Michel Cournot

DANS LES THÉÂTRES

SERIAL KILLERS

D'après Rule, Kemper, Shawcross, Tool, Le Zodiaque, Bourgoin, Davis, Fish, Bundy, Negrier-Dormont. Mise en scène : Olivier Besson. Avec : Yvan Duruz, Sébastien Jacobs, Sabine Jamet, Marion Weidman et Patrick Blauwaert. Nanterre-Amandiers, 7, avenue Pablo-Picasso, Nanterre. Mo : RER Nanterre-Préfecture, puis navette. Tél. : 01-46-14-70-00. Du mardi au samedi à 21 heures ; dimanche à 16h30. Durée : 1h25. 80 à 140 F. Jusqu'au 1er juin.

■ Devient *« serial killer »* celui ou celle qui tue plus de trois fois de suite. Pourquoi, comment est-ce possible ? Ces questions obsèdent notre société jusqu'à la fasciner. Il y a, dans les récits des meurtriers en série les plus célèbres, quelque chose d'extrêmement ambigu, qui les rend proches de certains grands mystiques. Mais c'est dans la différence (ce point où le désir et la mort ne sont plus des catégories, mais des matériaux comme les sacs plastique et les viscères) que niche l'effroi brut. Dans l'inimaginable. Oliver Besson, auteur du spectacle *Serial Killers*, n'est pas dupe : *« Tout se passe comme s'il y avait peu à apprendre des tueurs en série »*, écrit-il dans le programme de la pièce. Pourtant, il a décidé de *« mettre les pieds dans le plat »* – de bâtir une heure et vingt-cinq minutes de théâtre comme on tente une expérience : que donnerait la présence de comédiens jouant le rôle de meurtriers en série ? Qu'apprendraient-ils aux spectateurs ? Olivier Besson a l'intelligence de ne pas chercher à donner des réponses. Il fait entendre des discours – théâtralisés parce qu'incarnés, mais cliniques dans leur approche. C'est intéressant, et limite : à quoi bon ?

Brigitte Salino

ADAM ET EVE

De Jean-Claude Grumberg. Mise en scène : Gildas Bourdet. Avec Michel Aumont, Geneviève Fontanel, Louis Beyler, Janine Godinas, Louis Navarre et Roger Souza. Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16e. Mo Trocadéro. Tél. : 01-47-27-81-15. Du mardi au samedi à 20 h 30 ; dimanche, à 16 heures. Durée : 2 heures. 80 à 160 F. Jusqu'au 28 juin.

■ Jean-Claude Grumberg écrit ses pièces comme certains font leurs courses au supermarché : il remplit le Caddy en vingt minutes. Après, il verse dans la redite, s'embourbe dans le sentimentalisme, perd en force ce qu'il avait gagné en style. C'est d'autant plus dommage que l'auteur de *L'Atelier* a le don d'ajuster les répliques. Dans *Adam et Eve*, l'échange porte sur la politique : quel est-il devenu, ce grand élan communiste qui, dans l'après-guerre, nourrit la jeunesse du couple incarné par Geneviève Fontanel et Michel Aumont ? Un soir, pendant les fêtes de Noël, tous deux reviennent dans le café des boulevards où ils criaient : *« Liberté, égalité, lutte des classes ! »*. *« Maintenant, c'est glaucome, cataracte, prostate »*, dit Adam. Les illusions ne sont pas les seules à avoir pris des rides : la vie aussi flageole dans cette pièce qui voudrait être une comédie sans y arriver ; l'auteur termine par une sinistre mise à nu des corps d'Adam et Eve, debout sur une table qui tourne, pour que rien ne soit épargné au spectateur.

B. S.

L'extraordinaire voyage de Bruno Boëglin

Le metteur en scène présente à Paris son spectacle créé au Nicaragua



C'EST une histoire magnifiquement folle. Celle d'un spectacle né d'un amour entre un homme de théâtre, Bruno Boëglin, et un pays, le Nicaragua. *Naufrago-Rescate* a été créé en avril à Waspam, un village miskito situé le long du rio Coco. Il y a plus de douze ans que Bruno Boëglin voyage au Nicaragua. C'est devenu sa terre, et sur cette terre il a voulu raconter une histoire, en réunissant des comédiens français et nicaraguayens. Il a fallu beaucoup de temps pour que *Naufrago-Rescate* voie le jour. A Waspam, il s'est joué au bord du fleuve, dans la nuit tropicale. Les gens du village étaient assis sur des rondins de bois, face à la belle cage tressée de filets du décor. *Naufrago-Rescate* appelle le plein air : c'est un conte, qui réunit une femme de glace, un curé alcoolique, un médecin fou, un couple ambitieux, une chanteuse, une fillette, un narrateur et un ange aux ailes brisées (*Le Monde* du 25 avril 1997). A Paris, cette histoire faite pour sourire et rêver est au Parc de La Villette durant dix jours.

★ **Chapiteau du Parc de La Villette, *avenue Corentin-Cariou, Paris 19e*. Mo Porte de La Villette. *Du mardi au dimanche*, à 21 h 30. Jusqu'au 1er juin. Tél. : 08-03-07-50-75. 95 F et 110 F.**

UNE SOIRÉE À PARIS

Orchestre national de France
Haute comme deux pommes, Sarah Chang emballait son monde en jouant la *Symphonie espagnole*, de Lalo sur un violon réduit. Elle est grande aujourd'hui et son talent indéniable.
Bartok : *Danses roumaines*. Tchaïkovski : *Concerto pour violon et orchestre*. Prokofiev : *Roméo et Juliette, extraits des suites*. Ion Marin (direction).
Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e. Mo Alma-Marceau. 20 h 30, le 21. *Tél. : 01-49-52-50-50*. De 60 F à 330 F.

Orchestre national d'Ile-de-France
Les femmes qui se lancent dans le *Premier Concerto* de Brahms sont rares – sans doute parce que les chefs et les organisateurs, en bons machistes, pensent que cette musique n'est pas faite pour elles. Marie-Josèphe Jude prouvera aux réticents que le piano n'a pas de sexe.
Brahms : *Concerto pour piano et orchestre no 1*. Strauss : *Ainsi parlait Zarathoustra*. Klaus Weise (direction).
Le Mée-sur-Seine (77). Le Mas, 800, avenue du Vercors. 20 h 30, le 21. Tél. : 01-64-64-08-75. De 60 F à 90 F. Le 24 à 20 h 30, à la Salle Pleyel ; le 27 à 20 h 45, au Théâtre Claude-Debussy de Maisons-Alfort.

Lluis Llach
Lluis Llach retrouve la ville qui l'accueillit alors qu'il était en rupture de ban avec le franquisme. Le Catalan à l'intelligence vive, présente *Nu*, son nouveau spectacle (piano-voix).
Bouffes du Nord, 37bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10e. Mo La Chapelle. 21 heures, du mardi au samedi. Jusqu'au 31 mai. Tél. : 01-46-07-34-50. De 100 F à 170 F.

Maxime Le Forestier
Douze nouvelles de Brassens, disque enregistré en 1996, montrait que Maxime Le Forestier était l'un des seuls à pouvoir chanter George Brassens sans l'appauvrir. En première partie, Madeleine Peyroux, nouvelle coqueluche américaine, un peu diaphane, mais agréable, du jazz-blues traditionnel féminin.
Trianon, 80, boulevard Rochechouard, Paris 18e. Mo Anvers. 20 h 30, les 20, 21, 22 et 23. Tél. : *01-49-87-53-53*. De 153 F à 186 F.

THÉÂTRE

Une sélection des pièces à Paris et en Ile-de-France

NOUVEAUTÉS

Arlequin serviteur de deux maîtres
de Carlo Goldoni, mise en scène de Serge Lipszyc, avec Bruno Cadillon, Juliane Corre, Stéphane Gallet, Serge Lipszyc, Henri Payet, Eric Malgouyres, Lionel Muzin, Anouch Paré et Anne Trémolières.
Théâtre Dejazet, 41, boulevard du Temple, Paris 3e. Mo République. A partir du 20 mai. Du mardi au vendredi, à 20 h 30 ; le samedi, à 16 heures et 20 h 30. Tél. : 01-48-87-52-55. Durée : 2 heures. De 80 F à 160 F. Jusqu'au 30 juillet.*

Démocratie
de Joseph Brodsky, mise en scène de Claude Bonin, avec Christian Jehanin, Pierre Gavarry, Pierre Clarard, Antonia Malinova et Anne-Charlotte David.
Centre culturel, rue Samuel-Desbordes, 91 Athis-Mons. Les vendredi et samedi, à 21 heures. Tél. : 01-60-48-46-18. De 60 F à 90 F.*

La Dernière Nuit
de Georges Lavaudant, mise en scène de l'auteur, avec Anne Alvaro et Bouzid Allam.
Théâtre national de l'Odéon (petite salle), 1, place Paul-Claudel, Paris 6e. Mo Odéon, RER Luxembourg. A partir du 23 mai. Les vendredi, samedi, lundi, à 18 heures. Tél. : 01-44-41-36-36. Durée : 1 h 10. De 50 F à 70 F. Jusqu'au 21 juin.*

En caravane
d'Elizabeth von Arnim, mise en scène de Laurent Pelly, avec Hervé Briaux, Christine Brücher et Jean-Benoît Terral.
Théâtre Paris-Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. A partir du 22 mai. Les jeudi et vendredi, à 21 heures ; le samedi, à 19 h 30. Tél. : 01-42-02-02-68. Durée : 1 h 30. De 65 F à 135 F. Jusqu'au 20 juin.*

Le Libertin de Dieu, Monsieur de La Fontaine
de Michèle Ressi, mise en scène de Daniel Delprat, avec Guy Tréjan, Catherine Rouvel, Pierre Mottet et Edwidge Navarro.
Comédie des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e. Mo Alma-Marceau, Champs-Elysées. A partir du 20 mai. Du mardi au samedi, à 20 h 45 ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 01-53-23-99-19. Durée : 1 h 50. De 65 F à 200 F. Jusqu'au 30 juillet.*

Mangeront-ils ?
de Victor Hugo, mise en scène de Laurent Rogero, avec Rodolphe Congé, Gérard Laurent, Sonia Millot, Vincent Nadal, Sandrine Quari, Laurent Rogero, Marie-Pierre Simard et Karine Crocquenoy (violoniste).
Théâtre de la Commune-Pandora, 2, rue Edouard-Poisson, 93 Aubervilliers. A partir du 20 mai. Les mardi, jeudi, vendredi, samedi, à 20 h 30 ; le mercredi, à 19 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-48-34-67-67. Durée : 1 h 20. De 70 F à 130 F. Jusqu'au 8 juin.*

L'Ode à Scarlett O'Hara
de Jean-René Lemoine, mise en scène de l'auteur, avec Christophe Ratandra, Nicole Doguet, Edouard Montoute, Maïte Nahyr et Arnaud Gibey.
Grand Théâtre de la Ferme-du-Buisson, allée de la Ferme, 77 Noisiel. Le vendredi, à 20 h 30 ; le samedi, à 16 h 30 ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 01-64-62-77-77. 60 F et 80 F.*

Le Petit-Maître corrigé
de Marivaux, mise en scène de Frédéric Tokarz, avec Cendrine Chatrefou, Claude Confortès, Marie Henriau, Catherine Maignan, Patrick Mille, Guillaume Orsat, Muriel Solvay et Frédéric Tokarz.
Théâtre Silvia-Monfort, 106, rue Brancion, Paris 15e. Mo Porte-de-Vanves. A partir du 23 mai. Les vendredi et samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 17 heures. Tél. : 01-45-31-10-96. 100 F et 130 F. Jusqu'au 29 juin.*

Rosa collective
d'Armand Gatti, mise en scène de Najib Ghallale, avec Malika Ait Gherbi, Altan Altinsoy, Soraya ben Bouazza, Hakim ben Chemsi, Riad Bentounes, Michel Bonnot, Laure Beneux, Muriel Boulanger, Dominique Brigaud, Thomas Brones, Carmen Cardoso de Oliveira, Marguerite Comins...
Théâtre des Malassis, 36, rue Pierre-et-Marie Curie, 93 Bagnolet. Les vendredi et samedi, à 19 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-49-93-60-71. 50 F et 70 F.*

Toto le Mômo
de David Ayala, d'après Antonin Artaud, mise en scène de Lionel Parlier et Jacques Bioulès, avec David Ayala.
Théâtre 95, avenue de la Grande-Ecole, 95 Cergy-Pontoise. Du mercredi au samedi, à 21 heures. Tél. : 01-30-38-11-99. 90 F et 110 F. Jusqu'au 28 mai.*

Viva la muerte
d'après Fernando Arrabal, mise en scène de Martin Petitguyot, avec Martin Petitguyot.
Grand Théâtre de la Ferme-du-Buisson, allée de la Ferme, 77 Noisiel. Les jeudi et vendredi, à 21 h 30 ; le samedi, à 14 h 30. Tél. : 01-64-62-77-77. 60 F et 80 F.*

SÉLECTION

L'Autre Moitié du ciel
de Christiane Véricel, mise en scène de l'auteur, avec Ahmad Dokhan, Zahir Milaz, Loan Dao, Larissa Sienni, Franck Ngounou, Réda Rachidi, Matti Strapps, Pavis Thephasadin, Rattikorn Pakkawaysoong, Natapoung Punnoi, Mohamed Abbad, Larry Elisca, Marie Gurescioglu, Ali Korkmaz...
Grande Halle de la Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. Du mercredi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 08-03-07-50-75. Durée : 1 h 15. 95 F et 110 F.*

Chimère et autres bestioles
de Didier-Georges Gabily, mise en scène de Didier-Georges Gabily et le groupe T'chan'G, avec Manuela Agnesini, Franck Balliiet, Bruno Bergin, Ulla Baugué, Nicolas Bouchaud, Laura de Lagillardaie, Fabienne Delude, Frédérique Duchêne, Christian Esnay, Marion Feldman, Bernard Ferreira, Bruno Goubert, Eric Goudard, Eric Jolivet, Marc Jolivet, Virginie Lacroix, Dominique Laulanné et Denis Lebert.
Théâtre des Amandiers, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 Nanterre. Les mercredi et vendredi, à 20 h 30 ; les samedi et dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-46-14-70-00. Durée : 2 h 30. De 80 F à 140 F. Jusqu'au 1er juin.*

Les Cordonniers
de Stanislas Ignace Witkiewicz, mise en scène de Sanda Herzic, avec Mercedes Chanquia-Aguirre, Eric Bouvron, Didier Dugast, Jean-Yves Duparc, Patricia Franchino, Olivier Hamel, Olivier Hémon, David Stanley...
Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvres, Paris 12e. Mo Château-de-Vincennes, puis navette Cartoucherie ou bus 112. Du mardi au samedi, à 20 heures ; le dimanche, à 16 h 30. Tél. : 01-43-28-36-36. *Durée : 1 h 45. De* 50 F* à 110 F. Dernières.

Dommage qu'elle soit une putain
de John Ford, mise en scène de Jérôme Savary, avec Barbara Schulz, Bernard Ballet, Manuel Blanc, Stéphane Bierry, Jean-François Delacour, Guy Grosso, Jean-Claude Jay, Jean-Pierre Jorris, Antonin Maurel, Martine Mongermont, Nina, Guy Perrot...
Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris 16e. Mo Trocadéro. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 01-47-27-81-15. Durée : 2 h 10. 120 F et 160 F. Jusqu'au 20 juin.*

Eclats avec Kafka
d'après Franz Kafka, mise en scène de Pierre-Antoine Villemaine, avec Nathalie Adam, Laurence Desjardins, Laurence Brandi, Basile Bernard de Bodt, Thierry Duculty, Florence Ferraris, Serge Nail, Thierry Paret, Gisèle Renard et Yves-Robert Viala.
Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvres, Paris 12e. Mo Château-de-Vincennes, puis navette Cartoucherie ou bus 112. Les mardi, mercredi, vendredi, samedi, à 20 h 30 ; le jeudi, à 19 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-43-28-36-36. Durée : 1 h 45. De 50 F à 110 F.*

Molly des sables
de Fatima Gallaire, mise en scène d'Isabelle Starkier, avec Sarah Sandre.
Essaïon de Paris, 6, rue Pierre-au-Lard, Paris 4e. Mo Hôtel-de-Ville, Rambuteau. Du mardi au jeudi, à 20 h 30. Tél. : 01-42-78-46-42. Durée : 1 heure. De 60 F à 100 F. Dernières.*

Petit Boulot pour vieux clown
de Mateï Visniec, mise en scène de Patrick Collet, avec Jacques Brucher, Raul Indart-Rougier et Dimitri Radochevitch.
Théâtre de l'Atalante, 10, place Charles-Dullin (impasse à gauche), Paris 18e. Mo Anvers. Du mercredi au samedi, à 20 h 30. Tél. : 01-46-06-11-90. Durée : 1 h 30. De 60 F à 120 F. Dernières.*

Les Reines
de Normand Chaurette, mise en scène de Joël Jouanneau, avec Christine Fersen, Catherine Hiegel, Martine Chevallier, Emmanuelle Meyssignac, Cécile Garcia-Fogel et Océane Mozas.
Comédie-Française Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris 6e. Mo Saint-Sulpice ou Sèvres-Babylone. Les mardi, mercredi, vendredi, samedi, à 20 h 30 ; le jeudi, à 19 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-44-39-87-00. Durée : 1 h 45. De 65 F à 160 F. Jusqu'au 15 juin.*

Scènes ouvertes à l'insolite
avec Stuart Sherman, Alis (Catalogue d'un bonheur sans histoire), Thierry André (Petites Pièces issues du cirque), le Regard du loup (La Journée d'une rêveuse), la bande Agitex (Bien agiter avant de voir), Quazar Art forain (l'Ambulantre), Javier E. Swedzky (Laisse les doutes s'envoler), Uta Gebert et Jo Smith (D'où viens-tu ?), Lug und Trug (Trois Sous et pas d'opéra du tout), Figuren Theater Tübingen (Visages de la nuit) et Anne Bitran (Ginette Guirolle).
Cité internationale (Théâtre), 21, boulevard Jourdan, Paris 14e. RER Cité-Universitaire. Les mardi et vendredi, à 19 heures et 20 h 30 ; le samedi, à 16 heures, 19 heures et 20 h 30 ; le dimanche, à 19 heures, 20 h 30 et 22 h 30. Tél. : 01-45-89-38-69. De 20 F à 55 F.*

Serial Killers, pratique du meurtre en série
d'après Christophe Bourgoin, Lydia Negrier-Dormont, Albert Fish, Edmund Emil Kemper, le Zodiaque, Ann Rule, Arthur Shawcross, Don Davis, Ottis Tool, Ted Bundy, mise en scène d'Olivier Besson, avec Patrick Blauwart, Yvan Duruz, Sébastien Jacobs, Sabine Jamet et Marion Weidmann.
Théâtre des Amandiers, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 Nanterre. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 16 h 30. Tél. : 01-46-14-70-00. Durée : 1 h 25. De 80 F à 140 F. Jusqu'au 1er juin.*

La Tragédie du roi Christophe
d'Aimé Césaire, mise en scène de Jacques Nichet, avec Emile Abossolo-M'Bo, Alain Aithnard, Kangni Alemdjrodo, Bilau Yaya Georges, Alan Boone, Jules-Emmanuel Eyoum-Deido, Jacques Fornier, Moïse Gabelus, James Germain, Sylvie Laporte, Robert Lucibello, Guy Stanislas Matingou, Louya Victor Mpene Malela, Mouss, Denis Mpunga, Yanecko Romba, William Nadylam-Yotnda et Xavier Thiam.
Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20e. Mo Gambetta. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 01-44-62-52-52. Durée : 2 heures. De 110 F* à 160 F. Jusqu'au 22 juin.

La Vie parisienne
d'Henri Meilhac et Ludovic Halévy, mise en scène de Daniel Mesguich, avec Thierry Hancisse, Nicolas Lormeau, Alain Lenglet, Sylvia Bergé, Laurent Rey, Céline Samie, Laurent d'Olce, Jean Dautremay, Michel Favory, Catherine Salviat, Claude Mathieu, Bruno Raffaelli, Simon Eine, Christian Blanc, Isabelle Gardien, Véronique Vella, Jean-François Rémi et Claudie Guillot.
Comédie-Française Salle Richelieu, 2, rue de Richelieu, Paris 1er. Mo Palais-Royal. Les jeudi et dimanche, à 20 h 30. Tél. : 01-44-58-15-15. Durée : 3 heures. De 35 F à 220 F. Jusqu'au 19 juillet.

(*) Tarifs réduits.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

ASSASSIN(S) (**)
Film français de Mathieu Kassovitz, avec Michel Serrault, Mathieu Kassovitz, Medhi Benoufa, Robert Gendreu, Danièle Lebrun, François Levantal (2 h 10).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Gaumont Opéra I, dolby, 2e (01-43-12-91-40) (+) ; Rex, dolby, 2e (01-39-17-10-00) ; 14-Juillet Beaubourg, 3e (+) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (01-46-33-79-38) (+) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (01-43-25-59-83) (+) ; UGC Montparnasse, 6e ; La Pagode, dolby, 7e (+) ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (+) ; UGC George-V, 8e ; Paramount Opéra, dolby, 9e (01-47-42-56-31) (+) ; UGC Opéra, dolby, 9e ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11e (01-43-57-90-81) (+) ; Les Nation, dolby, 12e (01-43-43-04-67) (+) ; UGC Lyon Bastille, 12e ; Escurial, dolby, 13e (01-47-07-28-04) (+) ; UGC Gobelins, dolby, 13e ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50) (+) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (+) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (01-43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79) (+) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (01-48-28-42-27) (+) ; Majestic Passy, dolby, 16e (01-42-24-46-24) (+) ; UGC Maillot, 17e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (+) ; Le Gambetta, dolby, 20e (01-46-36-10-96) (+).

LE BAISER DU SERPENT
Film franco-allemand-britannique de Philippe Rousselot, avec Ewan McGregor, Greta Scacchi, Pete Postlethwaite, Richard E. Grant, Carmen Chaplin, Donal McCann (1 h 44).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40) (+) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (01-47-70-33-88) (+) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (01-43-25-59-83) (+) ; La Pagode, 7e (+) ; Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8e (01-43-59-04-67) (+) ; Majestic Bastille, dolby, 11e (01-47-00-02-48) (+) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (01-47-07-55-88) (+) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50) (+) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (+) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79) (+) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (+).

HAMLET
Film britannique de Kenneth Branagh, avec Kenneth Branagh, Julie Christie, Billy Crystal, Gérard Depardieu, Charlton Heston, Derek Jacobi (4 h 01).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Max Linder Panorama, THX, dolby, 9e (01-48-24-88-88) (+).

LES MARCHES DU PALAIS
Film français de Bernard Dartigues, avec Philippe Caubère (2 h 20).
Racine Odéon, 6e (01-43-26-19-68) (+) ; Le Balzac, dolby, 8e (01-45-61-10-60) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (01-39-17-10-00) (+).

SÉLECTION

ALLEMAGNE, ANNÉE 90 NEUF ZÉRO
de Jean-Luc Godard,
avec Eddie Constantine, Hanns Zischler, Claudia Michelsen, André Labarthe, Nathalie Kadem, Robert Wittmers.
Français (1 h 02).
Grand Action, dolby, 5e (01-43-29-44-40).

LES ANGES DÉCHUS
de Wong Kar-Wai,
avec Leon Lai Ming, Takeshi Kaneshiro, Charlie Young, Michele Reis, Karen Mok.
Hongkong (1 h 36).
VO : Les Trois Luxembourg, 6e (01-46-33-97-77) (+).

BEKO
de Nizamettin Aric,
avec Nizamettin Aric, Bezara Arsen, Lusika Hesen, Cemale Jora, Fila Tital, Nuriye tital.
Allemand-arménien (1 h 40).
VO : Studio des Ursulines, 5e (01-43-26-19-09) ; Le République, 11e (01-48-05-51-33).

BIG NIGHT
de Campbell Scott et Stanley Tucci,
avec Stanley Tucci, Tony Shalhoub, Isabella Rossellini, Minnie Driver, Ian Holm, Caroline Aaron.
Américain (1 h 40).
VO : Reflet Médicis II, 5e (01-43-54-42-34).

CE RÉPONDEUR NE PREND PAS DE MESSAGES
d'Alain Cavalier,
Français (1 h 17).
Saint-André-des-Arts I, 6e (01-43-26-48-18).

LE CINQUIÈME ÉLÉMENT
de Luc Besson,
avec Bruce Willis, Gary Oldman, Ian Holm, Chris Tucker, Milla Jovovich.
Français (2 h 06).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Gaumont Opéra I, dolby, 2e (01-43-12-91-40) (+) ; Bretagne, dolby, 6e (01-39-17-10-00) (+) ; UGC Danton, dolby, 6e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (01-43-59-19-08) (+) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (01-47-20-76-23) (+) ; Majestic Bastille, dolby, 11e (01-47-00-02-48) (+) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (01-45-80-77-00) (+) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79) (+) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 15e (+) ; Majestic Passy, dolby, 16e (01-42-24-46-24) (+) ; UGC Maillot, 17e ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (+).
VF : Rex (le Grand Rex), dolby, 2e (01-39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, dolby, 6e ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (01-47-70-33-88) (+) ; Les Nation, dolby, 12e (01-43-43-04-67) (+) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (01-47-07-55-88) (+) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (+) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50) (+) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (+) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (01-48-28-42-27) (+) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+) ; Le Gambetta, THX, dolby, 20e (01-46-36-10-96) (+).

LA FABRIQUE DE L'HOMME OCCIDENTAL
de Gérald Caillat,
Français (1 h 15).
L'Entrepôt, 14e (01-45-43-41-63).

LA FÊTE BLANCHE
de Vladimir Naoumov,
avec Innokenti Smoktounovsky, Armène Djigarkhanian, Natalia Belokhvostikova, Natalia Naoumova, Elena Maïorova, Robert Voulfov.
Russe (1 h 37).
VO : Le Quartier Latin, 5e (01-43-26-84-65).

GÉNÉALOGIES D'UN CRIME
de Raoul Ruiz,
avec Catherine Deneuve, Michel Piccoli, Melvil Poupaud, Andrzej Seweryn, Bernadette Lafont, Monique Mélinand.
Français (1 h 53).
14-Juillet Beaubourg, 3e (+) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (01-46-33-79-38) (+) ; Les Trois Luxembourg, 6e (01-46-33-97-77) (+) ; Le Balzac, 8e (01-45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (01-43-20-32-20).

GOODBYE SOUTH, GOODBYE
de Hou Hsiao Hsien,
avec Jack Kao, Hsu Kuei-Ying, Lim Giong, Anne Shizuka Inoh, Hsi Hsiang, Lien Pi-Tung.
Taïwanais (1 h 52).
VO : 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (+) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (01-43-25-59-83) (+) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (+).

GRAINS DE SABLE
de Ryosuke Hashiguchi,
avec Yoshinari Okada, Kota Kusano, Ayumi Hamazaki, Koji Yamaguchi, Kumi Takada.
Japonais (2 h 09).
VO : 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (+).

JOURS DE COLÈRE
de Bernard Dartigues,
avec Philippe Caubère.
Français (3 h).
L'Entrepôt, 14e (01-45-43-41-63).

KIDS RETURN
de Takeshi Kitano,
avec Masanobu Ando, Ken Kaneko, Leo Morimoto, Hatsuo Yamaya, Mitsuko Oka.
Japonais (1 h 47).
VO : 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (+) ; Epée de Bois, 5e (01-43-37-57-47) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (01-46-33-79-38) (+).

LEVEL FIVE
de Chris Marker,
avec Catherine Belkhodja, la participation de Nagisa Oshima, Kenji Tokitsu, Ju'nishi Ushiyama.
Français (1 h 46).
Accatone, 5e (01-46-33-86-86).

MARS ATTACKS !
de Tim Burton,
avec Jack Nicholson, Glenn Close, Annette Bening, Pierce Brosnan, Danny DeVito, Martin Short.
Américain (1 h 45).
VO : UGC Forum Orient Express, dolby, 1er ; UGC George-V, 8e ; Denfert, dolby, 14e (01-43-21-41-01) (+).

MICHAEL COLLINS
de Neil Jordan,
avec Liam Neeson, Aidan Quinn, Alan Rickman, Julia Roberts, Stephen Rea.
Américain (2 h 10).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Espace Saint-Michel, dolby, 5e (01-44-07-20-49) ; UGC Montparnasse, 6e ; UGC Rotonde, 6e ; UGC Odéon, dolby, 6e ; UGC Champs-Elysées, dolby, 8e ; 14-Juillet Bastille, 11e (01-43-57-90-81) (+) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79) (+).

LA MOINDRE DES CHOSES
de Nicolas Philibert,
avec les pensionnaires, les soignants de la clinique de La Borde.
Français (1 h 45).
Saint-André-des-Arts I, 6e (01-43-26-48-18).

NOUS SOMMES TOUS ENCORE ICI
d'Anne-Marie Miéville,
avec Aurore Clément, Bernadette Lafont, Jean-Luc Godard.
Franco-suisse (1 h 20).
Saint-André-des-Arts I, 6e (01-43-26-48-18).

LA PLANTE HUMAINE
de Pierre Hébert,
dessin animé canadien (1 h 15).
Espace Saint-Michel, 5e (01-44-07-20-49).

PORT DJEMA
de Eric Heumann,
avec Jean-Yves Dubois, Nathalie Boutefeu, Christophe Odent, Edouard Montoute, Claire Wauthion, Frédéric Pierrot.
Franco-greco-italien (1 h 35).
Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (01-42-22-87-23) (+) ; Le Balzac, dolby, 8e (01-45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (01-43-57-90-81) (+) ; Escurial, 13e (01-47-07-28-04) (+).

LA RENCONTRE
d'Alain Cavalier,
Français (1 h 15).
Saint-André-des-Arts I, 6e (01-43-26-48-18).

REPRISE
de Hervé Le Roux,
Français (3 h 12).
Saint-André-des-Arts II, 6e (01-43-26-80-25).

SÉLECT HÔTEL (**)
de Laurent Bouhnik,
avec Julie Gayet, Jean-Michel Fête, Serge Blumental, Marc Andreoni, Sabine Bail, Eric Aubrahn.
Français (1 h 25).
14-Juillet Beaubourg, 3e (+) ; Images d'ailleurs, 5e (01-45-87-18-09).

LA SERVANTE AIMANTE
de Jean Douchet,
avec Catherine Hiegel, Jean-Yves Dubois, Alain Pralon, Claire Vernet, Nicolas Silberg.
Français (2 h 46).
Denfert, 14e (01-43-21-41-01) (+).

SEXY SADIE
de Matthias Glasner,
avec Corinna Harfouch, Jürgen Vogel, Thomas Heinze, Richy Müller, Andreja Schneider, Stephanie Philipp.
Allemand, noir et blanc (1 h 32).
VO : Les Trois Luxembourg, 6e (01-46-33-97-77) (+).

LE SORT DE L'AMÉRIQUE
de Jacques Godbout,
avec René-Daniel Dubois, Philippe Falardeau, Jacques Godbout.
Québécois (1 h 30).
Latina, 4e (01-42-78-47-86).

UN INSTANT D'INNOCENCE
de Mohsen Makhmalbaf,
avec Mirhadi Tayebi, Ali Bakhshi, Ammar Tafti, Marjam Mohamadamini.
Franco-iranien (1 h 18).
VO : 14-Juillet Parnasse, 6e (01-43-26-58-00) (+).

LA VÉRITÉ SI JE MENS !
de Thomas Gilou,
avec Richard Anconina, Vincent Elbaz, Elie Kakou, José Garcia, Bruno Solo, Richard Bohringer.
Français (1 h 40).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Rex, dolby, 2e (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6e ; UGC Montparnasse, dolby, 6e ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (+) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (01-43-87-35-43) (+) ; UGC Normandie, dolby, 8e ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (01-47-70-33-88) (+) ; UGC Opéra, dolby, 9e ; Les Nation, dolby, 12e (01-43-43-04-67) (+) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (01-47-07-55-88) (+) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (+) ; Mistral, dolby, 14e (01-39-17-10-00) (+) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (01-45-75-79-79) (+) ; UGC Convention, dolby, 15e ; Majestic Passy, dolby, 16e (01-42-24-46-24) (+) ; UGC Maillot, 17e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (+) ; Le Gambetta, dolby, 20e (01-46-36-10-96) (+) ;

LE VILLAGE DE MES RÊVES
de Yoichi Higashi,
avec Keigo Matsuyama, Shogo Matsuyama, Mieko Harada, Kyozo Nagatsuka, Hoseil Komatsu, Kaneko Iwasaki.
Japonais (1 h 52).
VO : Epée de Bois, 5e (01-43-37-57-47) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (01-43-26-58-00) (+).

WHEN WE WERE KINGS
de Leon Gast,
avec Mohammed Ali, George Foreman, Don King, James Brown, B. B. King, Norman Mailer.
Américain (1 h 28).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (01-47-70-33-88) (+) ; Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5e (01-43-54-15-04) ; Elysées Lincoln, dolby, 8e (01-43-59-36-14) ; La Bastille, dolby, 11e (01-43-07-48-60) ; Escurial, 13e (01-47-07-28-04) (+) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (01-43-20-32-20) ; Le Cinéma des cinéastes, dolby, 17e (01-53-42-40-20) (+) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (+).

REPRISES

L'APPÂT
de Anthony Mann,
avec James Stewart, Robert Ryan, Janet Leigh, Millard Mitchell, Ralph Meeker.
Américain, 1953 (1 h 34).
VO : Action Christine, 6e (01-43-29-11-30).

L'ÉTOILE CACHÉE
de Ritwik Ghatak,
avec Supriya Choudhury, Anil Chatterjee, Bijon Bhattacharya, Gita Ghatak.
Indien, 1960, noir et blanc (2 h).
VO : Espace Saint-Michel, 5e (01-44-07-20-49).

LE JOURNAL D'UNE FILLE PERDUE
de Georg Wilhelm Pabst,
avec Josef Rovensky, Louise Brooks, Fritz Rasp.
Allemand, 1929, noir et blanc (1 h 35).
Le Quartier Latin, 5e (01-43-26-84-65).

SUBARNAREKHA
de Ritwik Ghatak,
avec Madhavi Mukhopadhyay, Satindra Bhattacharya, Abhi Bhattacharya, Jabar Roy.
Indien, 1962, noir et blanc (2 h 12).
VO : Espace Saint-Michel, 5e (01-44-07-20-49).

(**) Films interdits aux moins de 16 ans.
(+) Réservation au 01-40-30-20-10.

TOUS LES FILMS PARIS/PROVINCE
3615 LEMONDE
ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

AUDIOVISUEL Deutsche Telekom a invité les principaux partenaires de la télévision allemande, mardi 20 mai à Bonn, à une réunion destinée à débloquer les négociations sur le câble. ● LES DIFFUSEURS demandent un accès plus large et moins cher aux réseaux câblés qui desservent 17 millions de foyers. ● LE NUMÉRIQUE, dont le marché balbutie outre-Rhin, est l'autre enjeu des discussions, qui pourraient aboutir avant le mois d'août. Un décodeur unique, équipé du système Viaccess de France Télécom, pourrait être choisi par la plupart des pays européens pour l'introduction du numérique sur le câble. ● ALBERT SCHARF, patron de la radio publique de Munich, a dénoncé, jeudi 15 mai au Sénat à Paris, la qualité des programmes des chaînes privées et la concentration du marché entre *« trois ou quatre princes des médias privés »*.

Les acteurs de la télévision allemande cherchent un compromis sur le câble

Les négociations entre Deutsche Telekom et les chaînes publiques et privées à propos de l'accès aux réseaux câblés pourraient enfin avancer à l'occasion d'une réunion provoquée, mardi 20 mai à Bonn, par l'opérateur allemand de télécommunications

COLOGNE
correspondance

L'invitation a été lancée par Deutsche Telekom : les principaux acteurs de la télévision allemande devaient se retrouver, mardi 20 mai à Bonn, pour essayer d'aplanir leurs différends en matière de télévision câblée. Leo Kirch, Mark Wössner, président du directoire de Bertelsmann, les patrons des chaînes privées et publiques, les autorités de régulation et des hommes politiques ont été conviés à la table ronde animée par Ron Sommer, le président du directoire de Deutsche Telekom. Ce dernier a certes prévenu que la rencontre ne déboucherait sur aucun résultat spectaculaire, mais elle devrait contribuer à débloquer les discussions dans un secteur où les différents camps s'opposent depuis des mois.

Plusieurs dossiers sont à l'ordre du jour du sommet. Le premier concerne les relations avec les chaînes analogiques publiques et privées. Celles-ci demandent à Deutsche Telekom d'ouvrir plus largement son réseau câblé, alors que l'opérateur souhaite voir augmenter les tarifs d'abonnement. Ces derniers temps, il a été régulièrement accusé de *« blocus »*, car il entend profiter de sa position centrale sur le marché.

La compagnie contrôle l'accès aux quelque dix-sept millions de foyers câblés allemands. Elle est souvent soupçonnée de vouloir bâtir un nouveau monopole alors que ses activités traditionnelles de télécommunication vont bientôt faire l'objet d'une ouverture complète à la concurrence. Des accusations que le groupe refuse car six mille sociétés interviennent dans le secteur, répète Ron Sommer.

Il est toutefois le principal opérateur et gère directement plus de cinq millions de foyers. Les concurrents doivent en partie utiliser ses équipements pour vendre leurs services. Deutsche Telekom aurait investi plus de 80 milliards de francs dans son réseau et compte engranger les bénéfices d'un tel engagement.

Actuellement, le téléspectateur câblé peut choisir entre une bonne trentaine de programmes, mais le câble est surchargé. La diffusion de nouvelles chaînes se fait au détriment des plus anciennes. On exige donc de Deutsche Telekom qu'il attribue quelques-uns des canaux gardés en réserve.

Pour l'instant, le groupe reste sourd aux exigences et aux reproches des tenants de la télévision analogique, car il lorgne surtout le marché numérique. Deutsche Telekom table sur la « télévision du futur » pour diversifier ses activités.

Les capacités actuelles permettent de diffuser 150 chaînes numérisées. Or ce secteur démarre doucement en Allemagne : l'unique bouquet, DF 1 du groupe Kirch, connaît des difficultés de lancement avec à peine 30 000 abonnés sur les 200 000 qui étaient prévus pour la fin de 1996. Multipliant les offensives juridiques, les géants Bertelsmann et Kirch ont du mal à se mettre d'accord sur la répartition des rôles et sur l'éventuelle commercialisation numérique de Premiere, la chaîne analogique payante créée en commun avec Canal Plus.

> La compagnie, qui contrôle l'accès aux quelque dix-sept millions de foyers câblés allemands, est souvent soupçonnée de vouloir bâtir un nouveau monopole

Les négociations entre Kirch et Deutsche Telekom durent depuis des mois pour permettre à DF 1 de profiter du câble alors qu'il n'est diffusé pour l'instant que par satellite. Le groupe de Ron Sommer entend jouer un rôle de premier plan dans la commercialisation des bouquets numériques et refuse de mettre ses canaux à disposition comme de simples « autoroutes » gratuites. Il souhaite contrôler le contact avec la clientèle et a même envisagé de se lancer dans la production de programmes.

La firme propose de gérer la diffusion et la vente de chaînes conçues par les différents compétiteurs audiovisuels. Deutsche Telekom plaide aussi, au sein de l'Association des câblo-opérateurs européens, pour le développement d'un décodeur commun qui utiliserait le contrôle d'accès Viaccess développé par France Télécom, ouvrant la perspective d'un marché européen d'un million de décodeurs.

Selon Ron Sommer, *« les acteurs doivent se mettre d'accord maintenant pour lancer le numérique en Allemagne, sinon le marché risque de ne jamais voir le jour »*. L'objectif est de mettre au point un compromis accepté par tous avant le prochain salon audiovisuel de Berlin, en août : un accord ne devrait donc pas tarder.

Philippe Ricard

Le PDG de la Radio bavaroise plaide pour les chaînes publiques

*« **LA RADIO** télévision commerciale ne peut être admise que dans la mesure et pour autant que la radio télévision publique existe et qu'elle remplit sa fonction au service de la société »*, a déclaré Albert Scharf, PDG de la radio bavaroise de Munich, jeudi 15 mai au Sénat, au cours d'une réunion organisée par le Bureau international de liaison et de documentation (BILD) sur *« la situation des médias en Allemagne »*.

En Allemagne, la part de la télévision dans le marché publicitaire est passée de 9,9 % à 15 % entre 1992 et 1995. La presse écrite – 408 quotidiens (30,2 millions d'exemplaires), 28 hebdomadaires (2,2 millions d'exemplaires) et environ 1 700 périodiques (142 millions d'exemplaires) continuent à recueillir 60 % de la publicité. Mais ce qui va à la radio-télévision publique s'est réduit, notamment sur les programmes radio. *« La télévision publique subit les conséquences du fait que la loi limite la publicité à 20 minutes par jour et seulement aux jours ouvrables, alors que les télévisions commerciales peuvent, tous les jours et à toute heure, utiliser 15 % de leur temps d'émission à des fins publicitaires »*, a indiqué M. Scharf. Il a rappelé que le financement de la radio-télévision publique se fait surtout au moyen de la redevance, qui depuis 1997, et jusqu'à l'an 2000, a été fixée à 93 francs par mois.

M. Scharf a insisté sur l'influence des télévisions privées dans l'augmentation des coûts pour l'acquisition de films et de droits sportifs et la rétribution des animateurs. *« Les prix sont aujourd'hui dix fois, et souvent vingt fois, plus élevés qu'il y a dix ans »*, a-t-il précisé.

Sur les 33 milions de foyers qui possèdent un téléviseur, 17 millions sont reliés au câble et 9 millions peuvent capter les programmes diffusés par satellites. Ils peuvent ainsi recevoir 27 programmes allemands, dont 14 publics et 13 privés. *« Dans aucun pays d'Europe, il n'existe une pareille pléthore de programmes de télévision d'origine nationale. Ce n'est pas une nouvelle télévision. C'est le plus souvent de vieux contenus dans de nouveaux emballages, du populaire, du sensationnel, du bon marché »*, a critiqué M. Scharf, en regrettant que *« la tentation du léger, du trivial, soit grande sur tous les canaux »*.

Le PDG de la radio bavaroise a décrit l'originalité de la télévision publique en Allemagne, où chacun des seize Länder *« a, en principe, le droit d'organiser lui-même la radio-télévision »*. Mais onze d'entre eux se sont unis pour constituer le premier programme national de télévision (ARD).

Par ailleurs, douze chaînes produisent ensemble quatre programmes thématiques pour les enfants, sur la culture, avec les télévisions suisse et autrichienne et avec la télévision française (Arte). Les programmes publics et les programmes commerciaux sont, chacun regardés par 40 % des spectateurs potentiels.

DEUX GRANDS GROUPES

M. Scharf a achevé son exposé par un plaidoyer en faveur de la télévision et de la radio publiques. *« L'ARD possède déjà dix programmes qui peuvent être reliés avec la technique numérique »*, a précisé M. Scharf, qui a indiqué que les services complémentaires sont gratuits.

Il a stigmatisé *« la multiplicité des programmes commerciaux qui se réduit à deux grands groupes d'entreprises : Bertelsmann/CLT et Kirch. Le marché allemand et le marché européen sont désormais constitués, purifiés et dominés par les ententes intervenant entre trois ou quatre princes des médias privés »*.

« La radio télévision ne doit pas être seulement conçue comme un instrument au service du succès économique », a estimé M. Scharf. Le PDG de la Radio publique bavaroise de Munich souhaite que le citoyen *« y retrouve son propre environnement et non seulement l'image du monde telle qu'elle est présentée dans les paquets globalisés de films qui se vendent de Los Angeles jusqu'à Singapour, qui sont diffusés partout et qui montrent un monde qui n'est pas le nôtre – à Munich, à Leipzig, à Dijon ou à Toulouse »*.

Françoise Chirot

« Le Monde » a conquis en 1996 la place de premier quotidien national français

Les chiffres de Diffusion-Contrôle associent pour la première fois « Le Parisien » et « Aujourd'hui-La France »

LES CHIFFRES attestant la diffusion des journaux en 1996 viennent d'être publiés par Diffusion-Contrôle (ex-Office de justification de la diffusion, OJD). En ce qui concerne les onze quotidiens nationaux, généralistes ou spécialisés (*Le Monde, Libération, La Tribune, L'Equipe, Paris-Turf*, etc.), ils indiquent que leur diffusion totale payée – France et international – a légèrement baissé (– 1,3 %) entre 1995 et 1996, passant de 2 348 863 exemplaires en moyenne par jour à 2 316 250 exemplaires. Mais les résultats des seuls titres d'informations politiques et générales montrent plusieurs autres innovations.

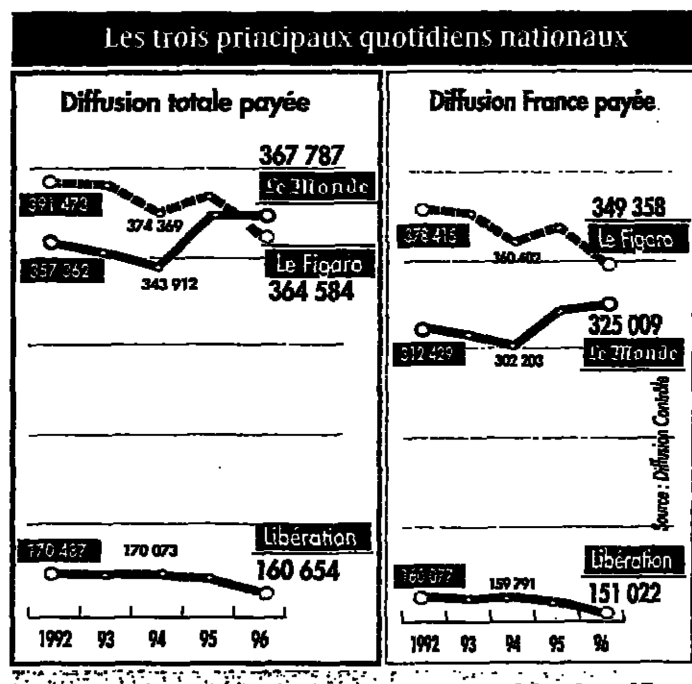
La première, c'est l'intégration du *Parisien* à la famille des quotidiens nationaux. Le journal a profité du lancement en 1994 de son édition nationale sous le titre *Aujourd'hui*, rebaptisée récemment *Aujourd'hui-La France*. Jusqu'ici le quotidien du groupe Philippe Amaury, publié à Paris et dans sa région – quatorze éditions au total réparties entre huit départements – était classé parmi les quotidiens régionaux, sa zone de diffusion principale étant l'Ile-de-France et certains départements limitrophes, comme l'Eure.

NOUVEAU MODE DE CLASSEMENT

Depuis la création d'*Aujourd'hui*, le *« statut bâtard »* du *Parisien* s'est accentué au point que la direction du groupe Amaury a demandé à ce qu'il figure dans la famille des quotidiens nationaux, tout en étant toujours comptabilisé parmi les régionaux. Diffusion-Contrôle a décidé, cette année, d'accéder à cette requête. Une décision due au départ du président de l'organisme tripartite (annonceurs, éditeurs, publicitaires), Jean Miot, nommé à la présidence de l'Agence France-Presse (AFP). L'ancien directeur délégué du *Figaro*, lorqu'il présidait aux destinées de Diffusion-Contrôle, était l'un des plus farouches opposants à l'entrée du *Parisien* dans la famille des quotidiens nationaux. Son successeur, le publicitaire Xavier Dordor, et le directeur général de Diffusion-contrôle, Patrick Barthement, ont au contraire décidé de réactualiser le profil de certaines familles de presse.

Ce nouveau mode de classement devrait permettre au *Parisien*, dont les recettes publicitaires n'ont jamais été à la hauteur de sa diffusion ni de son audience, de faire assaut de séduction auprès des annonceurs et des agences. Associé à *Aujourd'hui*, il peut en effet prétendre au titre de *« premier quotidien national français »* : Diffusion-Contrôle crédite la diffusion totale payée du journal et de son clône national de 458 051 exemplaires en moyenne en 1996.

Les deux titres devraient se séparer d'ici à deux ans, *Aujourd'hui-La France* devant demander son propre numéro de commission paritaire et devenir autonome. *Le Parisien* représente à lui seul 359 665 exemplaires en moyenne, tandis qu'*Aujourd'hui* en totalise 98 386 exemplaires. Des chiffres qui placent donc l'un et l'autre titre derrière *Le Monde*, dont la diffusion totale payée en 1996 est de 367 787 exemplaires en moyenne, et même derrière *Le Figaro* (364 584 exemplaires). Le quotidien vedette de la Socpresse (groupe Hersant) a perdu l'an dernier son rang de *« premier quotidien national français »*, une place qu'il revendique depuis dix ans et qu'il affiche même en bandeau de « une ».



Le Parisien (458 051 exemplaires) vend 359 665 exemplaires de ses éditions régionales dans huit départements de la région parisienne, auxquels s'ajoutent les 98 386 exemplaires d'Aujourd'hui- La France, son édition nationale créée en 1994.

Londres veut interdire la publicité pour le tabac

LE GOUVERNEMENT britannique veut inclure le parrainage d'événements sportifs par l'industrie du tabac dans une loi qui interdira toute publicité sur le tabac, a annoncé, lundi 19 mai, le ministre de la santé Frank Dobson. Le nouveau gouvernement travailliste de Tony Blair va d'abord publier un avant-projet, qui servira de base à des consultations ouvrant la voie à *« une interdiction effective de la publicité en faveur du tabac*, [qui pourrait être prononcée] *au cours de cette session »* parlementaire de dix-sept mois.

L'interdiction de la publicité pour le tabac avait été annoncée, mercredi 14 mai, par le gouvernement dans le discours du Trône (*Le Monde* du 16 mai), mais le sort du parrainage sportif n'avait alors pas été directement évoqué. M. Dobson a confirmé que l'interdiction du parrainage sportif affecterait les événements internationaux qui se dérouleront en Grande-Bretagne, comme le Grand Prix de formule 1 à Silverstone. Il a indiqué que le gouvernement donnerait du temps aux sports concernés – notamment les courses automobiles, le cricket et le *snooker* (billard anglais) – pour trouver d'autres sponsors. – (*AFP*.)

■ **PRESSE** : les secrétaires généraux des douze syndicats professionnels jordaniens ont menacé de démissionner si le gouvernement ne retirait pas avant le samedi 24 mai un nouveau code de la presse qui prévoit l'augmentation des amendes pour les délits de presse comme les crimes de lèse-majesté, la diffamation et les *« atteintes à l'unité nationale et à la morale publique »*. – (*AFP*.)

Sardines à l'huile

par Alain Rollat

CE LUNDI matin de Pentecôte, à l'heure où l'Esprit saint n'était pas encore descendu sur les apôtres en campagne, France 2 remplissait sa mission de service public en faisant l'article pour les sardines à l'huile. Un expert en gastronomie expliquait que les meilleures sont les plus confites, celles dont l'arête fond à force de macérer. Il soulignait que les millésimées sont les plus artisanales, celles dont les boîtes sont manipulées une à une, comme les grandes bouteilles. Il faisait, au passage, de la publicité gratuite pour les conserves des Mouettes d'Armor.

Pendant ce temps, sur TF 1, le saint patron du « Télé shopping », Laurent Cabrol, faisait l'article pour un pulvérisateur à jet continu. Il proposait, pour 675 francs, un appareil capable, grâce à sa légèreté, ses trois mètres de tuyau et ses trois embouts différents, de pulvériser n'importe quel insecticide n'importe où en un tour de main. Un appareil idéal pour le traitement saisonnier des haies ou des charpentes, des vergers ou des greniers. Toujours méticuleux, Laurent Cabrol démontrait lui-même le caractère continu, indubitablement continu, du jet continu de ce pulvérisateur à pression continue.

Entre-temps, sur France 2, les sardines à l'huile avaient regagné leurs boîtes pour faire place aux apôtres en campagne qui avaient déjà rouvert la boîte à gifles. Philippe de Villiers faisait, comme d'habitude, l'article pour Philippe de Villiers. Il pourfendait *« la résignation et la régression »* en vantant ses propres produits macérés à l'ancienne. Il promettait un millésime digne d'une *« France de l'honnêteté et de la grandeur ».* Il en parlait comme il en parle depuis quatre semaines : à jet continu. Comme un pulvérisateur.

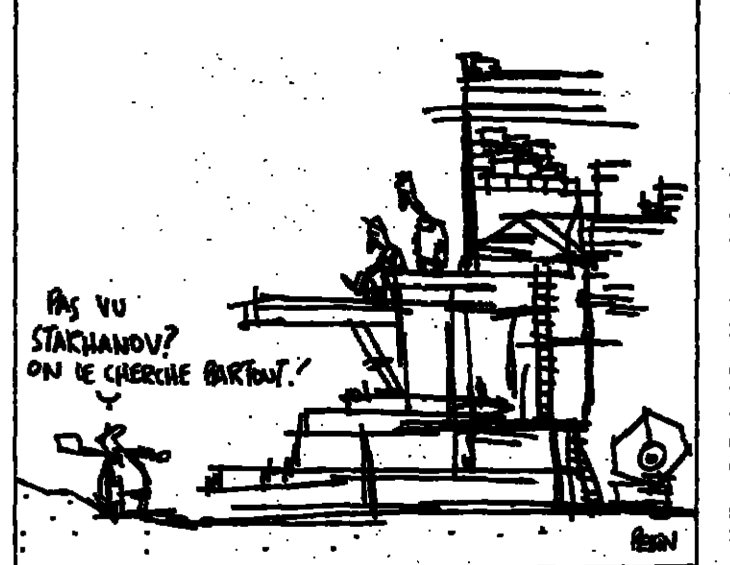
Au même moment, sur TF 1, Laurent Cabrol vantait les mérites d'une rallonge aspirante adaptable à n'importe quel type d'aspirateur et capable, grâce à son flexible de quatre mètres et ses suceurs à géométrie variable, d'avaler n'importe quelle poussière pour la bagatelle de 150 francs. Il garantissait l'efficacité tout-terrain de cette prothèse sans pareille, aussi performante contre les toiles d'araignée des dessus d'armoire que contre les moutons des dessous de lit.

C'est alors que, sur France 2, apparut le saint Jacques socialiste, maître Delors en personne. Il anathématisa, comme à son habitude, en les jetant dans le même sac, les faux marchands de la France aux Français, *« ceux qui disent que l'Europe est un monstre »*, et les faux dévots de l'Europe aux Européens, *« ceux qui disent que l'Europe est un remède miracle ».* Il prophétisa, comme au temps de sa splendeur, l'avènement d'une *« Europe du plein emploi ».* Conformément à son propre mode d'emploi, il s'efforçait de ramener les moutons égarés vers la bergerie socialiste. Il assumait sa fonction confite de rallonge aspirante. Mais pourquoi nous a-t-il gratifiés d'un *« Bonsoir ! » quand il n'était que* 8 h 30 ? Pourquoi ce décalage ? Les socialistes doivent avoir un problème d'ouvre-boîte...

Des hommes sur un chantier

« Aujourd'hui, nous construisons une maison » est un documentaire russe sur les méthodes de travail héritées de l'ère communiste. Un regard original et plein d'humour

« LE TRAVAIL, ce n'est pas comme le loup, il ne s'enfuira pas dans la forêt. » Ce proverbe russe, venu tout droit de l'ère communiste, aurait pu figurer en exergue du documentaire de Sergeï Loznitsa et Marat Magambetov, diffusé dans « La Lucarne » mercredi 21 mai sur Arte, tant il illustre bien la nonchalance qui caractérise les enfants du socialisme au travail. *Aujourd'hui, nous contruisons une maison*, lauréat du Prix d'encouragement décerné au meilleur film d'Europe de l'Est du 39e Festival international du film documentaire et d'animation 1996 de Leipzig, est une parodie de la société russe d'aujourd'hui... et d'hier, lorsqu'elle était encore soviétique.



L'affaire est simple : il s'agit de raconter une journée sur un chantier. Une maison sort de terre, des ouvriers du bâtiment censés achever la construction vaquent à leurs occupations ou, plutôt, font semblant. Postés sur un échafaudage, perchés sur le toit ou assis près d'un bac à ciment, ils s'interpellent, bavardent, s'arrêtent pour fumer une cigarette, lire un journal... Une grue traverse le champ de la caméra, transportant doucement un bloc de pierre. Des gens passent et repassent sans savoir ce qu'ils ont à faire, des ingénieurs paraissent inspecter les travaux mais ne donnent aucune directive. Des enfants jouent au milieu de la ferraille et des gravats qui encombrent le chantier sans que personne ne vienne les inquiéter. Le film se déroule ainsi, en phase avec le rythme lent des ouvriers. Des ouvriers que l'on n'entend pas. A peine perçoit-on le ronronnement des machines, le bruit des pelles, derrière une bande-son où défilent des chansons folkloriques...

Le ton sarcastique de ce document sur la pérennité des méthodes de travail héritées de l'époque de l'économie planifiée ne repose que sur les images. Il n'y a pas de commentaire. Juste la musique (les paroles des chansons ne sont pas traduites, espérons qu'elles ne jouaient aucun rôle !). Le résultat pourrait faire penser aux *Temps modernes*, la célèbre satire de la société industrielle de Charlie Chaplin, après trois quarts de siècle de marxisme ! Durant cette longue période, les Soviétiques puis leurs camarades des pays de l'Est ont appris à remettre au lendemain ce qui pouvait être fait le jour même. D'aucuns y ont vu une empreinte idéologique là où il n'y avait finalement qu'un réflexe, une forme de résistance motivée par l'instinct de conservation. Le but n'était pas d'inverser – par simple esprit de contradiction – l'adage des sociétés occidentales, mais de suer proportionnellement au salaire versé. Or nul n'ignore que les appointements des ouvriers soviétiques ne valaient... pas un kopeck.

Aujourd'hui, nous construisons une maison pourra paraître ennuyeux à certains. Le film est lent, à l'image des situations immuables. Et immuables ne sont pas seulement les lois de l'économie planifiée auxquelles, dans cette Russie postcommuniste, tout semble encore obéir. Les lois du marché télévisuel le sont également. Les petits écrans européens n'ont pas de place pour les documentaires hors format, en particulier pour ceux de moins de 26 minutes, les réalisateurs ont laissé tourner leur caméra alors qu'ils pouvaient parfaitement atteindre leur objectif dans une moindre durée. Dommage. Mais cette satire vaut tout de même le coup d'œil.

Les téléspectateurs désireux de suivre un récit plus loquace pourront regarder *Mon affaire de cœur*, un beau document hongrois de Tamas Almasi, diffusé mardi dans « La Vie en face ». Histoire vécue d'une greffe du cœur où le réalisateur met l'accent sur l'aspect psychologique qu'implique une telle épreuve pour le patient et son entourage. Une belle leçon de vie, sans pathos ni voyeurisme, mentionnée au prix Italia 1996.

Florence Hartmann

★ « La Lucarne » : *Aujourd'hui, nous construisons une maison*, Arte, mercredi 21 mai à 0 h 30 (rediff. dimanche 25 mai à 2 h 15).
★ « La Vie en face » : *Mon affaire de cœur*, Arte, mardi 20 mai à 20 h 45.

MARDI 20 MAI

TF 1

20.45

DIS-MOI OUI
Film d'Alexandre Arcady, avec Jean-Hugues Anglade (1994, 115 min). 916372
A Bordeaux, un pédiatre recueille une gamine atteinte d'un angiome cérébral. C'est, paraît-il, une comédie romantique...

22.40

LE MONDE DE LÉA
Magazine présenté par Paul Amar. Thème : l'adoption (110 min). 6002575
0.30 et 1.30, 2.05, 3.15, 4.15 TF 1 nuit.
0.40 7 sur 7. Magazine (rediff., 50 min). 4743995
1.40 Reportages. Magazine. Les enfants de l'écran.
2.15 Weill - Mahler. Concert. 3.25 Les défis de l'océan. Documentaire. La vie en saturation (rediff.). 4.25 et 5.15 Histoires naturelles. Documentaire. 4.50 Musique. Concert (25 min).

France 2

21.00

LES SEPT MERCENAIRES ■ ■
Film de John Sturges, avec Yul Brynner (1960, 125 min). 5089204
Quelle réunion de vedettes !
23.05 Les films qui sortent le lendemain dans les salles de cinéma.

23.20

L'ŒIL DU MONOCLE ■
Film de Georges Lautner, avec Paul Meurisse (1962, N., 100 min). 6640049
Réplique assez terne d'une première aventure, Le Monocle noir. *Mais Paul Meurisse a gardé son charme nonchalant.*
1.00 Au bout du compte.
1.10 Journal, Bourse, Météo.
1.30 Le Cercle de Minuit. Portrait de Paul Auster.
2.50 Clip Siva Pacifica. 3.25 Urti : Sauver Bruxelles. Documentaire. 3.45 Delvaux, portrait définitif. Documentaire. 4.55 Chip et Charly. Anniversaire surprise (45 min).

France 3

20.50

JACQUELINE MAILLAN, POUR RIRE
Présenté par Julien Lepers. (95 min). 632469
22.25 Journal, Météo.
22.58 Campagne officielle pour les élections législatives.

23.20

▶ ALÉAS
Magazine. Chroniques des hasards. Chasseurs d'orages ; A l'imparfait du subjonctif ; Les condoms de Condom ; La fête à Verlaine (55 min). 9249372
0.15 Cinéma étoiles. Magazine présenté par Christian Nève et Claire Germouty (30 min). 67179
0.45 ▶ Musique graffiti. Magazine. De Bach à Bartok, confidences pour piano (5 min). 54396179
0.50 Rencontres à XV. Magazine (rediff., 30 min). 1.25 Guerres privées. Série. 2.10 Guerres privées. Série (50 min).

Arte

20.45

LA VIE EN FACE : MON AFFAIRE DE CŒUR
Documentaire de Tamás Almási (1996, 65 min). 652662
Les moments cruciaux de la vie d'un homme, un mineur hongrois, qui doit se soumettre à une transplantation cardiaque. Un suspense médical, et une réflexion sur un aspect éthique primordial dans notre culture.

21.50

COMEDIA : TADEUSZ KANTOR ET LE THÉÂTRE D'AVANT-GARDE À CRACOVIE
Soirée proposée par la MDR et la Télévision polonaise.
21.55 L'Amérique. Pièce de théâtre mise en scène par Andzej Welminski (1997, 55 min). 5289730 *D'après* L'Amérique *de Franz Kafka.*
22.50 Le Théâtre de la mort. Documentaire *de Michael Kluth (1997, 60 min).* 4930198
23.50 Wielopole - Wielopole. Pièce de théâtre écrite et mise en scène par Tadeusz Kantor. Avec le Théâtre Cricot 2 (1982, 85 min). 1839759
1.15 Pavillon noir ■ Film de Frank Borzage, avec Paul Henreid (1945, v.f., rediff., 100 min). 4901773

M 6

20.50

LOÏS ET CLARK
LES NOUVELLES AVENTURES DE SUPERMAN. Série, avec Dean Cain, Teri Hatcher (105 min). 913846
Jeunesse volée. La société contre Loïs Lane.

22.35

LA FEMME MEURTRIE
Téléfilm O de John Patterson, avec Veronica Hamel, Judd Hirsch (95 min). 3716488
Une femme violée face à la perversité de son agresseur, riche avocat et notable respecté.
0.10 Les Documents *de Zone interdite* (rediff.).
2.10 Culture pub. Magazine (rediff.). 2.30 Hot forme. Magazine (rediff.). 3.00 Jazz 6. Magazine (rediff.). 3.55 Mister Biz. Magazine (rediff.). 4.20 Fan de. Magazine (rediff., 25 min).

Canal +

20.35

BAD BOYS
Film de Michael Bay (1994, 110 min). 798310
Deux flics noirs forment le tandem de choc de la brigade des stupéfiants de Miami.
22.25 Flash d'information.
22.30 Spécial infos net.
22.32 Qu'en pensez-vous ?

22.45

MON HOMME ■
Film de Bertrand Blier, avec Anouk Grinberg (1995, 94 min). 1510391
0.20 Max zéro malgré lui. Film de Greg Beeman (1995, 85 min). 4124665 *Un coursier est injustement accusé de meurtre par un agent véreux du FBI.*
1.45 Les Derniers Jours d'Herculanum. Film de Gianfranco Parolini *(1962, 100 min).* 1074681

Radio

France-Culture

20.30 Archipel médecine. La maladie d'Alzheimer. Avec le professeur Françoise Forette.
21.32 Grand angle (rediff). Palestiniens de la Diaspora : la mémoire de l'oubli.
22.40 Nuits magnétiques. Sur les traces du hasard [1/4].
0.05 Du jour au lendemain. Serge Dufoulon (Femmes de paroles). 0.48 Les Cinglés du music hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique

20.00 Concert. Donné le 10 mai, salle Olivier Messiaen, à Radio-France, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Reinbert de Leeuw : *Introïtus, de Goubaïdoulina* ; Octuor, de Ustvolskaya ; Kammermusik op. 24 n° 1, de Hindemith ; Le Temps chanté pour violon et orchestre, de Rhim, Vera Beths, violon.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Simpson et de Zenouda.
23.07 Atout Chœur. Œuvres de Brahms, R. Strauss, R. Schumann.
0.00 Des notes sur la guitare. Œuvres de Ponce, Bach, Bream, Giuliani, Lauro. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées *de Radio-Classique.* Brahms et la modernité. Concerto pour piano op. 114, de Reger ; Lieder eines fahrenden Gesellen, de Mahler ; Sonate pour violon et piano n° 3, de Brahms ; Ouverture, de Furtwangler, par l'Orchestre philharmonique National Slovaque, dir. Alfred Walter. Œuvres de Webern.
22.25 Les Soirées...(suite). Œuvres de Zemlinsky, Ligeti, Brahms. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

20.00 Envoyé spécial. Magazine (France 2 du 15/5/97).
21.30 Perfecto. Magazine.
22.00 Journal (France 2).
23.00 Bouillon de culture. Magazine. *Aimez-vous les uns les autres* (France 2 du 16/5/97).
0.15 Viva. Magazine.
1.00 *Soir 3 (France 3).*

Planète

20.10 Des hommes dans la tourmente. [2/32]. Mao Zedong *versus* Tchiang Kaï-chek.
20.35 Vol au-dessus des mers. [7/11]. Orion, chasseur des mers.
21.25 De Dallas à Dallas. *[1/2]. Trente ans après.*
22.20 ▶ Sarajevo, le feu des livres.
23.05 Sentiers noirs.
23.55 Des oiseaux pas comme les autres.

Animaux

20.30 Faune ibérique. [2/2]. L'Ibère.
21.00 Le Monde sauvage. Les bâtisseurs infatigables.
21.30 La Vie des zoos. Mating Games.
22.00 Le Monde de la nature. Une île dans les nuages.
23.00 Fauna. Ornithorynque.
23.30 Beauté sauvage. Les castors.
0.00 Le Monde sauvage.

Paris Première

19.55 Point bourse.
20.00 et 0.15 20 h Paris Première. *Invité : Bernard Fresson.*
21.00 Le Gai Savoir. Magazine.
21.55 Le J.T.S. Magazine.
22.30 L'Argent des autres ■ ■ Film de Christian de Chalonge (1978, 105 min). 69132681

France Supervision

19.55 Haute couture printemps-été 97.
20.30 CinéActu. Magazine.
20.45 *Philippe Lafontaine.* Concert (90 min). 27025846
22.15 Music Lovers ■ ■ Film de Ken Russell (1970, 120 min). 32197865
0.15 William Christie et les Arts Florissants. D'Andrea Kirsch. La passion du baroque (55 min).

Ciné Cinéfil

20.30 Tant d'amour perdu. Film de Léo Joannon (1958, N., 90 min). 5292681
22.00 Acque amare ■ Film de Sergio Corbucci (1954, N., v.o., 75 min). 60944407
23.15 *Adrien.* Film de Fernandel (1943, N., 75 min). 82295198

Ciné Cinémas

20.30 En mai, fais ce qu'il te plaît ■ Film de Pierre Grange (1995, 85 min). 57165759
21.55 M. Butterfly ■ ■ Film de David Cronenberg (1993, v.o., 100 min). 73089692
23.35 Affaire non classée ■ Film de Michael Apted (1990, 110 min). 11220240

Festival

20.30 Retour au château. Téléfilm de Charles Sturridge et Michael Lindsay-Hogg [3/6], (100 min). 38231575
22.10 Des cornichons au chocolat. Téléfilm de Magali Clément, (85 min). 57343662
23.35 La Baby-sitter. Trésor en chasse (25 min).

Série Club

20.15 L'île aux naufragés. Voodoo.
20.40 Le Club. Magazine.
20.45 Buck Rogers. Le vampire.
21.35 et 1.30 Symphonie. Feuilleton [15/18].
22.30 Alfred Hitchcock présente. Evasion.
23.00 Les Charmes de l'été. Feuilleton [4/5].
23.50 Lou Grant. Le battant.
0.40 Alias le Baron. Au bord de la peur (50 min).

Canal Jimmy

21.00 *Spin City.* La compétition.
21.25 Le Fugitif. Le jugement.
22.15 Chronique de la route.
22.20 Harley Davidson : Une épopée américaine. De Hoyt Axton.
23.10 Star Trek : la nouvelle *génération.* Conspiration (v.o.).
0.00 Elvis : Good Rockin' Tonight. *The Old Man (v.o.).*
0.25 L'Homme invisible. Kidnapping (25 min).

Disney Channel

20.10 Les Trois Mousquetaires. *Film de Stephen Herek* (1993, 90 min). 1947933
21.40 Animalement vôtre.
22.10 Thunder Alley. Procès d'intention.
22.35 Les Histoires secrètes d'Enid Blyton. Le secret de Killimooin.
23.05 Opération Mozart. Mozart à Vienne.

Téva

20.55 L'Idole au grand cœur. Téléfilm de Richard Michaels, avec Mario Van Peebles (95 min). 505479488
22.30 Murphy Brown.
23.00 Téva débat. Magazine.

Eurosport

20.00 Voitures de tourisme.
21.00 Boxe. En direct. Championnat international WBC. Poids coq. Johnny Armour (GB)-Anatoly Kvitko. (120 min). 294681
23.00 Eurogoals. Magazine.
23.30 Tennis (30 min).

Voyage

19.55 et 23.25 Chronique Lanzmann.
20.00 et 23.30 Suivez le guide.
22.00 Lacs d'Europe. Le lac de Garde.
22.30 L'Heure de partir.

Muzzik

21.00 *Ernest Ansermet* dirige l'Orchestre de la Suisse romande. Concert enregistré en 1958 (53 min). 54681
21.55 Sonate opus 10, de Beethoven. Concert enregistré en 1970 (50 min). 2610353
22.45 Les Instantanés de la danse. Magazine.
23.00 Colin *James* à Montréal. Concert enregistré au Festival international de jazz de Montréal en 1996 (60 min). 47136
0.00 La Passion selon saint-Jean, de Bach. *Concert* donné par l'Orchestre de la Petite Bande, dir. Sigiswald Kuijken (120 min). 526957

Chaînes d'information

CNN

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 2.00 World News. 21.00 IMPACT/Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.15 American Edition.

Euronews

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 22.45 Economia. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No Comment. 23.45 Cinéma. 0.45 Visa. 1.45 Style.

LCI

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Guillaume Durand. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Economie. 21.26 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

Signification des symboles :
▶ *Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».*
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

هكذا من الأصل

Un dieu du foot se retire de l'Olympe

La presse britannique, inspirée, tresse des couronnes à la gloire d'Éric Cantona, « héros de son propre mythe », qu'elle n'hésite pas à comparer à une « fleur rare », et qualifie de « premier footballeur post-moderne »

QUE D'ENCRE a coulé dans la presse britannique sur la dernière décision d'Eric Cantona – aussi incompréhensible que les précédentes – de quitter le football en pleine gloire ! La BBC a diffusé un florilège de ses buts au son de *Je ne regrette rien !* d'Edith Piaf. Le lyrisme qui s'est emparé de pages entières dans les quotidiens les plus sérieux aurait de quoi étonner ceux qui ignorent le goût des Anglais pour la bravoure et leur amour du foot. *« King Eric »* était pour des millions de fans presque un dieu, que le peintre James Hague a d'ailleurs représenté en Christ dans un pastiche de la *Résurrection* de Piero della Francesca. Footballeur et poète, peintre, philosophe, acteur, mannequin, Cantona est un peu tout cela. *« Albert Camus était goal au Racing universitaire d'Algérie, mais il est mieux connu comme Prix Nobel de littérature*, a écrit le *Daily Telegraph*. *Eric Cantona, après mûre réflexion, préférera sans doute que l'on se souvienne davantage de lui pour son football que pour ses bons mots. »*

Analysant l'extraordinaire alchimie qui s'est établie entre un joueur caractériel dont plus personne ne voulait et un entraîneur qui ambitionnait de replacer le Manchester United en tête de la Ligue, le *Guardian* a eu ces mots : *« Aucun autre club et certainement aucun autre entraîneur n'auraient pu "ramasser Cantona" à ce stade de sa carrière et exploiter ses talents multiples, mais pleins de défauts, pour redonner à l'United sa gloire, depuis longtemps passée. Les autres voyaient Cantona comme un problème, Ferguson l'a vu comme un sauveur. (...) Avoir peint Cantona dans une scène de la Résurrection (...), c'est peut-être une hyperbole démentielle, mais, au moins en termes de football, le Français a parfois porté la tunique du Messie ! »* Et il a su partir à temps : cette saison, *« il commençait à montrer son âge. Le port fier du danseur de ballet restait intact, mais on sentait une lourdeur inédite dans ses membres »*. Est-ce compatible avec un Messie ressuscité ?



Le *Times* voit dans Cantona *« le premier footballeur post-moderne »*. Parlant des excès physiques et verbaux de ce *« talisman du foot devenu une icône culturelle nationale »*, il poursuit : *« Dans sa carrière de footballeur en France, il a été gêné par l'absence de barrière linguistique. Mais, en Angleterre, il était libre d'être parfaitement incompréhensible. Et adoré : le héros de son propre mythe, dans lequel il croyait mordicus. Il a communiqué son génie et sa foi à toute son équipe. C'est à cause de cela que Manchester a connu des succès comme jamais auparavant. Cantona a créé l'United à sa propre image : majestueux, insupportable, irrésistible. »*

Seul quotidien à consacrer un éditorial, bref, il est vrai, à un événement qui intéresse plus les Britanniques que les élections françaises – ce n'est pas difficile –, *The Independent* a pris le ton lyrique. Sous le titre *« Eh bien, adieu mon savant »*, on peut lire, *in extenso* : *« Un footballeur est comme une fleur rare qui ne fleurit qu'un bref moment, comme aurait pu dire un de nos philosophes contemporains. En rêve, la gloire est plus douce que la chair aigrelette des pommes pour les enfants. Mais parfois les rêves doivent prendre fin, et il est temps de se réveiller. Le poète doit regarder à travers la fenêtre du train qui file, car il sait que le terminus est proche. Car, à chaque saison de football, il y a un temps pour jouer et un temps pour partir. Maintenant, il est temps qu'Eric Cantona s'en aille et que l'on se mette à écrire des thèses de doctorat. »* Adieu le footballeur, bonjour l'artiste !

Patrice de Beer

EN VUE

■ Dix ecclésiastiques ont défilé en soutanes, avec étoles et chapes multicolores, mardi 20 mai, à Esher (sud de l'Angleterre), pour présenter la collection printemps/été 1997 du clergé anglican. *« Les teintes grises sont en contradiction avec la créativité et la vie de Dieu »*, estime **Andrew Roberts**, pasteur méthodiste de Kingswinford et Worsley dans les Midlands, qui, pour ses débuts de mannequin, a porté *« Dream suit »*, une veste brodée de poissons d'or, dessinée par **Juliet Hemingway**, spécialiste de la haute couture cléricale.

■ **Molly Cohen**, souffrant d'artérite, amputée en 1986, voulant, selon la tradition juive orthodoxe, que son corps soit enterré entier, avait, en attendant son décès, loué au funérarium Menorah Gardens de Fort Lauderdale, en Floride, un emplacement pour ses jambes. Mais, sept ans plus tard, quand Molly mourut, les jambes avaient disparu, et la famille, mécontente, porta plainte. Jeudi 15 mai, le funérarium a été condamné à 1,25 million de dollars de dommages et intérêts.

■ Une version chinoise de *« l'Archipel du Goulag »*, œuvre de l'écrivain russe **Alexandre Soljenitsyne** dénonçant le système des camps stalinien, est en vente en Chine. On trouve notamment l'ouvrage, qui porte la mention *« Droits réservés au Fonds social russe pour les personnes persécutées et leur famille »*, dans la principale librairie d'Urumqi, le chef-lieu du Xinjiang, région où fonctionnent de nombreux camps du *« Laogaï »*, l'équivalent chinois du Goulag.

DANS LA PRESSE

EUROPE 1
Alain Duhamel

■ Le Front national est obligé d'opérer d'urgence une rectification d'image, et même une inflexion tactique. Au « Club de la presse », puis à la télévision et finalement au *Parisien*, Jean-Marie Le Pen avait expliqué qu'à ses yeux, Jacques Chirac était pire que Lionel Jospin, qu'il préférait à tout prendre une Assemblée nationale de gauche à une Assemblée nationale de droite, qu'une cohabitation aurait au moins l'avantage, selon lui, de gêner Jacques Chirac dans sa politique européenne, bref qu'il optait ostensiblement pour une politique du pire. Le voilà obligé de redresser le tir. Ces propos avaient en effet surpris et gêné une partie de ses propres militants pour qui la gauche est le diable absolu, Ils avaient surtout provoqué un certain flottement dans une partie de son électorat. En fait, Jean-Marie Le Pen a bel et bien commis une bourde politique. Il ne s'agit pas de l'un de ses dérapages verbaux, plus ou moins prémédités, qui ont suscité tant de polémiques mais d'une gaffe tactique en bonne et due forme. Le président du Front national a employé une méthode typiquement politicienne, le billard à trois bandes qui se retourne maintenant contre lui. Comme il avait déjà renoncé à être lui-même candidat à ces élections législatives, il traverse une mauvaise passe. Le mythe du chef infaillible, naguère enraciné à l'extrême droite, s'en trouve bel et bien écorné.

THE WASHINGTON POST

■ Depuis quelque temps déjà, un débat fait rage sur l'efficacité du lien à établir entre le commerce et la politique dans les relations avec la Chine. Certains disent que l'on peut utiliser l'un pour obtenir des résultats dans l'autre. D'autres estiment que les affaires sont les affaires et qu'il ne faut pas y mêler les question des droits de l'homme. Un événement qui s'est produit jeudi dernier à Pékin pourrait trancher le débat : on peut en effet parfaitement avoir recours au commerce pour peser sur les relations politiques. Malheureusement, l'exemple en question est celui de le Chine utilisant le commerce pour obtenir ce qu'elle veut et non l'inverse . Il y a un mois, la France a fait en sorte que la commission des Nations unies sur les droits de l'homme ne discuterait même pas le bilan épouvantable de la Chine en la matière, alors même que l'on examinait la conduite de pays plus petits et moins puissants. Une poignée de nations seulement, notamment le Danemark, ont osé se dresser face à la Chine. Les officiels chinois ont répliqué en comparant le Danemark à un petit oiseau dont on pourrait fracasser la tête avec une pierre. Le président français Jacques Chirac était jeudi dernier à Pékin où il a obtenu l'achat de 1,5 milliard de dollars d'avions Airbus par la Chine. *« Sur la question des ventes d'armes à Taïwan et celle des droits de l'homme, la Chine note que la France a pris une sage décision »*, a déclaré le président Jiang Zemin, selon un porte-parole. Il est évident que les Américains n'ont nul besoin de regarder dédaigneusement du haut de leur puissance cette conduite francaise. Les Etats-Unis, également, ont connu ce type d'attitude opportuniste.

MERCREDI 21 MAI

TF 1

16.30 Extrême limite. Série. Un ami d'enfance.
17.05 Melrose Place. Feuilleton. Sydney se déchaîne.
18.00 Sous le soleil. Série. L'héritage.
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 et 20.40 Météo.
20.00 Journal, L'image du jour.

20.45

USHUAÏA PRÉSENTE OPÉRATION OKAVANGO
Magazine. La grande forêt équatoriale (100 min). 443266
A la découverte de la faune et de la flore du second poumon de la planète.

22.25

COLUMBO
Jeu de mots. Série de Robert Butler, avec Peter Falk, Tricia O'Neil (85 min). 7614773
23.50 Chapeau melon et bottes de cuir. Série. Jeu à trois mains.
0.45 et 1.25, 2.05, 3.15, 4.20 TF 1 nuit.
1.00 Cas de divorce. Série. Stanet contre Stanet.

1.35 et 3.25, 4.30, 5.15 Histoires naturelles. Documentaire. 2.15 Les Défis de l'océan. Documentaire. La vie océane (rediff.). 4.50 Musique. Concert (25 min).

France 2

17.20 Le Prince de Bel Air. Série. Mariage surprise.
17.45 Waïkiki Ouest. Série.
18.40 Qui est qui ? Jeu.
19.20 et 2.15 Studio Gabriel. Invités : Jean Piat, Fabrice Santoro.
19.55 et 20.50 Tirage du Loto.
19.57 Au nom du sport.
20.00 Journal, Campagne électorale, Météo.

21.00

UNE MÈRE COMME ON N'EN FAIT PLUS
Téléfilm de Jacques Renard (105 min). 8034570
Un directeur d'entreprise, de culture ouvrière, se trouve confronté à sa première grève. Sa mère (Annie Cordy) s'emploie à sauver la situation.

22.45

ÇA SE DISCUTE
Magazine présenté par Jean-Luc Delarue. Comment fabrique-t-on un jeune prodige (105 min). 1578315
0.30 Au bout du compte.
0.35 Journal, Bourse, Météo.
0.55 Le Cercle de minuit. Magazine présenté par Laure Adler. Autour du Che Guevara (70 min). 3238829

2.05 Clip Siva Pacifica. 2.45 Connaître l'Islam. Magazine (rediff.). 3.15 Le Jour du Seigneur. Magazine (rediff.). 3.45 Sur la trace des Emerillons. Documentaire. 4.10 Chip et Charly. La baguette magique. 4.35 Outremers. Magazine. Reprise de France 3 (65 min).

France 3

18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 et 0.30 Un livre, un jour. *Les Libertines*, d'Olivier Blanc.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.00 Météo.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.

20.40

FOOTBALL
En direct. Match retour de la finale de la Coupe de l'UEFA : Inter Milan - Schalke 04 (85 min). 9927686
22.05 Journal, Météo.
23.05 Campagne officielle pour les élections législatives.

23.35

UN SIÈCLE D'ÉCRIVAINS
Documentaire de Marie-Dominique Montel. Thomas Edward Lawrence d'Arabie (1888-1935) (50 min). 338518
Thomas Edward, dit Lawrence d'Arabie, qui s'engagea comme simple soldat dans la RAF rédigea l'incroyable aventure de sa vie dans les sept cents pages des Sept Piliers de la Sagesse.
0.25 ▶ Musique graffiti. De Bach à Bartok. Confidences pour piano

0.40 Guerres privées. Série. 1.35 Guerres privées. Série (50 min).

La Cinquième

18.20 Le Monde des animaux. Les oiseaux du paradis.

Arte

19.00 Ivanhoé. [19/30] Le voleur de bétail.
19.30 7 1/2. Magazine. Paroles de citoyens : pas de toit, pas de voix.
20.00 Oman, paradis des animaux. [3/3] Nés dans le désert (1997, 30 min). 3529
20.30 8 1/2 Journal. La réduction du temps de travail.

20.45

LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE : TEMPS DE GUERRE
Documentaire belge d'André Huet [2/5] Loin des champs de bataille... 1939-1942 (1994, 55 min). 4781247
La vie quotidienne en Belgique, en Hollande et en France, après la « Blitzkrieg ».

21.40

MUSICA : LA MUSIQUE DE TEREZIN
Documentaire de Simon Broughton (1994, 65 min). 8483995
22.45 Nuits dans les jardins d'Espagne. Œuvre de Manuel de Falla (1990, 30 min). 2099518
23.15 Profil : Un voyage avec Martin Scorsese à travers le cinéma américain. Documentaire [3/3] (75 min). 2013808
0.30 La Lucarne : Aujourd'hui, nous construisons une maison. Documentaire russe (30 min). 7684209
● Lire page 30.
1.00 Yol ■■■ Film de Yilmaz Güney et Serif Gören (1981, v.o., rediff., 110 min). 8491396

M 6

19.00 Caraïbes offshore. Série. Quand l'histoire s'emmêle.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Notre belle famille. Série. [1/2] Cody est un homme riche.
20.35 Ecolo 6. Magazine. Un arbre énergétique et dépollueur.

20.45

GRAINES DE STAR
Divertissement présenté par Laurent Boyer et Yves Lecoq, en direct du Pavillon baltard. Invités : Patricia Kaas, Ollano, Ricky Martin, les Bee Gees, Alexandra Kries, Thierry Garcia, Gilles Gangloff, Patrick Nabeth, etc. (140 min). 344501

23.05

A L'ENCRE ROUGE
Téléfilm △ de Charles Correll, avec Morgan Fairchild (95 min). 3795995
Une femme, romancière à succès, voit mourir des personnes de son entourage.
0.40 Secrets de femmes. Magazine □. La chambre de la reine ; Une visiteuse médicale (35 min). 2779464

1.15 Rock express. Magazine. Supergrass, Machine Head, Faith No More, David Bowie (rediff.). 1.45 Best of pop rock. 2.45 Faites comme chez vous (rediff.). 3.30 Turbo (rediff.). 3.55 Culture pub (rediff.). 4.20 Fréquenstar. Florent Pagny (55 min).

Canal +

17.20 Cyclisme. Tour d'Italie (5e étape) : Arezzo - Terminillo (215 km).
▶ En clair jusqu'à 21.00
18.35 Nulle part ailleurs. Invités : Marie Trintignant, Denis Lavant, Alexandra Kazan, Asian Dub Foundation.
20.30 Le Journal du cinéma.

21.00

UN DIVAN À NEW YORK ■■
Film de Chantal Akerman, avec Juliette Binoche, William Hurt (1995, 105 min). 8089266
Excellent marivaudage.
22.45 Flash d'information.
22.50 Spécial infos net.
22.52 Qu'en pensez-vous ?

23.05

BEAUTÉ VOLÉE ■
Film de Bernardo Bertolucci, avec Liv Tyler, Jeremy Irons (1996, v.o., 113 min). 9826247
Une Américaine vient séjourner en Toscane chez des amis de sa mère, qui s'est suicidée. Une jeune fille se découvre et découvre le sens de la vie.
1.00 Chucky, la poupée de sang 3 Film de Jack Bender (1991, 85 min). 6970174 *Tout était dit dans le premier épisode.*
2.25 Cuba 111. Documentaire de Dirk Vandersypen (rediff., 45 min). 3236754

Radio

France-Culture

20.30 Paroles sans frontière.
22.40 Nuits magnétiques. Sur les traces du hasard. 2.

0.05 Du jour au lendemain. Betty Milan (Le Perroquet et le Docteur). 0.48 Les Cinglés du music hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture.

France-Musique

20.30 Concert. Concert donné en direct du Théâtre des Champs-Elysées, à Paris, par l'Orchestre national de France, dir. Ion Marin, Sarah Chang, violon : Danses roumaines, de Bartók ; Concerto pour violon et orchestre op. 35, de Tchaïkovski ; Roméo et Juliette (extraits des suites nº 1 et nº 2), de Prokofiev.
22.30 Musique pluriel.
23.07 Musicales comédies. Les chansons de Jérôme Kern.

0.00 Jazz vivant. Festival Banlieues Bleues, au Blanc Mesnil et à Bobigny. Le trio de Joey Baron, batterie avec Josuah Roseman et Ellery Eskelin. - Le duo Max Roach et Mal Waldron. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Estrella de Soria, opéra romantique en trois actes, de Berwald, par le chœur de chambre de Malmö et l'Orchestre symphonique d'Helsingborg, dir. Stig Westerberg. Lena Nordin (Estrella), Katarina Dalayman (Zuléma), Stephen Smith (Salvaterra), Anders Lorentzson (Muza).

22.15 Les Soirées... (suite). Œuvres de Delius. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

20.00 Faut pas rêver. Invité : Nicolas Bouvier (France 3 du 16/5/97).
21.00 Faits divers. Magazine.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Comment ça va ? (France 3 du 18/4/97).
23.30 Bon baisers d'Amérique. Magazine.
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

19.40 D'Alger à Berlin, la France en guerre 1942-1945. [2/3]. La libération de la Corse et la campagne d'Italie.
20.35 Black Panthers.
21.25 Des hommes dans la tourmente. [2/32]. Mao Zedong versus Tchiang Kaï-chek.
21.50 Vol au-dessus des mers. [7/11]. Orion, chasseur des mers.
22.45 De Dallas à Dallas. [1/2]. Trente ans après.
23.40 ▶ Sarajevo, le feu des livres.

Animaux

21.00 Le Monde sauvage. L'île glacée aux singes.
21.30 Flipper le dauphin. Garçon de la ville.
22.00 Le Monde de la nature. Jours d'hiver.
23.00 Cheval mon ami. Gentlemen et trotteurs.

Paris Première

20.00 et 23.25 20 h Paris Première. Invité : Boris Cyrulnik.
21.00 Paris modes. Magazine.
21.55 Le J.T.S. Magazine.
22.25 Lilia.
0.25 Miles Davis. De Philippe Koechlin (60 min).

France Supervision

20.30 Cap'tain Café. Magazine. Invités : Miossec ; L'Affaire Louis Trio.
21.25 Wild Ballerina, un portrait de Karole Armitage. De Mark Kidel.
22.15 Récital Dietrich Fischer-Dieskau. Concert enregistré à l'opéra de Nuremberg le 9 mai 1991 (85 min). 98898247
23.40 Téléspectacles.

Ciné Cinéfil

20.30 Cash on Demand ■ Film de Quentin Lawrence (1961, N., v.o., 75 min). 28252268
21.45 Le Poison ■■■ Film de Billy Wilder (1945, N., 100 min). 23237860
23.25 Pacific Liner ■ Film de Lew Landers (1939, N., v.o., 80 min). 54989082

Ciné Cinémas

20.30 City of Hope ■■ Film de John Sayles (1992, 125 min). 22328599
22.35 Le Cri du hibou ■ Film de Claude Chabrol (1987, 110 min). 31215773
0.25 Festival de Cognac.
0.55 Le Cinéma des effets spéciaux. Ouragans sur Hollywood (25 min).

Festival

19.25 Albert Savarus. Téléfilm d'Alexandre Astruc, avec Dominique Sanda (65 min). 49429247
20.30 La mort est au bout de la rue. Téléfilm de Lawrence Gordon Clark, avec Ray Lonnen (140 min). 99218957
22.50 Le Pavé du Gorille. Téléfilm de Roger Hanin, avec Karim Allaoui (85 min). 14875880

Série Club

20.15 L'île aux naufragés.
20.40 Le Club. Magazine.
20.45 Caraïbes offshore. Sea Quentin.
21.35 et 1.30 Symphonie. Feuilleton [16/18].
22.30 Alfred Hitchcock présente. Gigolo.
23.00 Buck Rogers. La vampire.
23.45 Lou Grant. Les célibataires (55 min).

Canal Jimmy

20.30 Star Trek : la nouvelle génération. Conspiration.
21.15 Quatre en un. Magazine.
21.45 Mister Gun. Suite nuptiale, s'il vous plaît.
22.10 Chronique de mon canapé.
22.15 Seinfeld. Le pilote.
23.05 Spin City. La compétition (v.o.).
23.30 Absolutely Fabulous. Peur (v.o.).
0.00 Friends (3e saison). Celui qui bricolait (v.o.). Celui qui se souvient (v.o.).

Disney Channel

20.10 Sports. Magazine.
21.00 La Fille de l'équipe.
21.30 Les Seigneurs des animaux. Le llamaro et l'enfant au lama blanc.
22.00 Héritage oblige.
22.55 La Courte Echelle. Le caméléon.
23.25 Animalement vôtre.
23.55 Thierry la Fronde Feuilleton (30 min).

Téva

20.30 et 23.30 Téva interview.
20.55 Algérie : les femmes en premières lignes.
21.30 Djemilla, Houria, Leila, femmes d'Algérie. De Nils Tavernier.
22.00 Téva débat. Magazine.
22.30 Murphy Brown.

Eurosport

20.00 Haltérophilie. En direct. Championnats d'Europe (120 min). 754886
22.00 Fléchettes. Championnats d'Europe 1996 de fléchettes électroniques.
23.00 Football. En différé. Coupe de l'UEFA (finale retour). Inter de Milan (Ita) - Schalke 04 (All) (90 min).

Voyage

19.55 et 23.25 Chronique Meunier.
20.00 et 23.30 Suivez le guide.
22.00 Lacs d'Europe. Le lac alpin de Saint-Moritz.
22.30 L'Heure de partir. Magazine (55 min).

Muzzik

20.00 Concerto brandebourgeois nº 1. Concert. Œuvre de Bach (30 min). 537
20.30 Le Journal de Muzzik.
21.00 Roméo et Juliette. Ballet.
22.05 Hommage à Sidney Bechet. Concert enregistré dans le cadre du 4e New Orleans-Les-Pins Jazz Festival à Juan-les-Pins en 1997 (65 min). 9654985
23.10 Salsa Meets Latin Jazz. Concert enregistré au Festival de Jazz de Montreux en 1996 (60 min). 1826860

Chaînes d'information

CNN

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 2.00 World News. 21.00 IMPACT/Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.15 American Edition.

Euronews

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.45, 22.45 Economia. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No Comment. 23.45 Alice 0.45 Artissimo. 1.45 Visa.

LCI

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Guillaume Durand. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Economie. 21.26 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.35 Le Débat.

LES CODES DU CSA

○ Accord parental souhaitable.
△ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Les films sur les chaînes européennes

RTBF 1

21.35 Ruby. Film de John MacKenzie (1992, 110 min). Avec Danny Aiello, Sherilyn Fenn, Joe Cortese. *Drame.*

RTL 9

22.20 Peggy Sue s'est mariée. Film de Francis Ford Coppola (1986, 105 min). Avec Kathleen Turner. *Comédie dramatique.*
0.05 La Rose écorchée. Film de Claude Mulot (1969, 90 min). Avec Anny Duperey. *Drame.*
1.35 *Le Petit Prof.* Film de Carlo Rim (1958, N., 85 min). Avec Darry Cowl. *Comédie.*

TMC

22.50 Hélène, reine de Troie. Film de Giorgio Ferroni (1964, 90 min). Avec Mark Forest. *Aventures.*

TSR

22.10 American Gigolo. Film de Paul Schrader (1979, 125 min). Avec Richard Gere, Lauren Hutton, Hector Elizondo. *Policier.*

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble et du satellite sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.

Signification des symboles :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■■ Ne pas manquer.
■■■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Le Monde
MERCREDI 21 MAI 1997

Le Guide des élections

par Pierre Georges

EN MOINS DE TEMPS qu'il n'en fallut à l'« Amiral » pour s'offrir une circumnavigation à la Jules Verne, la France aura fait le tour d'elle-même. Elections en vue, terre, terre ! Six jours encore par morne brise. Et toujours, cette pathétique interrogation : le commandant va-t-il parler ? Avant le premier tour ? Après ? A la radio, façon pom pom pom pom ? En meeting ? En prime time ?

Nous ne vivons plus ! Déjà ce week-end de Pentecôte avait failli être fatal à l'enthousiasme généralisé pour les choses de la politique. L'actualité s'était débrouillée sans elles. Au Zaïre-Congo, Mobutu-Kabila. A Cannes. A Brest. Et même en Angleterre, où Eric Cantona indiqua modestement qu'il préférait se retirer *« au sommet »* de son art, à *« l'apogée de sa carrière »*. La nouvelle fit sensation. Elle était faite pour cela. Sans préjuger la suite éventuelle, façon départ prématuré et retour inopiné de la Tebaldi. Car les marchands de chausses à crampons ont une saine horreur du vide et des retraites.

Il reste néanmoins qu'il nous faut aujourd'hui revenir à nos nécessaires élans et nouveaux élancements. Jacques Chirac va-t-il parler ? Va-t-il nous éclairer sur le choix, le seul, le bon, dès lors que nous n'avons plus, en vue du rivage, les sondeurs pour mesurer le nombre de brasses et la nature du fond ? Sauf, bien sûr, à consulter la presse étrangère ou Internet, qui, eux, continuent à publier des sondages pour forcer un blocus absolument formel.

En fait, sur le sujet, le bon choix à faire dimanche prochain, les lecteurs du *Figaro* auront pris une longueur d'avance. Le président de la République y a plus que parié, ce mardi matin. Il a voté ! Une grande photographie, pleine page, dans un supplément intitulé *« le Guide des élections »*. Le guide montre le « Guide » accomplissant son devoir électoral. La main du « Guide », un peu à l'instar de l'affiche de campagne de la majorité, indique nettement aux autres mains la direction de l'élan partagé.

La photographie est belle. Aucun doute. C'est bien lui et c'est bien nous. Lui votant, qui sait, pour lui, à l'élection présidentielle. Et lui nous engageant à voter pour lui. Puisque lui, c'est nous. Et inversement. Dit comme cela, c'est un peu compliqué. Mais en grandeur réelle cela devient tout à fait parlant. Une merveille d'affiche !

Le Figaro vote Chirac. Ce n'est pas une immense découverte, ce journal naviguant depuis longtemps et franchement sous pavillon de droite, son droit évidemment le plus élémentaire. Mais, là, le service iconographique a fait assez fort pour donner du sens à l'image. Il y a donc ce giga-Chirac, genre photo officielle pour guide des électeurs égarés. Et puis d'autres photographies, à taille et voilure plus réduites. Entre autres, cinq Juppé, toujours souriants, ce qui n'est pas un mince exploit. Un Balladur, flou à souhait. Un Le Pen, vu d'en bas et pas content. Un Tiberi, bien soucieux, pauvre ! Un Séguin, sourire de Raminagrobis. Et trois Jospin, mes vacances un peu crispées avec Robert Hue, en pique-nique avec Elisabeth Guigou, et enfin en plein exercice de progrès dans le Lauragais profond avec un électeur à l'archaïque béret.

Bref, il n'y a, comme dirait Cantona, pas photo. C'est bien Chirac le plus beau ! Au sommet de son art. A l'apogée de nos élans.

Les pilotes de moyen-courriers d'Air France font grève pour la première fois depuis 1993

Les conditions d'embauche des futures recrues sont au centre du conflit

MARDI 20 mai dans la matinée, la direction du groupe Air France estimait que *« les vols moyen-courriers étaient assurés à hauteur de 40 % au départ de Roissy et d'un tiers au départ d'Orly »*. Les long-courriers partaient normalement. Christian Blanc, le président du groupe aérien, a décidé de maintenir l'ensemble du programme d'Air France malgré l'appel à la grève lancé par les syndicats de pilotes pour quatre jours à compter du 20 mai. *« Il était prévisible que les pilotes sur long-courriers ne feraient pas grève : ce sont eux qui ont été le moins touchés par les mesures de restructuration mises en place depuis 1993. Sur moyen-courriers, les efforts ont été plus importants »*, précise un pilote. Jusqu'ici, M. Blanc, lorsqu'il pensait que les conflits perturberaient trop le trafic, préférait annuler tous les vols. Cette fois-ci, il a voulu tester la mobilisation des pilotes d'Air France, qui n'ont pas fait grève depuis 1993. Car celle-ci est sujette à interrogations.

Le Syndicat National des Pilotes de Ligne (SNPL), majoritaire au sein des pilotes d'Air France et sur lequel la direction du groupe s'est longtemps appuyée, a certes appelé à la grève. Mais pour cela, il a fallu un renversement du bureau Air France du syndicat qui s'est fait de justesse. *« Le bureau du SNPL a été renversé à quinze voix contre quatorze »*, raconte l'un des dirigeants du syndicat. La révolution de palais qui s'est produite au SNPL d'Air France a suivi le cafouillage syndical de la fin mars : le SNPL avait appelé à la grève pour manifester son opposition à l'introduction d'une nouvelle échelle de rémunérations pour les jeunes pilotes, que M. Blanc veut embaucher à 220 000 francs par an contre 350 000 francs actuellement. Devant la menace de démission de M. Blanc, il avait, au dernier moment, levé son préavis et accepté de négocier jusqu'à la fin juin avant de décider une quelconque action.

Cette reculade et le refus affiché de M. Blanc d'examiner d'autres solutions que l'instauration d'une double échelle a partagé les pilotes d'Air France en deux camps : les adeptes de la négociation et ceux de l'action. Fin mars, les pilotes d'Air France s'étaient déclarés prêts à revoir l'ensemble de leur grille de rémunérations pour obtenir les mêmes économies qu'avec une double échelle des salaires.

DOUBLE ÉCHELLE

Aujourd'hui, les revendications des grévistes dépassent ce cadre. Elles incluent également la liste de « séniorité » qui organise les carrières des pilotes en fonction de leur ancienneté, ou encore les rémunérations des pilotes de l'ex-Air Inter. Seul le SPAC d'Air France n'a pas signé cette plate-forme revendicative commune : il a limité ses revendications au retrait de la double échelle des salaires. Mardi 20 mai au matin, le SPAC d'Air France, qui avait passé la nuit à négocier avec la direction, devait soumettre à son conseil un projet d'accord sur les conditions d'embauche des futurs pilotes. Si celui-ci était adopté, *« ce serait une débandade dans la grève »*, estime un membre du SNPL.

Christian Blanc, comme à son habitude, accuse les grévistes : *« La vérité est qu'après trois ans d'un redressement ayant mobilisé toutes les forces de l'entreprise, Air France peut sombrer sous les coups d'une grève qui lui coûtera 100 millions de francs par jour. Quatre jours de grève effacent le résultat net prévu pour l'exercice actuel et donc toute possibilité de croissance »*, écrit la direction dans une lettre interne datée du 16 mai.

Virginie Malingre

L'atterrissage forcé pour amour non réglementaire d'une pilote de B-52

WASHINGTON
de notre correspondant

Elle était la coqueluche de l'armée de l'air, une héroïne moderne du rêve américain : la grâce et le savoir-faire domestiquant la force brute d'un bombardier de 230 tonnes. L'US Air Force n'hésitait pas à assurer sa propre publicité en exhibant le lieutenant Kelly Flinn, première femme pilote de B-52. En 1995, un film télévisé lui fut même consacré. Elle reçut un entraînement spécial pour affronter les médias, et on lui prédisait une carrière de chef d'escadrille ou d'astronaute. « Kelly » était devenue la « show-girl » du Pentagone. Et puis, d'un seul coup, le rêve s'est brisé.

Le prochain atterrissage de cette jeune et jolie femme de vingt-six ans risque d'être plus brutal que ceux des mastodontes de 56 mètres d'envergure qui lui étaient confiés. Mardi 20 mai, son avenir devait être décidé par une cour martiale.

Son « crime » ? Avoir eu *« des relations sexuelles avec un homme marié, déshonorant* [ainsi] *les forces armées »*. Poursuivie pour *« adultère »*, *« fraternisation »* et *« insubordination »*, le lieutenant Flinn risquait non seulement d'être renvoyée de l'armée de l'air, mais aussi plus de neuf années de prison.

Pour cette passionnée d'aviation (elle pilota dès l'âge de onze ans), l'incompréhension le dispute au sentiment d'injustice : *« Rien ne s'est passé sur la base, cela n'a aucun rapport avec l'armée, et personne n'était au courant. Ce n'est pas comme si j'avais commis une trahison ou un meurtre : je ne suis pas tombée amoureuse de l'homme idoine. J'ai fait une erreur. »* L'homme en question, Marc Zigo, est un joueur de football et... un sacré menteur : contrairement à ses dires, il n'était pas séparé de sa femmme. Une « erreur » ? Pas pour la hiérarchie : outre que le code militaire considère l'adultère comme un crime, le lieutenant Flinn n'a pas obtempéré à l'ordre de ses supérieurs et a continué à fréquenter un homme marié.

D'où l'insubordination. L'armée de l'air a exploité les dénonciations d'un ami de Zigo, un lieutenant chassé de l'armée pour agressions sexuelles. La jeune femme fut alors soumise à une véritable inquisition : connaissait-elle d'autres officiers ayant des relations extra-maritales, était-elle lesbienne ? L'accusation remontait sans doute à cette rumeur méchamment distillée par des pilotes éconduits : par souci de séparer vie privée et devoir militaire, le lieutenant Kelly Flinn refusait systématiquement de sortir avec ses mâles compagnons. Au début, elle avait prétendu être liée au joueur de football par un amour platonique. Mais Zigo n'était qu'un gigolo teigneux : le dossier que va examiner la cour martiale comprend un témoignage bourré de détails « torrides » sur les habitudes sexuelles de celle qu'il a trahie. Institution foncièrement conservatrice, l'armée cultive encore plus que la société civile le vieux fond de puritanisme de l'Amérique. *« Un soldat ne peut pas choisir à quels ordres il va obéir »*, se défend vertueusement la hiérarchie. La tragique histoire du lieutenant Kelly Flinn aura peut-être des effets bénéfiques : le Pentagone vient d'annoncer son intention de réexaminer, dans un sens plus libéral, le règlement s'appliquant à la *« fraternisation »* entre sexes.

Mais cet aggiornamento militaire interviendra trop tard pour le lieutenant Kelly Flinn. Du bureau où elle a été cantonnée à des tâches administratives, elle regarde les avions dont elle n'a plus le droit de s'approcher. Si l'US Air Force se montre magnanime, elle jure de s'en tenir, à l'avenir, à ses premières amours : les B-52.

Laurent Zecchini

Plusieurs centaines de producteurs de lait bloquent des plates-formes de distribution

A L'INITIATIVE de la Fédération nationale des producteurs de lait (FNPL) que préside Jean-Michel Lemetayer, producteur en Ille-et Vilaine, plusieurs centaines d'agriculteurs ont bloqué dans la nuit du lundi 19 au mardi 20 mai des plates-formes de distribution et de stockage dans de nombreuses régions, notamment dans l'Ouest, en Franche-Comté et dans le Sud-Ouest. A Toulouse, 700 producteurs environ, venus des départements voisins, ont bloqué les entrepôts de la Socamil, la centrale d'achat des supermarchés Leclerc. Des opérations « coup de poing » similaires – qui devaient se poursuivre jusqu'à mardi midi – ont eu lieu près de Nantes, au Mans ou encore à Saint-Quentin-Falavier, en Isère, près de l'autoroute Lyon-Grenoble.

Les producteurs de lait ordinaire – par opposition à ceux qui, en Normandie, Poitou-Charentes ou dans le Massif Central par exemple, livrent leur produit pour fabriquer des beurres ou des fromages d'appellation contrôlée – voient depuis plusieurs mois le prix du litre baisser. *« Le prix payé au producteur par le transformateur, c'est-à-dire la laiterie coopérative ou privée, varie selon la saison mais il reste actuellement autour de 1,90 franc. Cette tendance observée depuis l'été 1996 risque de perdurer »*, explique Gilles Psalmon, chargé de mission à la FNPL. Les prix font l'objet de contrats mensuels ou annuels négociés dans le cadre interprofessionnel et régional. La production de lait est, en Europe, soumise à des quotas depuis vingt ans, et, lorsque les quotas sont dépassés, les producteurs doivent payer de fortes pénalités. Après l'Allemagne, la France est le second producteur des Quinze avec 23 millions de tonnes.

La FNPL demande la mise en place par le ministère de l'agriculture d'une « cellule de crise », réunissant à la fois les pouvoirs publics, les producteurs, les transformateurs et les distributeurs accusés souvent de brader les prix. Ils réclament aussi une amélioration du dispositif d'aide à l'écoulement des produits (beurre pour la pâtisserie, poudre de lait pour l'alimentation animale) sur les marchés extérieurs à l'Union. Les responsables des laiteries, de leur côté, arguent des très faibles marges qu'elles peuvent obtenir sur les produits laitiers pour négocier au plus juste les contrats d'approvisionnement avec les agriculteurs.

François Grosrichard

DÉPÊCHE

■ **ESPACE : une fusée russe de type Zenith-2,** qui devait lancer un satellite militaire de la série Kosmos, a explosé mardi 20 mai au décollage, sur la base de Baïkonour (Kazakhstan), a rapporté l'agence Interfax, citant des sources bien informées. – *(AFP.)*

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le mardi 20 mai, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	—	—	+ 5,82
Honk Kong index	14062,40	+ 0,15	+ 4,88

Tokyo. Nikkei sur 3 mois

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 16/05	Var. en % 15/05	Var. en % fin 96
Paris CAC 40	2784,28	+ 0,30	+ 20,23
Londres FT 100	—	—	+ 5,91
Zurich	—	—	+ 29,84
Milan MIB 30	—	—	+ 3,18
Francfort Dax 30	3598,83	+ 1,03	+ 24,58
Bruxelles	—	—	+ 12,42
Suisse SBS	—	—	+ 30,28
Madrid Ibex 35	—	—	+ 22,93
Amsterdam CBS	—	—	+ 22,86

Tirage du *Monde* daté mardi 20 mai 1997 : 416 487 exemplaires. 3

L'opposition algérienne dénonce la censure dans la campagne pour les élections législatives du 5 juin

TANDIS qu'un arrêté du ministère de l'intérieur, publié lundi 19 mai par la presse algérienne, interdit *« la distribution et* [la] *commercialisation »* des jouets *« imitant des armes de poing »*, des affiches portant les photos de responsables islamistes dont la tête est mise à prix ont fait leur apparition sur les murs de certains quartiers de la banlieue d'Alger.

Les *« criminels recherchés »*, dont la photo figure sur les affichettes blanches bordées de rouge, sont répertoriés en quatre catégories. Dans la première d'entre elles, figurent le chef du Groupe islamique armé (GIA), Antar Zouabri, vingt-sept ans, le chef de l'Armée islamique du salut (AIS), la branche armée de l'ex-Front islamique du salut (FIS), Madani Mezrag, trente-sept ans, et le chef de l'AIS pour la région Ouest, Ahmed Benaïchi, quarante-trois ans.

Pour chacun d'eux, la récompense offerte est de 450 000 francs (4,5 millions de dinars). Dans les trois autres catégories, la prime s'échelonne entre 300 000 et 100 000 francs. On y retrouve pêle-mêle un ancien officier de l'armée, Saïd Makhloufi, quarante et un ans, fondateur d'un des premiers groupes armés, le Mouvement de l'Etat islamique (MEI), Farid Achi, le bras droit de Djamel Zitouni, l'ancien chef du GIA. Figurent également parmi les personnes recherchées des responsables islamistes dont l'identité n'avait jamais été révélée ainsi que l'émir de la casbah, la vieille ville d'Alger, Athmane Khelifi, vingt-huit ans, dont la presse a pourtant annoncé la mort à plusieurs reprises.

Pendant ce temps, la campagne électorale pour les élections législatives du 5 juin connaît ses *« premies couacs »*, comme l'écrit le quotidien algérien *Liberté*. Est mis en cause le comportement de la Commission nationale indépendante de surveillance des élections législatives (Cnisel). A deux reprises, en fin de semaine dernière, celle-ci a décidé de ne pas autoriser la diffusion à la télévision et à la radio d'Etat des interventions du porte-parole du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune. Celle-ci, selon la presse, s'en prenait ouvertement à l'armée algérienne. La Cnisel a également demandé au Front des forces socialistes (FFS), l'une des principales forces de l'opposition, de revoir l'une de ses interventions avant de la diffuser au prétexte que la démission du président Chadli et l'annulation des législatives, en janvier 1992, y étaient qualifiées de *« coup d'Etat »*.

GEL DE PARTICIPATION

Refusant de se plier aux demandes de la Cnisel, le FFS a riposté en annonçant le gel de sa participation au sein de cette commission. Il a été imité par un autre – petit – parti, le Mouvement algérien pour la justice et le développement (MAJD) de l'ancien premier ministre Kasdi Merbah.

L'opposition reproche à l'administration algérienne de soutenir activement les candidats du Rassemblement national démocratique (RND), le *« parti du président »* Zeroual.

Accueil officiel d'un candidat RND par le *wali* (préfet) et mise à sa disposition de véhicules publics, interdiction de réunions électorales pour les adversaires du régime, arrestation de militants : les plaintes affluent au siège de la Cnisel.

Quant à l'équipe des Nations Unies chargée de superviser les élections, son responsable, Francisco Cobos, a prévenu qu'elle n'avait pas à intervenir dans ces litiges.

« Nous n'avons pas la prérogative d'intervenir si nous constatons une fraude. Nous devons juste consigner toutes les réclamations, qui doivent rester confidentielles dans nos rapports », a-t-il affirmé, lundi, au cours d'une conférence de presse.

Jean-Pierre Tuquoi

هكذا من الإصل

DE L'ÉTRANGER
Les femmes japonaises font les frais de la précarisation de l'emploi page III



ENQUÊTE
LA FAIBLE MOBILITÉ DES EUROPÉENS DANS LA COMUNAUTÉ page IV

Le Monde des INITIATIVES

MERCREDI 21 MAI 1997

MANAGEMENT
Avoir les yeux plus grands que le ventre : le défaut français des projets de changement page V

ANNONCES CLASSÉES
de la page VI à la page XVI

EMPLOI

Certains patrons se plaignent des rigidités, d'autres pas

Dossier : flexibilité ▼ Le CNPF se garde de prendre une position publique tranchée sur le sujet ▼ Côté syndical, le rejet est unanime ▼ Même au Forum économique de Davos, l'hégémonie de la seule loi du marché a posé question

La cour du prestigieux hôtel de Pomereu, rue de Lille à Paris, a déjà des allures de parking à Safrane quand arrivent les ultimes retardataires. A l'intérieur, les maîtres d'hôtel s'affairent autour de la grande table. Il y a là une trentaine de convives : députés, sénateurs, patrons de grands groupes et de PME, réunis par Paul Boury, fondateur neuf ans plus tôt de « 12 pour l'entreprise ». Un groupe de parlementaires – aujourd'hui 14 –, toutes tendances confondues, reçoit une fois par mois experts et responsables économiques. Avec une règle d'or, insiste l'organisateur : *« On n'y vend pas d'amendements. »* Autrement dit, les sujets abordés ne doivent pas avoir de lien direct avec un projet de loi en discussion.

Ce mercredi 26 mars, il s'agit de savoir si *« la flexibilité est une vraie nécessité économique »*. La parole est accaparée par les invités. Les élus écoutent. *« Du lobbying d'idées »*, admet Paul Boury. Pendant une heure, temps imparti, il faut convaincre. Oui, mais de quoi ? Les voix sont loin d'être à l'unisson. Et pourtant, chaque patron déclare s'exprimer *« au nom du réalisme économique »*, de la *« mondialisation »* et de cette *« concurrence qui s'intensifie »*.

Au fur et à mesure que les langues se délient, la confusion augmente. Qui croire ? Ce dirigeant d'une PME textile qui, après avoir expliqué comment il avait réussi à moduler les horaires en accord avec les organisations syndicales, estime *« avoir ce qu'il lui faut avec la législation actuelle pour se battre sur son marché »* ? Ou son vis-à-vis, dont la préoccupation majeure est de pouvoir renouveler plus d'une fois un CDD au-delà de la durée maximale de dix-huit mois, parce que cette contrainte-là, et précisément celle-là, l'empêche de jouer à armes égales avec ses concurrents. De toutes façons, lâche-t-il excédé, *« en France, code du travail égale code du chômage »*. Le directeur général adjoint d'un grand groupe attendra une accalmie pour demander une mesure, *« et une seule »* : la modification de l'amendement Aubry, qui *« donne un pouvoir exorbitant aux juges concernant les plans sociaux »*.

Aucun dossier n'échappe au tour de table : les seuils, les conventions collectives, jusqu'aux syndicats et leurs *« foutus comités d'entreprise qui obligent à des phases de consultation qu'on n'a pas aux Etats-Unis »*, dit ce secrétaire général d'un géant de la pharmacie qui, du coup, s'interroge sur le bien-fondé d'investir bientôt 100 millions de francs de recherche dans l'Hexagone plutôt qu'outre-Atlantique.

« Il faut les comprendre, explique, rassurant, un sénateur. *Leurs récriminations diffèrent selon la taille de leur affaire, le secteur qu'ils affrontent, s'ils sont propriétaires ou simples mandataires... »* Un début d'explication possible à la cacophonie ambiante. Mais ce n'est pas le seul. Au CNPF, Bernard Giroux, observateur assidu de la galaxie patronale, photographie deux familles : *« Ceux qui veulent déréglementer et réclament toujours plus de souplesse et de flexibilité »*, et puis *« les partisans de quelques simplifications du code du travail, mais qui globalement réussissent bien à s'approprier les mécanismes existants »*.

EMMANUEL PIERRE

Les premiers veulent en réalité du sur-mesure, raisonnent surtout en termes de *« coûts heure/travail »* et citent les modèles britannique et américain pour appuyer leur démonstration. De quoi largement faire sourire Armand Wizemberg, patron d'Antrix, une PME qui fabrique des meubles dans la région de Montpellier. *« Aboyer beaucoup permet de faire l'économie de la pensée »*, dit-il simplement. Il passe pour un original auprès des industriels de son secteur, mais son mode de management iconoclaste – *« la hiérarchie ne commande pas, elle est à la disposition des salariés »* – fait ses preuves. Antix a obtenu fin mars le « trophée PME du progrès économique et social », décerné par *L'Express*, et Jean-Pierre Raffarin, ministre des PME, du commerce et de l'artisanat, vient de lui demander de participer à une commission de réflexion sur l'entrepreneuriat.

Dans quelques semaines, Guillaume Sarkozy, qui préside la commission Entreprises et emploi du CNPF, va présenter à Jean Gandois une synthèse des desiderata patronaux sur la flexibilité. Pas simple. Car, en interne, on entend effectivement tout et son contraire. Sylvain Lecoq, directeur général d'une société de services, jure, lui, par la flexibilité, *« mais pas sociale, marketing »*, et encourage ses confrères à s'intéresser de plus près à leurs clients au lieu de *« se crisper »* sur la mondialisation. *« Certaines peurs sont inscrites au fer rouge*, remarque-t-il. *La question des seuils, par exemple. Combien de PME restent à un effectif de 9 pour ne pas avoir un délégué du personnel sur le dos ? »* Même s'il juge *« tout cela stupide »*, il pense que débloquer ce verrou et celui du 50e salarié pourrait aider à la création de *« 300 000 à 400 000 emplois »*.

Un pronostic que Guillaume Sarkozy ne reprendra sûrement pas dans son rapport. Il n'y croit pas. Lui bûche plutôt sur la levée de tous les freins au licenciement – adieu amendement Aubry – et la création d'un nouveau contrat réservé aux demandeurs d'emploi, d'une durée de deux ans, révocable à tout moment au gré de la santé du carnet de commandes avec, toutefois, *« une priorité de réembauche si l'activité reprend »*. Les juges pourraient y veiller. En clair, on tâtonne. Plutôt, on se rassure.

Marie-Béatrice Baudet

Lire la suite du dossier page II

L'homme qui aime le changement

Bien sûr, il y a d'abord eu la « nécessaire » remise à niveau, avec ses charrettes massives, pour que la sidérurgie française ne sombre pas. Donc des aides de l'État pour restructurer. Mais après, il a fallu se battre seul et ne plus se tromper. Edmond Pachura, nommé président de Sollac en 1991, mais qui a les mains dans l'acier depuis 1985, le sait bien. Que de batailles, d'ailleurs.

Le mur de Berlin s'effondre ? Les aciers des ex-pays de l'Est débarquent à des prix si bas qu'ils ruinent vite les gains de productivité durement acquis. Et les dévaluations de la lire et de la peseta... Le patron du groupe devenu aujourd'hui le premier producteur d'acier plat en Europe – et le plus performant en termes de coût/qualité – connaît la chanson de la mondialisation. Elle ne lui fait pas peur car, pour lui, *« le changement est un état normal »*. Pour réussir sa mission, *« c'est-à-dire amener l'entreprise sur les chemins de la croissance »*, Edmond Pachura se repose sur deux piliers : le progrès continu et la stratégie partagée.

Dans les actes, cela se traduit par l'intéressement aux résultats, ainsi qu'aux performances locales collectives ; le développement des compétences, mais aussi par des accords de modulation du temps de travail. *« Nous ne pouvons trouver ce progrès qu'en nous-mêmes. Cela ne sert à rien d'attendre des autres et d'aller tirer la sonnette d'une administration. »*

La tâche est ardue mais, au bout du compte, on découvre des gisements de productivité jusque-là ignorés. Tous ensemble. Car, selon lui, *« exiger de la flexibilité sans contrepartie n'est plus de ce monde. Un patron sait bien qu'il y aurait là quelque chose qui cloche. Ne pas retourner au personnel les fruits des résultats, c'est passer à côté des exigences d'un management professionnel »*.

Variations patronales autour du thème de la flexibilité

▼De sourdes rivalités au sein du « toujours plus »

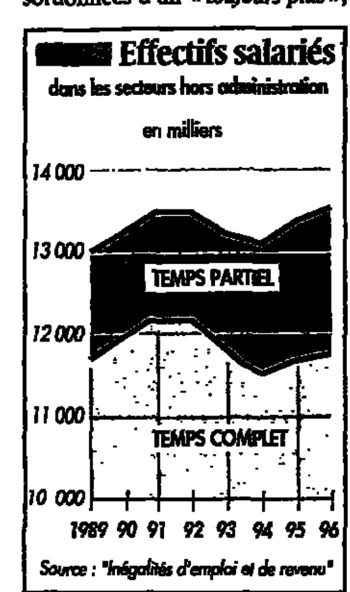
Relancé en novembre 1995, le débat sur la flexibilité est resté dans l'actualité, alimenté à petit feu depuis. Après s'être fait des frayeurs avec ce terme qui ravive de vieilles angoisses, Alain Juppé a certes adopté une attitude plus conciliante par la suite. Mais le mal était déjà fait, dont le président de la République, par quelques déclarations définitives, a très vite tenté de conjurer le danger. A lui seul, le mot de *« flexibilité »* lui apparaissait inconvenant. Ce qui n'a pas empêché le ministre du travail de nommer une commission, présidée par Raymond Soubie et qui doit rendre son avis en juillet, ou Franck Borotra, ministre de l'industrie, de laisser œuvrer un groupe de travail qui vient tout juste de lui fournir un rapport intitulé *« Mutations industrielles et relations du travail »*.

Tandis que la campagne électorale poursuit son train-train, il semble bien que les armes se fourbissent en l'attente des résultats. Dans les milieux patronaux, les démarches de lobbying se multiplient, plus discrètement que ne le laissent imaginer les interventions péremptoires de Lucien Rebuffel, président de la CGPME, qui veut toujours faire *« voler en éclats »* le code du travail. Rarement modérées, les propositions portent sur plusieurs points : les seuils sociaux que certains voudraient voir relevés bien au-delà des dix ou cinquante salariés, les freins aux licenciements, considérés comme autant d'obstacles aux embauches, et, dans une moindre mesure, l'assouplissement du contrat à durée déterminée (CDD), quand elles n'évoquent pas un *« contrat de projet »*, conçu pour ajuster strictement la période d'emploi, dans l'industrie et les activités tertiaires, avec la même souplesse que celle permise par les contrats de chantier en vigueur dans le bâtiment et les travaux publics.

Intéressé, mais partagé, le CNPF se garde de prendre une position publique tranchée sur chacun de ces sujets qui sentent le soufre. Il ne fait pas de doute non plus que, le plus souvent à titre personnel, nombre de ses éminents dignitaires préféreraient privilégier ce qu'ils nomment les conditions d'un *« changement social »* en profondeur. A commencer par Jean Gandois, le président, qui souhaiterait procéder à un échange des avantages acquis obsolètes contre de nouveaux, définis en concertation avec les partenaires sociaux.

Le décor est planté, qui promet de belles empoignades, à moins que la confusion ne finisse par jeter le trouble sur un enjeu hautement sensible. Car tel pourrait être le risque, compte tenu de la diversité des positions affichées ou supposées, que les syndicats regardent avec la plus extrême circonspection, quand ce n'est pas avec une franche hostilité.

Côte à côte, s'épaulant, on trouve les tenants d'un libéralisme débridé et tous ceux, chefs d'entreprise de PME le plus souvent, qui vitupèrent les carcans sociaux, accusés de brider l'initiative. Ce sont les troupes désordonnées d'un *« toujours plus »*, version patronale, qui réclament tout et son contraire à coups d'arguments sans nuance. Menacés d'être pris de vitesse, inquiets à l'idée d'être débordés par un flot de démagogie, les experts ou les sages, qu'ils se réunissent pour le compte de Jacques Barrot ou qu'ils aient planché pour Franck Borotra, se situent au milieu.



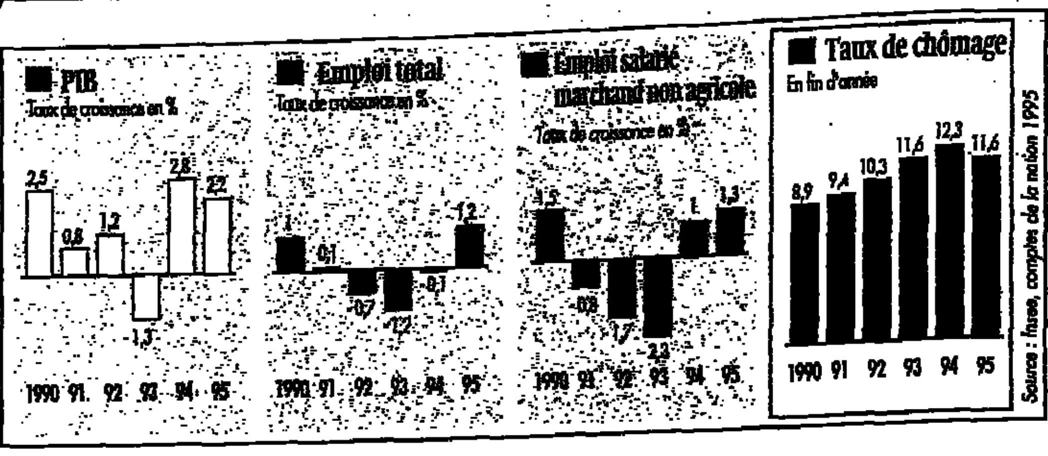
Source : "Inégalités d'emploi et de revenu"

A l'instar des auteurs du rapport du ministère de l'industrie, ils puisent notamment leur inspiration dans les réflexions du CJD (Centre des jeunes dirigeants), exposées dans la charte *« l'entreprise à la carte »* d'octobre 1995. Ce qui fait écrire à Franck Borotra, en préface, *« que le débat sur la flexibilité, présenté comme une réponse obligatoire à une mondialisation elle-même incontournable, a sans doute été mal posé »*, expliquant ainsi *« qu'il a suscité plus de craintes et de réactions négatives (...) que de vraies réponses parce qu'il était trop idéologique et pas assez économique, trop théorique et pas assez concret »*.

Une tonalité qui n'est pas éloignée du récent rapport du CSERC (Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts) et dans lequel il est apporté démonstration de l'ampleur de la flexibilité, largement introduite dans les années 80 et développée depuis 1990. En comparaison de situations constatées dans d'autres pays industrialisés, et en écartant le cas britannique, dont les résultats sont trop sujets à caution, la France n'aurait pas à rougir de ses adaptatipons.

Cette attitude mesurée recoupe pour partie les préoccupations qui ont commencé à se manifester lors de la dernière rencontre de Davos. Les sommités mondiales réunies à cette occasion craignent maintenant les effets d'une logique qui serait poussée trop loin au nom du libéralisme. Ceux qui, à l'autre bout de l'éventail, en viennent à préconiser un changement social par le dialogue y verront peut-être une confirmation de leurs intentions.

A. Le.



La volonté de réforme de Jean Gandois se heurte aux corporatismes

▼Le président du CNPF doit composer avec les libéraux et les apparatchiks de la centrale

En 1994, le 13 décembre, Jean Gandois est élu président du CNPF avec une majorité de 89 % des voix. Il n'a pourtant pas caché son intention de *« bousculer »* les choses et en particulier sa volonté de *« mettre au travail »* la centrale patronale et d'en faire le *« porteur d'un projet global pour la société d'aujourd'hui »*.

Mais qu'importe ! Il faut d'urgence un pilote solide et dynamique aux commandes du navire qui tangue depuis quelques années, déchiré par des conflits multiples.

Les responsables du monde patronal savent également qu'il leur faut enrayer la désaffection des chefs d'entreprise : ils sont en effet de moins en moins nombreux à participer aux élections professionnelles. Quant aux Unions patronales (UP), structures territoriales du CNPF, et à ses fédérations professionnelles, elles ont souvent plus d'existence sur le papier que sur le terrain. La crise du militantisme y est encore plus forte que dans les syndicats de salariés.

Enfin la société française est elle-même en quête d'un projet. Pour faire face à la quasi-faillite financière de la Sécurité sociale, on parle de plus en plus, à droite comme à gauche, d'élaborer « un nouveau contrat social ». Les patrons ne peuvent être absents du débat. Mais la lune de miel va être courte. Très vite, ce que Jean Gandois dit et fait dérange. Maladresses d'un homme plus habitué à donner des ordres et à décider seul qu'à pratiquer la concertation ? Provocations face au conservatisme de son entourage ? Les deux à la fois, peut-être.

En juin 1995, un véritable clash se produit autour de l'attribution des fonds de la formation professionnelle. Les fédérations tiennent à ce que cet argent – qui les aide à équilibrer leurs propres budgets de fonctionnement, tout en leur donnant un important surplus de pouvoir – reste au niveau de chaque branche professionnelle. Pour Jean Gandois, il est important qu'une partie aille aux UP régionales.

ÉTAT-MAJOR RENFORCÉ

Celles-ci constituent en effet le point d'appui sur lequel il compte pour réduire l'emprise des branches et rééquilibrer la structure interne du CNPF. Mais la plus puissante d'entre elles, l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), qui l'avait jusque-là soutenu, résiste. Les fonds de l'UIMM, dont la richesse dépasse celle du CNPF, n'iront pas aux UP.

L'écart va progressivement se creuser entre le président et les fédérations. Parmi celles qui le soutenaient, UIMM comprise, le libéralisme regagne du terrain au détriment du projet initial. Jean Gandois tente alors de relancer une dynamique de changement en suscitant la préparation d'un rapport sur la réforme des structures qu'il confie à Victor Scherrer, l'un des vice-présidents.

En décembre 1996, tandis que le texte très « sévère » commence à circuler, le président renforce son état-major en y intégrant deux de ses fidèles : Francis Mer et Didier Pineau-Valencienne. Il n'hésite pas à mettre le marché en main. Ou il y aura réforme ou il s'en ira avant la fin de l'année. Les propositions seront communiquées à l'été 1997, le débat aura lieu à l'automne. Pourtant, il paraît peu probable que l'on aboutisse à mieux qu'à des changements limités.

Quant au nouveau contrat social, il est encore plus problématique. Si les négociations avec les syndicats se sont multipliées, le dialogue avec l'Etat est un échec. Plus grave : un fort courant s'exprime en faveur d'un désengagement par rapport à la cité, notamment en ce qui concerne les instances paritaires de la Sécurité sociale. Si ce courant l'emportait, le CNPF se recentrerait sur le service à ses adhérents (qui est déjà une activité centrale du syndicalisme patronal) et sur le lobbying. La période Gandois n'aurait alors été qu'une parenthèse.

Marie-Claude Betbeder

Front uni côté syndical, face aux nouvelles attaques possibles

▼La CFDT ne rejette pas en bloc la notion d'adaptation, mais la vigilance l'emporte aujourd'hui largement sur le reste

Dans leur ensemble, les syndicats estiment que la flexibilité est déjà une dure réalité du marché du travail français. Certes, des nuances apparaissent. La CFDT se montre la centrale la plus ouverte à des *« adaptations »*, mais de la CGT aux cadres de la CFE-CGC, en passant par FO et la CFTC, le front syndical est commun pour rejeter toute nouvelle mesure qui viserait soit à faciliter les procédures d'embauche et de licienciement, soit à sérieusement écorner le code du travail.

« Nous sommes tous des Coréens du Sud. » La boutade lancée en janvier par le président de la CFTC, Alain Deleu, sur le perron du ministère du travail, résumait asez bien le sentiment partagé par tous les syndicats. Faisant référence aux mouvements de grève déclenchés au même moment par les travailleurs sud-coréens, contre une loi accroissant la flexibilité et la précarité du travail, le président de la centrale chrétienne entendait mettre un terme au débat naissant en France sur le même thème. Dans la foulée, la CGT feignait de croire que Jean Gandois était *« en phase avec le patronat de Corée »* et que pour lui *« tout ce qui constitue un coût ou une gêne pour le fonctionnement des entreprises doit être modifié, réduit, sinon abattu »*.

Que la CFTC, aux prises de position plutôt modérées, se montre aussi chatouilleuse sur cette question, au point de publier un communiqué « Flexibilité, ça suffit », est une illustration de l'étroitesse de la marge d'action. Pour la centrale chrétienne, *« la flexibilité a atteint des limites qui ne peuvent aujourd'hui plus être dépassées sans menace de rupture et d'explosion sociale »*. *« Lorsqu'on est payé au SMIC et lorsqu'on vous impose un temps partiel, on n'arrive plus à vivre ! »*, témoigne la CFTC, à l'écoute de ses adhérents. La question du *« renforcement du contrôle admnistratif de la validité des plans sociaux »* figure également en bonne place dans le questionnaire envoyé par la centrale aux formations politiques.

« Pressuré », *« surmené »*, *« excédé »*, Marc Vilbenoît, président de la CFE-CGC, n'a pas de mot assez dur pour décrire l'état actuel du moyen encadrement et de l'agent de maîtrise. La centrale des cadres est partie en guerre contre *« le gâchis des compétences »* et le sort du *« salarié jetable »*. Elle réclame même *« un contrôle accru sur les plans sociaux, y compris par voie administrative, voire judiciaire, car l'interdiction de l'exclusion est aussi importante que le devoir d'insertion »*. Dans un document de huit pages, publié dans le cadre de la campagne électorale, la CFE-CGC rappelle que *« la flexibilité existe »* et qu'elle *« se traduit notamment par plus de 80 % d'embauches à statut précaire et par un nombre important de plans pudiquement appelés* « d'adaptation des effectifs » *concernant tous les niveaux de responsabilité dans les entreprises »*.

SYNDROME DU RÉTROVISEUR

Pour Marc Blondel, la flexibilité du marché du travail *« n'a rien à voir avec la souplesse : c'est la destruction des racines de la cohésion sociale »*. Elle est le complément de la rigidité en matière économique et constitue pour le patronat *« un prétexte pour ne pas embaucher »*. Le secrétaire général de FO dénonce les employeurs qui cèdent *« aux sirènes de l'ultralibéralisme »*, pour qui toute garantie minimale des salariés est, par définition, un frein à l'embauche. Par une jolie formule, il estime qu'ils sont atteints du *« syndrome du rétroviseur »*. Selon eux, *« le seul avenir proposé est en effet le retour au XIXe siècle »*.

Fustigeant le *« bradage social »*, la CGT se montre aussi très attentive aux attaques portées contre les conventions collectives. *« La flexibilité ne suffit plus, il faut " adapter " à la baisse bien sûr et avec l'objectif de faire disparaître les quelques garanties sociales encore existantes »*, estime la centrale ouvrière, qui s'étonne que *« tout soit devenu aujourd'hui carcan pour l'entreprise »* et que *« le contrat de travail stable à durée indéterminée soit désormais une hérésie »*. Louis Viannet n'a pas manqué de se rendre, en février, auprès des salariés de la Samaritaine, après l'annulation par la Cour de cassation du plan social concocté par la direction du grand magasin.

Dans une tribune intitulée « Trop de faux débats sur la flexibilité » et publiée en janvier dans *Le Monde*, Nicole Notat a exprimé le point de vue de sa centrale sur ce thème. Qualifiant à la fois de *« tarte à la crème »* et de *« serpent de mer »* le débat sur la flexibilité, la secrétaire générale de la CFDT demande qu'*« une analyse et un diagnostic sérieux soient faits avec précision et objectivité par une ou des personnalités compétentes, incontestées et non partisanes »*. La CFDT plaide pour une revitalisation des négociations entre les partenaires sociaux, au niveau de la branche d'activité. Elle n'acceptera de discussion sur la flexibilité qu'à condition que *« la justification de l'emploi »*, avancée par les employeurs, n'apparaisse pas comme *« le cache-sexe de demandes en réalité d'une tout autre nature, visant à toujours plus de liberté pour certaines entreprises incapables de penser leur gestion autrement qu'en termes de précarité accrue pour les salariés »*.

Alain Beuve-Méry

Les bémols des « capitalistes » de Davos

« Le *capitalisme est-il en train de devenir trop sauvage ?* » Imprimé en haut de l'affiche d'un cycle de conférences consacrées aux méfaits de la mondialisation, le titre ne surprendrait guère. En revanche, inscrit en bonne place – parmi quantité d'autres ateliers consacrés à des sujets de discussion plus orthodoxes – dans l'agenda des trois mille participants qui, cet hiver encore, ont participé au Forum économique de Davos, davantage habitué à célébrer les mérites de l'économie de marché et de la libre entreprise, le thème du débat était inhabituel. Comme l'était d'ailleurs la présence très discrète de ministres du travail, puisque seuls deux d'entre eux (les représentants de la France et de l'Afrique du Sud) avaient été dépêchés dans la célèbre station suisse des Grisons, désormais également ouverte aux représentants du monde syndical.

Les résidents temporaires du *« village global »* avaient-ils brusquement troqué leur credo libéral contre une nouvelle version de la lutte des classes ? N'exagérons rien. Chacun des participants s'est employé à rappeler qu'il *« n'y a pas d'alternative au capitalisme »*. Mais c'était pour souligner aussitôt, à l'instar de Lester Thurow, l'un des principaux économistes du MIT américain, que l'absence de contre-courant idéologique à la seule loi du marché, source, dans le passé, d'avancées sociales importantes, pouvait poser problème.

ENVIRONNEMENT « TURBULENT »

Dans d'autres enceintes où se pressaient financiers et industriels, le doute était également permis. Surtout lorsque ces dirigeants, convaincus jusqu'ici de tracer le bon sillon, s'entendaient dire par un spécialiste du management que *« l'efficacité n'est pas une fin en soi »* et que la cure d'*« amincissement »* et de *« reconfiguration »* que se sont infligée nombre d'entreprises avait sans doute atteint ses limites au regard d'un environnement économique passablement chamboulé et qui oblige à rechercher d'autres équilibres.

A l'heure actuelle, plus de 55 % des entreprises américaines, européennes et japonaises opèrent dans un environnement devenu très *« turbulent »* en raison des déréglementations, des privatisations, de la concurrence et de l'introduction de nouvelles technologies, faisait notamment valoir Oriet Gadiesh, au nom de Bain & Cy, l'une des principales firmes américaines de consultants en stratégie industrielle. Autant d'éléments déstabilisateurs qui obligent à revoir axes de développement, marchés et implantations, mais aussi à réécrire le dialogue social.

Sans souscrire nécessairement au nouveau *« contrat moral »* employeurs-salariés que Lodewijk de Vink, le patron du grand groupe pharmaceutique Warner-Lambert préconisait non seulement pour sa société mais aussi pour d'autres entreprises, de nombreux participants au Forum ont mis en avant la nécessité de pallier le danger que constitue la montée des inégalités, y compris dans les pays industrialisés, la précarité de l'emploi et la constitution de sociétés à vitesses multiples.

Sur ce chapitre, le FMI, la Banque mondiale, voire dans une moindre mesure l'OCDE et la Commission de Bruxelles avaient déjà fait un début d'aggiornamento. A Davos, c'était sans doute une première.

Serge Marti

CHRONIQUE

par Alain Lebaube

Du bon emploi de la TVA

Il faut assurément du temps pour que la sagesse impose sa loi. A preuve, les propos de bon sens tenus par Jacques Barrot, enregistrés le 13 mai à Abbeville, à l'occasion de la campagne électorale. Dans le gouvernement d'Alain Juppé depuis 1995, mais ministre du travail surtout préoccupé des affaires sociales et, donc, de la réforme de l'assurance-maladie, il vient, enfin, d'avancer des propositions pour l'emploi dont on peut se demander pourquoi, tant elles sont évidentes, elles n'ont pas été formulées avant.

Ne boudons pas notre plaisir, toutefois, même s'il a fallu attendre deux ans. Si les circonstances sont pour beaucoup dans cette lucidité, certes tardive, il convient aussi d'admettre qu'elles n'ont pas été saisies par ses prédécesseurs au même poste et qui ont bénéficié d'une durée au moins équivalente.

Qu'a donc suggéré Jacques Barrot qui soit si nouveau ? Que *« si l'on pouvait ajouter la baisse de la TVA sur les professions de services* (cafés-restaurants, plombiers, etc.), *ce serait formidable pour l'emploi et dans la lutte contre le travail clandestin »*. Puis encore : *« J'ai dit à plusieurs reprises au président de la République qu'il était déraisonnable de payer 20 % de TVA pour certains travaux, et que cela favorisait le travail illégal. »*

De telles déclarations sont intéressantes à plus d'un titre et ouvrent effectivement des perspectives jusque-là ignorées. D'abord, le taux de TVA appliqué à des activités de service constitue un frein à leur consommation. En conséquence, l'emploi s'en trouve pénalisé, alors que ces secteurs nécessitent une main-d'œuvre abondante. A la différence d'une baisse des charges pour alléger le coût du travail, dont les éventuels effets ne se vérifient que dans le long terme, une diminution de la TVA peut entraîner une relance immédiate, une demande et des besoins pouvant, dans ces conditions, être plus facilement satisfaits.

Ensuite, l'avantage financier du travail au noir tendant à disparaître ou se résorbant, c'est une bonne partie de l'économie souterraine qui se voit priver de l'une de ses raisons d'être. Mieux que la répression, régulièrement renforcée au fil des années, la baisse de la TVA devrait permettre son éradication, au moins dans les domaines où ne sévit pas le travail clandestin. Au passage, cela devrait révéler l'existence d'un volume de travail largement supérieur à l'emploi officiel et démontrer que, depuis des lustres, le travail au noir sert, de fait, d'amortisseur à la crise.

Dans le même ordre d'idées, on pourrait aller plus loin. Par exemple, pourquoi ne pas considérer que le recours à des professionnels, pour de petits travaux d'entretien, puisse donner lieu aux mêmes déductions fiscales que les emplois familiaux ou le chèque emploi-services ? Pour le coup, le travail au noir n'offrirait plus aucun intérêt, et l'emploi serait dopé. Surtout si, enfin, était défini clairement un statut du multisalarié, susceptible de lever les derniers obstacles.

Mais il faudra sans doute attendre un autre rendez-vous majeur, électoral notamment, pour que de telles hypothèses soient évoquées à leur tour dans un discours ministériel.

Les femmes japonaises font les frais de la précarisation de l'emploi

TOKYO
correspondance

Vingt-huit employées à temps partiel de Maruko Keihoki, un sous-traitant de l'industrie automobile basé dans les Alpes japonaises, ont obtenu, en mars 1996, près de 15 millions de yens (650 000 francs) pour compenser un salaire injustement bas. La somme fut symbolique (à peine 20 000 francs par personne), mais le jugement eut une portée réelle. C'est la première fois qu'un tribunal statuait en faveur d'employées à temps partiel qui, engagées sur une base temporaire et payées au rabais, travaillaient autant que leurs collègues salariées à temps plein. La plus ancienne des plaignantes avait accumulé vingt-sept ans de bons et loyaux services sans que son statut ne connût d'amélioration : dans cette société, la règle était de n'employer les femmes mariées que sous cette condition.

Ce cas est loin d'être isolé, et la récession économique a encore renforcé le recours à une main-d'œuvre au statut précaire, essentiellement féminine, les entreprises nipponnes trouvant là un moyen de réduire leurs coûts de main-d'œuvre tout en préservant le pays du traumatisme de dégraissages massifs. La relative souplesse de la législation régissant les formes précaires du travail favorise les abus, malgré une sensibilisation croissante de l'opinion. Cette situation est en même temps la source de nouvelles attitudes, chez les femmes et les jeunes, face à l'emploi.

Selon les estimations, seulement 50 % de la population active féminine travaillerait à temps plein. Les 9 millions de travailleurs à temps partiel que comptait le Japon en 1996 sont constitués de femmes à 70 %. S'il peut être un choix, le travail à temps partiel est souvent la seule solution pour une femme souhaitant reprendre une activité après avoir élevé ses enfants par exemple. Mais la récession a engendré des pratiques nouvelles. Du jour au lendemain, certaines sociétés informent leurs employées que leur contrat de travail sera dorénavant à renouveler chaque année, constate-t-on au Women's Union Tokyo, un syndicat de femmes créé à Tokyo il y a deux ans. Au cabinet d'avocats Nakagawa & Takashina, on reconnaît que, contrairement à la France, *« il n'y a pas de restrictions légales concernant le nombre possible et les conditions de renouvellement des CDD »*. Le directeur d'une des plus grosses agences de recrutement japonaise cite le cas d'une grande banque qui a transféré une partie de ses employées vers une filiale de travail intérimaire nouvellement créée : même travail, nouveau statut et plus grande flexibilité.

DE L'ÉTRANGER

Seulement 50 % de la population active féminine nipponne travaillerait à temps plein. Les 9 millions de salariés à temps partiel que comptait le Japon en 1996 sont des femmes à 70 %. L'augmentation du travail précaire chez les femmes n'est pas étrangère à leur très faible mobilité dans les hiérarchies des entreprises ou des administrations

Les entreprises nipponnes, longtemps sous-informatisées, se préoccupent dorénavant davantage de leur productivité dans les tâches administratives. La grande masse des employées de bureau en font les frais. Et en priorité les nouvelles recrues : les huit plus grandes sociétés de travail intérimaire comptent ainsi placer cette année six fois plus de jeunes diplômées à ces postes que l'an dernier.

« Les entreprises souhaitent implicitement abaisser les salaires de leurs employés à plein temps au niveau des employés à temps partiel pour diminuer les coûts », explique Mieko Takenobu, une journaliste de l'*Asahi* spécialisée dans les questions d'emploi et d'inégalité entre les sexes. L'augmentation des formes de travail précaire chez les femmes n'est d'ailleurs pas étrangère à leur très faible mobilité dans les hiérarchies des entreprises ou des administrations nipponnes. La loi sur l'égalité des opportunités d'emploi, votée il y a dix ans pour y remédier, est très critiquée : *« Les femmes qui gagnent leur action en justice le font souvent en vertu de la loi sur la standardisation du travail (Labor Standards Law) qui interdit les différences de traitement pour un même travail, et non pas grâce à la loi sur l'égalité des opportunités »*, dénonce Mieko Takenobu.

Les agences de placement et de travail intérimaire profitent de la situation. Certaines se spécialisent même dans l'emploi des plus de 60 ans. Le ministère du travail, qui restreignait leur champ d'activités à seize secteurs, vient d'abolir la plupart des restrictions les concernant. Leur prospérité est aussi le reflet d'une libéralisation des pratiques de l'emploi au Japon : les jeunes l'accueillent comme une bouffée d'air dans un pays où l'emploi à vie reste de mise, même s'il est surtout le lot des grandes sociétés. L'intérim satisfait un désir croissant de mobilité, offrant une liberté inédite à ceux ou celles qui refusent de s'engager immédiatement, tout en sachant que fuir le rituel des recrutements annuels des entreprises nipponnes, en avril, leur en ferment souvent définitivement les portes.

L'intérim s'inscrit pour certains dans le prolongement des *arubeito* (de l'allemand *Arbeit*), les petits boulots auxquels ont recours 80 % des étudiants au Japon. Très commodes pour les entreprises, puisqu'ils évitent les charges sociales, les *arubeito* sont aussi une soupape idéale pour le chômage (3,3 % en 96) : outre les jeunes, beaucoup de femmes ou de quasi-sans-emploi y ont recours.

Faisant de nécessité vertu, les perspectives de parvenir à des postes de responsabilité dans une grande société restant très faibles, de plus en plus de Japonaises se mettent à leur compte. Les reportages télé et la presse regorgent d'exemples : de l'édition à la publicité en passant par l'hôtellerie, les initiatives de ce genre sont de moins en moins isolées. D'autres préfèrent s'expatrier : Hongkong, par exemple, a longtemps été la destination favorite des Japonaises en mal d'épanouissement professionnel.

Brice Pedroletti

PARUTIONS

Un système en transition

LA CONSTRUCTION SOCIALE DE L'EMPLOI EN FRANCE
sous la direction de Bernard Friot et José Rose
L'Harmattan, 248 p., 130 F.

Cet ouvrage est le fruit des travaux d'un séminaire, organisé par le groupe de recherche sur l'éducation et l'emploi de l'Université Nancy II, que complètent neuf contributions. Le thème est ambitieux : analyser la construction et la mutation récente de l'emploi « à la française ». On ne peut pas reprocher aux intervenants-auteurs d'avoir sombré dans la facilité : leurs textes sont solides... et certains passages un peu ardus. Cela ne les empêche d'ailleurs pas d'enfoncer quelquefois des portes ouvertes...

Plusieurs mises en perspective historique sont les bienvenues, comme celle qui rend compte de l'évolution de la notion de chômage, dont le critère dominant a glissé de la perte d'emploi à l'absence et à la recherche de travail. La comparaison entre les logiques d'intervention publique sur le marché du travail en France et aux Etats-Unis, qui sont maintenant moins éloignées qu'à leur origine, est particulièrement intéressante. De même que l'analyse du sens de la cotisation sociale à travers son lien au salaire et à l'emploi.

Quant aux mutations que connaît actuellement l'emploi, un des auteurs, Bernard Gazier, évoque l'approche de l'économiste berlinois M. Schmid, qui *« consiste à envisager l'ensemble des carrières et des mouvements de mobilité sur le marché du travail comme un système de transitions »*, aussi bien pour le « noyau dur » de salariés qui se croient encore préservés que pour ceux qui alternent emploi précaire et chômage. Il s'agit donc d'imaginer et de structurer de nouveaux processus de négociation et de contrôle de ces transitions. La question est tout à fait d'actualité, mais le style de cet ouvrage, marqué par le souci de précision du chercheur, le réserve de fait aux spécialistes.

Activités non conformes

IL N'Y A PAS DE SOT MÉTIER OU LES JOBS LES PLUS DÉLIRANTS
de Pierre Terme,
Filipacchi, « Entrevue », 240 p., 99 F.
101 ACTIVITÉS LUCRATIVES À LA PORTÉE DE TOUS
de Jean-Louis Calvet
BP 16-30702 Uzès Cedex, 124 p., 100 F (port compris).

Psychiatre pour chiens, sélectionneur de miss, homme objet, chasseur de météorites... L'ouvrage de Pierre Terme donne d'emblée l'impression d'être hautement folklorique, même s'il n'y présente pas seulement des tâches insolites. Etre égoutier, cariste dans un entrepôt frigorifique ou télévendeuse n'est pas tout à fait exceptionnel ni vraiment exotique. On entre dans ce livre un peu agacé par le parti pris de traquer l'activité « délirante ». Et puis, au fil de la description d'une quarantaine de métiers, à travers les interviews de ceux qui les exercent, on se prend au jeu et on persévère dans la lecture. Car le propos est alerte et fournit en même temps des informations sur l'accès à des professions originales et sur leur pratique.

La recherche de la « niche » d'activités peu exploitées est dans l'air du temps. Un auteur du Gard qui s'autoédite, Jean-Louis Calvet, la pratique lui aussi. L'intérêt de ses fiches par métier est inégal, mais on peut y piquer des idées.

Daniel Urbain

Territoires de vie, territoires d'avenir

par Michel Dinet

Quand on donne la parole aux citoyens, ils la prennent ! Mais quel écho lui fait-on ? A l'automne 1993, le gouvernement Balladur lançait un vaste débat sur l'aménagement du territoire ; plus de 100 000 réponses sont parvenues à la Datar. Qu'en est-il résulté ? Une loi d'orientation aux perspectives généreuses, quelques décrets d'application complexes, un budget en régression...

Aujourd'hui, une campagne électorale précipitée reprend les vieux clichés et clivages des débats de toujours, loin des problèmes essentiels qui sont le souci quotidien du plus grand nombre. Elle reprend les travers des joutes électorales d'antan en multipliant les promesses : création de 700 000 emplois-jeunes en trois ans, réalisation en quarante jours de ce qui n'a pas été fait en quatre ans.

Le résultat : un décalage croissant entre les attentes, les potentialités des groupes sociaux et les réponses, les procédures stéréotypées que leur proposent les appareils partisans, dont l'enjeu majeur est de conserver ou de conquérir le pouvoir.

Réagir à cette dérive du jeu politicien ne signifie nullement récuser la fonction politique : elle est indispensable à toute société en mutation. Il lui revient de définir les règles du jeu, d'assurer le respect des grands équilibres et d'ouvrir des perspectives.

Pour cette fonction politique, deux défis majeurs sont à relever : d'une part, articuler mondialisation, Europe, nation et développement local pour que lieux de vie et espaces plus vastes ne soient plus sources d'antagonismes et de repli sur soi ; d'autre part, rééquilibrer démocratie de participation et démocratie de représentation pour que s'instaurent de nouvelles relations entre sphère politique et société civile, pour que se mette en place un réel dialogue élus-non élus (socio-professionnels, responsables associatifs, habitants...).

Relever ces deux défis contribuera à l'essentiel : mettre une population en mouvement, lui redonner confiance et espoir en elle-même.

Tel est le sens de l'appel adressé par l'Unadel, le 4 décembre 1996, aux femmes et aux hommes des pays et des quartiers, initiateur d'une démarche d'échanges et de réflexion dans toutes les régions et soutenu par plus de quarante réseaux associatifs nationaux.

TRIBUNE

Ni réponse ponctuelle ni expérimentation marginale, le développement local est au cœur de la société, de ce monde et de la modernité

Dans chaque région de France, d'Europe, du Nord et du Sud, depuis des décennies, des hommes et des femmes, sur leur territoire rural ou sur leur quartier, inventent un développement plus solidaire. Parce qu'ils se sentent responsables de ce qui est fragile dans leur quotidien, ils réalisent ici une revitalisation du tissu économique ou des services de proximité, là un aménagement du cadre de vie ou une expression multiculturelle, ailleurs du mutualisme financier ou une coopération décentralisée avec les acteurs du Sud, de l'Est, de l'Europe...

Dans la diversité de leurs réalisations, des démarches communes sont perceptibles : dépasser les frontières du passé, qu'elles soient sur les cartes ou dans les têtes, pour bâtir entre partenaires une communauté de projets sur un espace de vie ; animer la vie de la cité pour permettre aux citoyens d'un lieu de mieux comprendre, choisir, maîtriser leur devenir ; appréhender le développement dans toutes ses dimensions, économique, sociale et culturelle, et le mettre au service de l'homme.

Aujourd'hui, ces recherches de lien social et d'équilibre sur les territoires sont une contribution précieuse au mouvement de ceux et de celles qui refusent le mépris et l'exclusion. Leur richesse et leur convivialité sont essentielles, sans pour autant devoir rougir de leur coût. La somme des énergies déployées, la créativité et la reconnaissance de l'autre qui les caractérisent permettent à des hommes et à des territoires de se développer en dépit des évolutions dominantes.

Ni réponse ponctuelle ni expérimentation marginale, le développement local, à partir des valeurs humaines qui le fondent, est au cœur de la société, de ce monde et de la modernité. Parce qu'il implique la construction d'espaces de compréhension, de participation, de débat et de démocratie, il est en capacité d'interpeller les blocages de notre société. Il répond au besoin pressant de vivre ensemble en bâtissant des espaces ouverts sur le pays, l'Europe, la planète, où puissent s'écrire des histoires collectives et s'épanouir des trajectoires personnelles. Dans la recherche actuelle sur les dysfonctionnements de notre société autobloquée, il comporte un souci d'efficacité et de recherche de sens.

Le développement local ne pouvant s'appuyer sur des certitudes idéologiques et s'imposer d'en haut, l'Unadel, dans son appel du 4 décembre 1996, donnait rendez-vous aux acteurs locaux, les 30 et 31 mai prochains en pays cathare, pour « Territoires d'avenir ». Ce rendez-vous a été reporté aux 6 et 7 juin pour respecter le débat électoral et y participer. (Pour tout renseignement sur « Territoires d'avenir » : Unadel ; tél. : 01-53-76-16-40.)

La pauvreté de la campagne électorale renforce notre volonté de voir nos convictions et nos démarches prises en compte. Elle nous incite, nationalement et localement, à interpeller toute la classe politique sur les enjeux que nous relevons quotidiennement.

Michel Dinet est président de l'Unadel (Union nationale des acteurs et structures de développement local).

Les Européens préfèrent leur chez-soi aux attraits d'un autre Etat membre

Enquête. Les ressortissants de l'Union sont si peu mobiles que Bruxelles lance une campagne pour mieux les informer de leurs droits

Qu'ils soient salariés ou qu'ils exercent une profession indépendante, les Européens se montrent peu mobiles. Seulement 5,5 millions de citoyens de l'Union vivaient dans un autre Etat membre au 1er janvier 1993, soit 1,5 % de la population totale de l'Europe des Quinze. Et environ 2 millions d'Européens travaillaient dans un Etat membre autre que leur pays de nationalité, selon les statistiques d'Eurostat.

Une enquête réalisée au printemps 1996, à la demande de Bruxelles, a montré que 70 % de la population européenne se considérait insuffisamment informée sur les possibilités de résider dans un autre pays de l'Union. Seuls 14 % se considéraient bien informés quant aux possibilités existantes de travailler dans un autre pays. 86 % des Français se disaient mal informés et, parmi eux, 49 % souhaitaient en savoir plus sur les différentes possibilités. Pour remédier à ce déficit, la Commission européenne a mis en place un programme d'information « Citoyens d'Europe » destiné à faire connaître les droits de toute personne qui souhaiterait travailler, résider ou se former dans un autre Etat membre.

Commenter des données statistiques européennes n'est pas facile. Eurostat en convient dans ses études : *« Les méthodes de mesures de la migration, les variables, les définitions et les critères varient selon les pays et les ministères nationaux. »*

De plus, les données ne font pas toujours la différence entre les personnes qui résident dans un pays et celles qui y travaillent.


EMMANUEL PIERRE

Difficile dans ces conditions d'établir des comparaisons. Toutefois, estime Jean-Jacques Bouflet, directeur adjoint du bureau de la Commission à Paris, *« ces données, même si elles ne sont pas homogènes, ont quand même une valeur indicative. D'abord, elles permettent de constater que la mobilité transeuropéenne n'est pas très forte »*. Ce phénomène s'explique à ses yeux par *« le barrage de la langue »*, mais aussi par *« la fin des grandes migrations économiques en Europe »*, celle des Italiens et des Portugais, notamment, qui se déplaçaient en masse afin de trouver du travail dans les pays plus riches, plus industrialisés. Aujourd'hui, le profil du migrant a changé. On trouve de moins en moins d'ouvriers non qualifiés parmi les candidats au départ et de plus en plus de cadres qui se déplacent à la demande de leur entreprise, d'ouvriers qualifiés ou de techniciens très spécialisés. Des gens qui veulent acquérir une expérience à l'étranger, un complément de formation. Quant à la libre circulation des médecins, vétérinaires et autres professions libérales, elle n'a pas provoqué de déplacements massifs dans les différents pays européens, précise Jean-Jacques Bouflet.

Si l'on examine les données statistiques avec les réserves mentionnées plus haut, on constate que ce sont l'Allemagne (1,7 million), la France (1,3 million) et le Royaume-Uni (768 000) qui accueillent le plus de citoyens d'autres pays européens. Tandis que, en pourcentage de la population nationale, la Belgique (5,4 %) et le Luxembourg (28,2 %) sont les pays qui reçoivent le plus de résidents originaires d'autres pays de l'Union. Ce fort pourcentage de migrants dans le Luxembourg s'explique par la présence d'une population italienne venue travailler en nombre dans la sidérurgie après la guerre et qui est restée dans ce pays sans chercher à changer de nationalité. Quant à la Belgique, elle a la particularité d'avoir une double culture, francophone et néerlandophone, qui facilite l'émigration.

D'une façon générale, Eurostat constate que les « échanges » de populations nationales sont de volumes semblables entre certains pays de l'Union et de niveaux totalement différents entre certains autres. *« Ainsi, le nombre de Portugais en France est deux cents fois plus élevé que le nombre de Français au Portugal ; ou encore les Portugais sont cent fois plus nombreux en Allemagne que les Allemands au Portugal. En revanche, le nombre de Français en Allemagne est deux fois plus élevé que le nombre d'Allemands en France. »*

Cela peut s'expliquer historiquement, dans le premier cas, par le déséquilibre économique entre les différents pays pour ce qui concerne la France et le Portugal ou l'Allemagne et le Portugal. En revanche, dans les pays de développement sensiblement identique, les flux sont plus équilibrés. L'Allemagne présente cependant un attrait un peu supérieur à la France, sans doute en raison des niveaux de salaires, suggère Jean-Jacques Bouflet.

Par ailleurs, quelque 180 000 travailleurs transfrontaliers ont été recensés à l'intérieur de l'Union européenne. Mais, là encore, la Commission européenne souligne que les données fournies *« doivent être considérées comme minimales, car il existe certainement des flux non répertoriés »*.

On constate que les flux tendent à être unidirectionnels : ainsi, les Suédois vont plus facilement au Danemark que le contraire (1 470, contre 480), les Néerlandais vont plus volontiers en Allemagne que l'inverse (14 655, contre 1 562). Si les Français sont attirés par la Belgique (10 604, contre 5 147), c'est incontestablement l'Allemagne qui les séduit le plus : quelque 50 000 Français travaillent en Allemagne, alors que moins de 2 000 résidents allemands vont travailler en France. Il est vrai que les populations d'Alsace-Lorraine pratiquent des dialectes alémaniques, ce qui facilite le passage des frontières. Quant au pays qui apparemment attire le plus les Allemands, mais aussi les Belges, c'est le Luxembourg, véritable carrefour de l'Europe et paradis fiscal.

Catherine Leroy

Numéro vert et guides pratiques

Bruxelles a lancé, le 26 novembre 1996, en liaison avec le Parlement européen et les Etats membres, une campagne intitulée *« Citoyens d'Europe »*, pour faire connaître aux Européens les droits et les opportunités dont ils bénéficient grâce au marché unique et aux politiques communautaires. D'où l'édition d'une série de guides pratiques sur les thèmes : « Travailler », « Résider », ou « Etudier » dans un autre pays de l'Union européenne. Ces mémos expliquent les démarches à entreprendre (reconnaissance des diplômes, permis de séjour, programmes d'échanges communautaires pour les étudiants…). Des fiches techniques donnent des détails pratiques sur l'exercice de ses droits dans chacun des pays membres.

Un numéro vert a été mis en place pour permettre à chacun d'accéder à ces informations : 08-00-90-97-00. Au 30 avril, 53 157 appels ont été recensés en France sur un total de 230 292 pour les quatorze pays participant à la campagne d'information.

Des flux migratoires inchangés depuis vingt ans

A peu de choses près, le paysage migratoire actuel au sein de l'Europe est identique à celui du milieu des années 70. L'instauration de la libre circulation des travailleurs au sein de la Communauté européenne n'a pas provoqué de bouleversements majeurs. *« On assiste à une grande inertie,* constate le professeur Gildas Simon, géographe, membre du laboratoire Migrinter du CNRS. *Globalement, le déclin de la mobilité de la population à l'intérieur de l'espace communautaire, entamé dans les années 1970-1975, se poursuit. »*

L'essentiel des mouvements continue de se produire de la périphérie, notamment méridionale, vers le centre de l'Europe. Pour près des deux tiers, les immigrés communautaires restent originaires du Sud : Italie, Espagne, Portugal, Grèce. Ces pays traditionnels de départ sont toutefois affectés par une baisse de la demande d'émigration.

« L'installation de la grande majorité des immigrés communautaires actuels remonte à deux, trois, voire quatre générations. Leur migration date de la grande phase de reconstruction et d'expansion des années 1955-1973, relève Gildas Simon. *Les phénomènes de vieillissement et de naturalisation que connaissent ces communautés ne sont plus compensés aujourd'hui par de nouveaux flux migratoires. »*

Et ce, malgré la persistance de fortes disparités à l'intérieur de la Communauté. La géographie très contrastée du chômage, en particulier du chômage des jeunes, devrait théoriquement entraîner des flux migratoires similaires à ceux qui existaient sur le marché du travail européen dans la décennie 1960-1970. Or, il n'en est rien.

« De nombreux facteurs, explique Gildas Simon, *font obstacle à la mobilité : le travail du conjoint, la possession d'un logement, le rôle joué par le réseau familial en cas de difficultés, l'importance prise par l'éducation des enfants… »*

Les niveaux de vie des différents pays de la Communauté, même s'il existe encore des écarts importants, se sont rapprochés. Les Portugais, par exemple, ressentent moins la nécessité de partir qu'auparavant. *« Quand il y a mobilité,* note le chercheur, *elle semble davantage s'exercer à l'intérieur même des Etats. Le développement au Portugal de Lisbonne et de Porto ou, en Espagne, de la Catalogne et de l'Andalousie absorbe les potentialités migratoires de ces pays. »* La diversité culturelle de l'Europe communautaire n'est pas sans pénaliser les déplacements internes. L'hétérogénéité linguistique et la grande diversité des pratiques culturelles d'un pays à l'autre de la Communauté sont, on le sait, un frein aux échanges, et en définitive à la mobilité.

RÉGIMES SOCIAUX

Gildas Simon, auteur de la *Géodynamique des migrations internationales dans le monde* (PUF, 1995), souligne également que *« les disparités entre les régimes sociaux pèsent très fortement »*. Les difficultés actuelles de raccordement d'un régime national à un autre, la crainte – des Allemands et des Français notamment – de perdre leurs droits sociaux acquis dans leur pays d'origine, constituent manifestement une réelle entrave à la libre circulation des travailleurs.

« La faiblesse de la mobilité intracommunautaire s'explique aussi par l'attitude des Etats, relève Gildas Simon. *Il y a un décalage entre la volonté affichée par la Communauté et la réalité pratique, administrative et juridique, des Etats. Exception faite de l'accent mis sur les étudiants et les cadres, les pays freinent, consciemment ou inconsciemment, la mobilité. Ils ne veulent pas voir arriver sur leur territoire des populations qui pourraient peser sur leurs budgets sociaux, soit comme chômeurs, soit comme retraités. »* On est loin de considérer le migrant comme une personne apportant une valeur ajoutée…

A travers sa campagne d'information lancée en novembre 1996, la Commission entend relancer une dynamique migratoire. Mais, à l'évidence, il faut encore que les Etats manifestent une réelle volonté de la soutenir.

Laetitia Van Eeckhout

Repères

● La Commission européenne a adopté, en 1996, à l'initiative d'Edith Cresson, commissaire à la recherche, à l'éducation et à la formation, un Livre vert dans lequel elle identifie les écueils – souvent aberrants – qui découragent la mobilité des étudiants, enseignants et chercheurs.
Des obstacles qu'elle propose d'éliminer. Créer un *« véritable espace européen des qualifications »*, *« assurer une protection sociale à toutes les personnes en formation dans un autre pays de l'Union »*, *« donner un statut juridique européen aux stagiaires »*, sont trois des pistes d'action qu'elle suggère de promouvoir.

● Pour faire reculer les barrières linguistiques, Bruxelles a lancé plusieurs programmes comme *Leonardo, Socrate-Erasmus*, ou encore Jeunesse pour l'Europe 3. Ils visent à soutenir le développement des compétences linguistiques à travers la réalisation de projets transnationaux,
à promouvoir la mobilité et les échanges de jeunes dans l'Union, ainsi que le financement des bourses.

Faible progression des salaires en mars

SELON L'ENQUÊTE MENSUELLE sur l'évolution des salaires, réalisée par le ministère du travail, les réserves en pouvoir d'achat des salariés – ouvriers et employés – *ont diminué* légèrement en mars, au regard de l'évolution des prix. Au total, près d'un ouvrier ou d'un employé sur dix a bénéficié d'une augmentation de son salaire de base. Dans les deux cas, cette proportion *est plus faible* qu'en mars 1995 et 1996 et, mesurée sur un an, l'évolution des salaires continue de se ralentir. En moyenne, les ouvriers ont perçu une augmentation de 1,2 % et les employés de 1,1 %. En revanche, le *délai* moyen *entre* deux augmentations se réduit, après avoir atteint un niveau particulièrement élevé en février.

Chômage européen stationnaire en février

LES DERNIÈRES STATISTIQUES, rendues publiques par Eurostat, tendent à prouver que le chômage est resté stable en février. Comme les trois mois précédents, il s'établit à 10,8 % de la population active en données corrigées et standardisées. Il diminue en Grande-Bretagne, en Irlande et aux Pays-Bas. Il augmente en Suède et au Portugal. Par ordre décroissant, l'Espagne arrive en tête (21,7 %), suivie de la Finlande (15 %), de la France (12,5 %), de l'Irlande (11,6 %), de la Suède (10,9 %), de l'Allemagne (9,6 %), de la Belgique (9,5 %), du Portugal (7,3 %), de la Grande-Bretagne (7,1 %), de l'Autriche (4,4 %) et du Luxembourg (3,4 %).
Pour les autres pays, sauf la Grèce, les derniers résultats connus portent sur le mois de janvier : *Italie* (12,2 %), Pays-Bas (6 %) et Danemark (5,8 %).

DÉPÊCHES

■ **ENSEIGNEMENT.** Emploi, activité, évolution du travail… Comment s'y retrouver parmi les débats, les articles, les ouvrages traitant d'une question devenue fondamentale dans notre société à la fin du XXe siècle. Pour tenter d'y voir plus clair, et pour aider les praticiens à structurer leur réflexion, la chaire d'administration et de gestion du personnel du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) propose aux responsables de la fonction personnel un séminaire intitulé « Gestion des emplois et évolution des activités humaines ».
D'une durée de 24 heures, ce module s'inscrit dans les cursus de formation diplômante, mais il est également ouvert au titre de la formation professionnelle continue.
Contact : chaire d'administration et gestion du personnel du CNAM. Tél. : 01-42-86-92-72.

■ **DÉVELOPPEMENT LOCAL.** L'Institut des managers du développement local (IMDL) développe trois cursus principaux : un cycle long, MBA de « management du développement local » qui démarrera le 17 novembre prochain ; un cycle « management du développement social urbain » destiné aux chefs de projets de ville ; une série de modules sur le thème de « l'entreprise et son environnement territorial ».
L'IMDL dispose de nombreux partenaires. Son actionnariat comprend de grands groupes industriels et bancaires (Crédit agricole, Danone, Saint-Gobain, Rhône Poulenc…) et des opérateurs du développement local (Crédit local de France, Développement et Emploi…).
Contact : IMDL. Tél. : 01-53-02-27-50.

■ **RECRUTEMENT.** Le département techniques de commercialisation *de l'IUT de l'université* Blaise-Pascal - Clermont-II lance « Formule E » (comme formule pour l'emploi) - Une autre manière de recruter. Ce dispositif n'est pas un forum pour l'emploi ; les responsables du département offrent aux entreprises de la région de rechercher et rencontrer les personnes présentant les compétences souhaitées, de les présélectionner, de leur adresser les dossiers retenus, jusqu'à la dernière étape : l'organisation d'un entretien entre l'entreprise et les candidats.
Contact : Sébastien Boyer ou Alexis Bourgade à Pro.Te.Co. Tél. : 04-70-02-20-50.

AGENDA

● **SERVICE PUBLIC.** Puisque un certain nombre d'entreprises ayant des missions de service public entrent sur le marché concurrentiel, les membres du groupe permanent de réflexion « Service public » de l'ENSPTT, présidé par Jacques Fournier, conseiller d'Etat, ont choisi d'axer leur prochaine rencontre, le 28 mai à Paris, sur cette problématique. Au cours de cette manifestation « Service public et performance : quels critères et quels modes d'évaluation », une des tables rondes traitera notamment de l'évolution réglementaire européenne et des grandes orientations de la politique communautaire.
Contact : ENSPTT. Tél. : 01-42-79-44-72.

● **CRÉATION D'ENTREPRISES.** Les Forums d'Iéna, organisés par le Conseil économique et social, ont choisi pour thème de leur prochaine rencontre, le jeudi 29 mai à Paris, « Faire vivre les PME. L'environnement économique, culturel et financier encourage-t-il l'innovation et la création d'entreprises durables en France ? ». Les chercheurs et les chefs d'entreprise centreront leur réflexion sur deux thèmes essentiels : comment stimuler l'innovation technologique en France ? Avec quels moyens et à quelles conditions peut-on pérenniser l'entreprise au cours de son cycle de vie ?
Contact : *Regards International.* Tél. : 01-45-78-36-12.

● **ÉDUCATION.** Les Journées d'éducation 1997 consacrent leur prochaine *manifestation, le 30 mai à Paris*, à la formation de base des adultes. Que signifie réellement *« adultes en échec »*, *« personnes illettrées »*, *« publics hors des circuits de l'écrit »* ? A quels enjeux sociaux et pédagogiques renvoient les *dispositifs de formation développés* pour les publics de faible niveau ? Quelles marges de manœuvre peuvent avoir les formateurs ?
Contact : Emergence Éditions. Revue *Éducations*. Tél. : 03-20-47-08-77.

● **ÉCONOMIE SOLIDAIRE.** Après les rencontres « Les communes et l'économie solidaire », « Travail social, changement social et économie solidaire », le Réseau de l'économie alternative et solidaire (REAS) co-organise avec Lasaire (Laboratoire social d'actions, d'innovations, de réflexions et d'Echanges) les journées « Syndicalistes, emploi, économie solidaire », à Pantin (93) les 3 et 4 juin.
Contact : REAS. Tél. : 01-49-15-04-03.

● ***FORMATION.*** « L'ingénierie de la formation, inventaires » est le thème du colloque, organisé à Dijon les 4 et 5 juin prochains, par L'Etablissement national d'enseignement supérieur agronomique de Dijon (Enesad) en partenariat avec le Cnam, l'université de Bourgogne, l'université de Tours et l'université de Paris VI. De nombreuses tables rondes réuniront chercheurs, universitaires et praticiens. Principaux sujets abordés : « inventaire des usages et des usagers », « regards des disciplines sur l'ingénierie », « inventaire des formalisations » avec une rencontre finale consacrée à l'avenir de l'ingénierie de formation.
Contact : Enesad. Tél. : 03-80-77-25-43.

Avoir les yeux plus grands que le ventre : le défaut français des projets de changement

Management. Les résultats exclusifs d'une étude A. T Kearney -Management Surveys soulignent des difficultés de mise en œuvre, largement imputables à des directions « technocratiques »

Il n'y a pas de quoi se réjouir. D'abord le diagnostic, synthèse de plusieurs analyses : 70 % des projets de changement menés dans des entreprises françaises échouent. Un pourcentage suffisamment mauvais pour que A. T Kearney, cabinet conseil international, et Management Surveys, tous deux spécialisés dans l'aide à la décision, décident de concert d'en savoir davantage. Leur étude « Réussir le changement » (1), qui vient de paraître s'est donc intéressée de près aux causes de ce déficit.

La réponse apparaît assez clairement dans les priorités accordées lors du lancement d'un projet de changement. Majoritairement, les interrogés avancent en premier « l'engagement de la part de la direction » et « la pertinence des options stratégiques ». Ils soulignent ensuite comme « moyennement importants » « le fonctionnement de l'équipe projet », « l'attitude au sein de l'entreprise », « la qualité du travail préparatoire » et « l'allocation des moyens nécessaires ». Et relèguent au rang de « moins importantes » « les conditions de mise en œuvre » et « l'attitude vis-à-vis des clients, fournisseurs, distributeurs ».

En clair, comme l'indique Francis Meston, vice-président de A. T Kearney, « nous avons affaire à un management assez technocratique qui, estimant avoir raison sur le papier, pense déclencher automatiquement l'adhésion du corps social ». Bref, on manie le concept ; mais la mise en œuvre n'intéresse guère puisque l'intendance doit suivre. Ces résultats sont d'autant plus inquiétants que les sociétés françaises se montrent gourmandes de changement, beaucoup plus que leurs consœurs allemandes et japonaises qui, à en croire les experts d'A. T Kearney, avancent plutôt à petits pas, se contentant de chantiers limités.

Les entreprises interrogées annoncent ainsi, en moyenne, trois projets de changement sur les deux dernières années. Et pas n'importe lesquels. Des opérations d'envergure, dont les initiateurs, comme dans la fable, ont le plus souvent le défaut d'avoir les yeux plus grands que le ventre. Qu'est-ce qui les déclenche ? A 27 %, « l'accroissement de la concurrence », suivi par « la globalisation des marchés » (20 %), « la dégradation financière » (17 %), « l'évolution technologique » (14 %), « les fusions-acquisitions » (12 %) et enfin « l'évolution de la réglementation » (10 %).

Tout irait pour le mieux si ces projets étaient tournés vers davantage de croissance, mais là encore la déception est au rendez-vous. « La focalisation sur la réduction des coûts domine largement, remarque Michel Schwarz, directeur associé de Management Surveys. Les projets de conquête restent minoritaires ». 75 % des opérations consistent en restructurations – quel que soit le vocabulaire utilisé pour les habiller (organisation, reconfiguration, méthodes de travail) –, tandis que 25 % seulement annoncent un renouvellement de l'offre, ou un développement international.

Globalement, ces choix semblent particuliers à la France. Les résultats d'une étude comparable menée au Royaume-Uni présentent une pyramide des priorités affichées totalement inverse. Ainsi les patrons britanniques placent-ils dans le hit-parade de tête « l'accélération de la mise en œuvre », de même « qu'une meilleure planification avec le management » et « le renforcement de l'équipe-projet ». « L'accroissement de la participation de la direction » ne vient qu'en sixième position.

Une note optimiste malgré tout : « la prise de conscience » à laquelle Paul Pinto, directeur associé de Management Surveys, explique assister. « Les chefs d'entreprise avouent maintenant ne pas réussir à maîtriser ce qu'ils appellent « l'immatériel », en fait l'implication du personnel. Ils nous disent y parvenir sur le projet pilote, mais que la généralisation leur pose en revanche énormément de difficultés. » Voilà pourquoi certainement, dans l'étude, ils sont 72 % à considérer que « des progrès restent à faire au sein de leur entreprise dans la gestion du changement », contre 5 % qui estiment n'avoir plus rien à apprendre.

Des « en danger » aux « efficaces »

Toutes les entreprises ne sont pas logées à la même enseigne face à un projet de changement. L'étude A. T. Kearney-Management Surveys met en évidence quatre profils possibles, du pire au meilleur : les « en danger », les « vulnérables », les « perfectibles » et les « efficaces ».

Les moins bien placées (25 %) s'y intéressent et ne disposent que de « l'engagement fort de la direction ». Le reste ne leur soucie guère, surtout pas la manière dont les autres acteurs (salariés, clients) vont s'approprier les changements à venir. Les « vulnérables » (31 %) testent davantage la pertinence des options stratégiques, ne se contentant pas des certitudes de la direction. Les « perfectibles » (39 %) placent l'engagement de la direction au même rang que le fonctionnement de l'équipe projet et l'allocation des moyens, un progrès. Les « efficaces », des oiseaux rares (5 %), jugent indispensable de se pencher sérieusement sur la mise en œuvre et associent donc leurs clients et leurs salariés.

Marie-Béatrice Baudet

(1) 200 entreprises interrogées (52 % dans l'industrie, 48 % dans les services). 40 % des répondants sont des PDG ou DG, 30 % des directeurs/sous-directeurs, 12 % des chefs de service ou de département, 10 % des DGA ou des secrétaires généraux, 8 % autres.

Des universitaires au service du local

Développement. Des professeurs de faculté animent un centre de formation dans le Sud-Ouest

En bordure du Lot, la vieille usine métallurgique est toujours là. Mais des ouvriers manquent à l'appel. Ils étaient près de 3 000 à la fin des années 70 ; ils ne sont plus que 700 aujourd'hui. Les friches ont envahi ce site étiré sur 1 kilomètre en plein cœur de Fumel (Lot-et-Garonne). La crise a frappé fort au début des années 80. « Nous avons été tétanisés pendant cinq ans », se souvient Jacques Faux, le président de la communauté de communes du Fumelois et conseiller au Parti socialiste (PS). Dans cette ville de 6 000 habitants, le taux de chômage atteint les 20 %.

C'est dans cette zone fragile en quête de reconversion que s'est installé l'Institut interuniversitaire de développement local (Iideal), une association créée en 1992. Situé sur la petite commune de Saint-Vite, dans un château du XIXe siècle, ce centre de formation et de recherche accueille un public très divers : fonctionnaires, élus locaux, étudiants à la recherche d'un terrain d'observation et d'expérimentation ou encore des stagiaires étrangers venus du monde entier, notamment de l'université du Québec à Montréal. Un centre d'un genre inédit. Les intervenants sont des enseignants issus de huit universités du Grand Sud-Ouest, ainsi que des acteurs de terrain. Un réseau d'« amitié », comme le dit André Boudou, maître de conférences en géographie et aménagement à l'université de Toulouse-le-Mirail. Il s'est joint au groupe par « volonté d'agir pour un idéal commun » et par amour de ce pays.

Concoctés sur mesure, les stages, axés par exemple sur le rôle de la culture dans le développement local ou encore sur le tourisme rural, comportent en général une partie théorique et une partie pratique, constituée de visites de terrain. Un autre volet de l'activité de Iideal est la recherche, qui s'est déjà traduite par la publication d'un ouvrage intitulé *Le Paradoxe du local* (Edition L'Acteur rural, collection « Iideal », 1995).

C'est un « petit » maire rural qui a réussi à mobiliser dans ce coin perdu tout ce beau monde. Ancien instituteur, Maurice Caumières, cinquante-sept ans, directeur – bénévole – d'Iideal, est depuis vingt ans le maire (PS) de Gavaudun, un village de 300 habitants. En 1982, il a fondé avec des amis l'institut de recherche et développement Bernard-Palissy, dont Iideal a pris le relais. Avec Iideal, Maurice Caumières veut aller plus loin. « Notre société marche à l'envers et crée du chômage, explique-t-il. Trouver des solutions immédiates, c'est indispensable. Mais il faut aussi agir sur l'esprit des gens, la mentalité des élus. Donc les former pour les aider à mieux définir des projets pour leur territoire. Et aussi à réfléchir à l'avenir du travail. »

A ses côtés, Jacques Soubils, le secrétaire de direction d'Iideal. Un profil peu banal : ancien exploitant agricole, il a fondé en 1985 l'association Connaissance des jeunes interprètes, afin de « promouvoir la musique classique en milieu rural » Et depuis 1987, il a organisé dans le village 150 concerts dans le cadre de la « Semaine musicale de la vallée de Gavaudun ».

ESSAIMAGE

Les formations destinées aux élus n'ont pas encore débuté, mais certains d'entre eux ont participé à des séminaires d'Iideal. Jacques Faux est l'un d'eux. Première grande leçon qu'il a retenue : « La solution à nos problèmes ne viendra pas de l'extérieur. A nous de retrousser nos manches », dit-il. Autre enseignement : « Nous appartenons à un bassin de vie, souligne André Bonneilh, le trésorier d'Iideal et maire (PS) de Trentels-Ladignac (840 habitants). L'idée ne sera pas facile à faire passer chez les élus, car ils ont l'esprit de clocher. » Tous ne viendront sans doute pas à Iideal. Par manque de temps et aussi parce que le monde universitaire leur semble trop éloigné du leur. Certains refusent par idéologie : « Je ne fréquente pas les socialistes », lance Robert Wattel, maire (RPR) de Sauveterre-la-Lémance (800 habitants).

La formule semble pourtant prometteuse. Deux autres Iideal ont vu le jour, à Nancy et dans l'Orne. C'est le groupe de travail sur le développement local, créé en 1994 par le ministère de l'éducation nationale et coordonné par Gérard Royo, professeur de chimie organique à l'université Montpellier-II, qui est chargé d'« essaimer » Iideal « dans les endroits les plus isolés ». Reste que, aujourd'hui, celui de Saint-Vite est à un tournant. En 1996, il n'a fonctionné qu'à 40 % en formation. L'embauche d'un professionnel pour développer le centre semble indispensable à Maurice Caumières, qui estime que Iideal est capable de s'autofinancer dans les trois ans. Mais d'ici là, il a besoin de subventions qui, pour l'heure, ne sont pas acquises.

Francine Aizicovici

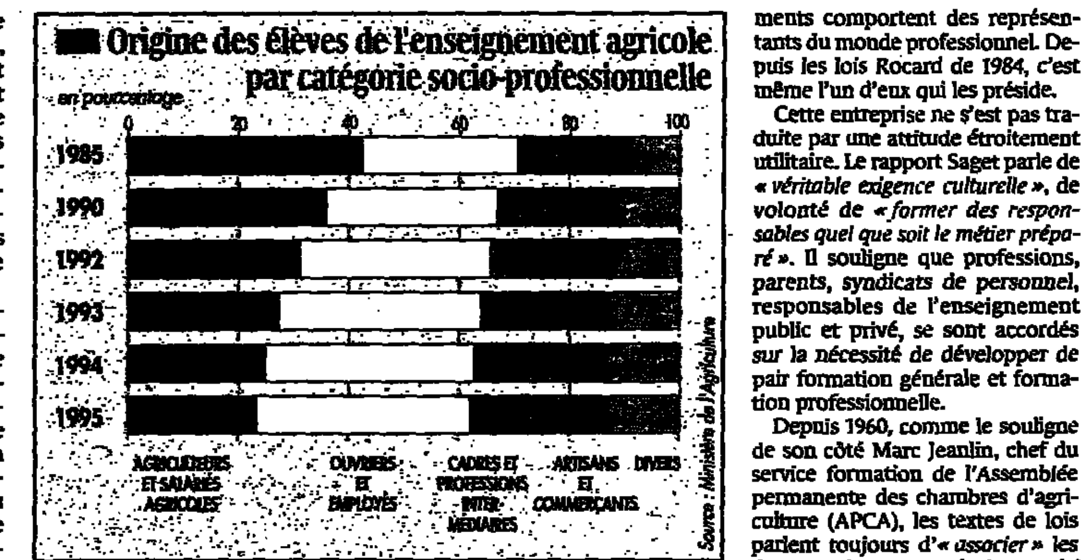
L'enseignement agricole affiche une belle santé et séduit bien au-delà du monde rural

Formation. Porteur d'une longue tradition de créativité, il se diversifie de plus en plus

A l'inverse des effectifs de l'Education nationale, ceux de l'enseignement agricole n'en finissent pas de croître : en 1994, la première comptait dix mille élèves de moins que l'année précédente et le second, dix mille de plus. A l'automne 1996, l'enseignement agricole a encore progressé de plus de 6 %. Il attire, en effet, nombre d'enfants des villes.

On peut s'en étonner : un rapport paru au début de 1996 – « Quel enseignement agricole en 2001 ? » –, élaboré par une vingtaine de personnalités indépendantes, sous la présidence de Pierre Saget, à la demande de la Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) du ministère de l'agriculture, évoque un malaise, et même des possibilités de crise.

L'enseignement agricole, souligne le rapport, est de moins en moins centré sur son domaine spécifique et de plus en plus « touche-à-tout » ; les trois quarts de ses élèves ne sont pas issus de familles d'agriculteurs. Il manque de moyens pour faire face aux tâches qui lui ont été assignées – ce qui le conduit notamment à recourir à une forte proportion de personnel précaire –, et sa capacité d'innovation pédagogique semble s'être essoufflée. Enfin, l'autonomie donnée par la décentralisation aux établissements les a amenés au fil du temps, en l'absence de directives précises, à prendre des orientations très différentes, voire divergentes.



Mais ce malaise ne touche guère que l'intérieur du système. Le rapport Saget le reconnaît d'ailleurs : « L'enseignement agricole bénéficie à l'extérieur d'un vrai courant de curiosité, de sympathie. Il est parfois présenté comme un modèle et, en tout cas, souvent décrit comme un système original efficace et attirant. »

Ailleurs, on s'inquiète de voir les Français rejeter le travail manuel et l'enseignement technique ; ici, ils le choisissent. Ailleurs, ils ne veulent plus entendre parler que d'études longues, en oubliant souvent de vérifier si elles ont des débouchés professionnels ; ici, ils continuent à se réjouir d'être d'emblée plongés dans le concret des métiers.

Cet enseignement a commencé par attirer les jeunes de milieu rural, mal à l'aise dans la scolarité classique ou en échec. Puis, quand la raréfaction de l'emploi agricole, dans les années 70, l'a amené à s'ouvrir à des métiers périphériques – services en milieu rural, transformations et commercialisation des produits, environnement, aménagement et gestion des espaces naturel –, ses établissements, installés dans des petites villes, ont vu arriver des adolescents issus de tous milieux, et principalement des enfants d'ouvriers et d'employés. Aujourd'hui, ces derniers constituent près de 40 % de l'ensemble des effectifs, les enfants de cadres et membres des professions intermédiaires, un peu plus de 15 %.

S'ils optent pour une formation agricole, ce n'est pas forcément pour faire leur vie dans le secteur, mais parce que ce sera l'occasion pour eux d'apprendre de l'expérience autant que des livres. Ils viennent chercher là une pédagogie alternative, fortement appuyée sur le monde professionnel. Nombre des établissements comportent une exploitation qui sert de support aux cours et aux travaux pratiques. Beaucoup ont également tissé un réseau de liens avec les exploitations et les entreprises de leur environnement. Les jeunes qui ont opté pour l'éducation en « Maison familiale rurale » – l'une des deux principales branches de l'enseignement agricole privé – pratiquent même une forme originale d'alternance sous statut scolaire.

STAGES

Par ailleurs, les stages constituent une part importante de la préparation de tout diplôme. Les maîtres de stage sont formés par les Chambres d'agriculture et jouent un rôle actif dans l'évaluation des savoirs. Enfin, les conseils d'administration des établissements comportent des représentants du monde professionnel. Depuis les lois Rocard de 1984, c'est même l'un d'eux qui les préside.

Cette entreprise ne s'est pas traduite par une attitude étroitement utilitaire. Le rapport Saget parle de « véritable exigence culturelle », de volonté de « former des responsables quel que soit le métier préparé ». Il souligne que professions, parents, syndicats de personnel, responsables de l'enseignement public et privé, se sont accordés sur la nécessité de développer de pair formation générale et formation professionnelle.

Depuis 1960, comme le souligne de son côté Marc Jeanlin, chef du service formation de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA), les textes de lois parlent toujours d'« associer » les deux : « Un terme qui n'a pas été choisi au hasard et qui dit la volonté de faire du concret un appui pour accéder à l'abstrait. »

Dans ce contexte, l'adolescent retrouve souvent le goût d'étudier. Et grâce à un réseau de passerelles soigneusement construit, il peut cheminer étape par étape du CAP au BTS, ou même à la préparation d'un diplôme d'ingénieurs *via* des classes post-BTS et un concours spécifique.

Aujourd'hui, une crainte s'exprime : que l'enseignement agricole, à force d'accueillir sans cesse plus d'élèves, à force surtout de s'ouvrir à une variété toujours plus grande de formations, laisse son originalité se diluer – et finalement s'évanouir. La loi d'orientation agricole, actuellement en préparation, devrait le recentrer sur les métiers de l'agriculture et de la filière agroalimentaire, et ceux qui concourent à leur développement, notamment dans le domaine des services et de l'aménagement de l'espace agricole et forestier.

C'est suffisamment large pour laisser beaucoup de portes ouvertes aux enfants des villes. En tout état de cause, il n'est pas question de les écarter car, désormais, le monde agricole manque de bras. Mais il faudra se résoudre à ce que les effectifs se stabilisent.

Marie-Claude Betbeder



Le Monde des Ingénieurs

Ingénieurs Commerciaux

une **technologie avancée,...** *une société de* **référence,...** **un marché** *en devenir...*

Ingénieurs *Commerciaux*

Package très attractif (fixe + bonus + voiture) **France**

Exceptionnelles opportunités, pour des développeurs commerciaux hors pair, bien introduits dans le milieu hospitalier (ou médical), de contribuer au développement d'une nouvelle activité au sein de notre groupe.

Boston Scientific Corporation développe depuis plus de 25 ans des produits extrêmement novateurs sur le marché des thérapies peu invasives. Nous sommes la 1ère société de matériel médical à nous concentrer exclusivement sur ces techniques qui représentent le marché du futur. Aujourd'hui, avec un chiffre d'affaires de plus de 1,4 milliard de $, Boston Scientific Corporation traverse une phase de croissance sans précédent. Nous avons en effet triplé nos effectifs en un an avec 8 500 collaborateurs dans le monde.

LE POSTE
- Sous la responsabilité du Vice-Président Europe basé à *Paris-La Garenne Colombes* (92), vous :
  - contribuez à la définition et assurez la mise en oeuvre de *notre stratégie de développement* auprès des hôpitaux et principales organisations médicales françaises,
  - *établissez* des relations de confiance, sur le long terme, avec des décideurs de haut niveau et conseillez vos clients sur leurs choix stratégiques d'investissement, en y intégrant les solutions de financement, en sachant anticiper leurs besoins, en proposant, parmi notre gamme, l'offre la plus adaptée,
  - assurez une veille technologique efficace, par la participation à des salons, conférences, la lecture de revues en phase avec notre expertise et les besoins de vos clients.

PROFILS RECHERCHÉS
- Formation supérieure technique (Bac +4 minimum) + 5 ans d'*expérience minimum de* la vente de matériel médical.
- Une bonne connaissance du monde hospitalier et de son environnement est nécessaire.
- Rompu à des process de vente relativement longs, s'appuyant sur des relations humaines de premier niveau.
- Bilingue anglais, très disponible pour de courts et fréquents déplacements.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV et lettre de motivation et rémunération actuelle) sous réf. 97MG031 à notre conseil :

NBS, 44 rue du Colisée, 75008 PARIS.
Fax. 01.42.56.90.60
Email : 106413.3050@compuserve.com

Ces postes sont également à pourvoir en Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Suède.



Boston Scientific Europe

Directeur de l'activité «progiciels»

A fort tempérament commercial

Services Informatiques

Division (150 pers.) d'un important Groupe de conseil en informatique de gestion de dimension nationale (plus de 2.000 pers.), nous développons fortement nos prestations d'ingénierie et d'intégration de progiciels sur les marchés industriels. Nous sommes reconnus sur nos secteurs d'activité et appréciés de nos clients pour la compétence de nos ingénieurs et la qualité de nos interventions.

Vous développez et conduisez l'activité «progiciels» de notre Division. Vous en assurez la promotion auprès des entreprises *industrielles en partenariat avec les éditeurs. Vous animez* une équipe d'une quinzaine de personnes, ingénieurs d'affaires, consultants et responsables de projets dont vous veillez à maintenir et enrichir les compétences.

Agé de 35 ans, vous êtes diplômé d'études supérieures (école d'ingénieur ou école supérieure de commerce). Votre crédibilité technique repose sur une réelle expérience de l'intégration de progiciels et de la conduite de projets en milieu industriel ; votre dynamisme commercial et vos compétences légitiment votre ambition d'élargir vos responsabilités. Votre réussite vous permettra d'intégrer à terme le Comité de Direction de notre Division.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. C.354/M à notre Conseil, Catherine Charvet, 49 rue Saint Roch, 75001 PARIS.

Oberthur Consultants

Vous attendez de notre entreprise qu'elle vous donne des défis.

Normal !



© Rapho - Robert Doisneau

Ingénieur commercial

MOTOROLA - 140 000 personnes qui donnent le meilleur d'elles-mêmes dans toutes les activités de pointe de l'électronique professionnelle : composants, radiocommunications et téléphonie cellulaire, informatique industrielle et bureautique, électronique de contrôle pour l'automobile et l'industrie. MOTOROLA Semiconducteurs est l'un des premiers fabricants mondiaux de composants électroniques.

Au sein de la structure commerciale de MOTOROLA Semiconducteurs, vous serez chargé de développer les relations commerciales avec l'un de nos clients clés et de négocier les contrats annuels.

Vous élaborerez et proposerez des solutions techniques et commerciales répondant à sa demande en coordination avec nos équipes marketing, application et les usines européennes du groupe.

Vous possédez une formation initiale d'ingénieur en électronique, vous maîtrisez l'anglais et votre première expérience vous a permis d'acquérir un solide sens de la négociation et du travail en équipe.

Dans un environnement high tech fortement international, *vous bénéficierez d'une politique ressources humaines* dynamique qui vous permettra de saisir de réelles opportunités d'évolution.

Pour ce poste basé à Vélizy, nous vous remercions d'adresser, sous réf. LM/20, votre candidature à Motorola Semiconducteurs, Fabienne Margotteau, 18 rue Grange-Dame-Rose, 78143 Vélizy Cedex.



Tout ce que vous n'avez jamais imaginé™

Groupe Equipementier américain,
un des leaders mondiaux dans ses secteurs d'activité
recherche
pour sa Division Automobile un

Chargé d'Affaires OEM/OES France

Bilingue Français - Anglais

Ingénieur, vous avez **obligatoirement, à 34/38** ans environ, une expérience de la fonction acquise dans **le secteur automobile** d'une **société internationale**. Doté d'un réel sens technique, *homme de relations, vous êtes capable de travailler en équipe* dans un monde plurifonctionnel et matriciel.

Rattaché au Directeur du Secteur d'Activité concerné, vous :

• **identifiez** les programmes de véhicules chez les constructeurs et les stratégies associées • **définissez** une stratégie de développement de notre offre • **développez** le compte d'activités commerciales • **mettez en place** un système de suivi de "Satisfaction Client" • **analysez** de façon pertinente le marché de la concurrence...

Votre réactivité, votre souplesse et votre sens prospectif vous assurent une évolution motivante au sein de notre Groupe. La maîtrise des langues française et anglaise est obligatoire, l'allemand serait un atout complémentaire. Poste basé à Paris.

Merci d'envoyer lettre, CV et salaire actuel sous référence SAM/2 à EL CONSEIL - 67, rue d'Amsterdam - 75008 Paris, *qui vous garantit toute confidentialité.*



EL Conseil - 67, rue d'Amsterdam - 75008 PARIS



هكذا من الأصل



Informatique
Réseaux Télécommunications

LEADER EUROPÉEN EN PRODUITS BRUNS ET BLANCS
NOUS RECHERCHONS POUR NOTRE SIEGE SOCIAL

RESPONSABLE DES MOYENS INFORMATIQUES

Vous aurez pour mission de concevoir et mettre en place les moyens informatiques nécessaires à l'entreprise avec l'aide de votre équipe et d'assurer leur fonctionnement au quotidien avec le souci de la qualité de service et le dialogue avec l'utilisateur.

De formation BAC + 5 type Ecole d'Ingénieur (informatique), vous avez impérativement de 5 à 10 années d'expérience dans un ou plusieurs des domaines suivants : systèmes répartis, réseaux locaux ou à longue distance, exploitation informatique, pilotage de projets techniques. Vous connaissez PC, UNIX, WINDOWS NT, X25 ainsi que les langages de programmation et les bases de données.
Homme de communication, vous avez de bonnes capacités de rédaction et de synthèse, et maîtrisez la pratique professionnelle de l'anglais.

MEDIA

IMAGE - HIFI - MUSIQUE - MULTIMEDIA - COMMUNICATION - ELECTROMENAGER

UN MONDE À VOTRE IMAGE

Et si nous vous aidions à écrire vous-même le scénario de votre carrière ? Numéro 1 mondial du Transport Express aérien de colis et documents de porte à porte (40 000 personnes dans 223 pays), DHL mise essentiellement sur la qualité des Hommes dans sa stratégie. En France, nous sommes aujourd'hui 1400 collaborateurs sur 24 sites.

2 ORGANISATEURS

En relation avec les utilisateurs et vos homologues européens, vous participez à la mise en place (recueil des besoins, tests, choix des solutions fonctionnelles et organisationnelles, paramétrage, formation des utilisateurs,...) : • soit, de nouvelles applications utilisées par nos centres opérationnels répartis dans toute la France. **Réf. 212/A** • soit, de nouvelles applications marketing (fichier clients) ou commerciales utilisées par notre force de vente. **Réf. 212/B**
A 25 ans environ et de formation supérieure (bac + 4/5), vous bénéficiez d'une première expérience de mise en place de systèmes d'information complexes. Votre esprit d'équipe, vos capacités d'analyse, votre puissance de travail ainsi qu'un relationnel efficace vous permettront de réussir à ce poste.

1 CHEF DE PROJET UTILISATEURS

Interlocuteur privilégié de la Direction des Opérations et de responsables de projets européens, vous avez la responsabilité de la mise en place et du déploiement (environ 20 centres opérationnels) des nouvelles applications concernant cette direction. Avec votre équipe, vous avez également pour objectif l'optimisation des solutions existantes en ce qui concerne les aspects techniques, fonctionnels et organisationnels.
A 28 ans environ et de formation supérieure (bac + 4/5), vous pouvez faire état d'une expérience réussie en matière de management de projets. Doté d'un excellent relationnel et d'un grand sens du service, pragmatique, vous aurez à coeur d'offrir à nos utilisateurs les solutions les plus à même d'améliorer leur efficacité. **Réf. 213**

Pour tous ces postes, une grande mobilité et une réelle maîtrise de l'anglais sont indispensables.
Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre de motivation et CV sous la réf. choisie à DHL, *Service emploi-recrutement*, ZI Paris Nord II, BP 50252, 95957 ROISSY CDG.



LBW

PRENDRE LA RESPONSABILITE DE LA MISE EN PLACE DE LA GPAO AVANT D'EVOLUER VERS UNE FONCTION OPERATIONNELLE

Reims - Leader européen dans son domaine de spécialité, ce groupe français (*1,4 milliard de chiffre d'affaires*) recherche, pour l'une de ses filiales, le chef de projet qui saura mettre en place le module GPAO (contexte production mécanique par lots). Après l'installation des modules comptable et gestion commerciale du progiciel Mouvex, le chef de projet recherché devra définir la structure des nomenclatures et gammes, mettre en place une chaîne achat et assurer le bon fonctionnement des systèmes en liaison avec les utilisateurs, l'informatique ainsi que la comptabilité industrielle. Pour tenir ce poste, il faut avoir acquis une expérience de la conduite de projets similaires en équipes pluridisciplinaires si possible dans un contexte de culture anglo-saxonne. Idéalement, le candidat possède un diplôme d'ingénieur (ENSAM, INSA...) et un 3e cycle en gestion. La pratique de l'anglais est souhaitée. A la fin du projet, le candidat doit évoluer vers une fonction opérationnelle dans le monde industriel. Ecrire à Philippe LESAGE en précisant la référence PHL/CPM - **PA Consulting Group - 114, avenue Charles de Gaulle - 92522 NEUILLY Cedex - Tél. 01.40.88.79.75.**

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

Sciences et Santé

SIGMA CONSEIL
recherche

JEUNES INGENIEURS INFORMATICIENS

■ **Profil 1 :** connaissances impératives : **C et API WINDOWS.**
connaissances souhaitées : **format fichiers graphiques BMP et NSDK1.**

■ **Profil 2 :** connaissances impératives : **POWER BUILDER.**
connaissances souhaitées : **ORACLE et DBASE.**

Adresser CV à SIGMA CONSEIL-12 rue Marbeuf 75008 - Paris

Vos compétences en biotechnologies végétales et votre sens relationnel au service d'une agriculture performante et durable !

Monsanto AGRICULTURE

Groupe international : 10 Milliards de dollars de CA - 30 000 personnes - 2e Agrochimiste mondial
Leader dans les biotechnologies.

Pour contribuer à notre croissance en France et à nos projets d'avenir ambitieux fondés sur l'innovation, nous recherchons un

COORDINATEUR SCIENTIFIQUE H/F

Vous serez sur le plan national l'interlocuteur privilégié notamment auprès du monde industriel, du monde scientifique (INRA, CNRS...) et de nos partenaires commerciaux (Semenciers, Coopératives...) pour préparer l'arrivée sur le marché de nos produits issus des biotechnologies végétales.

Au coeur de la communication, vous assurez l'information et la formation scientifique de tous les acteurs internes et externes et élaborez nos documents techniques de référence. Vous serez également l'interface de nos centres de recherche sur le plan international.

Environ 30 ans, scientifique de haut niveau, diplômé d'études supérieures en Biologie (*Doctorat ou équivalent*) avec une spécialisation en Génie Génétique, vous souhaitez orienter votre carrière vers l'industrie et avez envie de faire partager votre savoir et votre passion pour ces nouvelles technologies en participant activement à un des enjeux majeurs de demain.

Vous êtes autonome, disponible, rigoureux et possédez un excellent sens relationnel. Vous parlez l'anglais couramment.

Votre réussite dans ce poste et votre ambition vous ouvriront de réelles perspectives sur le plan national et/ou international.

Le poste est basé en proche **banlieue Lyonnaise.**

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (C.V. et *prétentions) sous réf.* RV 69, *à notre Conseil qui vous garantit une stricte confidentialité.*

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

COGEPLAN 8, rue Duquesne - 69006 LYON
2, rue Louis David - 75116 PARIS

ARS COM

Installateur et loueur de système de radiocommunication

recherche pour dept. location

☐ UN JEUNE TECHNICIEN

débutant accepté,
disponible pour déplacements
France et Etranger

Envoyer lettre manuscrite, CV + photo au
189, rue d'Aubervilliers
75886 PARIS Cedex 18

Informatique - Réseaux Télécommu[nications]

TOTAL

Groupe pétrolier et gazier, exploration-production, raffinage-distribution, chimie, TOTAL est actif dans plus de 100 pays.

Pour accompagner le développement de nos activités Amont, nous recherchons des

Géologues Géophysiciens

Après une période d'intégration à nos équipes et à nos techniques à Paris ou au sein de notre Centre Scientifique de St Rémy les Chevreuse, nous vous proposons de participer à nos projets d'exploration ou de développement de gisements dans les domaines qui sont les vôtres.

Vous êtes Ingénieurs ou Universitaires, Jeunes Diplômés ou possédez déjà une expérience dans le secteur pétrolier.

Vous souhaitez valoriser vos compétences dans un contexte international en participant à des projets ambitieux.

Vous avez le sens du défi technique et le goût de l'innovation.

Vous aimez le travail d'équipe tout en sachant rester autonomes sur vos projets.

Vous êtes géographiquement mobile et, bien sûr, vous parlez anglais (l'espagnol serait un plus).

Merci d'adresser vos candidatures (lettre de motivation, C.V. et prétentions), en précisant sur l'enveloppe la référence : TOTAL/GEOL/M1/97 (pour les Géologues) TOTAL/GEOP/M1/97 (pour les Géophysiciens) à Guilhem SERVENT, Service Recrutement, aux bons soins d'EUROMESSAGES 78 bd de la République 92514 BOULOGNE Cedex qui transmettra.

VOUS NE VIENDREZ PLUS CHEZ NOUS PAR HASARD

TOTAL



Pasteur Mérieux MSD
les Vaccins pour la Vie

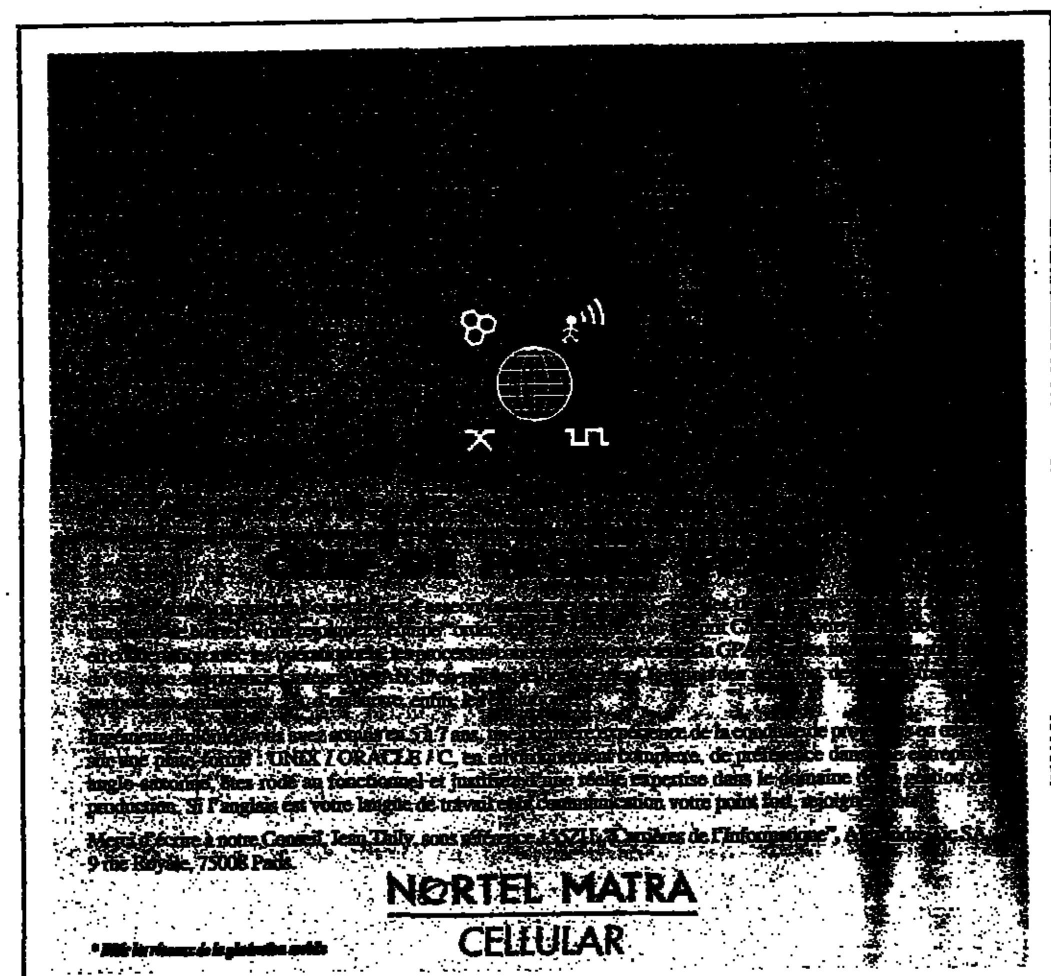
Leader Européen du vaccin répondant aux besoins de Santé Publique en Europe, et distribuant la plus large gamme de vaccins, **nous recherchons un**

RESPONSABLE DES SYSTÈMES D'INFORMATION EUROPE

Dans une logique de maîtrise d'œuvre, vous êtes le pilote de nos projets européens, et définissez l'organisation, les outils et les moyens appropriés pour optimiser notre SI, afin d'offrir le service maximal à nos utilisateurs. Rattaché à notre DAF, vous êtes un adepte du « Net Working » et managez l'activité des 15 informaticiens de nos 5 filiales européennes.
De formation supérieure (Master degree minimum), vous avez acquis pendant ces 5 dernières années, une réelle expérience de la gestion de projets internationaux, et bien sûr, maîtrisez les technologies et les outils inhérents à l'exercice de ces responsabilités.
La connaissance de SAP R/3 et/ou de l'industrie pharmaceutique sont des atouts pour réussir dans cette fonction.
Bilingue anglais, vous maîtrisez le français comme langue de travail et êtes disponible pour des déplacements fréquents en Europe et aux Etats-Unis. Le poste est basé à Lyon.

Si vous souhaitez être le promoteur de notre action, via le SI, et ainsi contribuer à notre réussite dans les années à venir, merci d'adresser votre candidature à notre conseil, Florence Couroud, sous référence 1754/LM.
ALEXANDRE TIC, 7 rue Servient, 69003 Lyon.

ALEXANDRE TIC
Certifié ISO 9001



Nous sommes un groupe spécialisé dans les composants et systèmes en hyperfréquences. Dans le cadre de notre croissance, nous recrutons un

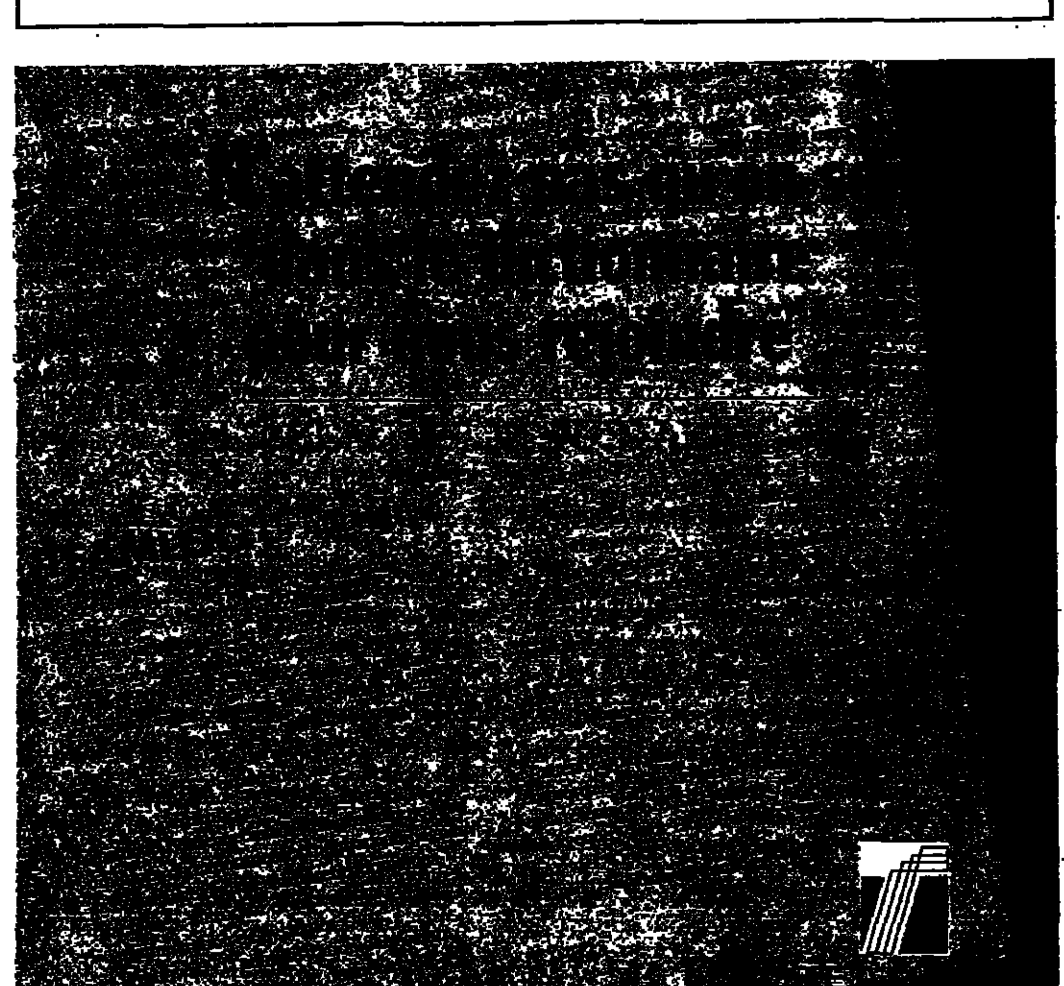
Responsable industriel

Sous la responsabilité du Directeur Général, vous supervisez l'ensemble des actions de nos différents services : Bureau d'Etudes, Méthodes, Logistique, Achats et Production.
Véritable moteur dans la recherche constante de l'amélioration de la productivité, vous mettez en œuvre avec votre équipe (40 personnes environ) tous les moyens pour atteindre cet objectif notamment par la réduction des coûts de conception et de production.
De formation supérieure en Electronique ou Mécanique, Ingénieur de préférence, vous êtes doté d'une expérience de 10 ans environ dans le management d'un service Méthodes ou Production.
Discrétion et confidentialité assurées.
Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant la Réf. LM / 317 sur l'enveloppe à : TOUCCAN - 26, rue Jacques Dulud 92200 Neuilly-sur-Seine qui transmettra.

Région parisienne Ouest

Sema Group [...] groupes europé[ens] l'information.
Fort de 14 000 [...] intervenons [...] dans tous les [...] Nous mettons [...] de grands proj[ets] participent [...] à la réussite à [...]

SEMA



Leader européen de la distribution de produits et de fournitures industriels, la Logistique est au cœur de notre métier. Elle concrétise notre offre commerciale et concurrentielle, elle valorise notre qualité de service, elle joue un rôle déterminant dans nos résultats...

Nous considérons que, dans ce domaine aussi, nous devons à nos clients une efficacité exemplaire, et nous recherchons, pour mettre en œuvre une ambitieuse stratégie de modernisation et d'optimisation de notre organisation de stockage et de transport disposant d'un réseau complet sur la France et d'une importante flotte interne et externe de camions, un

Ingénieur Logistique

Responsable d'un site pilote et d'un réseau d'entrepôts

Basé dans une grande métropole, vous dirigerez le site le plus important de la région et vous en ferez à court terme un modèle pour l'ensemble des dépôts régionaux existants ou à créer. Dans ce cadre, vous proposerez et vous mettrez en place une structure conforme à nos objectifs, vous conduirez sa certification ISO 9002, vous définirez les équipements, l'organisation et les modes de fonctionnement des implantations locales. Plus généralement, vous contribuerez à l'optimisation continue de la Logistique au niveau national.

Ce poste de haut niveau s'adresse à un Ingénieur diplômé en Logistique ayant acquis, au cours d'une expérience de 5 à 10 ans, de solides compétences en entreposage et transport, et ayant démontré des qualités d'encadrement, d'animation et de contact.

Votre réussite vous ouvrira de réelles perspectives d'évolution au sein de notre Groupe. L'anglais serait à ce titre un atout.



Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo, sous la référence MO/314/OT à notre Conseil, qui vous garantit une totale confidentialité.

MILO Ressources Humaines - 41, Bd Malesherbes - 75008 Paris

JP Morgan : des Info[...] d'Avant-Garde dans le [...]

JPMorgan

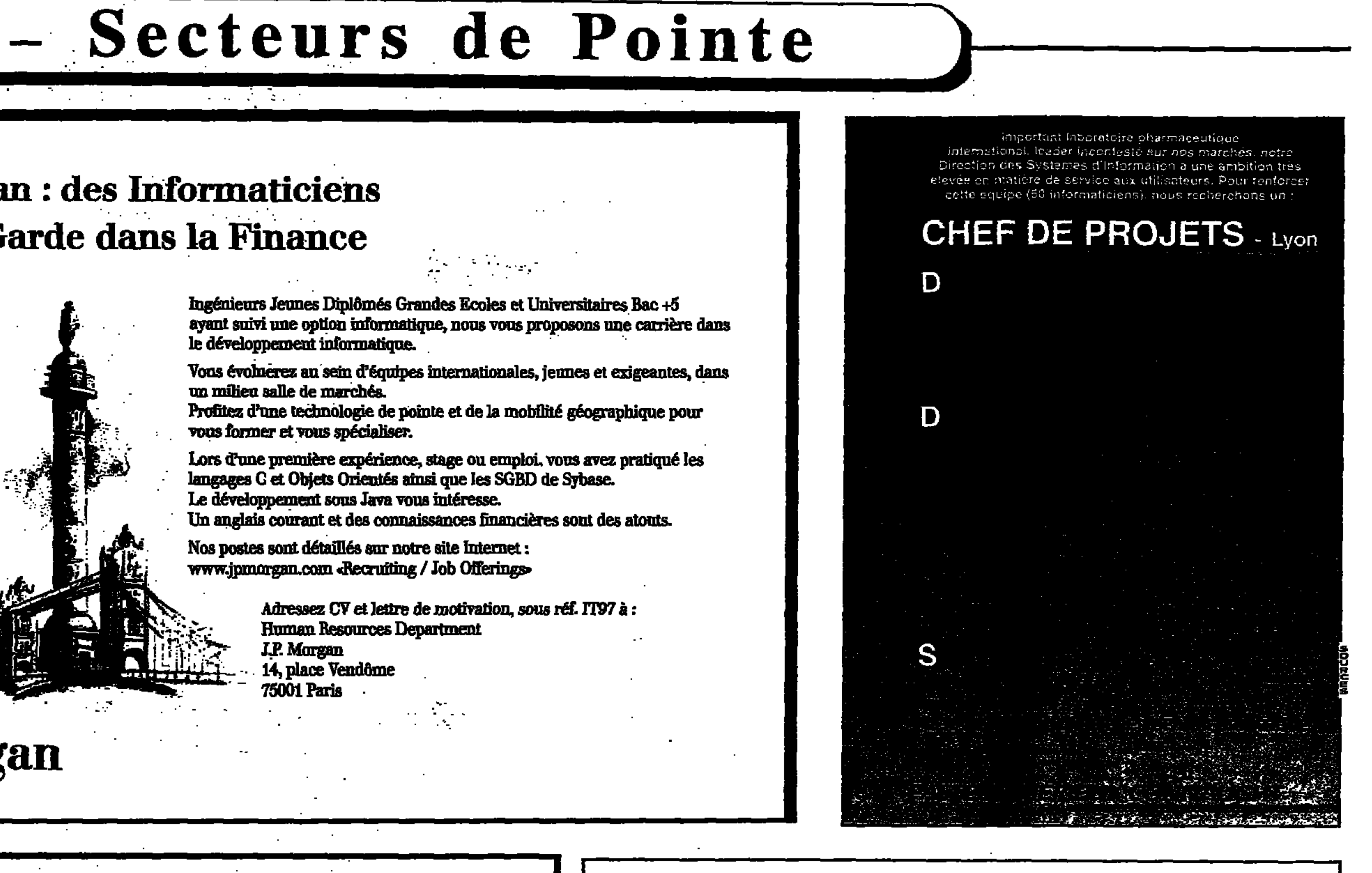
[P]rojets stratégiques

CESIA

Consultan[ts]
[e]n Organisation et Systèmes

مكتبة بن زيد

…cations – Secteurs de Pointe



J.P. Morgan : des Informaticiens d'Avant-Garde dans la Finance

Chez J.P. Morgan, banque d'affaires et de marchés, *nous formons* les meilleurs pour être les meilleurs. Notre réputation de qualité, de service et d'innovation s'appuie sur la force *de nos équipes.*

Ingénieurs Jeunes Diplômés Grandes Ecoles et Universitaires Bac +5 ayant suivi une option informatique, nous vous proposons une carrière dans le développement informatique.

Vous évoluerez au sein d'équipes internationales, jeunes et exigeantes, dans un milieu salle de marchés.
Profitez d'une technologie de pointe et de la mobilité géographique pour vous former et vous spécialiser.

Lors d'une première expérience, stage ou emploi, vous avez pratiqué les langages C et Objets Orientés ainsi que les SGBD de Sybase.
Le développement sous Java vous intéresse.
Un anglais courant et des connaissances financières sont des atouts.

Nos postes sont détaillés sur notre site Internet :
www.jpmorgan.com «Recruiting / Job Offerings»

Adressez CV et lettre de motivation, *sous réf. IT97* à :
Human Resources Department
J.P. Morgan
14, place Vendôme
75001 Paris

JPMorgan

important laboratoire pharmaceutique international, leader incontesté sur nos marchés, notre Direction des Systemes d'Information a une ambition très elevée en matière de service aux utilisateurs. Pour renforcer cette equipe (50 informaticiens), nous recherchons un :

CHEF DE PROJETS - Lyon

D

D

S

… des projets stratégiques de la finance

Pour participer à de grands projets (nouveaux canaux de distribution, passage à l'euro, mondialisation des services et des infrastructures), nous souhaitons intégrer des ingénieurs grandes écoles au sein de notre pôle Finance (banque, assurance, marchés financiers).

◆ **CONSULTANTS *EXPÉRIMENTÉS* (Réf. : CE)**
Vous justifiez d'une expérience professionnelle reconnue de 5 à 8 années en entreprise ou en conseil en management, acquise dans les domaines de pointe de la banque, de l'assurance ou des marchés financiers (organisation, conception de systèmes d'information, audits, schémas directeurs...). Vous souhaitez valoriser vos compétences et relations professionnelles dans une structure innovante.

◆ **CHEFS DE PROJET (Réf. : CP)**
Votre expérience d'au moins 5 années en développement de systèmes d'information, acquise dans les domaines de la banque, de l'assurance ou des marchés financiers, vous permettra de mener des missions d'étude et de gestion de projets. Vous avez une bonne pratique de l'un de ces environnements :
- *Unix, Oracle, NSDK ou Powerbuilder ;*
- *IBM, CICS, DB2.*

◆ **INGÉNIEURS (Réf. : ICD)**
Vous avez acquis une expérience d'au moins une année en conception et/ou réalisation dans l'un des environnements suivants :
- *Unix, Oracle, NSDK ou Powerbuilder ;*
- IBM, CICS, DB2. La connaissance de Pacbase constitue un atout supplémentaire.
Vous participerez à des projets ambitieux qui vous permettront rapidement d'exprimer votre talent et votre enthousiasme.

…s premiers …nologies de … eurs, nous … le monde, … économie. … et gérons … tiques qui … tégiques et … nos clients.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence choisie à :
Sema Group-Service du recrutement,
16 rue Barbès, 92126 Montrouge Cedex.
http : //www.semagroup.com

…OUP

MEDIA SYSTEM

INGÉNIEUR
CONCEPTION MÉCANIQUE ET THERMIQUE

D[illegible] R&D, vous contribuez au développement et au suivi de l'infrastructure du radiotéléphone [illegible] GSM, DCS ou PCS. Vous êtes responsable de la mise en œuvre des produits en mécanique, thermique [illegible]. Vous concevez et assurez la mise en production des produits intégrant électronique et [illegible].

[illegible] ingénieur, vous complétez une expérience d'environ 3 ans, par des compétences en conception mécanique d'[illegible] électroniques et Radio et des connaissances en outils CAO souhaitées. Vous alliez [illegible] et sens relationnel pour ce travail en équipe. Un bon niveau d'anglais est indispensable.

Pour ce poste basé à Guyancourt (78), adressez vos lettre de motivation, CV, photo et prétentions sous la référence CM7/LM1, à Nortel Matra Cellular, DRH, Armelle Commelin, 1 place des Frères Montgolfier, 78042 Guyancourt.

NORTEL MATRA CELLULAR

MEDIAPA



CESIA — CONSEIL EN ORGANISATION ET SYSTÈMES D'INFORMATION

Conduire des missions de **conseil en organisation et en systèmes d'information**, réaliser des **études stratégiques sur les nouvelles technologies de l'information *et de la communication*,** c'est ce que nous proposons à des :

Consultants
en Organisation et Systèmes d'Information

(X, Mines, Sup Aéro, INSA, HEC, ESSEC ...)

3 Senior Consultants, ayant une première expérience réussie de deux à trois *années en cabinet de conseil* ou en entreprise *dans le* domaine de l'organisation, des systèmes d'information *et des télécommunications.* *(Réf. FHB132SC)*

4 Junior Consultants, avec ou sans première expérience, faisant preuve d'une réelle motivation pour le métier de conseil et pouvant faire état d'une formation de base dans le domaine *des systèmes d'information* et des télécommunications. *(Réf. FHB132JC)*

Partenaire privilégié des grandes entreprises du secteur tertiaire privé et public, ainsi que des grandes organisations *internationales, les missions qui nous sont confiées sont à* **forte valeur ajoutée** (études stratégiques, audits, schémas directeurs, assistance à maîtrise d'ouvrage ...).

Pour faire face à une croissance rapide de notre activité ***en France et à l'étranger*** *(Russie, pays de l'Est, Chine, Inde ...)* et notamment dans le domaine des services financiers et auprès des grands opérateurs Télécom, nous devons renforcer nos équipes par des Consultants à fort potentiel *et aptes à prendre rapidement des responsabilités au sein de notre cabinet.*

Impérativement diplômés d'une Grande Ecole (d'ingénieurs ou de commerce), les candidats devront **parfaitement maîtriser l'anglais.**

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) en précisant la référence correspondante à Florence Hadjab, Actide Recrutement, 43/45 rue Marius Jacotot, 92800 Puteaux.

Actide RECRUTEMENT

MEDIAPA



SFAC ASSURANCE CRÉDIT

La SFAC - 900 personnes plus de 2,4 Milliards de Frs de CA en 1996 - est une des sociétés du groupe EULER, plus de 2200 collaborateurs répartis en Europe et aux USA - 5 Milliards de Frs de CA, numéro 1 mondial sur le marché de la protection et la gestion du compte-clients *des entreprises.*
Nous recherchons, dans le cadre de schémas directeurs ambitieux des

EULER

P[illegible] ÉTOILE

Responsables de Projets Informatiques

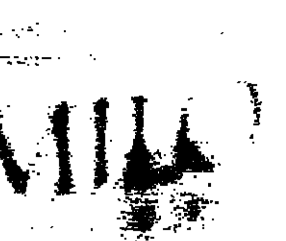
Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation Grandes Ecoles d'Ingénieurs ayant nécessairement une expérience de 3 à 5 années de la conduite de projets en environnement méthodologique.

Pour des missions où conception et mise en oeuvre sont étroitement liées, nous recherchons des candidats autonomes, dotés d'excellentes qualités relationnelles, capables de conduire des équipes dans un contexte technique et fonctionnel de haut niveau.

Nous assurons à des candidats ambitieux et performants une évolution motivante au sein de nos Directions en France ou à l'étranger. La pratique de la langue anglaise est nécessaire. Nous n'excluons pas de cette recherche les débutants à fort potentiel.

Merci d'envoyer lettre, CV, *prétentions* et salaire actuel sous référence EU97 à EL CONSEIL - 67, rue d'Amsterdam - 75008 Paris, qui vous garantit toute confidentialité.

Publipanel



Marketing - Communication



RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU **MONDE** SUR :
INTERNET http://www.cadresonline.com MINITEL 3615 cadresonline (2,23 F/mn) MINITEL 3615 LEMONDE (2,23 F/mn) INTERNET http://www.lemonde.fr/emploi

---

Communication RH



Interlocuteur privilégié de nos clients - DRH, responsables du recrutement, vous bâtissez des plans de communication pour répondre à leurs besoins de recrutement : campagnes annuelles, annonces ponctuelles, outils hors média : marketing direct, multimédia, événements, etc.

Responsable d'une équipe de deux chefs de publicité vous coordonnez et approfondissez leur travail, en apportant un regard extérieur et critique pour *renforcer la cohérence des actions menées,* développer de nouvelles propositions, affiner notre démarche de service-client.

Votre capacité d'analyse, votre ouverture sur le monde de l'entreprise et votre goût pour l'environnement Ressources Humaines font de vous un interlocuteur apprécié et écouté : votre esprit *créatif* et curieux vous permettra de vous intégrer dans une structure qui privilégie *l'épanouissement des personnalités* fortes et autonomes.

Vous avez impérativement une bonne connaissance des médias, beaucoup d'aisance *rédactionnelle* et une véritable présence face à vos clients pour proposer, convaincre, séduire et fidéliser.

A 27/ 30 ans, de formation supérieure littéraire ou commerciale, vous avez une expérience de la gestion de budgets dans un univers proche du nôtre et l'envie de prendre plus de responsabilités et d'autonomie dans votre métier.

Adressez votre candidature : lettre, CV, photo sous réf CG à notre Conseil qui traitera votre dossier en toute confidentialité :
DPC - 78, rue des Archives 75003 PARIS.

L'Union des Assurances Fédérales recherche pour sa branche vie (CA Vie = 17,9 Mds de Francs), un

CHEF DE PRODUITS VIE CONFIRMÉ

H/F

Au sein d'une équipe de 5 personnes, *vous coordonnez l'élaboration* et l'évolution des produits, vous rédigez tous documents *nécessaires au* lancement et à la vie des contrats.

D'autre part, vous proposez des solu*tions permettant le développement* commercial et l'équilibre des résultats *techniques, vous suivez* les *innovations* de la concurrence et le positionnement *des produits sur le marché.*

Vous participez à la mise en place des procédures de gestion administrative, vous apportez une assistance technique au réseau commercial et aux services de gestion et animez les actions de formation.

A 30 ans environ, de formation Bac + 5 (spécialisé en assurance), vous possédez de solides bases juridiques et marketing et justifiez d'une expérience minimum de 5 ans dans une fonction équivalente. Créativité, force de proposition, sérieux, qualités rédactionnelles sont vos atouts complémentaires.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions à Union des Assurances Fédérales, DRH Recrutement, Réf. CPC97, Sylvie Maillard, 27 avenue Claude Vellefaux, 75499 Paris Cedex 10.

UNION DES ASSURANCES FEDERALES

MEDIAPA

Groupe de communication Paris

Responsable de développement

(HEC, ESSEC, Sc. Po)

Vous avez fait la preuve de vos qualités de développeur dans une activité de services et de communication. Passionné et créatif, vous savez écouter et convaincre des interlocuteurs de haut niveau. (Réf. 44896/1)

Chargé de production événementiel vidéo

À 30 ans environ, vous avez une expérience d'au moins 5 années dans le domaine de l'événementiel *et vous connaissez* bien les *métiers* de la vidéo. Intégré aux équipes de projets, *vous établissez les budgets de conventions* et en assurez la production. Vous aimez travailler en équipe et vos qualités relationnelles font de vous un interlocuteur convaincant. (Réf. 44896/2)

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence choisie à Press Emploi, *26 rue Salomon-de-Rothschild, 92150 Suresnes.*

Directeur de clientèle
Edition/Multimédia

Notre agence - 30 personnes - est la première agence indépendante sur un marché spécialisé de la *communication d'entreprise.*

Pour nous accompagner dans le développement de notre département Édition (journaux internes, rapports annuels, plaquettes institutionnelles...) et participer à la mise en place de l'activité Multimédia, nous souhaitons intégrer à notre équipe un Directeur de Clientèle.

A 30 ans, de formation Bac + 4/5, vous avez nécessairement acquis une expérience similaire d'au moins cinq ans, et souhaitez valoriser davantage vos talents de conseil à haut niveau auprès des entreprises et vos qualités de développeur.

Nous vous offrons l'appui logistique, les références et les qualités créatives qui vous permettront de franchir un palier important de votre évolution professionnelle.

Merci d'écrire avec CV et prétentions en précisant la réf. 15660 *sur lettre et enveloppe à notre conseil :* TPA - 54, boulevard Saint-Michel - 75006 PARIS.

TPA

Bienvenue • Welcome • Bienvenido

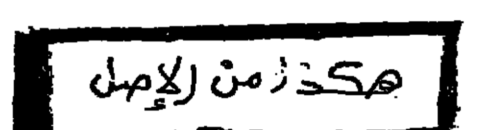
Anne COUSIN GIARD rejoint la Société DROUOT-L'HERMINE CONSULTANTS. Après une première expérience professionnelle aux Etats-Unis, elle a acquis une expérience de 12 ans de conseil en recherche de cadres et dirigeants pour le compte de sociétés françaises, européennes et américaines.

Son arrivée s'inscrit dans le cadre du renforcement de l'activité internationale de Drouot-L'Hermine Consultants, membre fondateur du réseau INAC. Ce réseau, *en développement constant, est déjà présent dans les principaux pays européens,* en Pologne, aux Etats-Unis et en Afrique du Sud.

DROUOT-L'HERMINE
CONSULTANTS

membre de Syntec

Cape Town - Cologne - Lisbon - London - Madrid - Orleans - Paris - Philadelphia - Warsaw



Le Monde des Cadres



CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS

PROFESSEURS TITULAIRES DE CHAIRES

Neuf Chaires de Professeurs titulaires sont mises au concours par le Conservatoire National des Arts et Métiers dans les domaines suivants :

- **Développement international des entreprises**
- **Gestion financière**
- **Instrumentation**
- **Chimie industrielle - génie des procédés**
- **Economie de la technologie et de l'innovation**
- **Matériaux céramiques et verres**
- **Droit des affaires**
- **Fonction personnel : gestion et développement**
- **Statistique et modélisation**

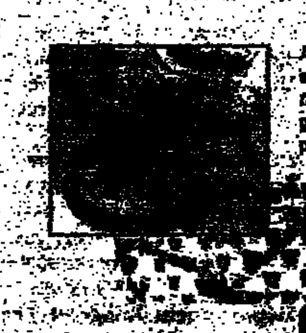
Ces vacances de chaires ont été publiées au Journal Officiel du 10 avril 1997.

Les candidats doivent attester de compétences professionnelles de très haut niveau dans les domaines requis et avoir contribué, par leurs enseignements et leurs travaux, à faire progresser l'analyse, la réflexion et la recherche des champs sur lesquels ils postulent.

Les candidatures sont à adresser à :
Monsieur l'Administrateur Général du Conservatoire National des Arts et Métiers - Service du Personnel - 292, rue Saint-Martin - 75141 Paris cedex 03, qui accusera réception de votre dossier.

Date limite de dépôt des candidatures : 5 juin 1997

Cnam CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS



À la pointe de l'innovation technologique depuis plus de 100 ans, NORTEL met en œuvre partout dans le monde les réseaux de télécommunications numériques les plus performants. Résultat de cette dynamique, le groupe génère un revenu mondial de plus de 12,8 milliards de dollars et emploie plus de 16 000 personnes en Europe.

CONSULTANT FORMATEUR

Membre à part entière de l'Équipe [illegible] et Développement Europe, vous aurez pour mission de coordonner et d'animer des formations destinées à aider les cadres européens de NORTEL à développer leurs compétences managériales.

Homme ou femme doté d'une solide expérience de la formation, générale ou spécialisée management, vous maîtrisez l'anglais et le français (une autre langue européenne serait un plus). Vous êtes mobile et vous aimez travailler dans un environnement [illegible]. Vous êtes prêt à vous investir dans une mission d'une durée [illegible].

Bâtissez avec nous les réseaux européens d'entreprise

Pour ce poste, merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV français et anglais), en mentionnant sur l'enveloppe et sur la lettre la référence ENA 01947 à NORTEL, Service Recrutement Europe, 33 quai Paul Doumer, Paris La Défense, 92415 Courbevoie Cedex.

D'autres opportunités existent au sein de notre société. Si nous rejoindre vous motive, vous pouvez nous envoyer votre candidature sous la référence ENA 01947.

NORTEL NORTHERN TELECOM
Un monde de réseaux



Créée en 1984, AIDES est une association de lutte contre le sida reconnue d'utilité publique. AIDES est présente dans 106 villes (métropole et DOM-TOM) par le biais d'un réseau national de 3 600 volontaires. Son objectif : construire une stratégie de réponses adaptées à l'évolution de l'épidémie impliquant tous les acteurs de la lutte contre le sida.

Dans le cadre de nos actions de formation interne, nous recherchons un

Formateur référent h/f

Vous prenez en charge :

- l'organisation des formations autour de la vie associative (permanents et volontaires) dans le cadre du soutien aux comités AIDES (*déplacements fréquents et de courte durée en province*),
- l'encadrement et le suivi de formateurs et intervenants,
- le soutien méthodologique des coordinateurs de programme dans la mise en place et l'évaluation des formations thématiques,
- le conseil en formation et le soutien aux comités régionaux,
- la production et le bilan annuel des actions pédagogiques et de ses évaluations.

Vous participez également à l'élaboration des programmes des événements nationaux (Assises, Journées Nationales, Journées Thématiques).

Ayant une bonne expérience de formation professionnelle, vous connaissez l'épidémie à VIH, et AIDES si possible. Vous possédez d'excellentes capacités rédactionnelles, de synthèse et d'organisation. Disponible, vous avez une grande capacité de discernement et de travail. Votre excellent relationnel ainsi que vos facultés d'adaptation vous seront indispensables pour travailler fréquemment en équipe et coordonner le montage de programmes de formation et d'événements nationaux. Vous maîtrisez l'outil informatique (Word 7 et Excel 7 sur PC). Bien sûr, vous êtes motivé par la lutte contre le SIDA.

Pour ce poste en CDI à 4/5ème de temps, merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo + prétentions, sous référence LM-FR/DE portée sur l'enveloppe, au Directeur Administratif et Financier, AIDES Fédération Nationale, 23 rue de Château-Landon, 75010 Paris.

MEDIAPA

Directeur Pédagogique

Groupe de formation universellement reconnu

300 KF — **Lyon**

Exceptionnelle opportunité, pour un professionnel reconnu de la formation de contribuer, à Lyon, au développement d'un groupe leader.

LA SOCIETE
- CA 200 MF, 350 personnes.
- Présence dans toute la France.
- Importants projets de développement en Rhône-Alpes.

LE POSTE
- Sous la responsabilité du Directeur Régional, à la tête d'une équipe pédagogique d'une vingtaine de personnes, vous :
  - assurez la mise en œuvre, sur Lyon, de l'ensemble de notre offre pédagogique,
  - élaborez et suivez quotidiennement les différents plannings des formateurs et des élèves, en optimisant l'utilisation de nos différents locaux et des supports techniques disponibles,
  - recrutez avec rigueur et coordonnez les équipes de formateurs en veillant au respect strict et à la qualité des enseignements proposés,
  - assurez un véritable rôle de conseil interne auprès du responsable de la région à travers notamment l'élaboration d'offres spécifiques pour nos clients.

PROFIL RECHERCHÉ
- Bac + 4/5 avec 5 ans minimum d'expérience comme enseignant et animateur d'équipes de formateurs.
- Très bonne connaissance de l'environnement de l'enseignement et de la formation, notamment sous ses aspects contractuels (rectorat, diplômes d'état...).
- Rigoureux, avec le souci de la discipline et du résultat.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet et rémunération actuelle sous réf. 70408/LMa à *N.B.S. 44 rue du Colisée, 75008 PARIS.*

Aberdeen - Birmingham - Bristol - City - Edinburgh - Glasgow — Leeds - London - Manchester - Slough - Madrid - Paris

NBS Selection-France — NBS — Selection and Search

A BNB Resources plc company — ISO 9002 Registered

LBW

AgecsA — ***L'Association de GEstion des Centres de SAnté***

5 Centres de Santé dans des quartiers urbains de Grenoble
42 praticiens (médecins, paramédicaux), budget de 19 millions de francs.

recrute son **Directeur général**

Ses missions
Dans le cadre des orientations définies par le Conseil d'Administration, il assure :
- l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des actions de soin et de prévention,
- la responsabilité des ressources humaines et financières de l'association,
- l'adaptation des outils de gestion à l'activité des centres,
- les relations avec les différents partenaires institutionnels.

Son profil
De formation supérieure, si possible médicale, il a une expérience :
- en matière d'animation d'une structure ayant des objectifs de santé publique,
- en matière de gestion et de management.

Adresser candidature et CV à :
Monsieur le *Président* de l'A.GE.C.SA. - 64, place des Géants - 38100 GRENOBLE

Important groupe de Sociétés dans le domaine du Bâtiment
recherche pour la Région Parisienne son

Directeur du Développement

Formation HEC, ESTP..+ expérience confirmée du secteur Bâtiment

Rattaché au Président de la Holding, de formation supérieure HEC, ESTP..., âgé d'une quarantaine d'années, vous assumez le développement des différentes sociétés du groupe (sociétés tous corps d'état et corps d'état secondaires).

Vous proposez et mettez en œuvre la politique commerciale. Doté d'une forte capacité d'animation d'équipes et d'une grande aisance en matière de communication, négociateur de haut niveau, vous concrétisez favorablement les actions engagées avec un souci tout particulier de satisfaction de la clientèle.

Vous maîtrisez les techniques d'analyse des marchés, l'évaluation des coûts et des risques, la gestion administrative et financière de l'activité, la connaissance réelle et approfondie, de terrain... Vous possédez une excellente connaissance du réseau relationnel du secteur.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manus. de motivation, CV, photo et prétentions) sous réf. DDD/lm à IDEC - Ph LEMOINE - 2 av. Marceau 75008 PARIS. Confidentialité assurée.

IDEC

Le Monde des Cadres

Nous sommes
un GROUPE PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL
de plus de 10 000 personnes dans le monde,
implanté sur les cinq continents.
Dans le cadre de notre développement,
nous créons un poste de

Conseiller en organisation

Au sein du Département Organisation, rattaché à la Direction des Ressources humaines, vous participerez, avec les opérationnels, à la conception, à l'élaboration et à la mise en place de l'organisation des structures et des procédures de l'entreprise, en relation avec l'ensemble du Groupe. A l'écoute des principaux responsables, vous saurez les conseiller avec assurance et diplomatie. Pour réussir dans cette fonction, diplômé de l'enseignement supérieur (BAC + 5), vous avez acquis une première expérience de l'organisation dans une entreprise qui privilégie les relations humaines. Votre esprit d'analyse et de synthèse, votre sens de la communication et votre pouvoir de persuasion vous permettent d'être l'organisateur que nous recherchons, pour ce poste basé à Neuilly-sur-Seine.
Bien sûr, vous maîtrisez l'anglais.
Si vous souhaitez vous investir dans une entreprise performante et en perpétuelle évolution, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, en précisant la référence 44849, à PRESS EMPLOI, 26 rue Salomon-de-Rothschild, 92150 Suresnes, qui transmettra.

MEDIA SYSTEM

Groupe des Écoles des Télécommunications

L'École Nationale Supérieure des Télécommunications de Bretagne

recrute:

3 enseignants-chercheurs (site de Brest)

Profils souhaités :

Département Économie : double compétence d'ingénieur et d'économiste pour participer aux enseignements et renforcer l'expertise en économie et marketing des services. Capacité à encadrer des thèses et/ou recherches sur contrats.

Département Électronique : bonne connaissance de la conception des circuits numériques ou analogiques, expérience de la CAO et de l'enseignement, pour participer aux enseignements généraux d'électronique, contribuer aux activités de recherche du département et encadrer des stages et/ou thèses.

Département Image et Traitement de l'Information : solide culture mathématique (analyse numérique, optimisation, probabilités, statistiques...) pour concevoir et assurer des enseignements généraux ou spécialisés et participer à des recherches en traitement de l'image et de l'information.

Titres, travaux et expériences requis sont analogues à ceux des Maîtres de Conférences des Universités. Les fiches de postes détaillées sont disponibles sur demande.



Merci d'adresser C.V. et lettre de motivation à :
Monsieur le Directeur de l'ENST de Bretagne
B.P. 832 - 29285 Brest Cedex

MEDIA SYSTEM

Gilbert Louër,
Jérome Foucher de Brandois
développent leur activité de conseil en ressources humaines avec la création de leur cabinet

Partenaire Conseil RH

Nous recrutons par annonces de nouvelles compétences et développons la performance de l'organisation et des hommes. Notre expérience de dirigeant en entreprise est une valeur ajoutée pour nos partenaires.

Partenaire Conseil RH, 18 rue de la Pépinière, 75008 Paris.
Tél : 01 53 04 01 87 - Fax : 01 45 22 45 20.

Le bureau français d'une Organisation Non-Gouvernementale internationale recherche son

DIRECTEUR DE CAMPAGNES

Paris
Rattaché(e) au Directeur Général, vous définissez les objectifs, élaborez et mettez en oeuvre les stratégies de campagnes.

Vous justifiez d'une expérience préalable de plusieurs années dans le milieu des ONG. Vous avez une excellente connaissance des dossiers de l'environnement, idéalement une spécialisation dans le domaine énergétique.

Vous alliez à vos qualités de communication et de management une forte sensibilité aux problèmes de l'environnement qui vous permet de vous investir pleinement.

Vous parlez anglais couramment.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions (sous réf. 9762) à :
LE MONDE Publicité - 21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218 - 75226 PARIS Cedex 05, qui transmettra.

Compagnie Nouvelle de Conteneurs, transport international Rail-Route, leader sur son marché et en progression de 6 % l'an, recherche pour sa Direction Commerciale Continental (60 % du CA dont 40 % à l'international)

Un adjoint au directeur commercial

couvrant les champs suivants :

- *analyse des marchés, définition des produits,*
- *définition et pilotage de la politique tarifaire en fonction des marchés et de l'appareil de production en vue de maximiser la marge globale,*
- *communication commerciale,*
- *préparation des objectifs commerciaux des Régions fixés par le Président du Directoire, suivi de ceux-ci.*

Ils pourront être complétés, compte tenu du profil et de l'expérience du candidat par :

- *une fonction d'animation du réseau de vente,*
- *la responsabilité d'un certain nombre de grands comptes.*

Le poste est à pourvoir de suite au siège de la compagnie à Vincennes.

Le candidat recherché, âgé d'une trentaine d'années, diplômé d'une grande école de commerce, devra justifier d'une première expérience professionnelle réussie, si possible dans le domaine du transport, d'une grande rigueur doublée d'un esprit novateur et d'une capacité à travailler en équipe. Rémunération liée aux résultats. Nombreuses possibilités d'évolution au sein de la Compagnie dans les années à venir. La maîtrise d'une ou plusieurs langues étrangères en sus de l'anglais sera un plus apprécié.

Les candidatures (lettre manuscrite, CV, prétentions) sont à adresser sous réf. ADC 01, à :
CNC Transports - DRH - 8, avenue des Minimes
BP 57 - 94302 VINCENNES CEDEX

ERNOULT SEARCH

INFRAPLAN
ERNOULT SEARCH
OPTIMHOM

Formation Professionnelle



Vous avez un niveau d'étude bac + 2 minimum et une expérience professionnelle de plus de 3 ans alors, valorisez vos compétences en accédant à la formation **ACSI** homologuée au niveau II (maîtrise)

Programme Ingénieurs et Cadres Supérieurs de la Direction Régionale de la Formation Professionnelle

CONCEPTEUR EN SYSTEME D'INFORMATION
à MARSEILLE du 1-09-97 au 31-07-98

En 46 semaines dont une mission en entreprise de 16 semaines conduite en alternance par une équipe pluridisciplinaire, vous maîtriserez la conception de système d'information et l'organisation pour évoluer vers un rôle de responsable de projet et de conseil auprès des directions générales dans leur projet d'évolution.
Envoyez lettre de motivation, curriculum vitæ et photo à :

AFPA MARSEILLE - Pierre CAUSSE
BP 152 13384 MARSEILLE cedex 13
Tél 0491055728 - Fax 0491709395

Marketing-vente

INSTITUT COMMERCIAL DES ARTS ET MÉTIERS

ICSV

Cnam

- Cadre commercial, vous souhaitez valoriser et valider votre compétence professionnelle par un diplôme.
  Diplômé BAC+2 tertiaire, vous désirez acquérir une spécialisation pointue en marketing vente.
  Diplômé d'études supérieures, vous recherchez une double compétence technique et commerciale.
  L'ICSV – CNAM vous propose une formation qualifiante sanctionnée par :

UN DIPLÔME BAC+4
(Homologué niveau 2) en deux ans, en cours du soir ou en regroupements mensuels (selon les villes).

UN DESS
préparé en cours du soir prolonge cette formation, et est également accessible à des diplômés de 2e cycle

- Commercial ou technicien, vous souhaitez maîtriser les langages fondamentaux de la gestion commerciale.

L'ANNÉE FONDAMENTALE
vous permet d'accéder en 1 an à des compétences opérationnelles, d'intégrer l'ICSV – CNAM et de préparer ses diplômes..

AMIENS	03 22 89 16 24
ANNECY	04 50 09 22 53
BELFORT	03 84 58 18 01
BEZIERS	04 67 62 11 59
BORDEAUX	05 56 91 44 11
LILLE	03 20 29 86 67
LYON	04 78 61 06 04
NANTES	02 40 16 10 12
PARIS	01 40 27 25 15
ST ETIENNE	04 77 43 26 90
STRASBOURG	03 88 67 63 00
TOULOUSE	05 62 24 21 52
VERSAILLES	01 39 07 13 14

AFRAT — TOURISME RURAL EUROPEEN

- Pour occuper des fonctions d'encadrement du Tourisme en milieu rural (français et européen).
- Deux options :
  A) - Animer et Développer
  B) - Développer et commercialiser
- 700 H. Sept. 97 à Janvier 98. *Financement possible*
- BAC+3 ou exp. prof. + culture rurale
- Journée de sélection : 24 juin 1997.

Info dossier : AFRAT 38880 Autrans
Tél : 04.76.95.35.08 - Fax : 04.76.95.71.42

Université de Provence

DESS

Analyse Pluridisciplinaire des Situations de Travail

- **Objectifs :** *analyse du travail et GRH*
- **Public :** *salariés ou DE, Bac+4 et/ou validation acquis*
- **Contact :** 04.42.95.33.29/33.30

Chaque semaine, retrouvez la rubrique
"FORMATION PROFESSIONNELLE"
Pour vos annonces contactez
Michèle FERNANDEZ au
☎ 01.44.43.76.17 (Fax : 01.44.43.77.32)

هكذا من الأصل

Gestion - Finance

Contrôleur de Gestion en milieu industriel

Filiale française d'un Groupe international, nous concevons et réalisons des équipements de pointe nécessaires à de nombreuses industries, notamment dans les secteurs de haute technologie.
Nous recherchons le Contrôleur de Gestion d'une de nos usines, située dans l'Ouest de la France.

Fiabilité Garant des informations fournies à la Direction du site et aux services centraux, il maîtrise les systèmes et les processus d'élaboration de ces informations et contribue de façon déterminante aux prises de décisions au niveau de son unité *aussi bien qu'au niveau de l'entreprise et du Groupe.*

Sécurité *Responsable de l'exactitude, de la forme et des délais de production des* résultats mensuels, il en fournit une analyse détaillée, identifie les écarts et participe à la recherche de solutions correctives.

Anticipation *Membre du Comité du Direction de son unité, il lui apporte* toutes informations financières nécessaires au pilotage des activités (évolutions prévisibles des situations consatées, contrôle des dossiers d'investissement, suivi de la rentabilité...).

Vous avez complété votre formation supérieure par des études de type DECF et vous possédez au moins 5 ans d'expérience de la fonction. Vous y avez fait la preuve de vos qualités de communication et d'animation. Votre professionnalisme dans le domaine du contrôle de gestion en milieu industriel et votre capacité de partager les objectifs et les stratégies d'un groupe international vous ouvriront de réelle perspectives d'évolution.

Votre candidature (lettre, C.V. et photo) sera étudiée en toute confidentialité. Merci de nous l'adresser, en notant sur l'enveloppe la réf. MD/311.

Champ

Champ Libre - 5, rue des Liserons - 75013 Paris

Evoluez de l'audit vers la finance

Activités de Banque d'Investissement dans les pays émergents

Vous avez valorisé votre formation supérieure (Ecole de commerce, Ecole d'ingénieur, 3ème cycle universitaire) par une expérience de 4 ans environ dans le département « banque » d'un cabinet d'audit anglo-saxon. Les missions auxquelles vous avez participé vous ont permis d'acquérir une excellente maîtrise des techniques comptables des activités de Banque d'Investissement.

Nous sommes la filiale du CCF spécialisée dans les activités d'investissement dans les pays émergents : financement de projets, conseil et privatisations, gestion de la dette. Responsable de tous les aspects administratifs, comptables et financiers de l'activité, vous animez le contrôle de gestion et supervisez les back-offices. Vous faites évoluer les procédures de traitement et de contrôle des nouvelles activités. Vous assurez les relations avec les commissaires aux comptes, organisez les conseils d'administration et veillez au suivi des diligences juridiques. Enfin, vous êtes le conseil de la Direction en matière d'informatique et de gestion du personnel.

Vous avez une première expérience de management, vous parlez l'anglais couramment et vous avez participé à la maîtrise d'ouvrages informatiques. Vous souhaitez aujourd'hui évoluer dans un métier plus opérationnel, nous vous proposons de rejoindre une structure jeune et innovante, où vous pourrez apporter votre expertise en matière de conseil. Votre première mission réussie, nous vous offrirons de nouvelles perspectives de développement.

Pour ce poste basé à Paris, merci d'adresser votre candidature sous la référence LM/FIN au Crédit Commercial de France - Ressources Humaines - Banque d'Investissement - 103, avenue des Champs-Elysées 75419 PARIS Cedex 08.



L'EFFICACITÉ DISCRÈTE D'UNE GRANDE BANQUE

POLYCLINIQUE MCO - 156 lits
BOURGOGNE
Recherche son

DIRECTEUR

La nouvelle équipe de Direction, représentant l'ensemble des praticiens, a la volonté de se doter d'un Directeur ayant capacité à réaliser les projets, à restructurer l'organisation actuelle, à maintenir l'équilibre financier.
Il s'impliquera pour adapter la Polyclinique aux contraintes de l'environnement sanitaire et dynamisera les réseaux, lui permettant ainsi de remporter les nouveaux challenges.

Aux fins de promouvoir la nouvelle orientation du management, le profil et la mission du directeur seront redéfinis.
Il répondra devant l'ensemble des actionnaires de la politique de l'Établissement.

Votre mission au quotidien se déroulera aux côtés du Président et des différentes équipes.

Votre expérience et votre personnalité étant déterminantes, vous avez déjà l'expérience de cette fonction.

Seules seront prises en compte les candidatures répondant au profil requis.

Adressez votre dossier de candidature sous référence annonce n° A70410 à :



CHL Santé
EVALUATION DES RESSOURCES HUMAINES

CHL Santé
Christian LABEDAN
10, route de Bleury
89113 FLEURY-LA-VALLEE

Tél.: 03.86.73.80.64
Fax: 03.86.73.80.99

Recrutement et recherche directe de : • Praticiens • Cadres Administratifs • Cadres Soignants

Société en forte croissance,
filiale d'une banque d'affaires, spécialisée dans l'acquisition et la gestion de portefeuilles de créances immobilières, recherche URGENT des

Analystes

Paris 9ème

Rattaché au département Gestion opérationnelle vous assisterez les asset managers dans la gestion du patrimoine immobilier.

Votre travail consistera à préparer les comptes rendus techniques sur les actifs immobiliers, à travailler sur les business plans et les modélisations de cash flows.

Bénéficiant d'une formation spécifiquement immobilière (ICH, Mastère Spécialisé, DESS de Droit Immobilier, etc ...) renforcée par une pratique de deux à trois ans dans le secteur immobilier, vous êtes dynamique, impliqué(e), vos capacités d'analyse et vos qualités relationnelles vous permettront de vous intégrer rapidement et de réussir dans ce poste.

Votre anglais est courant et vous appréciez l'utilisation de la micro-informatique.

Si vous êtes intéressé(e), adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à **Tristan de La Courtie, Michael Page Finance**, 3 boulevard Bineau, 92594 Levallois Perret Cedex ou **tapez votre CV sur 3617 code MPage** ou connectez-vous au **http://www.mpfrance.com** sous la référence TDC16669.



Michael Page Finance
Le spécialiste du recrutement Financier

sdr Fodéré



La SODERE, organisme de financement, adossé à un grand Groupe Financier Français opérant dans une cinquantaine d'implantations mondiales, recrute son

Directeur du développement H/F

Vous êtes un véritable partenaire des PME/PMI, en termes de Conseil et d'Ingénierie Financière. Vous animez la cellule Etudes de la société, et participez à la stratégie de développement, ainsi qu'aux instances de Direction. Vous êtes chargé d'organiser et de mettre en œuvre une nouvelle dynamique commerciale et de restructurer l'ensemble des outils financiers et des procédures.
Agé d'environ 30/35 ans, vous avez une expérience minimale de cinq années en Banque d'Affaires et/ou de consultant senior en cabinet d'Audit. L'entreprise pourra compter sur votre ambition, votre rigueur et votre volonté de réussir pour atteindre ses objectifs de développement.
Le poste conviendrait particulièrement à un financier cherchant à se réaliser à travers un challenge personnel exigeant.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) à notre conseil FMI, sous référence RN0597D, 25 bis rue Lory les Hauts, 97490 Sainte-Clotilde ou par fax au 02.62.29.84.66

FM Réunion



Leader européen du Mobilier Urbain, notre groupe de dimension internationale fonde sa notoriété sur la créativité et la qualité de ses produits et prestations. Depuis 30 ans, nous avons équipé plus de 1 000 villes en Europe. Les relations privilégiées que nous avons su créer et entretenir avec les collectivités locales et les annonceurs sont le garant de notre succès.

Pour notre Direction Industrielle, nous recherchons un



CONTRÔLEUR DE GESTION INDUSTRIEL

Sous l'autorité du Directeur Industriel, vous serez en charge de l'élaboration des budgets, des suivis et analyses de résultats, de la mise en place des tableaux de bord, des procédures et des circuits d'information associés. Vous animerez les responsables de lignes de produits dans une logique de conception à coût objectif. Vous superviserez l'équipe en charge de l'élaboration des prix de revient. Vous serez également amené à réaliser tout type d'étude économique.

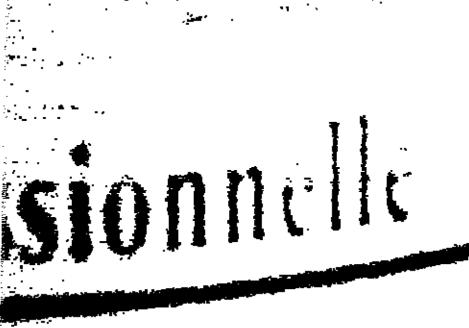
A 30-32 ans, diplômé d'une grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieurs *(une double formation sera un plus)*, vous pouvez justifier d'une expérience d'au moins cinq ans de contrôle de gestion industriel et, plus particulièrement, dans les domaines de la conception des produits et des achats.

Pour ce poste basé à Plaisir (78), l'autonomie, la rigueur, l'imagination et une forte capacité d'analyse sont indispensables. Véritable force de proposition, vous devez faire preuve d'une très bonne aisance relationnelle.

Si cette mission vous motive, merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + CV) sous réf. B70402, à notre Conseil : Béatrice Galievsky, Favereau Consultants, 52 rue de la Fédération, 75015 Paris.



JCDecaux



Juristes - Ressources Humaines

Dans le cadre de son développement, un important Cabinet d'Avocats recherche un

Fiscaliste Produits Financiers

Paris **400KF**

Rattaché(e) aux Associés, vous intervenez sur l'ensemble des dossiers fiscaux du Cabinet pour le compte d'une clientèle française et étrangère composée de banques d'affaires, d'établissements financiers, de compagnies d'assurances et de grands groupes internationaux.

Vous êtes notamment sollicité(e) en matière de fiscalité des valeurs mobilières, des produits d'épargne, d'OPCVM ainsi qu'en *matière de fiscalité* relative aux instruments financiers tels que les produits dérivés, produits structurés, warrants, etc.

Ponctuellement, vous intervenez dans le cadre d'opérations de restructuration (fusions, acquisitions, etc.), d'audit fiscal et assurez un rôle de conseil auprès des clients (assistance à contrôle, etc.).

Agé de 28/32 ans, Avocat de formation juridique supérieure avec une spécialisation en fiscalité (*DEA, DESS, DJCE*), vous avez acquis une expérience de 3 à 5 ans en fiscalité d'entreprise au sein d'un cabinet d'affaires et possédez **un bon niveau d'anglais**.

Votre expérience opérationnelle ainsi que vos aptitudes tant techniques que relationnelles vous permettront d'évoluer au sein d'un Cabinet en forte croissance.

Merci d'adresser lettre man. + C.V+ photo + rém. actuelle + n° de tél. à **Pierre-Olivier Landry, Michael Page Tax & Legal**, 3 boulevard Bineau, 92594 Levallois Perret Cedex ou de **taper votre CV sur le 3617 code MPage** *(Cersicle 3,48 F/Mn)* sous référence POL16530.

MP

Michael Page Tax & Legal
Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

Notre Groupe de communication crée une nouvelle entité décentralisée.
Pour accompagner son développement, nous recherchons un(e)

GESTIONNAIRE
Ressources Humaines et Finances

Vous assurez les responsabilités ressources humaines, financières et administratives de cette nouvelle entité. Dans ce cadre, vous apportez votre maîtrise de la gestion du personnel (recrutement, formation, analyse et développement des compétences...). Vous êtes également en charge de la gestion financière comprenant l'élaboration et le suivi des budgets annuels de fonctionnement, d'équipement, de personnel... Vous veillez à la bonne application des procédures comptables ou juridiques et établissez les rapports annuels d'activité.

A 28/30 ans environ, de formation supérieure orientée Gestion (Sup de Co, Sciences Po ou formation juridique...), vous avez une première expérience «généraliste» intégrant la gestion des ressources humaines acquise, par exemple, dans un poste de type Secrétaire Général en PME-PMI.

Rigueur, dynamisme et faculté d'adaptation favoriseront votre réussite dans cette fonction.

Poste basé dans une grande métropole du Sud-Ouest.

NK conseil

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 97MO01, à NK Conseil - 112, rue de Paris - 92100 Boulogne.

Coopers & Lybrand
CLC juridique et fiscal

Cabinet d'Avocats d'Affaires
Coopers & Lybrand
CLC Juridique et Fiscal

Avocat fiscaliste

Spécialiste de la fiscalité française et internationale des entreprises, vous souhaitez mettre vos connaissances au service d'un cabinet international.

Nous vous proposons de rejoindre notre équipe de plus de *250 praticiens en France, dont 5 à Strasbourg, dans divers* domaines du droit des affaires et de la fiscalité.

Vous possédez entre 3 et 5 ans d'expérience et maîtrisez la langue anglaise et, de préférence, la langue allemande.

Doté d'une solide culture juridique, économique et financière, vous êtes capable d'être rapidement autonome.

Partenaire privilégié des entreprises, dans le cadre des missions qui vous seront confiées, vous les conseillerez et assurerez la défense de leurs intérêts.

Outre vos compétences, votre rigueur et votre esprit d'équipe seront des atouts pour réussir au sein de notre cabinet.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à *COOPERS & LYBRAND CLC Juridique et Fiscal à l'attention* de Franck Boussuge,

2 avenue de la Forêt Noire, BP 57
67002 Strasbourg cedex

CABINET D'AVOCATS MEMBRE
D'UN RÉSEAU INTERNATIONAL
RECHERCHE UN

AVOCAT
JURISTE-FISCALISTE
BASÉ SUR LA CÔTE D'AZUR

Participant au développement du cabinet, vous prendrez la responsabilité de missions de conseils auprès d'une clientèle de P.M.E. et filiales de grands groupes sur des dossiers variés : droit des sociétés, fiscalité et droit commercial et vous encadrerez une équipe.

A 35 ans environ, formation type DESS/DJCE, vous possédez 8/10 ans d'expérience dans ce domaine acquise en cabinet d'avocats d'affaires. Votre aisance relationnelle, votre autonomie et votre esprit d'équipe vous permettront de réussir et d'évoluer dans notre structure.

Merci d'adresser votre C.V. et lettre manuscrite sous réf. DM/SO à : E.T.C. Conseil - 22bis, rue Jouffroy d'Abbans - 75017 PARIS.

E.T.C. conseil

Une carrière évolutive au sein d'une fonction Personnel qui se consolide

Cet important Groupe Industriel (9 000 personnes dans le Monde) ***renforce*** **la Fonction Personnel sur ses sites (régions Nord et Centre), sur la base des valeurs qui ont fait sa réussite : écoute, respect des individualités, formation. Le Groupe recherche pour une de ses entités de production, un**

Responsable du Personnel

En liaison avec la DRH du Groupe, et en concertation avec le Directeur d'Usine, vous avez la responsabilité opérationnelle sur votre site de la gestion du personnel non-cadre (*400* personnes).

Vous couvrez l'ensemble des aspects de la fonction : *administration du personnel, gestion des effectifs, recrutement*, formation, relations sociales, application de la législation ... dans un contexte d'autonomie et de responsabilité déléguée.

A 35 ans environ, de formation supérieure (Sciences Po, Droit, ...), vous avez une première expérience de la fonction au sein d'une Entreprise Industrielle. On vous reconnaît charisme et fibre sociale. Rompu à la négociation, homme de terrain, vous avez toutefois à coeur, au-delà, de la gestion du quotidien, d'accompagner l'Entreprise dans son développement.

Notre Conseil, Danielle BOULOS, vous remercie d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. 152/M à Danielle Boulos Conseil
27/29 rue Raffet - 75016 PARIS.

Danielle Boulos
CONSEIL

■ *LA SOCIÉTÉ : Banque Régionale de premier plan recherche un*

Juriste d'Affaires

Région Ouest

■ ***LE POSTE :*** *Au sein de la Direction Juridique, vous interviendrez sous le contrôle du Directeur Juridique sur l'ensemble des aspects relevant du droit et de la réglementation bancaire, du droit des contrats, du droit des sociétés et du droit commercial au sens large. Votre rôle sera celui d'un Conseil tant auprès de l'ensemble des Directions de la Banque que du Réseau régional.*

■ ***LE CANDIDAT :*** *A 30/35 ans, de formation supérieure en droit (Maîtrise/3e cycle),* ***votre expérience impérative de plus de 5 ans*** *en tant que Juriste généraliste au sein d'une grande banque de réseau vous a permis d'acquérir une pratique opérationnelle du conseil dans le domaine du droit bancaire et du droit des affaires.*
Ouvert, efficace, doté d'un bon sens relationnel, *vous saurez développer votre fonds de commerce et vous faire reconnaître dans un environnement évolutif.*

■ *Merci d'adresser un dossier de candidature complet sous réf. 3562/CP à Catherine PAILLUSSEAU, ROBERT HALF JURIDIQUE ET FISCAL, 39 avenue Pierre 1er de Serbie, 75008 PARIS, ou par fax au 01 47 23 38 00, ou par e-mail (Format MIME ou BinHex) «robert@half.grolier.fr». Consultez notre serveur internet http://www.roberthalf.com.*

Norman Parsons ROBERT HALF FRANCE.

LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT SPÉCIALISÉ AVEC PLUS DE 160 BUREAUX SUR 3 CONTINENTS

Grand groupe de BTP
intervenant dans des domaines diversifiés
(Energie, Transport, Industrie, Aménagement urbain),
SPIE BATIGNOLLES ***recherche aujourd'hui***
dans le cadre de son développement un :

JURISTE DROIT DES AFFAIRES

Au sein du Département Juridique de la holding, vous avez en charge des missions variées. Vous gérez des dossiers contentieux et assistez nos filiales dans tous les domaines n'entrant pas dans le champ de leur gestion courante (droit concurrence, droit pénal, etc.). Vous préparez le montage d'opérations en concession. Vous assurez le secrétariat juridique du Conseil d'Administration de la holding et la préparation d'opérations de restructuration. Vous suivez les évolutions du droit (France, CEE) susceptibles d'intéresser nos activités.

A 30/35 ans, de formation supérieure avec de solides bases en droit privé, vous possédez une expérience significative en matière de droit des affaires mais aussi de droit public (montage d'opérations en concession). Votre ouverture d'esprit, votre autorité naturelle et votre sens relationnel font de vous un partenaire efficace et apprécié. La maîtrise de l'anglais est indispensable, celle d'une deuxième langue souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) sous référence SB 9701 à l'adresse suivante :

SPIE BATIGNOLLES
Département Recrutement Cadres
Parc Saint-Christophe - Pôle Galilée
95865 CERGY-PONTOISE

CHARGE(E) DE RECHERCHES

Recrutement de cadres et dirigeants

Neuilly - Leader mondial du conseil en management et en technologie, PA Consulting Group (2000 personnes, 20 pays, 50 bureaux) a bâti et développé sa renommée en France sur le conseil en recrutement, l'évaluation et le management du changement. Dans le cadre d'un **CDD de 6 mois** (vacances en août garanties), nous souhaitons intégrer aujourd'hui un(e) chargé(e) de recherches pour notre activité de conseil en recrutement de cadres et dirigeants. Travaillant en étroite collaboration avec les consultants, il/elle sera directement impliqué(e) dans la conduite des missions, depuis l'élaboration du profil du poste à pourvoir jusqu'à l'identification des candidats potentiels et les interviews téléphoniques. Ce poste s'adresse à un(e) jeune diplômé(e) de l'enseignement supérieur, ayant déjà exercé des responsabilités similaires et possédant de réelles qualités d'autonomie, de rigueur, de contact ainsi qu'une grande aisance au téléphone. Ecrire à Jean-Pierre ROUGIER en précisant la référence R/CRPM - **PA Consulting Group - 114, avenue Charles de Gaulle - 92522 NEUILLY Cedex - Tél. 01.40.88.79.70.**



Carrières Internationales

RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :
INTERNET http://www.cadresonline.com MINITEL 3615 cadresonline (2,23 F/mn) MINITEL 3615 LEMONDE (2,23 F/mn) INTERNET http://www.lemonde.fr/emploi

Dans le cadre du développement de notre division produits d'intérieur en France et en Europe (revêtements muraux, *cloisons extensibles, meubles d'intérieur*), nous recherchons

Directeur des ventes Europe

Chargé de développer *de nouveaux marchés en Europe et en Europe de l'Est.*
Ce poste nécessite une formation commerciale supérieure et une expérience internationale dans le domaine de la grande distribution (type GSB).
La parfaite maîtrise du français, de l'anglais et de l'allemand est indispensable ; la connaissance du russe serait appréciée. (Réf. 144).

Délégué commercial export Europe

Placé sous la responsabilité du Directeur des ventes Europe, il devra assister ce dernier dans le développement des nouveaux *marchés, la mise en place effective de nos produits et le suivi de nos ventes sur le terrain.*
Ce poste nécessite une formation commerciale supérieure et une première expérience dans la grande distribution (GSB).
Une parfaite maîtrise du français, de l'anglais et de bonnes bases en allemand sont indispensables. (Réf. 145).
Poste évolutif dans un groupe international.

Directeur des ventes France

Chargé d'animer et de manager une équipe de vente, il devra développer l'implantation et la commercialisation des produits du département « habitat » (*revêtements muraux, plafonds, portes et cloisons extensibles*) dans le réseau GSB.
Ce poste nécessite une formation commerciale supérieure et une première expérience dans la grande distribution.
La connaissance de langues étrangères est indispensable dans le cadre de notre politique de développement des carrières internationales. (Réf. 146).

Ces trois postes sont basés à OYONNAX (Ain).

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo
(*en précisant la référence du poste choisi*)
à GROSFILLEX, DRH,
BP 2, 01107 Oyonnax Cedex.

Notre métier : concevoir et réaliser des produits grand public pour l'habitat.
Notre force : des équipes et des produits internationaux (11 filiales dans le monde).
Notre technologie : la plasturgie, secteur d'avenir.
Notre ambition : le développement des hommes.

Grosfillex
Des rapports simples et directs

MEDIA SYSTEM

Ingénieur d'Affaires Internationales Expérimenté

bilingue anglais-français

Leader international dans la conception et la réalisation d'équipements de haute technologie, nous sommes *la filiale française* d'un groupe européen. Nous recherchons **l'Ingénieur d'Affaires Internationales** capable de faire évoluer sa fonction à terme vers la **Direction Commerciale Internationale.**

Rattaché au Directeur Général, en interaction étroite avec la structure R&D et études, la production, les services techniques et financiers, ainsi que les réseaux internationaux de la maison-mère, vous transformerez *le potentiel commercial international en acquis.* Vous assumerez la totale responsabilité des projets : l'analyse technique pointue des systèmes et installations, la négociation, le suivi de la réalisation jusqu'à la recette. Intégrant une petite équipe commerciale expérimentée et autonome, vous en deviendrez le *moteur de développement par la suite.*

Ingénieur-mécanicien de haut niveau connaissant les automatismes, *obligatoirement diplômé* d'une Grande Ecole, vous avez idéalement acquis une première expérience, en bureau d'études, de la conception de machines spéciales et/ou machines pour façonnage des métaux, avant d'évoluer vers une fonction technico-commerciale, puis d'ingénierie d'affaires export. *Aujourd'hui, vous maîtrisez l'ensemble des compétences* du métier d'Ingénieur d'Affaires Internationales. L'anglais courant est impératif ; une deuxième langue (allemand ou espagnol) constitue un atout.

Ce poste évolutif, **basé dans les Bouches-du-Rhône**, nécessite environ 65% du temps à l'étranger.
Cette offre correspond à vos attentes et compétences : *prière d'adresser votre dossier complet s/référence* IAI/SV-597 à notre Conseil, qui vous documentera avant entretien. Confidentialité garantie.



SEQUOIA 9, Cité Trévise 75009 Paris.



The World Food Programme (WFP) is the food aid organization of the United Nations system. Based in Rome, Italy, WFP provides more than US$ 1.5 billion annually in development and relief assistance to more than 90 countries, mobilizing and distributing one-quarter of all global food aid, and operates a programme support administrative budget of $ 100 million annually. WFP provides assistance for about 45 million people each year.

The WFP, with Headquarters in Rome, Italy and offices throughout the world, has vacancies *for an initial duration of two years renewable* for the following positions:

PROCUREMENT OFFICERS (Rome, Africa and elsewherer)

The Procurement Officer is responsible to manage and provide technical advise on procurement activities (foodstuff and equipment) ; lead work of procurement *unit staff, issue international, regional* and local tenders as appropriate.

Qualified candidates should have a degree in Business Administration, Economics, *Engineering or related fields. At least seven years of progressively responsible* professional experience in international procurement of foodstuff and equipment and three years of managerial experience. Knowledge of international trade practicies. Excellent analytical and conceptual skills and communication skills. Goods negociation skills. Resourcefulness, initiative and maturity of judgement. Working knowledge of English and limited knowledge of French or Spanish languages are essential.

Starting salary depending on present income, will be from US$ 60 984 to US$ 82 600 net, tax free, plus allowances and other benefits of the UN International Civil service.

Only candidates meeting the essential qualifications will be considered. Applications from female candidates and particulary those from developing countries are encouraged. Please send Curriculum Vitae or a United Nations Personal History *form quoting the Vacancy Number* MS-97-17AD before 15 June 1997 to World Food Programme, Human Resources Recruitment, Via Cristoforo Colombo, 426, 00145 Rome Italy. Fax: (00396) 59602348/59602111, E-mail: Grove@WFP. org or Zanelli@WFP. org. Applications will not be acknowledged unless candidate is shortlisted.

Recrutements Internationaux

Le Monde

1er quotidien français à l'étranger

L'Europe

Moi aussi, je construis l'Europe

A l'Union européenne, j'ai découvert un univers professionnel épanouissant et stimulant. En contact avec des collaborateurs de nationalités différentes, je vis ma carrière au rythme d'échanges très enrichissants. Je développe mon potentiel dans un esprit très ouvert, grâce à des missions qui poursuivent un même objectif: la construction de l'Europe.

LA COMMISSION EUROPEENNE
cherche des (m/f)

Spécialistes en Santé Publique

sécurité alimentaire - santé animale/bien-être des animaux - questions phytosanitaires

Les candidats doivent être ressortissant d'un des États membres de l'Union européenne et posséder une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union et une connaissance satisfaisante d'une deuxième.

Tâches principales, en rapport avec les domaines mentionnés ci-dessus: ☐ audit des organes nationaux responsables de la sécurité alimentaire, de la santé animale/bien-être des animaux et des questions phytosanitaires; ☐ contrôle de la mise en œuvre de la législation communautaire dans les domaines mentionnés plus haut; ☐ fonctions d'administration et de gestion dans les domaines mentionnés plus haut.

Affectation: Irlande.

ADMINISTRATEURS (*Concours Général COM/A/1046*)

Conditions spécifiques: ☐ être né après le 27.06.1961; ☐ avoir acquis, postérieurement au diplôme universitaire donnant accès au concours, une expérience *professionnelle d'une durée minimale de 3 ans en rapport avec la nature des* fonctions de l'emploi en question.

ADMINISTRATEURS PRINCIPAUX (Concours Général COM/A/1047)

Conditions spécifiques: ☐ être né après le 27.06.1946; ☐ avoir acquis, postérieurement au diplôme universitaire donnant accès au concours, une expérience professionnelle d'une durée minimale de 12 ans, dont au moins 6 ans en rapport avec la nature des fonctions de l'emploi en question.

La Commission européenne met en œuvre une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes et veille scrupuleusement à éviter toute forme de discrimination basée sur la race, les croyances ou les handicaps.

L'avis de concours est publié dans le Journal Officiel C 145 A du 13.05.1997. Sous peine d'exclusion du concours, les candidats doivent utiliser l'acte de candidature encarté dans le Journal Officiel. Celui-ci peut être obtenu en envoyant sous pli une enveloppe (minimum 23 x 32 cm) non timbrée, libellée à votre adresse, à:

COMMISSION EUROPEENNE
- Représentation en France, Service concours (COM/A/1046 ou COM/A/1047),
  - 288 boulevard St-Germain, F-75007 Paris,
  - 2, rue Henri Barbusse, F-13241, Marseille CEDEX 01.
- Unité Recrutement SC41 (COM/A/1046 ou COM/A/1047), rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles.

Date limite pour l'envoi de l'acte de candidature obligatoire: 27.06.1997.

http://europa.eu.int



Conseil et Audit



Le Groupe CAP GEMINI, leader européen dans le domaine des services et du conseil en systèmes d'information, recherche, sur Paris/RP, plusieurs :

CONSULTANTS - DIRECTEURS PROJETS
Intégration de Progiciels

• Finance/Comptabilité • Production • Logistique
• Gestion commerciale/Marketing

Vous intervenez auprès de Grands Comptes nationaux et internationaux variés, dans le cadre de grands projets de transformation du système d'information, en particulier à base de progiciels intégrés de gestion. *Interlocuteur privilégié des clients (Directions opérationnelles, Direction* Informatique, utilisateurs, ...), vous comprenez les enjeux de l'entreprise (métier, organisation, objectifs, ...), vous analysez les besoins, proposez des solutions et les mettez en œuvre. Vous apportez votre expertise fonctionnelle dans l'un des domaines précités.

A 30/45 ans environ, de formation Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieurs, vous possédez une solide expérience acquise dans un cabinet de conseil, en SSII, chez un éditeur de progiciels ou dans un poste opérationnel en entreprise. La connaissance d'un progiciel intégré (SAP, *Oracle Applications*, BPCS, BaaN, ...) est un atout sérieux. Mobilité et anglais courant sont indispensables.

Vos qualités personnelles seront déterminantes : adaptabilité, tempérament opérationnel, leadership, excellent sens relationnel, fort esprit de synthèse. Des projets passionnants vous attendent, ainsi que de réelles possibilités d'évolution, en France comme à l'International.

Pour nous rencontrer avec notre conseil, merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, rémunération actuelle) à MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris cedex 08, sous la référence 59.5310/LM portée sur lettre et enveloppe.

Nous sommes un cabinet de 110 *consultants*, indépendant depuis 1995 et en forte croissance (recrutement de 30 consultants prévu en 1997). Nous appartenons au réseau international The European Independents (1 800 consultants). Nous conseillons nos clients dans leurs grands projets d'organisation et de systèmes d'information, et les accompagnons dans la conduite du changement. Notre atout : une relation de proximité et de confiance avec nos clients.

Consultants juniors

Débutants ou 2-3 ans d'expérience, X, Centrale, Ponts, Agro, HEC, ESSEC, ESCP...
Vous êtes avant tout curieux et enthousiaste.
Vous savez faire preuve en toutes circonstances de bon sens et de pragmatisme.
Vous comprenez rapidement les environnements nouveaux dans lesquels vous travaillez.
Vous privilégiez le travail en équipe tout en faisant preuve d'*autonomie*.
Vous avez le goût du contact et de l'écoute.

Nous vous proposons de participer à des missions très variées, dans de grandes entreprises de tous secteurs (banque, industrie, services, etc.).
Vous recevrez une formation approfondie et régulière ; vous progresserez dans une structure jeune et à taille humaine, vous évoluerez rapidement vers des responsabilités importantes.
Merci d'adresser votre lettre manuscrite et CV à *Catherine Bocquet*, Orgaconseil, 64 rue du Ranelagh, 75016 Paris.

ORGACONSEIL

Partner of THE EUROPEAN INDEPENDENTS
The International Group of Leading Consulting Companies

MEDIA SYSTEM

Mazars & Guérard

Quadrant

D'origine française, Mazars & Guérard est un cabinet d'audit et de conseil *indépendant qui a choisi de développer son propre réseau international.*

Présent aujourd'hui dans 37 pays, Mazars & Guérard intervient auprès d'entreprises françaises et internationales et de grandes administrations.

Quadrant, le cabinet de Conseil en management et organisation de Mazars & Guérard, renforce ses équipes pour accompagner une croissance forte et soutenir son plan de développement.

Consultants confirmés

Diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs (double formation appréciée), vous avez nécessairement une première expérience de trois à quatre années en cabinet de conseil ou d'audit, et votre anglais est courant. *Vous souhaitez vous investir pleinement* dans une entreprise qui vous offrira une grande ouverture sur des méthodes, des métiers et des secteurs économiques très variés et qui développera votre savoir-faire dans les techniques modernes de management et de conduite du changement.
La progression rapide de carrière et la rémunération seront à la hauteur de nos exigences en matière d'engagement personnel, d'esprit d'équipe, de rigueur et de mobilité.
Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre de motivation, rémunération souhaitée, CV et photo), sous référence GR0597, à Mlle Hennia, Quadrant, Tour Framatome, 92084 Paris-La Défense Cedex.



CONSEIL PME/PMI

COOPERS & LYBRAND DÉVELOPPEMENT, membre de l'un des tout premiers *réseaux mondiaux d'Audit et de Conseil, intervient plus particulièrement dans* le conseil en management auprès des PME-PMI sur l'ensemble du territoire.

Consultant confirmé

De formation supérieure, vous bénéficiez d'une double expérience en entreprise et en cabinet conseil dans des responsabilités de gestion ou de développement (finance, organisation, production, *ressources humaines, commercial, ...). Vous êtes* intéressé par les activités de conseil dans un environnement pluridisciplinaire, pour accompagner les chefs d'entreprise de PME/PMI dans leur gestion et leur stratégie. Nous vous offrons de rejoindre notre équipe à Paris ou en province et d'y *prendre des responsabilités de développement et* de réalisation de missions.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant votre rémunération actuelle sous réf. 0501 à Coopers & Lybrand Développement - BP 165 - 06903 SOPHIA ANTIPOLIS cedex.

CURRICULUM

Dirigeants



Leader mondial en matière de conseil en aménagement et développement des territoires, EDAW recrute dans le cadre de *son expansion en Europe*, deux consultants basés dans son bureau de Sophia Antipolis (EDAW TSD).

EDAW TSD

Vous conduirez des missions de conseil en développement économique (définition de stratégie, programmation de projets, évaluation) en France et en Europe, pour des collectivités publiques, de grandes entreprises ou des grandes organisations internationales.
Vous êtes parfaitement bilingue français-anglais (oral et écrit) et maîtrisez une autre langue étrangère.

■ *Consultant junior*

Vous devrez faire preuve d'une forte capacité d'écoute et d'analyse, d'une grande autonomie et d'une certaine aisance dans la présentation orale et écrite.
Vous êtes diplômé d'une grande école et justifiez de deux à trois années d'expérience dans le domaine du conseil (développement industriel, marketing territorial, transfert de technologie...).

■ *Consultant senior*

Vous aurez la responsabilité de la conduite des projets de la phase de négociation de la mission jusqu'à la remise du rapport final.
Vous justifiez d'au moins dix années d'expérience dans le domaine du conseil et en particulier à l'international. Une expérience préalable de l'entreprise et/ou du développement local sera appréciée.

Merci d'adresser votre candidature sous la réf. ED 06 à EDAW TSD - BP 63 - 06902 Sophia Antipolis cedex.
Fax : 04 93 65 41 35

MEDIAPA

DIRECTEUR GENERAL
FOIES GRAS

Aquitaine - Nous sommes une PMI de 250 personnes, réalisant 250 millions de francs de chiffre d'affaires dans la transformation et l'élaboration de foies gras, magrets, confits. Filiale d'un important groupe coopératif, nous recherchons aujourd'hui notre directeur général. Vous prendrez la responsabilité de l'ensemble des fonctions de direction : marketing et commercial, pilotage de l'outil industriel et animation du dialogue social. Vous participerez activement au conseil d'administration et assurerez devant lui les résultats de l'entreprise. A 40 ans et de formation supérieure, vous bénéficiez d'une solide expérience industrielle et managériale dans l'agro-alimentaire. Vous connaissez et vous appréciez le milieu agricole. Ecrire sous la référence B/8536M à Laurent PEYSALE - **PA Consulting Group - Europarc - 9, avenue Léonard de Vinci - 33600 BORDEAUX-PESSAC.**

PA Consulting Group
Creating Business Advantage